

tracés

Revue de Sciences humaines

Batailles de la faim

Coordonné par Pierre Janin, Natalia La Valle,
Anne Lhuissier et Thomas Ribémont

n° 41

2021 | 2

INTRODUCTION DE LA PUBLICATION

La faim est un phénomène construit, inhérent aux sociétés humaines, quels que soient le niveau de ressources disponibles, les régimes politiques ou de gouvernance. Les relations entre faim et politique sont étroites : la faim cristallise des rapports de force et de pouvoir, donnant lieu à des batailles plurielles, tant matérielles que symboliques. Dans ce numéro, les textes soulignent les expériences vécues, les pratiques et les normes des acteurs, individuels, collectifs et institutionnels, et leurs multiples conflits et intérêts en jeu. Le double prisme politique et empirique retenu ici apparaît généralement comme un angle mort, voire un impensé, pour de nombreuses institutions (appareils d'État, acteurs de l'aide et du développement, etc.), qui déclinent la lutte contre la faim en objectifs normés, selon un processus souvent présenté comme consensuel. Or, la nature des pouvoirs et des visions antagoniques de la faim contredit les lectures technocratiques : les batailles naissent et se cristallisent du fait de rapports de domination, de logiques et d'intérêts opposables. Le dossier aborde ainsi les controverses autour de la définition et de la délimitation de la faim ; la faim comme source de revendication de droits et de ressources, ou comme outil de protestation et d'actions collectives ; l'utilisation de la faim à des fins de contrôle social et politique des populations. Ce faisant, nous espérons apporter des connaissances et des pistes de réflexion qui contribueront à faire de la faim un problème public et de l'alimentation un bien commun.

Hunger is a constructed phenomenon, inherent to human societies, whatever the level of available resources, political regimes, or governance. The relationship between hunger and politics is tight: hunger crystallises a balance of power giving rise to multiple battles, both material and symbolic. The texts presented here highlight the lived experiences, practices and standards of individual, collective and institutional actors, and their multiple conflicts and interests at stake. The double political and empirical prism adopted here generally appears to be a blind spot, or even an unconsidered topic, for many institutions (states, aid and development organisations, etc.), which define the fight against hunger in terms of standardised objectives, according to a process often presented as consensual. However, the nature of powers and antagonistic visions of hunger contradicts these technocratic readings: battles arise and crystallise as a result of relations of domination, opposing logics and interests. This issue addresses the controversies about the definition and delimitation of hunger; hunger as a source of demands for rights and resources, or as a protest tool; the use of hunger for the social and political control of populations. With this Tracés issue, we hope to provide knowledge and insights that will contribute to making hunger a public problem and food a common good.

tracés

Revue de Sciences humaines

Batailles de la faim

Coordonné par Pierre Janin, Natalia La Valle,
Anne Lhuissier et Thomas Ribémont

n° 41

2021 | 2

Présentation éditoriale de *Tracés*

Revue de sciences humaines

Comité de rédaction

Mathieu Aguilera, Annabelle Allouch, Thomas Angeletti, Pierre Brasseur, Amina Damerджи, Alice Doublier, Juliette Galonnier, Samuel Hayat, Manon Him-Aquilli, Igor Krtolica, Natalia La Valle, Stefan Le Courant, Alexandre Mahoudeau, Camille Paloque-Bergès, Anthony Pecqueux, Mathilde Rossigneux-Meheust, Federico Tarragoni et Jean-Baptiste Vuillerod

Comité de lecture

Arlène Alpha, Antoine Bernard de Raymond, Zhour Bouzidi, Maryse Bresson, Matthieu Brun, Carlo A. Célius, Anne-Elène Delavigne, Emmanuel Didier, Vincent Dubois, Corentin Durand, Sandrine Dury, François Enten, Anne-Julie Etter, Malcom Ferdinand, Bénédicte Florin, Alexis Gonin, Lisa Guenther, Anne Yvonne Guillou, Pascale Hancart-Petitot, Raphaëlle Héron, Frédéric Landy, Marc Lenormand, Julien Lévy, Bertrand Marquer, Etienne Morales, Margalida Mulet Pascual, Laurence Ossipow-Wüest, Pascale Pichon, Thomas Posado, Christiane Rafidinarivo, Philippe Ryfman, Grégory Salle, Charles-Edouard de Suremain, Fatiha Talahite, Anna Terwiel, Paul-Malo Winsback

Comité scientifique

Howard S. Becker, Sacha Bourgeois-Gironde, Olivier Christin, Catherine Colliot-Thélène, Jocelyne Dakhlia, Jean-Charles Darmon, Philippe Descola, Vincent Descombes, Nina Eliasoph, Didier Fassin, Bernard Lahire, Paul Lichterman, Quentin Skinner, Isabelle Sommier et Natalie Zemon Davis

Rédacteurs en chef

Camille Paloque-Bergès et Jean-Baptiste Vuillerod

Secrétaire de rédaction

Anne de Reyniès, avec la collaboration d'Anne Farys

Fondateurs

Paul Costey et Arnaud Fossier

Ce numéro a été coordonné par Pierre Janin, Natalia La Valle, Anne Lhuissier et Thomas Ribémont.

Seule l'association Tracés, constituée en personne juridique en vertu de la loi de 1901 sur les associations, est responsable du contenu de cette revue.

Pour contacter la rédaction : redactraces@groupes.renater.fr

© ENS ÉDITIONS

École normale supérieure de Lyon

BP 7000 – 69342 Lyon cedex 07

Tél. + 33 4 26 73 11 94 Fax + 33 4 26 73 12 68

editions@ens-lyon.fr

www.ens-lyon.fr/editions/catalogue

ISSN 1763-0061

ISBN 979-10-362-0549-1

Directeur de la publication : Jean-François Pinton



Sommaire

Éditorial

Batailles de la faim : jeux d'acteurs, d'échelles et de pouvoir

Par Pierre Janin, Natalia La Valle, Anne Lhuissier
et Thomas Ribémont

7

Articles

Quand la faim demeure. Politique et aide humanitaire dans une région marginalisée d'Éthiopie

Par Alice Corbet

23

« Remettre la vie parmi nous ». Expériences de la faim et organisation paysanne dans le Bas Nord-Ouest haïtien

Par Flore Dazet

45

Qu'est-ce qu'un cas de mortalité par la faim ? La surmortalité par la famine en débats au Bengale colonial (1873-1875)

Par Éléonore Chanlat-Bernard

65

« Les feuilles amères avaient un goût sucré » : la faim dans le Kampuchéa démocratique (1975-1979)

Par Sarah Privat-Lozé

81

Les coupons alimentaires de l'État-providence. Écrire au sujet du programme *Food Stamps* aux États-Unis (1966-1975)

Par Antoine Nséké Missé

103

Le glanage alimentaire en milieu urbain, ou la constitution de « protections rapprochées »

Par Martin Manoury

123

Going Hungry for Dyett : grève de la faim pour l'éducation publique à Chicago, don de soi et défense des intérêts de la « communauté »

Par Clément Petitjean

145

Notes

De Maze à Guantánamo : réflexions sur la temporalité des grèves de la faim et la mort lente en détention

Par Michelle C. Velasquez-Potts

169

Nourrir les « nouveaux » pauvres. Une enquête de terrain dans des services d'aide alimentaire parisiens au temps du premier confinement (printemps 2020)

Par Lorraine Guénée, Erwan Le Méner et Odile Macchi

187

Entretien

Covid-19 : « La faim se nourrit de toutes les inégalités, de toutes les vulnérabilités ». Entretien avec Jean-François Riffaud, Directeur général d'Action contre la Faim, 28 janvier 2021

Propos recueillis et présentés par Pierre Janin, Natalia La Valle et Thomas Ribémont

209

Éditorial

ÉDITORIAL

Batailles de la faim : jeux d'acteurs, d'échelles et de pouvoir

PIERRE JANIN
 NATALIA LA VALLE
 ANNE LHUISSIER
 THOMAS RIBÉMONT

« Peu de phénomènes ont influé aussi intensément sur le comportement politique des peuples que le phénomène alimentaire et la tragique nécessité de manger » (de Castro, 1952, p. 21). La faim, problématique ancestrale des sociétés humaines en prise avec différents ordres (matériels et symboliques), est pourtant relativement peu étudiée par les sciences humaines et sociales, du moins en France. Partant de ce constat, nous consacrons ce numéro aux diverses formes de conflits, tensions et expériences de la faim, passées ou actuelles, allant de la sphère de l'intime aux arènes politiques.

Ces dimensions sont d'autant plus prégnantes que la crise actuelle, liée à la pandémie de covid-19, tend à les visibiliser de manière accrue. Depuis 2020, la faim est revenue dans des territoires et des milieux où elle était globalement contenue, à l'instar de ce que l'on a pu observer lors de la crise dite des *subprimes*, en 2007-2008. Elle a été rendue également plus visible parce qu'elle a touché plus intensément des catégories modestes, déjà fragilisées, mais jusque-là plutôt discrètes, dans les sociétés industrialisées que l'on croyait à l'abri (travailleurs mobiles et précaires, étudiants, actifs saisonniers...). Dans d'autres contextes, caractérisés par des crises chroniques (sécheresse, catastrophes naturelles, conflits), par une grande précarité et par la faiblesse des institutions, on observe un accroissement très important de cas de malnutrition et de personnes en insécurité alimentaire. Loin d'être liée à une quelconque pénurie réelle – en ces temps de prix bas devenus la règle imposée par les marchés – la faim est, ici, davantage le produit d'interactions et d'effets de contagion : la pandémie a précipité des mesures de contrôle et de confinement/contention engendrant une contraction des flux, des activités et des revenus.

De manière plus générale, ce contexte rappelle que la faim s'insère presque toujours, quels que soient les groupes et les espaces considérés (la

famille, le milieu du travail, le quartier, etc.), les niveaux de richesse et de développement, dans des rapports de pouvoir, de domination, de conflictualité, mais aussi parfois dans des formes d'arrangement et de consensus, figurant autant de « batailles » de la faim.

Vivre et politiser la faim

La faim est d'abord une sensation immédiate traduisant le besoin de manger, compte tenu de nos exigences physiologiques individuelles, exigences physiologiques que l'animal humain satisfait par des moyens institutionnels, suivant des règles sociales et culturelles (Aymard, Grignon et Sabban, 1993). Elle renvoie aussi à un manque cruel d'aliments qui fait qu'un individu souffre de faim. La faim présente donc ce caractère dual : tantôt phénomène physiologique banal, éprouvé au quotidien, voire inhérent à tout système social ; tantôt une meurtrissure, un mal à éradiquer dans un monde de disponibilités, voire d'abondance. Ces deux dimensions sont intimement liées et font l'objet d'appropriations changeantes, au gré des transformations sociopolitiques et économiques, et de l'évolution des connaissances produites, par exemple en termes de nutrition (Barona, 2012). Elles sont également souvent mises à distance au profit de représentations plus objectivées, les mots bruts laissant la place à des concepts (« insécurité alimentaire et nutritionnelle ») et à des éléments chiffrés (indicateurs, par exemple) (Mac Auslan, 2009 ; Glasman, 2020), au risque d'euphémiser et de réifier cette réalité.

Lorsqu'elle perdure et qu'elle gagne en intensité, la faim est souvent combattue par des actions prioritaires immédiates qui peuvent demander, pour un temps donné, des règles d'exception, telles que la suppression de taxes à l'importation, ou la mise en œuvre de politiques de rationnement. Des organisations internationales, des États, mais également des associations et des réseaux de solidarité se retrouvent alors en première ligne. Au cœur de ces situations de crise, les catégories et les qualificatifs mobilisés pour rendre compte de la relation d'aide illustrent la nature des liens d'hétéronomie qui se mettent en place : les personnes dans le besoin sont, selon les représentations les plus communes mobilisées dans les mondes de l'aide, tantôt des victimes, des vulnérables (Naepels, 2018), des cibles ou des bénéficiaires, plus ou moins porteurs de revendications (Janin, 2016 ; Ribémont, 2016 ; Bonnacese, 2019).

Se dessinent aussi des histoires (Vernon, 2007 ; Thompson, 1988 ; Kaplan, 1982 ; Bourin *et al.*, 2011) et des géographies de la faim (Brunel, 1999 ; Castro, 1952 ; Janin, 2010 et 2016) posant la question des vécus de la faim dans leurs différentes dimensions : politique, sociale, économique et

culturelle. *De facto*, la faim est un bon analyseur de la manière dont un individu, un groupe, une société perçoit et gère un risque. Elle informe aussi sur notre manière d'être ensemble, et renseigne enfin, sur le niveau d'acceptabilité et de tolérance à l'insoutenable au sein d'une société (Fassin et Bourdelais, 2005). Au-delà, elle dévoile un ensemble de rapports au corps, à l'image de soi comme aux normes.

Ces vécus expriment, très souvent, des besoins, des aspirations, et plus encore des insatisfactions. Dans des contextes où les ressources alimentaires sont rares, mal réparties ou contingentées (Corbet, 2014), se nourrir relève, en effet, de combats, avec leurs apprentissages et engagements propres. Le terme de « batailles » invite donc ici à s'intéresser aux arènes dans lesquelles des protagonistes s'affrontent, au travers de luttes, pour la production, l'accès, la redistribution ou le contrôle des aliments, mais aussi pour définir la faim, l'administrer ou la mettre en scène.

Par ailleurs, le thème de la faim est polarisé autour des ressources, d'une part, et des institutions, d'autre part. Les premières conduisent à considérer les stocks et les disponibilités, évidemment fluctuants, en fonction des besoins ; les secondes, par les options économiques et politiques qu'elles définissent et appliquent aux corps et aux sociétés, contribuent à construire de la rareté, de l'inaccessibilité et des inégalités. De l'ampleur de ces dernières mais surtout de leur acceptabilité, découle un ensemble de choix de régulation (Garnsey, 1999) et, donc, autant de positionnements d'acteurs, institutionnels comme sociaux.

Un risque systémique

À la croisée des pratiques, des représentations, des savoirs et des institutions, le terme de « batailles » renvoie aussi explicitement, bien que non exclusivement, aux ouvrages de Tim Lang et Michael Heasman intitulé *Food Wars : The Global Battle for Mouths, Minds and Markets* (2004), de Anthony J. Weis, *The Global Food Economy : The Battle for the Future of Farming* (2007) et de Raj Patel, *The Hidden Battle for World Food System* (2012). Analysant conjointement les modèles productifs, les systèmes sociaux et les régulations politiques, ces trois ouvrages insistent sur les défis liés à la faim, dans un monde marqué par de fortes instabilités et des incertitudes renouvelées. Si les solutions existent pour prévenir et traiter la faim, la volonté de les porter et de les appliquer concrètement, aux différentes échelles concernées, fait parfois défaut. *In fine*, ces défis semblent moins relever du domaine technique que de choix politiques et éthiques.

De tels choix en matière de lutte contre la faim dépendent à la fois des représentations qui orientent les concepteurs de l'action publique et des instruments qui permettent de réaliser les adaptations nécessaires des systèmes agricoles, alimentaires et sociaux (Bernard de Raymond et Thivet, 2021). Ces adaptations s'incarnent notamment dans les transformations des manières de produire, de s'approvisionner, de conserver et de consommer les aliments (Dufumier, 2019), transformations trop souvent appréhendées de manière consensuelle en termes de « transitions globales » (Geels, 2010 ; Hinrichs, 2014), alors même qu'elles font l'objet de résistances, de contradictions, voire de confrontations sur les trajectoires à emprunter (Gasselin *et al.*, 2020 et 2021).

De manière schématique, on peut considérer que ces trajectoires s'articulent autour de deux modèles antagonistes : l'un de nature productiviste (Thompson, 1995) et extractiviste, renvoyant à la poursuite de la financiarisation et de la privatisation des ressources ; l'autre, plus soucieux de durabilité et de justice sociale, faisant de l'alimentation « un commun à soigner et à fructifier » (Sumner, 2011) et de la satisfaction des besoins des populations un objectif de « paix sociale et politique nécessaire au développement ». L'un comme l'autre posent la question fondamentale des régimes de gouvernance alimentaire et des modes de régulation (Friedmann, 1995 ; McMichael, 2009 ; Holt Giménez et Schattuck, 2011).

Partant de cette lecture duale, la crise des approvisionnements alimentaires de 2020 confirme, comme on l'a déjà mentionné, que la faim est un risque systémique complexifié par d'autres facteurs tels le dérèglement climatique, la récurrence des conflits ou encore les déplacements subis de populations (Ionesco, Mokhnacheva et Gemenne, 2016), dont on sait qu'ils contribuent à une progression de la faim (Dufumier, 2019). De telles problématiques obligent à repenser la question de la faim au-delà du seul cadre classique de l'insécurité alimentaire et à prendre en considération d'autres acteurs, d'autres échelles et d'autres rapports de domination. Elles font aussi émerger de nouveaux questionnements autour de la frugalité, de la volonté de reterritorialiser certaines productions et de créer des bassins d'approvisionnement de proximité, ou encore, par exemple, autour du partage de la valeur et des richesses au sein des chaînes alimentaires.

Les batailles de la faim : des populations aux experts

C'est à partir de ce cadre général que nous avons construit le dossier. Les textes retenus et présentés croisent plusieurs de ces dimensions : les contro-

verses autour de la définition et de la délimitation de la faim ; la relation stratégique qu'entretiennent des individus ou des groupes à la faim dans le but d'accéder à des droits et des ressources ; la question des conflictualités résultant de la faim, en termes de mobilisations collectives ; enfin, en lien avec ce qui précède, l'utilisation de la faim à des fins de contrôle social et politique des populations ou dans le but d'asseoir ou de maintenir des positions de pouvoir.

Comme dans d'autres travaux qu'Alice Corbet a pu mener sur les dynamiques d'encampement (cf. aussi Agier, 2011, sur cette thématique), en particulier sur les réfugiés sahraouis en Algérie (Corbet, 2006) ou les camps de déplacés en Haïti (Corbet, 2014), l'enquête anthropologique présentée ici s'intéresse aux mécanismes contemporains de gestion de la faim dans la zone Wag Hemra, au nord de l'Éthiopie. À partir de matériaux empiriques récents, cette auteure centre l'analyse sur les politiques gestionnaires de l'État éthiopien pour assurer la sécurité alimentaire des populations dans une région historiquement marquée par la famine et par les tensions avec le pouvoir central. Ce faisant, elle montre comment certains instruments, tel le ciblage de l'aide, permettent au pouvoir en place de maintenir les populations du Wag Hemra dans une position de marginalité, tout en les contrôlant. On aurait pu imaginer que l'action des organisations non gouvernementales (ONG), présentes sur place, parviendrait à contrebalancer ce rapport de domination. L'analyse d'Alice Corbet montre que la réalité est plus nuancée. En effet, à partir des cas de Save the Children, Action contre la faim, et Dan Church Aid, elle met en évidence les mécanismes par lesquels les ONG participent – parfois en connaissance de cause – à justifier les opérations de ciblage des populations via la quantification de l'aide. Et, en retour, à renforcer le pouvoir disciplinaire de l'État éthiopien. Enfin, l'article étudie les ajustements pratiques des populations récipiendaires de l'aide ne s'inscrivant pas dans le temps long du développement. Entre injonctions gouvernementales et stratégies de survie, l'une des conséquences de ces adaptations est l'augmentation des migrations des populations du Wag Hemra, migrations internes vers certaines grandes villes du pays ou, plus rarement, migrations internationales pouvant concerner des adultes ou de jeunes enfants (par conséquent, particulièrement vulnérables).

À partir d'entretiens réalisés avec des paysans et des organisations communautaires, ainsi qu'avec certaines des ONG travaillant dans la région, l'article de Flore Dazet aborde le cas du bas Nord-Ouest haïtien (région touchée par la sécheresse chronique) pour réfléchir aux conditions de possibilité de constitution de l'expérience de la faim en problème politique. L'article montre que ce processus est complexe, soumis à de nombreux

tâtonnements et bricolages. Dépendant d'agencements de connaissances et d'interactions dans lesquels les individus et les collectifs s'insèrent, ce processus peut tantôt leur fournir des leviers pour agir, tantôt entraver leur expérience. Puisant dans la philosophie (Dewey, 1975, 2010) et la sociologie pragmatiste (Quéré et Terzi, 2015), l'auteure propose, à partir de l'expérience de la faim, d'explorer la manière dont les acteurs définissent un problème et produisent des connaissances pour le résoudre, d'aborder la dimension politique de cette réflexivité et de cette capacité d'agir, en interrogeant en particulier la notion de public. Enfin, il s'agit pour elle de mettre en regard les pratiques et les rationalités des deux principales catégories d'acteurs observés, organisations paysannes et ONG.

Éléonore Chanlat-Bernard, de son côté, propose une analyse historique de la famine de 1873-1875 au Bengale qui reste relativement peu connue en France. Comme celle de 1866-1868 en Algérie (Taithe, 2010), elle a touché des populations distantes au sein d'un espace colonial, tout en ayant eu des incidences politiques fortes au cœur de la nation impériale britannique, quelques décennies après l'épisode de la Grande famine en Irlande. Dans les deux cas, d'importantes controverses ont eu lieu, tant sur la reconnaissance, souvent tardive et partielle, de la réalité de la famine que sur son ampleur. L'auteure revient également sur les débats économiques entre une politique de « laisser-faire » et la politique d'importation mise en place dès 1874. Elle montre comment ces options ont contribué à polariser fortement le débat politique et public en Grande-Bretagne, allant jusqu'à opposer les *faminists* et les *antifaminists*. E. Chanlat-Bernard décrit les enjeux de la catégorisation, parfois ostracisante, des affamés, dévoilant ainsi combien les indicateurs nutritionnels jouaient déjà un rôle classificatoire éminent, dans la mesure où leur désignation dépendait des décisions des agents administratifs coloniaux sur le terrain. La tentation est forte, parfois, d'exclure certains dénutris en mettant en avant d'autres registres explicatifs ou, à défaut, de les mettre au travail. En effet, moduler à la baisse le nombre de bénéficiaires permet de réduire d'autant la charge budgétaire de l'assistance alimentaire allouée. Au-delà, le texte rappelle avec acuité la dimension morale du gouvernement de la faim, à toutes les échelles de la société.

Le texte de Sarah Privat-Lozé illustre, à son tour, la question de la faim utilisée comme arme politique de contrôle et de destruction des populations. Il permet, à partir du cas de la province de Battambang, de cerner le vécu de la faim des Cambodgiens en nous interrogeant sur ce qu'il dévoile du projet khmer rouge. En avril 1975, l'arrivée des soldats dans ce territoire s'accompagne, en effet, de la réquisition des stocks de riz et de la réduction progressive des rations alimentaires, en même temps que se met en place la

cantine commune, pivot paradoxal de l'affaiblissement progressif des populations (un classique en temps de conflit, selon Bentley, 1998). La force du travail historique de Privat-Lozé, mené à partir de témoignages de rescapés, est de montrer les différentes dimensions constitutives de la faim, et en particulier ses aspects sociaux et psychologiques. L'indigence de la composition des plats préparés dans la cantine commune, par exemple, est perçue par les populations comme une négation de leur humanité. De même, l'interdiction de cuisiner et de consommer collectivement à domicile les prive de la dimension sociale et affective des repas et conduit au délitement des liens familiaux. Dans ce cadre, la répression extrême que subissent les populations les oblige à s'adapter et à faire preuve d'ingéniosité pour survivre. Les risques sont à la hauteur des enjeux : rester en vie. Ce texte sensible donne à comprendre l'expérience de la faim dans sa quotidienneté et dans sa dimension politique. Il s'inscrit ainsi dans la ligne des analyses de James A. Tyner et Stian Rice (2015) sur la construction politique de la vulnérabilité par la violence systématique du régime khmer rouge.

Antoine Nséké Missé, traite, également en historien, les zones d'ombre de la richesse alimentaire aux États-Unis, en s'intéressant au principal programme d'aide sociale destiné aux plus pauvres : *Food stamps* (1964-1975). À la fin de son existence, ce programme de coupons échangeables pour des aliments dans des magasins, couvrait l'ensemble du pays et touchait 20 millions de personnes. Il n'était pas le premier, et d'autres ont suivi, comme le révèle la liste des activités du *Food and nutrition service* du Ministère de l'agriculture étasunien sur internet. Dans ce travail, l'auteur exhume le vécu des protagonistes du programme (bénéficiaires, demandeurs, promoteurs...) à travers l'analyse de 300 courriers adressés au ministère de l'agriculture. Les courriers de demandeurs non bénéficiaires restent les plus poignants, rappelant le caractère sensible des vies derrière la froideur des données statistiques agrégées par les administrations. Inversement, les critiques sont peu nombreuses, au-delà de la figure classique du « pauvre assisté non méritant » et du préjudice (éventuel) pour les petits commerçants locaux. Ce texte a la vertu de nous rappeler combien la lutte contre la précarité alimentaire reste (toujours) d'actualité, fût-elle controversée. Et ce, d'autant plus, dans un pays où les notions de responsabilité et de liberté individuelles sont souvent mises en avant pour circonscrire les missions et les dépenses de l'État fédéral (Dickinson, 2019). Si un rebond économique est attendu aux États-Unis en 2022, les données récentes montrent aussi l'ampleur des besoins.

Or, les formes de protection auxquelles la faim permet de prétendre ne se limitent pas aux ressources institutionnelles (État, collectivités locales,

associations). En suivant des glaneurs de fin de marché, Martin Manoury montre que les pratiques de récupération alimentaire permettent d'accéder à des ressources matérielles, mais forment surtout le support de réseaux d'entraide et de solidarité. Si ces pratiques se fondent sur une organisation collective du glanage et des liens de solidarité entre glaneurs, l'auteur met en évidence de quelle façon elles s'appuient, par ailleurs, sur des relations d'échange et de réciprocité entre glaneurs et commerçants. Ces relations procurent aux premiers des « protections rapprochées » qui reposent sur des interdépendances matérialisées par des systèmes de transactions non marchandes. Structurées par des valeurs morales d'entraide, ces relations se mettent en place entre personnes partageant des trajectoires ou des conditions de vie similaires (ou perçues comme telles). L'un des intérêts du travail sociologique de Manoury est de montrer que ces protections rapprochées n'entrent pas en concurrence avec les droits et ressources dont bénéficient les glaneurs du fait de leur condition précaire : elles viennent, en revanche, pallier la faiblesse d'autres instances de solidarité dont les habitués des fins de marché sont généralement éloignés, qu'il s'agisse du statut lié à l'emploi ou de la famille comme institution sociale protectrice.

La faim, comme le montrent les textes de Clément Petitjean et, à sa suite, celui de Michelle Velasquez-Potts, peut aussi être transformée en ressource contestataire. L'article de Petitjean se penche sur la grève de la faim que des parents d'élèves du lycée Dyett, à Chicago, ont menée en 2015 pour sauver le dernier établissement public non sélectif d'un des quartiers les plus ségrégués de la ville. En s'appuyant sur une enquête ethnographique menée auprès de *community organizers* à Chicago, l'auteur retrace une trajectoire originale de mobilisation, allant de la lutte défensive à l'élaboration de projets visant de meilleures conditions d'étude pour les jeunes. Après avoir montré comment la grève de la faim se construit dans une relation d'opposition au pouvoir politique municipal, le texte de sociologie politique rappelle les caractéristiques sociales et raciales des grévistes ainsi que les ressorts de leurs engagements. Enfin, l'auteur aborde la manière dont la grève de la faim s'intègre à un répertoire d'action plus large qui, à son tour, participe à la construction de la *community*, notion avec laquelle on désigne à la fois les réseaux de sociabilité ordinaire et leurs territoires. À partir du cas de cette mobilisation, en prêtant attention aux personnes qui l'ont portée, à leurs relations mais aussi à leur corporéité, l'article invite à se pencher sur ces organisations communautaires en tant que formes cardinales d'organisation politique des classes populaires urbaines aux États-Unis (Talpin, 2016).

La grève de la faim est aussi au cœur de la note de Michelle Velasquez-Potts, qui se penche sur l'utilisation de l'alimentation forcée

par l'administration pénitentiaire américaine comme réponse aux grèves, menées depuis 2002, dans la prison de Guantanamo. À partir du film *Hunger* de Steve McQueen (2008), l'auteure compare la grève de la faim menée, en 1981, par Bobby Sands et ses camarades membres de l'IRA et de l'INLA, avec d'autres expériences de ce type, en particulier celle de nombreux prisonniers de la base navale étasunienne, dépossédés par l'institution médico-pénitentiaire de leur capacité d'action politique. L'auteure montre comment se met en place, à Guantanamo, une « administration punitive de la sonde (*tube*) » : la sonde nasogastrique et l'alimentation forcée que cet instrument sert, deviennent le moyen technique emblématique pour réprimer la vie – politique et relationnelle – des détenus. L'alimentation forcée, mais aussi la « mort lente » qu'implique l'emprisonnement à vie, relèvent de techniques biopolitiques visant à imposer le « temps souverain » de la prison, exempt d'événements, ainsi que, plus largement, le contrôle total de la vie et de la mort. Le fait que l'alimentation forcée n'ait pas été utilisée en 1981 permet selon l'auteure de considérer les particularités de la période que nous vivons, en particulier son utilisation post-11 septembre en tant que technique du pouvoir diluant la frontière entre vie et non-vie. Une dilution que l'auteure qualifie d'« animation suspendue » (*suspended animation*).

Les deux derniers textes du numéro portent sur les impacts de la crise de la covid-19 : sur l'aide alimentaire à Paris, autour du Samusocial, pour le premier, et, pour le second, sur les programmes d'une ONG internationale luttant contre la faim et la malnutrition, Action contre la faim. L'enquête menée par Lorraine Guénée, Erwan Le Méner et Odile Macchi conduit à s'interroger sur les nouveaux types de bénéficiaires de l'aide alimentaire qui seraient apparus avec la crise et le premier confinement en mars 2020. Menée auprès de différents points de distribution alimentaire dans Paris et la petite couronne pendant le premier confinement, leur enquête conduit à relativiser ce constat. Ils montrent, d'une part, comment le confinement a d'abord entraîné un renouvellement des lieux et des personnels des distributions alimentaires, participant ainsi du sentiment de nouveauté. Ils observent, d'autre part, que l'aide alimentaire a pris plus d'importance pour ses bénéficiaires, à la fois comme ressource compensatoire et comme occasion de sociabilité précieuse en cette période de confinement. Enfin, l'analyse de quelques cas de personnes n'ayant jamais auparavant eu recours à l'aide alimentaire conduit les auteurs à dépasser la césure « anciens-nouveaux » pour analyser la crise non comme une rupture soudaine, mais comme une « force de déséquilibre » qui contribuerait à visibiliser les difficultés que tout un pan de la population connaît, dans des périodes plus routinières, pour se nourrir.

Enfin, dans l'entretien avec Jean-François Riffaud, Directeur général d'Action contre la faim (ACF), nous nous intéressons au regard que porte cette ONG sur la nature et les effets de la crise pandémique de covid-19, ainsi que sur ses propres pratiques humanitaires. Alors même que la circulation du virus et ses taux de reproduction étaient bien moindres qu'en France, les pouvoirs publics de la plupart des pays pauvres ont pris des mesures de protection et de confinement aux lourds effets socioéconomiques et psychologiques. Pour preuve, entre avril et juin 2020, la fréquentation de certains centres de soin dont s'occupe ACF, notamment destinés aux enfants, a baissé de 20 à 50 %. L'Organisation des Nations unies (ONU), de son côté, prévoit que les personnes souffrant de malnutrition aiguë seront bientôt 230 millions au niveau mondial (contre 150 millions fin 2020), soit 20 % de plus. Outre l'importance et le caractère délétère des effets secondaires des mesures de protection, la prévalence de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire devançant la prévalence clinique liée au virus, Jean-François Riffaud souligne un contexte de très forte incertitude, rendant la prise de décision particulièrement difficile et faisant apparaître des logiques contre-intuitives (les populations les plus affectées par le virus ne sont pas nécessairement les plus vulnérables). Tout cela révèle, s'il en était encore besoin, l'extrême fragilité des systèmes de santé et de protection sociale des pays les plus pauvres, la corrélation entre injustices sociales, économiques, culturelles, inégalités de genre et faim, ainsi que la nature éminemment politique du problème. Comme le montrent d'autres contributions à ce numéro, circonscrire la représentation de la faim à des événements exceptionnels (sécheresse, guerres...), et réduire son traitement à un plan technique, entrave non seulement sa compréhension mais aussi la capacité à porter un regard critique sur les effets inattendus, parfois ambivalents, de certaines actions.

Les relations entre faim et politique sont étroites et fortes ; la faim est un phénomène construit, inhérent aux systèmes et aux sociétés humaines, et ce, quels que soient le niveau de ressources disponibles, les régimes politiques ou de gouvernance, comme l'ont rappelé les textes composant notre dossier. Les diverses batailles ici décrites et analysées font la part belle aux subjectivités, à l'expérience vécue, aux pratiques des acteurs collectifs, aux conflits et intérêts en jeu. Cette perspective est très éloignée de celles de l'agenda international de lutte contre la faim et de réalisation de l'Objectif n° 2 du développement durable, qui se présentent comme pouvant être atteintes, par une sorte de pensée magique, par la diffusion d'innovations, la mise à l'échelle de projets, l'adoption de cadres d'action harmonisés... et l'injonction à la responsabilisation/autonomisation des individus. Des perspectives qui, à de nombreux égards, épousent celles qui sous-tendent la gouvernance néolibérale.

Le double prisme politique et expérientiel retenu pour ce numéro de *Tracés* apparaît généralement comme un angle mort, voire un impensé, pour de nombreuses institutions (appareils d'État, acteurs de l'aide et du développement, etc.), qui déclinent la lutte contre la faim en objectifs normés, selon un processus décrit bien souvent comme linéaire et consensuel. Or, la nature constituée des pouvoirs et des visions antagoniques de la faim (Bernard de Raymond et Thivet, 2021) contredit – à l'instar d'autres défis transversaux posés aux sociétés – les lectures technocratiques : les batailles naissent et se cristallisent du fait de rapports de domination, de logiques et d'intérêts opposables. Nous espérons ici apporter des connaissances et des pistes de réflexion qui contribueront à faire de la faim un problème public et de l'alimentation un bien commun.

Bibliographie

- AGIER Michel, 2011, « L'encampement du monde », *Plein droit*, vol. 90, n° 3, p. 21-24.
- AYMARD Maurice, GRIGNON Claude et SABBAN Françoise éd., 1993, *Le temps de manger : alimentation, emploi du temps et rythmes sociaux*, Paris, Éditions de la MSH - INRA Éditions.
- BARONA Josep L., 2012, *From Hunger to Malnutrition : The Political Economy of Scientific Knowledge in Europe, 1818-1960*, Bruxelles, Peter Lang.
- BENTLEY Amy, 1998, *Eating for Victory : Food Rationing and the Politics of Domesticity*, Urbana, University of Illinois Press.
- BERNARD DE RAYMOND Antoine et THIVET Delphine éd., 2021, *Un monde sans faim. Gouverner la sécurité alimentaire*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BONNECASE Vincent, 2019, *Les prix de la colère. Une histoire de la vie chère au Burkina Faso*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- BOURIN Monique, CAROCCI Sandro, MENANT François et TO FIGUERAS Lluís, 2011, « Les campagnes de la Méditerranée occidentale autour de 1300 : tensions destructrices, tensions novatrices », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, p. 663-704.
- BRUNEL Sylvie, 1999, *La faim dans le monde : comprendre et agir*, Paris, PUF.
- CASTRO Josué de, 1952, *Géopolitique de la faim*, Paris, Éditions Ouvrières.
- CORBET Alice, 2006, « Les campements de réfugiés sahraouis en Algérie : de l'idéal au réel », *Bulletin de l'Association de géographes français*, Territoires d'exil : les camps de réfugiés, n° 1, p. 9-21.
- CORBET Alice, 2014, « Dynamiques d'encampement : comparaison entre un camp formel et un camp informel en Haïti », *Cultures et conflits*, n° 93, p. 87-108.
- DEWEY John, 2010 [1927], *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John, 1975 [1916], *Démocratie et éducation. Introduction à la philosophie de l'éducation*, Paris, Armand Colin.
- DICKINSON Maggie, 2019, *Feeding the Crisis Care and Abandonment in America's Food Safety Net*, Oakland, University of California Press.
- DUFUMIER Marc, 2019, « Protéger l'agriculture paysanne », *Action contre la faim*, 16 avril,

- [URL : <https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/g7-marc-dufumier-protoger-lagriculture-paysanne>].
- FASSIN Didier et BOURDELAIS Patrice éd., 2005, *Les constructions de l'intolérable : études d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*, Paris, La Découverte.
- FRASER E.D.G. et RIMAS A., 2010, *Empires of Food : Feast, Famine and the Rise and Fall of Civilizations*, New York, Free Press.
- FRIEDMANN Harriet, 1995, « The international political economy of food : A global crisis », *International Journal of Health Services*, vol. 25, n° 3, p. 511-538.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, 2020, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming Food Systems for Affordable Healthy Diets*, Rome, FAO.
- GARNSEY Peter, 1999, *Food and Society in Classical Antiquity. Key Themes in Ancient History*, Cambridge-New York-Melbourne, Cambridge University press.
- GASSELIN Pierre, LARDON Sylvie, CERDAN Claire, LOUDIYI Salma et SAUTIER Denis, 2020, « The coexistence of agricultural and food models at the territorial scale : An analytical framework for a research agenda », *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, n° 101, p. 339-361.
- GASSELIN Pierre, LARDON Sylvie, CERDAN Claire, LOUDIYI Salma et SAUTIER Denis éd., 2021, *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires. Un nouveau paradigme du développement territorial?*, Versailles, Éditions Quæ.
- GEELS Frank W., 2010, « Ontologies, socio-technical transitions (to sustainability), and the multi-level perspective », *Research Policy*, vol. 39, p. 495-510.
- GLASMAN Joël, 2020, *Humanitarianism and the Quantification of Human Needs. Minimal Humanity*, New York, Routledge.
- HINRICHS Clare C., 2014, « Transitions to sustainability : A change in thinking about food systems change? », *Agricultural and Human Values*, vol. 31, p. 143-155.
- HOLT GIMÉNEZ Eric et SHATTUCK Annie, 2011, « Food crises, food regimes and food movements : Rumbblings of reform or tides of transformation? », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 1, p. 109-144.
- IONESCO Dina, MOKHNACHEVA Daria et GEMENNE François, 2016, *Atlas des migrations environnementales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- JANIN Pierre, 2010, « Faim et politique : mobilisations et instrumentations », *Politique africaine*, n° 119, p. 5-22.
- JANIN Pierre, 2016, *Une géographie de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Temporalités et spatialités du risque et de la décision*, Paris, Habilitation à diriger des recherches, Université Paris 1, vol. 2.
- KAPLAN Steven L., 1982, *Le complot de famine. Histoire d'une rumeur au XVIII^e siècle*, (trad. Michèle et Jacques Revel), Paris, Éditions de l'EHESP.
- LAÉ Jean-François, FARGE Arlette, CINGOLANI Patrick et MAGLOIRE Franck, 2004, *Sans visages. L'impossible regard sur la pauvreté*, Paris, Bayard.
- LANG Tim et HEASMAN Michael, 2004, *Food Wars : The Global Battle for Mouths, Minds and Markets*, Londres, Earthscan.
- LERIN François et LOUAFI Sélim, 2009, « "Tout bouge, rien ne change?" De la difficulté à considérer la sécurité alimentaire comme bien public global », *Courrier pour la planète*, n° 91, p. 4-7.
- MACAUSLAN Ian, 2009, « Hunger, discourse and the policy process : How do conceptualizations of the problem of "hunger" affect its measurement and solution? », *European Journal of Development Research*, vol. 21, n° 3, p. 397-418.

- McMICHAEL Philip, 2009, «A food regime genealogy», *Journal of Peasant Studies*, vol. 36, n° 1, p. 139-169.
- NAEPELS Michel, 2018, *Dans la détresse : une anthropologie de la vulnérabilité*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- PATEL Raj, 2012, *Stuffed and Starved. The Hidden Battle for the World Food System*, New York, Melville House.
- QUÉRÉ Louis et TERZI Cédric, 2015, « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *SociologieS* [en ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, [URL : <http://sociologies.revues.org/4949>].
- RIBÉMONT Thomas éd., 2016, *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. À la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses de la Sorbonne-Nouvelle.
- SUMNER Jennifer, 2011, « Serving social justice : The role of the commons in sustainable food systems », *Studies in Social Justice*, vol. 5, n° 1, p. 63-75.
- TAITHE Bernard, 2010, « La famine de 1866-1868 : anatomie d'une catastrophe et construction médiatique d'un événement », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 41, p. 113-127.
- TALPIN Julien, 2016, *Community organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Raisons d'agir.
- THOMPSON Edward P., 1988, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », *La guerre du blé au XVIII^e siècle : la critique populaire contre le libéralisme économique*, F. Gauthier et G.-R. Ikni éd., Montreuil, Éditions de la Passion, p. 31-92.
- THOMPSON Paul B., 1995, *The Spirit of the Soil : Agriculture and Environmental Ethics*, Londres, Routledge.
- TYNER James A. et RICE Stian, 2015, « To live and let die : Food, famine, and administrative violence in Democratic Kampuchea, 1975-1979 », *Political Geography*, n° 48, p. 1-10.
- VERNON James, 2007, *Hunger : A Modern History*, Cambridge, Harvard University Press.
- WEIS Anthony John, 2007, *The Global Food Economy : The Battle for the Future of Farming*, Londres-New York, Zed Books.

Articles

Quand la faim demeure Politique et aide humanitaire dans une région marginalisée d'Éthiopie

ALICE CORBET

L'Éthiopie associe le système de production alimentaire le plus productif de l'Afrique à une image internationale d'extrême pauvreté rurale. Alors que la famine de 1973-1974, issue de crises récurrentes et complexes, avait déjà eu un retentissement international, celle de 1984-1985 affecta une aire plus large que la précédente, malgré l'alerte des médias internationaux et l'intervention de plusieurs organisations non gouvernementales internationales (ONGI). Des sites d'accueil des déplacés furent aménagés, dont celui de Médecins sans frontières (MSF) à Sekota, dans le Wag Hemra. Des témoignages de déplacements forcés de populations l'amènèrent à quitter le territoire (MSF, 2013). En effet, le régime autoritaire d'inspiration communiste du Derg (1974-1991) profitait des regroupements des personnes poussées par la faim pour les déporter vers des zones jugées plus fertiles et moins denses : les *resettlements* (relocalisations) suspendus en 1986 (Pankhurst et Piguet, 2009).

En 1995, après la chute du Derg en 1991 et la prise de pouvoir par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (l'État-parti EPRDF), fut créée la République fédérale démocratique d'Éthiopie, sans que soit rejetée la réforme agraire de 1975. Cette dernière avait réparti la terre de manière égalitaire entre foyers et assuré aux paysans une tenure foncière stable, ce qui avait mécaniquement réduit la superficie moyenne des exploitations. La sécurité de la propriété foncière fut renforcée par l'autorisation du transfert de terres aux héritiers, même si l'État demeure – encore aujourd'hui – propriétaire du sol (Regassa et Korf, 2018 ; Rahmato, 1992).

Dans un pays qui repose à 80 % sur l'agriculture, l'aide à la paysannerie est une condition de sortie de la pauvreté pour une grande partie de la population. Afin de concilier les politiques agricoles avec les objectifs économiques, l'État-parti a développé des systèmes de quotas et prévu de grands

ouvrages pour relancer l'économie et assurer l'indépendance du pays, par exemple en construisant des barrages hydroélectriques qui maîtrisent l'irrigation. À partir de 2005, le gouvernement a adapté sa politique agricole, dans le cadre d'un processus d'ouverture au marché mondial symbolisé par la « renaissance éthiopienne » : une formule complexe mise en œuvre de façon technocratique, aux décisions parfois contradictoires qui entérinent souvent des modes d'action libéraux (Bach, 2011 ; Planel, 2014 ; Lefort, 2015).

Ce *democratic developmental state* « repose sur un bricolage normatif important » :

Le souci d'un certain égalitarisme social et l'attention portée aux masses paysannes héritées de la période socialiste composent avec l'adoption d'un credo libéral qui produit des politiques publiques de plus en plus sélectives. Planifiées par le chiffre et appliquées par le quota, les politiques du *developmental state* sont très marquées par des façons de faire bureaucratiques. (Planel, 2016, p. 59)

Ces politiques ont pour but de garantir la stabilité sociale tout en accroissant le contrôle de l'État-parti dans les campagnes, où il assure un « encadrement » des populations (Clapham, 2002) et « l'inclusion sélective des paysans dans l'appareil politique comme dans l'appareil de production » grâce à la multiplication de cellules de l'État-parti (Planel, 2016, p. 60).

Plusieurs épisodes de sécheresse récents ont traversé l'Éthiopie : en 2002, 2011 et en 2015-2018, au moment de l'enquête de terrain de cette étude, qui décrit d'abord les mécanismes contemporains de gestion de la faim dans une région marquée historiquement et quotidiennement, dans les mémoires et dans les corps, par les disettes. L'article explique comment l'État gestionnaire s'appuie sur un maillage politique du territoire et sur la mise en œuvre d'outils et de solutions techniques pour assurer une sécurité alimentaire pérenne, que ce soit en recourant à des méthodes telles que les ciblage ou à des acteurs spécifiques tels que les agents de développement, tout en contrôlant les populations et les ONGI. Ainsi, l'article évoque les ajustements de pratiques des différents acteurs, entre injonctions gouvernementales et stratégies de survie, dont les départs en migrations des paysans. Deux hypothèses sous-tendent l'ensemble, pour lesquelles des éléments de réflexions seront avancés, sans y répondre, en les (in)validant, de manière définitive. La première hypothèse, basée sur l'histoire politique et climatique locale, est que la zone est maintenue dans un état de précarité et de dépendance sans réelle volonté de sortie de crise, menant à une mise à l'écart des habitants par le pouvoir éthiopien. La seconde est que la présence des ONGI depuis des décennies, instruments conscients du pouvoir, illustre une impasse humanitaire.

Ce travail a été rédigé à partir d'enquêtes menées lors de trois séjours à Sekota en 2017 et 2018¹ suivant une méthode qualitative limitée en raison des contraintes logistiques, notamment liées à l'absence de moyen de transport et de traducteur. Le premier séjour fut consacré aux rencontres avec les agents officiels, en anglais : le représentant dans la zone du ministère de l'agriculture et du développement rural (Moard), plusieurs agents de développement, les chairmen (présidents élus) et membres des bureaux de la zone, des *weredas* de Sekota et de Dehana, les chairmans de trois *kebeles* des *weredas* de Dehana et Sehala. Tous étaient membres du Parti et réclamaient plusieurs lettres d'introduction officielles avant d'accorder un entretien, pour finalement délivrer des informations restreintes reposant principalement sur des statistiques nationales ou, au mieux, régionales. Lors du deuxième séjour j'ai mené de nombreux entretiens avec des membres du personnel des principales ONGI installées à Sekota : Action contre la faim, Save the children, et Dan Church Aid. Je les ai accompagnées plusieurs fois dans des villages pour assister à des mesures de suivi thérapeutiques de personnes malnutries ou à des distributions alimentaires ou de kits d'hygiène. J'ai alors pu interroger une vingtaine de personnes, qui m'associaient aux actions des ONGI dont le personnel assurait la traduction en anglais (ce qui est un biais évident dans l'accès aux informations). Lors de mon troisième séjour, le climat général s'était dégradé en raison d'une vague de protestations dans le pays, mais je retournais discrètement suivre les ONGI dans les campagnes reculées, rencontrant les salariés humanitaires locaux et plusieurs paysans. Enfin, une dizaine d'entretiens avec des consultants internationaux ou les directeurs des ONGI à Addis Abeba ont complété ce travail.

La faim au quotidien

Le Wag Hemra, une région marginalisée

Le Wag Hemra (904 000 hectares : figure 1) est une des douze zones administratives des hauts plateaux de la région Amhara. Divisée en six circonscriptions (les *weredas*), la majorité de sa population, estimée en 2017 à 543 020 habitants par le bureau de la zone, réside dans des hameaux ou villages parfois très éloignés de Sekota, la capitale de la zone où habitent

1 Ces terrains s'inscrivent dans le cadre d'un détachement au Centre français des études éthiopiennes (CNRS/IFRE). Merci à Katell Morand et aux évaluateurs du texte pour leurs enrichissants apports.

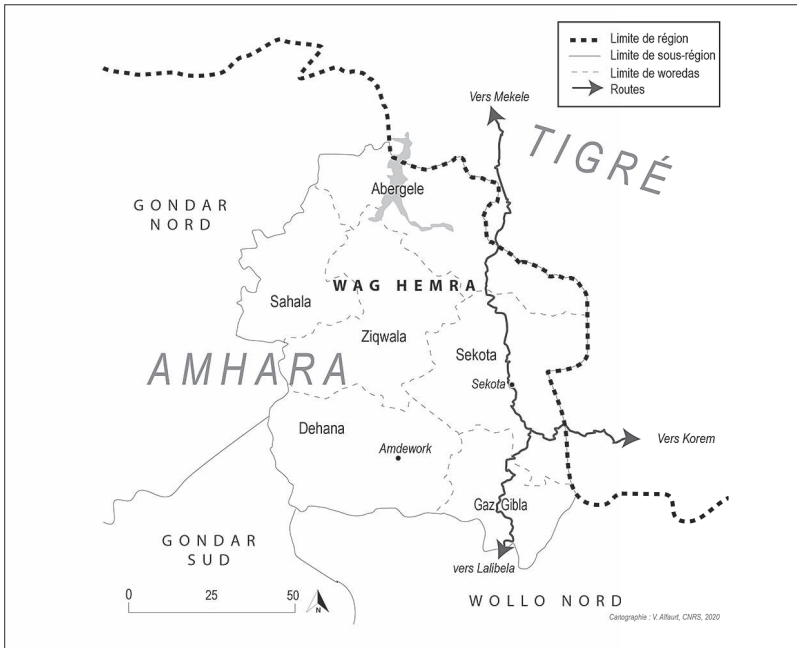
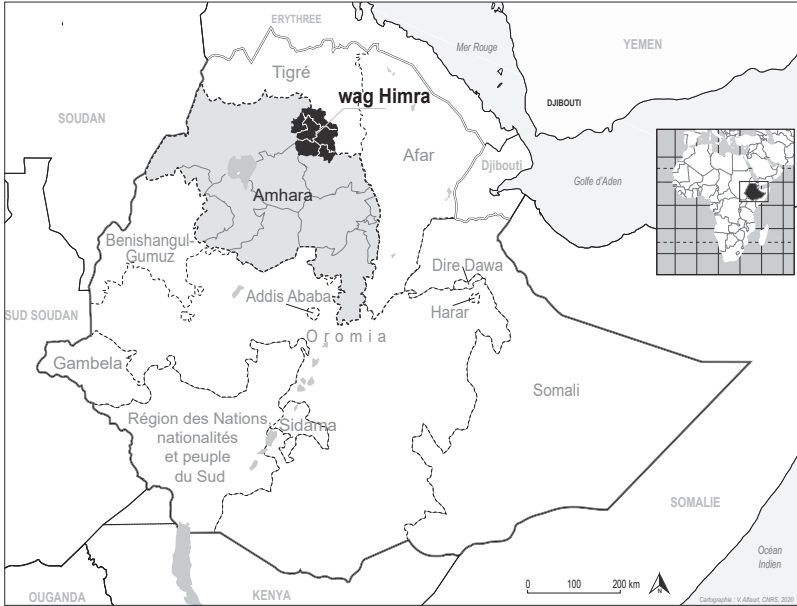


Figure 1. Carte de l'Éthiopie (en haut) et du Wag Hemra (en bas).

Crédits : Valérie Alfaut, LAM-CNRS.

plus de 30 000 personnes². Dans les *weredas* du Sud (Gaz Gibla, Dehana et Sekota), où le travail de terrain a été mené, l'activité de subsistance majoritaire est la culture de céréales. Dans les *weredas* du Nord, la topographie est moins élevée : l'élevage de chèvres et la culture du sorgho prévalent. Les champs, souvent distants du lieu d'habitat des cultivateurs, sont petits : de 0,25 à 0,75 hectare par foyer pour les *weredas* de Sekota et de Dehana (chiffres Moard Sekota). Il y a une seule saison des pluies dans le Wag Hemra, dont les précipitations sont très variables : en 2016, les habitants ont dû faire face à une année « sans eau ». Or, seulement 13 % du Wag Hemra est exploitable pour les cultures, le reste étant trop sec ou inaccessible (EU, 2016).

Les *weredas* sont divisées en *kebele*, des unités géographiques, administratives, et des bases locales de l'encadrement politique. Ils disposent de centres de soin et de distribution de l'aide, et sont animés par des marchés proposant peu de diversité de produits, les vendeurs ayant les mêmes ressources que les acheteurs. Les *kebele* sont habités par un mélange de populations variable selon les localités, parmi lesquelles les autochtones Agaws, sur qui porte cette étude. Généralement paysans, les Agaws sont surtout présents dans les campagnes, en particulier dans les zones reculées. La taille des foyers est assez grande (entre quatre et huit enfants) et la langue, une langue couchitique parlée par environ 200 000 locuteurs, est le xamtanga. Si la littérature sur l'Éthiopie rurale est assez dense, celle sur le Wag Hemra est quasi inexistante, et aucune ethnographie sur les Agaws n'a été effectuée.

La ville de Sekota s'étire autour d'une rivière et d'une piste principale. Une présence musulmane, minoritaire mais importante, est matérialisée par une mosquée située au cœur de l'agglomération, parsemée également d'églises orthodoxes et animée par un foisonnant marché hebdomadaire (figure 2). Néanmoins, en dehors des petits commerces, des administrations et des ONGI, il est difficile d'y trouver du travail.

L'histoire du Wag Hemra est autant liée aux épisodes de famines qu'aux tensions récurrentes entre le Tigré, dont il est frontalier, et le pouvoir central. En effet, Sekota est la ville originaire des fondateurs du Mouvement démocratique du peuple éthiopien (MDPE), créé au début des années 1980, qui était allié aux opposants du Derg. La lutte contre ce dernier fut forte dans la zone, animée par des maquisards très actifs auxquels le pouvoir répondit par des vagues de bombardements dès 1985. Le Wag Hemra a

2 La ville donne son nom à un des (nombreux) engagements pris en faveur de la sécurité alimentaire : la déclaration de Sekota (2015) qui promet de mettre fin à la malnutrition infantile en Éthiopie avant 2030 et s'applique dans le bassin de la rivière Tekeze, sous-affluent du Nil. Depuis 2009, un barrage hydro-électrique a été construit dans la *wereda* d'Abergele.



Figure 2. Vente de grains sur un marché local.

Crédit : Katell Morand, cliché personnel.

donc été tout à la fois négligé par le Derg, qui ne se préoccupait pas des conditions alimentaires, lieu de combats entre la coalition MDPE-Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) et le Derg, et épicerie du projet d'équilibre démographique de ce dernier (les *resettlements*).

Après la chute du Derg en 1991 et l'arrivée de l'EPRDF au pouvoir, des pistes vers Mekelle et Korem furent construites, Sekota fut électrifiée, la langue et la culture agaw furent valorisées. Ces démonstrations identitaires s'inscrivaient dans une historiographie contestée qui « met en scène la tradition de résistance de la région du Wag, depuis l'époque impériale jusqu'au renversement du Derg » (Osmond, 2009, p. 156) : celle de la dynastie zagwe, qui incarnerait les « authentiques » autochtones du nord de l'Éthiopie, descendants de Moïse et du royaume d'Aksum. Mais, en 1996, l'EPRDF se retourna contre ses anciens alliés, dont il redoutait les velléités de pouvoir et les capacités de résistance. La région retomba dans sa léthargie, alors même que l'EPRDF continua d'y anéantir l'opposition, quitte à réorganiser des élections quand elles lui étaient défavorables, comme en 2005, et à écraser violemment les manifestations qui s'ensuivirent. Ce revirement « a entraîné l'arrêt brutal du développement de Sekota et une amertume à peine dissimulée à l'égard du gouvernement fédéral éthiopien » (Osmond, 2009, p. 165).

Une précarité agricole et alimentaire permanente

Les dynamiques qui traversent les campagnes éthiopiennes sont diverses, complexes, et tiraillées entre des facteurs locaux (comme l'absence de pluie une année) et nationaux (tels que le poids des politiques de gestion du territoire liés aux évolutions politiques). Dans son travail sur Lasta (Lalibela), James McCann (1987) conclut que le manque de ressources productives (terrain, fourrage, bœufs pour tirer les charrues), elles-mêmes dépendantes des pluies, mène aux disettes. Pour Dejene Alemneh (1990), l'activité humaine sur l'environnement (surpâturage, surculture, déforestation) est la principale raison qui pousse les habitants ruraux à ne pas pouvoir assurer leur propre nourriture dans les hauts plateaux (il légitime ainsi les *resettlements*). Le stade ultime de décapitalisation, c'est-à-dire la vente de biens ou d'outils de productions, est marginalement observé au Wag Hemra, car l'aide alimentaire prend le relais dans les moments de tension.

Dessalegn Rahmato (1992) démontre d'ailleurs que les paysans de la région limitrophe Wollo cultivent dans une optique de consommation, non d'accumulation : ils ne cherchent pas le profit maximal, mais s'efforcent de nourrir quotidiennement leur famille, ce qui accroît rapidement leur vulnérabilité en cas de difficulté. Mais la déprivation est courante : elle apparaît quand la paupérisation est telle qu'il est difficile de s'en sortir, notamment en raison de dettes (Vaughan et Tronvoll, 2003). Pourtant, depuis 2005, les conditions de vie dans les campagnes éthiopiennes se sont améliorées (Ege, 2019), par exemple avec le reboisement (parfois motivé par des programmes nationaux), et les micro-pratiques d'adaptation sont quotidiennes : fertilisation des champs avec du compost, ingénierie de terrasses et de canaux d'eau, etc. (Crummey, 2018).

Les systèmes d'entraide entre parents et voisins comblent les périodes creuses en assistant les personnes en difficulté, âgées ou malades. Idéalement restituée par la suite, cette aide communautaire s'est faite plus pressante avec l'enchaînement des sécheresses, et les uns n'ont plus les moyens d'aider quand les autres leur rendent difficilement le geste, provoquant un malaise social pouvant mener à des tensions ou à leur (auto)exclusion, dont des départs en migrations. Ceux qui ne peuvent s'occuper de leurs terres établissent un *kontract*, bail emphytéotique qui met en métayage la terre contre une somme fixée en amont. Cette pratique, dans laquelle le loueur n'a aucune garantie de récupérer le terrain un jour, est une forme de vente déguisée de la terre car le rendement des parcelles est si faible qu'une famille qui loue sa terre perd son moyen de survie (Planel, 2016).

L'accès à l'alimentation de la population du Wag Hemra est conditionné par les saisons et les aléas climatiques. Divers temps agricoles y rythment



Figure 3. Labours dans la pierre.

Crédit : Katell Morand, cliché personnel.

la vie : de janvier à mars, quand la terre est sèche, c'est la saison des fêtes. Il faut de l'argent ou de bonnes récoltes pour nourrir les invités (« la pluie fait des enfants, la sécheresse fait des frustrés » : le chairman de Dehana s'inquiétait de la baisse des mariages en raison de la sécheresse, en 2017). D'avril à mai, lors des années à faible pluviométrie, la nourriture commence à manquer, alors que les paysans commencent à préparer les sols. C'est aussi la fin du jeûne de cinquante-cinq jours de Pâques (*fasika*) qui provoque des dépenses accrues. De juin à septembre, c'est la soudure alimentaire : il n'y a plus de réserves. On laboure (figure 3), ce qui demande d'avoir accès à une paire de bœufs. Peu présents dans la zone, ils doivent être réservés, loués à l'avance. Cette location, qui s'effectue indépendamment des conditions météorologiques et peut donc être à perte, provoque parfois des endettements. Suivent les plantations et les récoltes (les moissons ont lieu en septembre-octobre), lors desquelles les dépenses s'accroissent pour acheter du matériel et des aliments pour les travailleurs. En décembre, la nourriture est disponible, et le prix des denrées baisse.

Les repas se composent de manière générale d'*injera* (galette faite d'orge, de sorgho ou de *teff*) garnie selon la disponibilité de pois, d'une purée de piments, de lentilles ou de tomates. Les quantités sont faibles, avec des aliments peu diversifiés qui n'apportent pas une diète équilibrée, ce à quoi s'ajoutent les repas sautés en période de pénurie ou les jours de jeûne impo-

sés par la religion orthodoxe (les mercredis, vendredis et fêtes religieuses)³. Les points d'eau sont peu protégés des animaux et de la saleté, ce qui a un impact sur l'hygiène (du lieu, des outils, des habits et du corps) mais aussi sur la santé. Ils sont souvent éloignés, et les familles se sont habituées à boire peu. Cette économie générale dans les pratiques de sustentation a des répercussions directes sur la santé : 31 % des foyers du Wag Hemra réduisent leurs repas au moins trois jours par semaine, davantage en période de soudure (ACF, 2018, p. 54).

Dans les *weredas* de Sekota et de Dehana, la malnutrition, qui est un déséquilibre alimentaire en quantité ou en qualité, est chronique. Elle s'identifie par un fort retard de croissance les cinq premières années de vie. Elle était de 53,3 % en 2016 alors que la moyenne nationale atteignait 38 %, la malnutrition aiguë étant estimée à plus de 15 % quand elle représentait 10 % dans le pays (CSA, 2017).

L'accès aux soins, généralement gratuits, a lieu dans les centres de santé des *weredas*. Seule Sekota dispose d'un hôpital. Les promoteurs de santé s'alarment que les parents s'y rendent alors que leurs enfants sont déjà malnutris. Selon des paysannes agaws, un enfant dont on voit les côtes est considéré comme ayant une physionomie « normale » : « Un enfant agaw n'est jamais gros » ; « Mon enfant est malade à cause de l'air » ; « Si mon enfant avait faim, il pleurerait » (entretiens menés à Gaz Gibra, 2018). Pour les acteurs de la santé, cette perception est problématique dans le traitement de la faim car les parents se tournent d'abord vers des remèdes achetés sur les marchés (médicaments ou mixtures non identifiés, médecine traditionnelle) avant de penser aux compléments alimentaires. Elle normalise également la maigreur, retardant les alertes en cas de détérioration critique liée à l'alimentation. Bien que l'intervention du gouvernement et des ONGI tente, en amont, d'éviter cette échéance, certains habitants s'adaptent en partant de la région.

Une stratégie de survie : des départs en migration qui s'accroissent

Pour sortir les populations de la pauvreté, l'État développemental encourage les ménages ruraux à diversifier leurs revenus, par exemple en incitant des groupes de jeunes à lancer leurs propres activités économiques. Mais les opportunités au Wag Hemra sont limitées, les taux

3 Interdiction de s'alimenter avant une certaine heure et de manger tout produit de nature animale, ce qui modifie peu le régime alimentaire car la viande est réservée aux jours de fête et car le lait et les œufs sont rares sur les hauts plateaux, où l'élevage est restreint.

d'échecs élevés, et les revenus potentiels souvent insuffisants pour fournir un moyen de survie durable, que ce soit parce que les capitaux de départ sont faibles ou parce que le marché local est restreint et rapidement saturé (EU, 2016). Aucun gros projet du *developmental state* n'est mis en œuvre dans le Wag Hemra : ni groupe scolaire ni université, malgré une démographie importante, ni parc industriel et usines. Les axes principaux qui permettraient de désenclaver Sekota ne sont toujours pas asphaltés, les pistes sont détruites pendant les saisons des pluies, la distribution d'électricité et d'eau est aléatoire, etc.

Quand les pénuries durent, les paysans changent ponctuellement d'activité ou bénéficient de transferts d'argent (*remittance*) intra-familiaux et communautaires. Mais ces stratégies ne peuvent être que temporaires. Or, depuis une vingtaine d'années, la saison des pluies du Wag Hemra est devenue imprévisible : elle arrive parfois trop tôt, et le sol n'est pas prêt, parfois trop tard, et les graines sont déjà mortes. Les insectes ravageurs semblent plus présents qu'avant (peut-être est-ce visibilisé par la proposition de pesticides à l'achat par les agents de développement en cas d'invasion). Pallier la vulnérabilité alimentaire et agricole en investissant sur son terrain, par exemple en plantant des arbres dont le bois pourrait être vendu à terme, demeure assez marginal car ces efforts sont à la merci des sécheresses, des animaux ou des voleurs, mais aussi du gouvernement, qui peut à tout moment reprendre le terrain : « C'est notre terre, mais nous n'en sommes pas propriétaires. Si Addis veut la reprendre, on doit partir » (agriculteur agaw, 2018).

Comme la pression foncière augmente alors que la capacité de production agricole durable du Wag Hemra est limitée à 75 % de la population rurale de la zone (EU, 2016), de plus en plus de jeunes ruraux partent dans des migrations de plus en plus longues. Aller chercher temporairement de l'emploi ailleurs est un phénomène classique : les hommes partent trouver du travail à la journée quand les femmes et les enfants s'occupent des champs qui assurent leur survie (Sen, 1982). Les migrations sont alors des adaptations nécessaires calculées en fonction des capacités des ménages à pouvoir subvenir à leurs besoins et de l'allègement des charges pesant sur le foyer. On part pour soulager sa famille plus que pour gagner de l'argent, après les moissons ou avant *fasika*, pour revenir au moment de la préparation des champs, en été. Ces migrations de durée courte s'effectuent dans la région, notamment vers Lalibela ou la plaine de Raya où elles sont encouragées par les autorités régionales qui ont une logique de développement de certaines localités. Les migrants y travaillent souvent dans la maçonnerie ou sur les routes, avec les compagnies chinoises qui construisent la majorité des infrastructures en Éthiopie.

Mais les distances des migrations ne cessent de s'allonger depuis la sécheresse de 2011 (consultants ONGI, 2018), et les retours se raréfient. Les femmes accompagnent parfois leurs maris, et la terre peut être redistribuée à d'autres (généralement un aîné) pendant l'absence : c'est ensuite difficile d'en revendiquer un droit d'usage. Ce phénomène est validé par les autorités : « une fois qu'ils partent, il est normal qu'on prenne leur terre. Quand ils reviennent, pourquoi leur redonner s'ils n'ont pas été capables de s'en occuper la première fois? » (chairman de *kebele*, Dehana, 2017). La plupart des conflits familiaux sont d'ailleurs liés à la pénurie foncière.

Ces migrations longues sont aussi redoutées que nécessaires : les conditions de travail, l'isolement, la perte de repères en milieu urbain, mais aussi les maladies nouvelles (notamment la malaria) font paraître les départs tant comme des opportunités de survie que des prises de risque personnelles. Les paysans *agaws* partent parfois rejoindre des personnes de leur connaissance ou font appel à des *delalas*, intermédiaires qui parcourent Sekota lors de la saison des départs (février à avril) pour les mettre en contact avec des employeurs en échange d'un pourcentage élevé de leurs salaires. Les migrants rejoignent alors la frontière du Soudan (Metemma) ou de l'Érythrée (Hummera) ainsi que des villes importantes comme Gondar, Dessie, ou Addis Abeba. Même si certains *Agaws* parlent Trigrinya et que l'histoire locale les lie au Tigré, peu semblent migrer vers Mekele : « nous sommes mal acceptés là-bas. La police nous chasse » (jeune sans emploi, Sekota, 2018).

Certains partent dans des migrations internationales, qui peuvent aller au-delà des pays limitrophes (Djibouti et Soudan essentiellement, éventuellement la péninsule arabe bien qu'aucun cas n'ait été rencontré lors de l'étude). Les hommes travaillent surtout dans le secteur agricole, la construction ou les petits commerces sur les marchés, et les femmes comme gardes d'enfant, ménagères, dans les restaurants ou les hôtels, ou dans la vente d'habits ou d'ustensiles du quotidien (entretien groupé avec des paysans, Gaz Gibla, 2018). Quand cela est possible, les migrants restent en contact avec leur famille par téléphone, le réseau téléphonique s'étant accru ces dernières années même s'il passe difficilement dans les campagnes du Wag Hemra (sans compter sur le fait que les batteries doivent être chargées). Les retours des jeunes migrants sont toujours attendus : on attend qu'ils reviennent se marier dans leur région d'origine, qu'ils y fassent naître leurs enfants, qu'ils y animent la vie sociale, comme lors de Shadey (festival des jeunes, mi-août). En somme, « les jeunes qui partent doivent revenir. Ils sont *Agaw*. Ils partent pour découvrir et vivre, mais ils doivent revenir dans leur culture. Qui s'occupera de chez nous s'ils ne reviennent pas? » [femmes *agaws*, 2015].

Le départ d'enfants, parfois âgés d'une dizaine d'années, est subi, regretté, mais présenté comme nécessaire pour assurer la survie du foyer. La présence de trafics humains concernant de jeunes Agaws a été évoquée par des interlocuteurs à Addis Abeba, ce sur quoi la recherche n'a pu apporter d'éléments. Bien que les parcours migratoires des mineurs semblent avoir été maîtrisés en amont, avec une volonté de départ assumée au sein de la famille, une paysanne racontait : « deux de mes enfants sont partis : on est venu me voir pour me dire qu'une famille avait besoin d'eux, vers Djibouti. Ici la vie est dure, je ne pouvais pas bien m'en occuper (...). Je n'ai pas de nouvelles. J'espère qu'ils reviendront et qu'ils travailleront au *kebele* » (2018). Cette migration des enfants est encore peu visible mais, selon les acteurs humanitaires sur place, prend une ampleur en durée et en éloignement inédite du fait des sécheresses.

De multiples dispositifs d'aide, toujours sous contrôle

Les outils du gouvernement pour maîtriser la sécurité alimentaire et la pauvreté

Depuis 2005, l'Éthiopie a développé un système de sécurité alimentaire : le Productive Safety Net Program (PSNP : Rahmato *et al.*, 2013 ; Cochrane et Tamiru, 2016). Gérée par le ministère de l'Agriculture par le biais des *kebeles*, c'est une forme de distribution d'aides censée être exceptionnelle, mais qui s'est révélée permanente. Dans près de la moitié des *weredas* du pays, plus de huit millions de familles sont assistées par des programmes du PSNP (MoA, 2014). Son principe directeur consiste à aider un foyer à devenir autosuffisant grâce à un programme de sécurité alimentaire associé à ceux des ONGI : il obtient alors sa *graduation* et sort des listes. De l'argent est distribué, ainsi que des petits matériels, des graines et de la nourriture (huile, oignons, pommes de terre essentiellement) en échange de travaux pour la communauté : les « bénéficiaires de travaux publics », valides, doivent effectuer des activités de bien commun telles que la construction de routes (leurs enfants s'occupent alors de leurs champs, ce qui accroît la déscolarisation). Ils sont mobilisés deux jours par semaine, soit huit jours par mois, de janvier à septembre, en dehors des nombreux jours chômés imposés par l'Église (dont les dimanches), ce qui en fait une activité très chronophage. Ils peuvent devenir des « soutiens directs temporaires », par exemple en cas de grossesse. Les « bénéficiaires directs », âgés ou malades, sont exemptés de ce travail (MoA, 2014). Si un ménage ne peut y participer

une fois, il peut se rattraper les jours suivants, mais en cas d'empêchements répétés, son montant d'aide est déduit de la somme initiale.

Un groupe de travail sur la sécurité alimentaire établit localement la liste des bénéficiaires de la PNSP : il comprend le chairman du *kebele*, ses agents de développement de l'agriculture et de vulgarisation sanitaire, et des groupes d'ânés, de jeunes et de femmes. Tous sont des membres du Parti et leur maîtrise des techniques de ciblage est approximative, ce qui donne lieu à plusieurs réajustements entre eux ou sous la pression des populations. Le ciblage des bénéficiaires effectué lors du lancement du PSNP a évolué avec l'intégration des nouveau-nés et l'exclusion des morts et des migrants. Depuis 2016, la taille des ménages récipiendaires est basée sur une moyenne de cinq personnes : le nombre de foyers concernés s'est diversifié alors que les quotas de bénéficiaires ont été diminués dans le but de maîtriser les dépenses et de démontrer l'efficacité du programme (Bishop et Hilhorst, 2010). Cette limitation a aussi accru le départ des enfants, parfois dans des parcours migratoires : « C'est difficile de nourrir les enfants, nous avons du mal. L'aide [du gouvernement] n'aide pas tout le monde. Mais les enfants les plus grands partent travailler ailleurs, ainsi, on peut s'occuper des plus petits » (paysanne agaw, 2018). Les critères de sélections des bénéficiaires du PSNP sont mal définis et l'interprétation de leur vulnérabilité est subjective : « On connaît les gens, on sait ceux qui ont besoin et les autres » (officiel, *wereda* Sekota, 2017) ; « Étant donné que la plupart des membres du groupe de travail sont des employés ou des représentants du gouvernement, ils peuvent être influencés par l'exercice de ciblage et de re-ciblage » (directeur local d'une ONGI, 2017). En 2014, 30 % de la population du Wag Hemra était inscrite sur les listes du PSNP (Moard, Sekota).

Pourtant, le PSNP ne permet pas de résoudre la question de la pauvreté chronique, qui nécessite une réappropriation des moyens de production et des bouleversements structurels profonds. Les paysans notent le peu de bénéfices qu'il procure par rapport aux obligations demandées : arrivée d'aide aléatoire ou en retard, dons non essentiels qui sont ensuite revendus illégalement (ce qui entraîne concurrence et effondrement du marché), ou travaux de contrepartie astreignants qui coïncident avec la saison agricole, comme quand « ils nous demandent de réparer une route quand il pleut, alors que nos champs demandent beaucoup d'attention à ce moment » (paysan agaw, 2017). Mais les paysans pauvres ne peuvent échapper aux politiques d'aides parfois mal adaptées par crainte de ne pas être de « bons Éthiopiens » (chairman *kebele* de Dehana, 2018), de se voir prendre la terre qu'ils ont en usufruit, ou d'être mis en prison : la famille doit alors payer la dette « et des intérêts » pour libérer la personne. Dans certaines villes

protestataires, en 2016, ceux qui participaient à des manifestations ont été retirés des listes de bénéficiaires du PSNP (Desportes *et al.*, 2019).

Une autre incarnation du *democratic developmental state* dans les campagnes éthiopiennes réside dans la présence des agents de développement (AD) du ministère de l'Agriculture (MoA, 2014). Alors qu'ils sont censés être issus du territoire où ils exercent, aucun des agents rencontrés ne parle xamtanga. Présentés comme des « modèles », ils ont pour rôle de disséminer de « bonnes pratiques » auprès des agriculteurs. Les AD proposent – voire imposent – des ressources aux paysans considérés comme vulnérables : il s'agit essentiellement de vaccinations animales, d'engrais, de pesticides en cas d'invasion (en 2015), et de graines dites « améliorées » : c'est le « paquet technique » (Planel, 2012). Ces produits ne sont pas gratuits, mais chaque foyer est fortement incité à les utiliser, à tel point que tous me les ont présentés comme « obligatoires ». Ils s'acquièrent par des systèmes de micro-crédits, et peuvent mener à des endettements.

Pourtant, les paysans se plaignent d'être malades, ou leurs animaux, après l'épandage d'engrais, dont l'efficacité ne leur paraît pas démontrée (il épuiserait ou « brûlerait » le sol). Récipiendaires d'une organisation *top-down* sur laquelle ils ont peu de prise, ils contestent à mi-voix le caractère aléatoire ou inapproprié des décisions prises en amont, et déplorent des programmes non efficaces et discrétionnaires qui incarnent une « interface clientéliste entre l'État et la paysannerie » (Planel, 2016, p. 69) dont les actions « rythment au quotidien leur expérience du *Developmental State* et les maintiennent dans une dépendance grandissante vis-à-vis des pouvoirs publics » (*ibid.*, p. 70). Les AD, qui représentent à la fois l'autorité et la crainte qui lui est liée si leurs recommandations ne sont pas suivies, sont donc à la fois rejetés, craints et écoutés : on ne leur offre pas à boire lors de leur venue, mais on se soumet à leurs conseils⁴.

De leur côté, les AD et responsables des *kebeles* et des *weredas* ont souvent une attitude paternaliste envers les paysans agaws, décrits comme rustres et à éduquer : « Nous devons leur apprendre » ; « Ils ne savent pas » ; « Ils ne sont pas capables de s'adapter » ; « Ils ne sont pas comme nous, ils ne sont pas allés à l'école : ils ont besoin de quelqu'un pour les aider » ; « Nous leur apprenons mais ils ne sont pas bons » ; ou encore, sur la distribution d'engrais : « C'est pour leur bien [...] : on sait ce qui est bon pour eux » (entretiens à Sekota, Dehana et Sehalá, 2017 et 2018).

4 Des bureaux des plaintes sont mis en place par les ONGI comme dans les administrations gouvernementales, mais personne n'y a fait référence lors de l'enquête.



Figure 4. Les « poules du gouvernement ».

Crédit : Katell Morand, cliché personnel.

Par ailleurs, les logiques des AD vont souvent à l'encontre de celles des ONGI : quand les uns imposent l'usage d'engrais chimiques, les autres recommandent des modes de culture plus doux et s'évertuent à sortir les foyers de la dette. C'est pourquoi les autorités de la zone incitent les ONGI à employer les AD afin d'« harmoniser » les politiques menées sur le territoire. De leur côté, les ONGI tentent d'« amadouer » les AD pour pouvoir mener à bien certains projets. Tout en se refusant à les insérer directement dans leurs équipes, elles ne peuvent outrepasser leur quadrillage du territoire, ainsi que la remontée d'informations qu'ils fournissent.

L'imbrication des acteurs, tout comme le peu de clarté des programmes, complexifie donc la compréhension de la gouvernance sur la sécurité alimentaire et renforce le sentiment de la population d'un pouvoir central subi. Ainsi, les aides des AD sont souvent confondues avec celles du PSNP, de l'autorité de l'État-Parti, et des interventions des ONGI. L'omniprésence d'acteurs identiques au travers des différentes instances alimente aussi cette indistinction : centres de distribution ou de soin des ONGI dans les bâtiments du gouvernement, membres du Parti au sein des équipes humanitaires, listes de bénéficiaires similaires à celles du PSNP (qui sont établies en partie par les AD), etc.

Cette incompréhension des rôles des divers acteurs est révélée lors d'un entretien groupé (2018) : « Les ONG, c'est le *mengist* » (le gouvernement),

« Les ONG c'est le gouvernement qui nous aide », « Il faut bien suivre les recommandations des AD et du *wereda* pour recevoir l'aide des ONGI », « Les gens qui travaillent dans les ONGI sont des fonctionnaires », etc. Alors qu'une ONGI distribuait des poulets pour développer l'aviculture à des paysans bénéficiaires de la PSNP, ces derniers les qualifiaient de « poules du gouvernement » (*yāmāngəst doro* ; figure 4).

L'assistance des ONGI, ancienne et nécessaire

Le Wag Hemra est parsemé de panneaux présentant les projets humanitaires et les logos des acteurs opérationnels, des bailleurs internationaux et du gouvernement éthiopien. Ils matérialisent la présence des ONGI et de leurs projets menés depuis des années dans la zone : Save the children y intervient depuis 1965, Dan Church Aid depuis 1974, Action contre la faim depuis 1985. Ces ONGI doivent pourtant s'accommoder de nombreuses contraintes imposées par le régime éthiopien : obtention compliquée des visas pour les expatriés, programmes basés sur et évalués par des critères uniquement quantitatifs, règle du 70/30 de la *Charities and Societies Proclamation* (ChSA), qui encadre leur travail depuis 2009 et consiste à limiter leurs coûts administratifs à 30 % de leur budget (Corbet *et al.*, 2017). La production de rapports pour le gouvernement ou la ChSA est intense pour les ONGI qui doivent justifier leur action en permanence sur le mode bureaucratique du pays : avec des chiffres. Ces accumulations sans fin de statistiques répondent à une manière de penser la société par le nombre, une image numérique à la fois censée représenter au mieux la population et prouver l'efficacité des actions menées. Ils contribuent également à justifier des ciblage de populations, ce qui renforce la mainmise multiforme de l'État.

Toutes ces difficultés mènent à des restrictions pratiques qui aboutissent à un certain conformisme entre l'État et les ONGI, bien qu'elles essaient de manœuvrer en adoptant différentes attitudes d'auto-censure pour pouvoir mener à bien leurs projets (Desportes *et al.*, 2019). S'il leur est difficile de cibler d'autres bénéficiaires que ceux repérés par les autorités, dont les listes sont censées correspondre aux besoins, leurs travaux (en particulier leurs *assessments* qui visent à évaluer les besoins locaux pour adapter leurs réponses) permettent de disposer de données plus réalistes que celles du gouvernement. En effet, les chiffres officiels sont souvent établis sans méthode fiable et doivent correspondre aux attentes des autorités plus que refléter un constat (Enten, 2008). Les ONGI jonglent donc entre deux documents : un qui demeure en interne, avec les chiffres éprouvés sur le terrain et les mots jugés adéquats (« choléra », « famine »), et un autre officiel



Figure 5. Prise de mesure du périmètre brachial par une ONGI.

Crédit : Alice Corbet, cliché personnel.

(avec « diarrhée aqueuse aiguë », « période de soudure »). Cet usage précautionneux des chiffres et des mots leur permet de ne pas entrer en confrontation avec les autorités.

Au mois de juin, une évaluation nationale est menée par le Moard pour identifier les seuils critiques de la faim : des indicateurs complexes permettent de placer les *weredas* dans différents « niveaux d'insécurité » afin de repérer les zones sur lesquelles des appels de fonds ou des interventions d'aide – éventuellement internationales – devront être organisés. Tous les trois mois, des *hotspots* (points critiques), également établis au niveau national, appellent des réponses rapides mais ne s'attendent pas à résoudre les problèmes structurels, issus d'une évolution lente. Cette stratégie de programmes auxquels les ONGI sont associées, temporaires, ponctuels, et qui se succèdent les uns aux autres, ne permet pas de mener des actions pérennes telles que la diversification des cultures et l'acquisition de nouvelles pratiques : c'est « une conception particulière de l'insécurité alimentaire, plus axée sur les ressources produites que sur la capacité à les acquérir, plus déterministe que co-construite » (Janin, 2010, p. 8).

Les ONGI humanitaires sont pourtant incitées à déployer une part de leurs programmes (validés en amont par le gouvernement éthiopien, qui oriente parfois leurs objectifs dans une optique de gestion territoriale) dans des projets de développement. Animées par l'espoir de répondre à des crises continues de manière plus structurelle, elles sortent alors de leur cœur de métier, encouragées par les bailleurs institutionnels (organisations

intergouvernementales généralement) qui adoptent une perspective de coopération développementaliste internationale. Ainsi, des ONGI habituellement urgentistes participent à la construction de canaux et de champs en terrasse pour résoudre les problèmes d'irrigation, faisant parfois « le travail que le gouvernement devrait faire » (salarié local d'une ONGI, 2018).

Les activités plus urgentistes restent toutefois importantes et représentent environ deux tiers des programmes pour les trois ONGI citées. Elles sont menées auprès des centres de soin des *kebeles* où sont effectués des mesures (prise de poids et du périmètre brachial, figure 5), le suivi (surveillance sanitaire et épidémiologique) et la distribution d'aide (aliments thérapeutiques prêts à l'emploi). Plusieurs directeurs d'ONGI faisaient toutefois remarquer que ces programmes sont récurrents (« on fait le même projet temporaire tous les ans depuis 30 ans », directeur ONGI, Sekota, 2017), ce qui révèle une insécurité alimentaire pérenne. Établis sur des temps courts – car lancés sur appel du gouvernement éthiopien et financés par des bailleurs qui imposent des durées souvent limitées à 2 ou 3 ans – ils ne permettent pas à la population de sortir de sa précarité.

Entre mise à l'écart volontaire du Wag Hemra et contrôle : une impasse humanitaire pour les ONGI ?

Le rôle de l'aide dans le régime éthiopien s'insère dans un cadre où la politique alimentaire est une ressource imbriquée dans les stratégies de légitimation du pouvoir. Ce contrôle permanent de l'accès à l'alimentation, à toutes les échelles, permet à l'État de « rester le maître du jeu de la politique alimentaire » (Bourmaud et Darbon, 1990, p. 42) en administrant et disciplinant – pour reprendre des termes foucauldien – la population.

Le cas du Wag Hemra n'est pas aussi exemplaire qu'il le fut pendant les grandes famines, où l'intervention humanitaire fut intentionnellement détournée et instrumentalisée. Mais aujourd'hui, le respect de la souveraineté nationale par les acteurs internationaux de l'aide entre encore en confrontation avec celui des principes humanitaires, notamment d'indépendance (être détaché d'objectifs économiques ou politiques) et d'impartialité (se baser uniquement sur les besoins et avoir un accès sans distinction aux populations). Alors que les ONGI complètent les programmes du pouvoir central et tentent de combler ses carences depuis des décennies, tout en assurant des programmes d'urgence sans cesse renouvelés, leurs activités sont toujours encadrées par la structure centrale étatique qui perpétue et renforce son pouvoir par une chaîne d'autorités ceinturant la société. À

tous les échelons de la mise en œuvre des projets, elles doivent négocier leur place et leurs valeurs, et composer avec les constantes intrusions de l'État-parti qui garde la main sur l'aide. Les relations avec les autorités locales structurent et contingentent leur travail : les ONGI sont, de fait, des agents intermédiaires de l'État-parti auprès de la population. La plupart de leurs employés, éthiopiens ou non, se plaignent d'ailleurs de cette mainmise de l'État sur leur travail :

« Nous ne choisissons pas qui nous aidons ni comment nous aidons. Nous passons notre temps en réunions [avec les autorités]. Nous essayons de négocier une marge de manœuvre en permanence, mais il faut essayer d'infléchir les décisions à l'échelle locale, comme à l'échelle nationale qui est le référent [le décideur]. Et ça, c'est impossible. Finalement, nous sommes des exécutants du gouvernement éthiopien. Heureusement, nos réalisations sont bonnes et nécessaires, et nous arrivons parfois à nos fins ! Mais cela prend du temps. » (Directeur pays ONGI, Addis Abeba, 2018).

Outre ce sentiment d'instrumentalisation de leurs services par les autorités, ne pas pouvoir aider une population confrontée sans cesse, et de plus en plus, à l'impossibilité d'assurer sa subsistance sans aide, soulève la question de la légitimité à rester pour les ONGI.

« Rester dans le Wag Hemra, n'est-ce pas cautionner les failles du gouvernement ? N'est-ce pas lui apporter un support technique, dans l'urgence comme dans le temps, sur un territoire dont l'histoire rappelle la vulnérabilité, et pour lequel l'avenir des petits paysans s'annonce difficile ? » (Directeur pays ONGI, Addis Abeba, 2018).

L'imbrication des différents systèmes d'aide (PSNP, AD, ONG) et de contrôle (évaluation des besoins, listes, bonnes pratiques des bénéficiaires, recrutements et programme des ONGI) ne réussit pas à permettre le développement du Wag Hemra et s'incarne dans un contrôle multiforme et très précis du *developmental state* qui n'empêche pas, voire entretient, la mise à l'écart de la zone. La faim y est constante, amplifiée en temps de sécheresse, poussant à des départs en migration de plus en plus long. « On se fiche de ceux qui ont faim, ils ne sont pas le futur de l'Éthiopie ! », déclarait le chairman de la *wereda* de Sekota en 2017 : la région paraît mise à l'écart de l'élan économique de la « renaissance éthiopienne » par une volonté politique latente. Cette absence de solutions à long terme pour résoudre l'insécurité alimentaire et sortir les paysans du Wag Hemra de la pauvreté révèle-t-elle un désintérêt envers une zone et une population marginalisée ?

Bibliographie

- ACF (ACTION CONTRE LA FAIM), 2018, *Link NCA (Nutrition Causal Analysis). Wag Himra Zone, Amhara Region, Ethiopia*.
- ALEMNEH Dejene, 1990, *Environment, Famine, and Politics in Ethiopia : A View from the Village*, Boulder, Lynne Rienner.
- BACH Jean-Nicolas, 2011, « Abyotawi democracy : Neither revolutionary nor democratic, a critical review of EPRDF's conception of revolutionary democracy in post-1991 Ethiopia », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 5, n° 4, p. 641-663.
- BISHOP Carly et HILHORST Dorothea, 2010, « From food aid to food security : The case of the safety net policy in Ethiopia », *Journal of Modern African Studies*, vol. 2, n° 48, p. 181-202.
- BOURMAUD Daniel et DARBON Dominique, 1990, « La politique du pain : les mots et les choses (Kenya et Zimbabwe) », *Politique africaine*, n° 37, p. 32-44.
- CLAPHAM Christopher, 2002, « Controlling space in Ethiopia », *Remapping Ethiopia, Socialism and After*, W. James éd., Oxford, James Currey, p. 9-32.
- COCHRANE Logan, TAMIRU Y., 2016, « Ethiopia's Productive Safety Net Program : Politics, power and practice », *Journal of International Development*, vol. 28, n° 5, p. 649-665.
- CORBET Alice, BAYLE Gabrielle, LABZAË Mehdi, 2017, *Agents de l'État et acteurs humanitaires : enjeux d'une interdépendance négociée. Étude de cas à Gambella*, Paris, Rapport pour le Fonds Croix Rouge française.
- CRUMMEY Donald E., 2018, *Farming and Famine : Landscape Vulnerability in Northeast Ethiopia, 1889-1991* (édité par James McCann éd.), Madison, University of Wisconsin Press.
- CSA (CENTRAL STATISTICS AGENCY), 2017, *Demographic and Health Survey 2016*, Addis Abeba.
- DESPORTES Isabelle, MANDEFRO Hone et HILHORST Dorothea, 2019, « The humanitarian theatre : Drought response during Ethiopia's low-intensity conflict of 2016 », *The Journal of Modern African Studies*, n° 57, p. 31-59.
- EGE Svein, 2019, *Land Tenure Security : State-Peasant Relations in the Amhara Highlands, Ethiopia*, Oxford, James Currey.
- ENTEN François, 2008, *L'aide alimentaire et la politique des chiffres en Éthiopie (2002-2004)*, MSF-CRASH.
- EU (EUROPEAN UNION), 2016, *Action contre la faim-Save the Children, Wag-Hemra Social Transformation Programme* (Ethiopia).
- JANIN Pierre, 2010, « Faim et politique : mobilisations et instrumentations », *Politique africaine*, n° 119, p. 5-22.
- LEFORT René, 2015, « The Ethiopian economy : The developmental state vs. the free market », *Understanding Contemporary Ethiopia : Monarchy, Revolution and the Legacy of Meles Zenawi*, E. Ficquet et G. Prunier éd., Londres, Hurst, p. 357-394.
- MCCANN James, 1987, *From Poverty to Famine in Northeast Ethiopia : A Rural History 1900-1935*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- MOA (MINISTRY OF AGRICULTURE OF ETHIOPIA), 2014, *Productive Safety Net Programme Phase IV Programme Implementation Manual*.
- MSF (MÉDECINS SANS FRONTIÈRES), 2013, *Speaking Out. Famine et transferts forcés de population en Éthiopie, 1984-1986*.

- OSMOND Thomas, 2009, « Revendications patrimoniales et imaginaires post-nationaux : reconstructions identitaires autour des églises de Lalibela dans le contexte du fédéralisme ethnique éthiopien », *Annales d'Éthiopie*, n° 24, p. 149-170.
- PANKHURST Alula et PIGUET François, 2009, *Moving People in Ethiopia : Development, Displacement and the State*, Oxford, James Currey.
- PLANEL Sabine, 2012, « Du bon usage de l'engrais en politique », *Annales d'Éthiopie*, n° 27, p. 261-281.
- 2014, « A view of a bureaucratic developmental state : Local governance and agricultural extension in rural Ethiopia », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 3, n° 8, p. 420-437.
- 2016, « Le developmental state éthiopien et les paysans pauvres. Économie politique du développement rural par le bas », *Politique africaine*, no 142, n° 2, p. 57-76.
- RAHMATO Dessalegn, 1992, *Famine and Survival Strategies : A Case Study from Northeast Ethiopia*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies.
- RAHMATO Dessalegn, PANKHURST Alula et UFFELEN Gerrit-Jan (van) éd., 2013, *Food Security, Safety Nets and Social Protection in Ethiopia*, Addis Abeba, Forum for Social Studies.
- Regassa Asebe et Korf Benedikt, 2018, « Post-imperial statecraft : High modernism and the politics of land dispossession in Ethiopia's pastoral frontier », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 12, n° 4, p. 613-631.
- SEN Amartya, 1982, *Poverty and Famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press.
- VAUGHAN Sarah et TRONVOLL Kjetil, 2003, *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life*, Stockholm, SIDA.

« Remettre la vie parmi nous » Expériences de la faim et organisation paysanne dans le Bas Nord-Ouest haïtien

FLORE DAZET

« Ici, il n'y a pas à manger, il n'y a pas de vie, tout le monde meurt. Notre premier problème c'est de trouver à manger. La faim écrase la population ». Dans le département du Bas Nord-Ouest d'Haïti, les habitants évoquent sans cesse le problème du *grangou* (la faim). Celle-ci apparaît au cœur de toutes les discussions et préoccupations et son expression semble traduire une situation générale où rien ne va, où les habitants disent manquer de tout et ne plus pouvoir vivre. Cependant, s'ils en subissent directement les conséquences, la situation n'est pour autant pas d'emblée intelligible : ses ramifications sont complexes, lointaines, souvent invisibles et intangibles (Dewey, 2010). Il existe dès lors de multiples manières de faire face à une telle situation, allant de l'expérience informelle et décousue – résultant de l'appréciation directe et immédiate de la situation, de sa *reconnaissance* habituelle grâce à des schémas préétablis induisant des réponses ou des réactions plus ou moins automatiques – à l'établissement d'une prise collective, consciente, délibérée et réfléchie sur celle-ci (Quéré et Terzi, 2015).

À partir d'un matériau empirique recueilli au cours d'une enquête de terrain réalisée début 2019 dans le Bas Nord-Ouest haïtien, cet article cherche à analyser à quelles expériences cette faim ressentie donne lieu. L'article puise à la fois dans la sociologie et la philosophie, s'inspirant notamment des notions d'expérience et de public proposées par John Dewey. Celles-ci offrent en effet des outils théoriques permettant de saisir la manière dont, à partir d'une situation problématique indéfinie (la faim, dans le cas qui nous occupe), les individus développent des formes de réflexivité et des capacités pour la comprendre et y faire face, tenant compte du caractère complexe, incertain, sujet à l'erreur, de ce processus. Face à des situations complexes et embrouillées, les personnes affectées représentent pour Dewey (2010) un *public* « amorphe et inorganisé ». Il n'en conclut pas pour autant à leur

ignorance, à leur irrationalité ou à leur incompétence, qui exigerait de s'en remettre à des experts – s'opposant ainsi à Lippmann (1922, 1925). Le public n'est pas une illusion, un « fantôme », comme le soutient ce dernier ; il est plutôt, selon Dewey, « éclipsé ». Il convient dès lors d'explorer ses possibilités d'articulation, et ce qui l'entrave, ainsi que les conditions de la *reconstruction* d'un problème public... Il s'agit en définitive de savoir si le public peut influencer sur les conditions qui l'affectent, et participer « à l'orchestration du changement social volontaire » (Zask, 2010).

Prenant comme point de départ le cas haïtien, l'article se penche sur la possibilité d'une *reconstruction* de l'expérience de la faim et de l'articulation d'un *public* autour ou à partir de cette question : il étudie ce *public* en train de se faire, à bas bruits, dans sa dimension incertaine, parfois improvisée et tâtonnante. Dans sa dimension « infra », pour reprendre les termes de Scott (1990).

Cette approche théorique inspirée de Dewey amène par ailleurs à interroger l'émergence de capacités et de formes de réflexivité en lien avec l'environnement dans lequel individus et collectifs évoluent. Leurs expériences n'ont pas lieu en vase clos, elles s'insèrent dans une « écologie des publics » (Cefai, 2008) : elles dépendent des agencements de connaissances, d'actions et d'interactions auxquels ils participent et qui peuvent tantôt leur fournir des appuis ou des leviers pour agir et pour penser (*ibid.*), tantôt, au contraire, entraver la reconstruction de leur expérience, la rendre « tronquée, aveugle et déformée » (Dewey, 2010, p. 272). Dans le département du Bas Nord-Ouest haïtien, cet environnement, cette *écologie*, est notamment marqué par la présence de nombreuses ONG, locales ou internationales. En effet, les questions agricoles en Haïti relèvent schématiquement de deux pôles : l'un centré sur l'agrobusiness (Thomas, 2018), essentiellement tourné vers l'extérieur, l'autre davantage centré sur les questions relatives au monde paysan et à la sécurité alimentaire ; ce dernier pôle est, dans une certaine mesure, sous-traité au secteur de l'aide, les ONG pouvant alors faire figure d'opérateurs d'action publique. À partir du constat d'une divergence de perspectives entre habitants et ONG¹, l'article montre que celle-ci résulte moins d'une appréciation ou d'un regard différent sur la nature de la situation problématique elle-même, sur les manques qui la caractérisent ou sur les fins à poursuivre, que de conceptions divergentes sur l'agencité² des

1 Il ne s'agit pas ici d'opposer deux groupes uniformes aux logiques antagoniques. Néanmoins, ils constituent deux groupes suffisamment différenciés – concernant l'analyse proposée dans cet article – pour les présenter de cette manière quelque peu simplificatrice.

2 Le terme agencité est utilisé dans cet article de préférence à agentivité dans la mesure où il traduit l'agency dans sa dimension ouverte sur les autres, les interactions, l'environnement (dans sa dimension « transactionnelle » pour reprendre les termes de Dewey), alors que l'agentivité

individus. La conception de l'action promue par les ONG, de type behavioriste ou comportemental, constitue un « arrière-plan d'intelligibilité » implicite (Quéré et Terzi, 2015) qui contraint la manière dont celles-ci perçoivent la situation, les amenant à disqualifier les actions des habitants, à nier leur agencéité, à la fois pratique et normative et, finalement, à les priver des moyens nécessaires à la reconstruction de leur expérience.

Aspects méthodologiques

Cette enquête est issue d'un terrain effectué dans le Bas Nord-Ouest d'Haïti au début de l'année 2019^a. Les premières parties s'appuient sur les propos recueillis au cours d'entretiens menés auprès de nombreux habitants du département. Initialement conçus comme des entretiens ethnographiques, nombre d'entre eux se sont transformés en échanges collectifs, la personne rencontrée conviant d'elle-même plusieurs autres villageois à se joindre à la discussion. Si ce format peut restreindre la parole individuelle, il est ici significatif que les habitants aient d'emblée considéré que leur *ça ne va pas* s'exprime collectivement. Par ailleurs, ces propos ont pu être complétés par ceux recueillis individuellement ou à travers la participation de l'enquêtrice à des réunions ou assemblées d'organisations ou d'associations locales.

Ces divers échanges ont été organisés au gré des contacts suggérés par les paysans rencontrés, mais aussi des éléments significatifs – événements, faits, personnes ou localités – évoqués au cours des entretiens. Cette enquête auprès des habitants a été croisée avec des données recueillies auprès des ONG présentes dans le département, à travers des entretiens individuels, la participation à des réunions, ateliers ou encore à certaines de leurs activités. Soulignons ici que l'auteure a travaillé pendant plusieurs années comme coordinatrice pour différentes organisations humanitaires^b. L'analyse menée dans cet article s'inscrit donc dans une réflexion plus globale qui combine deux postures de recherche : celle du *retrospective participant observ[er]* (Bulmer, 1982, p. 255) et celle du *native as stranger* (*ibid.*). Dans cette dernière, qui correspond à la posture de recherche de cet article, le chercheur n'est pas étranger au milieu qu'il étudie mais un « autochtone de ce milieu [qui] est formé en tant que sociologue et l'observe ensuite. Contrairement à l'observation rétrospective, l'observateur revient dans le milieu mais entre sous des auspices différents, celui d'un membre légitime de la culture qui a recherché le degré de distance et de détachement nécessaire pour l'étudier » (*ibid.*).

a. Le cadre plus global de l'enquête est celui d'une thèse effectuée à l'EHESS, portant notamment sur les conditions de (im)possibilité d'une intelligibilité mutuelle des situations entre populations affectées et ONG. Cette intelligibilité mutuelle ne signifie pas la fusion ou l'assimilation de leurs perspectives – fortement disparates – mais la possibilité de s'accorder et de définir une action entre pairs.

b. Le travail préalable au sein d'ONG n'a pas concerné Haïti ni les organisations rencontrées lors de cette enquête.

rend davantage compte de la dimension individuelle et introspective (ce qui motive l'action, les processus de prise de décision, etc., dans une perspective se rapprochant des sciences cognitives).

Faim, sécheresse, baisse des récoltes : expression d'un « rien ne va »

Le département du Bas Nord-Ouest est l'un des plus éloignés de la capitale du pays, Port-au-Prince. Il s'agit d'une zone principalement agricole mais dont les récoltes sont soumises à la sécheresse et à la rareté des pluies depuis de nombreuses années (Anglade, 1995), créant des conditions difficiles pour ses habitants. Depuis les années 1960, il est ainsi le lieu d'origine d'un courant d'émigration vers la Caraïbe et notamment l'archipel des Bahamas (*ibid.*). Ce tableau reste ici à dessein très succinct afin de ne pas qualifier la situation a priori et de partir de la façon dont les personnes qui la vivent – ou celles qui y interviennent – la perçoivent et l'objectivent elles-mêmes.

Cette première partie de l'article décrit la situation telle qu'elle émerge à travers les propos recueillis au cours d'entretiens menés auprès des habitants du département, des paysans pour l'essentiel. Il s'agissait d'interroger les habitants non pas sur la manière dont ils faisaient face à tel problème posé a priori (la faim notamment), mais de partir d'un questionnement très ouvert sur « comment ça va » pour étudier la manière dont ils ou elles exprimaient leur « ça ne va pas » (Bonnecase, 2019) : comment ils le qualifient, attribuent des causes et des responsabilités, envisagent certaines possibilités d'action ou non. La description ci-dessous condense le matériau recueilli au cours de ces échanges pour en présenter une vision synthétique – retracer une forme de parole collective – reprenant néanmoins toujours les mots et expressions des habitants eux-mêmes (traduits ici du créole haïtien).

Notre premier problème c'est l'agriculture, c'est ça qui est le plus important. Nous sommes tous des paysans ici, c'est une zone essentiellement agricole... enfin, il faut retirer *essentiellement* parce qu'on ne peut plus vivre de l'agriculture. Nous n'avons plus les moyens de produire, on plante, on sème, mais on ne récolte plus rien. S'il ne pleut pas... c'est la faim assurée. La vie est trop chère, il n'y a pas à manger... on ne peut plus vivre. Les gens vivent comme s'ils étaient morts. La faim nous écrase. C'est une catastrophe naturelle que nous vivons.

Pourtant, il y a tout pour vivre ici. Le département a tout pour nourrir tous les habitants et même envoyer à l'étranger. Avant on produisait de tout ici, c'était le grenier du pays et ça pourrait l'être encore. Si nous construisions un barrage sur les Trois Rivières... nous serions comme des princes. C'est juste le riz qu'on ne peut pas produire ici, sinon on peut produire de tout. Nous sommes riches!

Le problème c'est le manque d'eau. Enfin, non... on ne peut pas parler de manque d'eau. Il y a de l'eau, beaucoup. On a des sources, des nappes, des rivières... On a tout ce qu'il faut... mais nous n'avons pas les moyens pour exploiter ça, pour capter l'eau et irriguer. Ce n'est pas nous qui pouvons faire ça.

Nous-mêmes, nous n'avons pas les moyens, ça nous dépasse. On cherche mais on ne voit pas de solutions... Il y a des gens qui sont là pour permettre ça... Mais Haïti n'est pas bien géré. Les paysans sont les derniers dans ce pays, l'agriculture est négligée par l'État. Ce département est méprisé, maltraité... c'est la dernière pointe du pays, le Far West.

Les autorités, l'État... ceux qui sont supposés agir... ils n'ont rien en main, ils sont très faibles. Il n'y a pas l'État ici. On a beaucoup de rêves, de grandes visions, mais on ne peut pas attendre les autres pour les réaliser. On ne peut pas attendre l'État... nous devons nous organiser nous-mêmes pour avancer, voir en tant que paysans comment nous pouvons vivre. Nous sommes toujours en action, en mouvement, on ne peut pas rester les bras croisés.

Les autorités, les élus, ceux qui sont – qui devraient être – responsables ont failli, c'est pour ça qu'il y a autant d'associations. Si tu n'as pas d'association... c'est comme si tu construisais une maison sans ingénieur. C'est une nécessité. C'est un moyen, un outil, une méthode pour remettre la vie parmi nous. Sans association les gens sont livrés à eux-mêmes et attendent de mourir. Ça nous donne plus de force... il n'y a qu'elles qui ont des capacités. Tout ce qui a été fait ici ce sont les associations qui l'ont fait. On se réunit pour poser les problèmes et trouver des solutions; on regarde ce qui est bon ou pas bon et on décide de ce qu'on doit faire pour avancer, pour améliorer nos conditions de vie et nous permettre de vivre une vie un peu meilleure. On réfléchit : qu'est-ce qu'on n'a pas que l'on devrait avoir... On n'a pas d'école, pas de centre de santé, pas d'intrants, pas d'outils, pas d'eau potable, pas de latrines, pas d'usines, pas de crédit... on n'a rien, on manque de tout. Il faut apporter le changement sous n'importe quelle forme... sans se limiter, agir sur n'importe quel type de problème. Nous avons l'esprit de nous organiser, la volonté, mais nous n'avons pas les moyens; on peut penser mais on n'est pas capables. Nous n'avons pas d'appui, pas d'encadrement; il n'y a personne qui nous soutienne. Si on nous donnait plus, on pourrait faire plus. On fait des demandes, on écrit des lettres, on cherche où porter nos doléances... mais il n'y a jamais de réponse. On ne fait que demander, chercher... nous sommes devenus des mendiants.

Au cours de chacune de ces discussions, les habitants en venaient inmanquablement à évoquer la faim (*grangou*), directement corrélée à la baisse des récoltes et à des pluies trop faibles ou irrégulières, et généralement associée à d'autres manques ou difficultés tels que l'éloignement du département, le mauvais état des routes, le manque d'infrastructures agricoles, l'érosion des sols et la récurrence des catastrophes naturelles, ou encore la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat. La faim évoque ainsi l'image d'une zone agricole qui ne produit plus et dont les habitants se disent « dépourvus de tout » : elle apparaît comme l'expression générale et indéterminée d'une situation problématique, d'un *ça ne va pas* – ou plutôt d'un « rien ne va ». L'ensemble de ces manques et difficultés constituent des faits ou ressentis « bruts » (Zask, 2004) : en eux-mêmes ils ne permettent pas

aux habitants de faire sens de la situation, ni donc de spontanément savoir comment agir. Dès lors, ces derniers vont chercher à la rendre intelligible et tangible afin de s’y orienter et de s’y créer des prises, i.e. afin d’établir une liaison consciente et délibérée entre subir et agir (Zask, 2010).

Subir versus agir : l’organisation collective des habitants du Bas Nord-Ouest

Si les habitants décrivent la situation en des termes très durs, c’est avant tout un discours de potentialités non exploitées qui ressort. Le souvenir de récoltes passées abondantes et la conviction qu’elles pourraient l’être encore aujourd’hui définissent un horizon d’attentes et d’opportunités, il marque un espoir : « une orientation positive vers le futur qui ouvre une possibilité d’action » (L’Estoile, 2014). La situation à leurs yeux pourrait être autre, ce qui les incite à ne pas l’accepter et à agir. Cependant, ils soulignent également que la solution du problème n’est pas à leur portée et relève de la responsabilité de l’État. Un État qui, selon eux, ne les assume pas. Les habitants évoquent tout autant une forme d’incapacité face à un problème qui les dépasse que l’obligation de faire quelque chose. Cette nécessité d’agir se traduit alors par la présence de très nombreuses associations ou organisations de base³ (OB) : on en trouve dans toutes les localités⁴ et il n’est pas rare que l’ensemble des habitants d’une même localité soit membre d’une association. À travers elles, les membres se réunissent⁵ en vue de discuter des problèmes et de décider comment agir pour y faire face. Néanmoins, en pratique, ils tendent davantage à dresser un inventaire de ce qui ne va pas, à établir des « doléances » qu’il s’agit ensuite d’aller « porter ». Ils adressent ainsi des demandes, le plus souvent sans réponse, auprès d’autres organisations ou institutions (ONG, autorités locales), écrivent des courriers, parfois s’expriment sur les radios locales. Leurs actions concrètes restent très circonscrites, permettant de pallier localement et temporairement certaines difficultés : trouver des semences, réparer un tronçon de piste agricole ou un canal d’irrigation, contribuer à des frais de santé ou encore, parfois, lancer de petites activités économiques (petit élevage ou commerce en particulier), notamment grâce à une petite épargne accumulée via des groupes locaux

3 Les deux termes sont utilisés de manière indifférenciée dans ces échanges.

4 Ces organisations se constituent généralement à un niveau micro-local, celui des *habitations*, désignant initialement l’exploitation agricole de l’époque coloniale et représentant aujourd’hui le premier échelon du découpage territorial.

5 Le plus souvent à travers des réunions hebdomadaires et assemblées mensuelles.

d'épargne et de crédit (*ti pa*). Dans l'ensemble, les habitants déplorent ainsi le manque d'ampleur de leurs actions (« on ne peut que parler mais pas agir ») et le manque de moyens tend alors à devenir le problème lui-même : « chercher les moyens » devient l'objectif.

S'ils semblent se limiter à une quête matérielle et locale de moyens, les habitants s'insèrent néanmoins dans des réflexions et arbitrages plus larges. Ils appellent à relancer l'agriculture et à en améliorer les rendements de façon durable, à transformer la filière agricole de façon à assurer une plus grande captation de la valeur à l'échelle locale et une plus juste répartition de celle-ci au profit des petits paysans ; ils évoquent parfois les inégalités entre grands propriétaires et petits paysans, les rapports entre villes et campagnes et le désintérêt des premières (Port-au-Prince en particulier) pour les secondes, ou encore les conditions défavorables du commerce extérieur (notamment avec les États-Unis)⁶. Ils dénoncent plus généralement l'absence de politique agricole et l'abandon, le « mépris » de la paysannerie par l'État. Ils critiquent enfin des projets – le plus souvent menés par des ONG – qui, s'ils ont le mérite pour certains d'exister (« ce n'est pas grand-chose, mais il n'y a que ça pour nous donner un petit coup de pouce »), ne sont qu'un cautère sur une jambe de bois, un « petit rien » qui « ne dure pas ». La critique d'un manque d'« encadrement » recouvre l'essentiel de leurs revendications et dénonciations. Associé aux verbes *kenbe* (ce qui appuie, sert de béquille, maintient) et *kore* (ce qui soutient, porte, donne de l'élan), l'encadrement n'évoque pas uniquement une demande de moyens matériels immédiats, mais de capacités, d'infrastructures au sens de *fondation* : ce qui assure une stabilité et à partir de quoi on peut construire quelque chose de durable, ce qui permet une forme d'indépendance et de souveraineté.

Le *grangou*, corrélé à la capacité de cultiver et de produire, émerge ainsi comme une préoccupation commune largement partagée, les habitants se décrivant comme tous confrontés au même problème : « le problème des uns, c'est celui des autres ». Néanmoins, s'ils en reconnaissent la dimension structurelle, il s'agit pour eux, à travers les organisations collectives auxquelles ils participent, d'en traiter les manifestations (micro) locales : « chacun, chaque zone, discute de ses problèmes. Le problème des uns n'est pas celui des autres. Un côté c'est la route, ailleurs c'est l'eau... ».

6 Thomas (2018) évoque un modèle économique extraverti, reposant sur les « avantages comparatifs » d'Haïti, à savoir sa réserve de main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché et sa proximité avec le marché nord-américain, le plus grand producteur agricole mondial (la faiblesse des tarifs douaniers entraînant une dépendance aux importations américaines), et le qualifie de « modèle de développement anti-paysan » (2014).

L'expression « c'est dans le gras du cochon qu'on cuit le cochon », fréquemment employée, traduit cette image d'habitants livrés à eux-mêmes, devant trouver entre eux, à leur petite échelle et avec leurs propres capacités et ressources, les moyens de (sur)vivre⁷.

Face à la faim et à la baisse des récoltes qu'ils *ressentent* directement et avec force, cultiver, produire pour pouvoir vivre et améliorer les conditions de vie s'imposent à eux comme des fins allant de soi. Elles apparaissent comme des fins « standardisées » (Dewey, 2008), établies par routine ou habitude⁸. Elles représentent alors un cadre général où une fin symbolique, une fin générale et abstraite (ici produire, lutter contre la faim) définit le périmètre au sein duquel viendront s'inscrire des fins plus spécifiques, elles-mêmes déterminées par l'appréciation – et la recherche – de moyens (*ibid.*). L'*évidence* de ces fins repose ici sur la conviction qu'il existe un potentiel agricole important, aujourd'hui insuffisamment exploité. Or, si la *reconstruction* d'une situation problématique requiert bien une part d'imagination, s'agissant d'« identif[er] dans les situations des possibilités désirables non atteintes » (*ibid.*), les fins poursuivies ne sont pas pour autant de simples illusions ou chimères. Dans le Bas Nord-Ouest, ce potentiel est en pratique très peu investigué. Il existe notamment très peu de visibilité concernant les ressources en eau, pourtant décrites comme étant au cœur du problème. Il demeure donc invérifié et potentiellement illusoire.

Ces pratiques collectives d'organisation en OB apparaissent donc comme le moyen par lequel les habitants tentent de rendre leur situation intelligible et d'établir une prise consciente sur celle-ci. Néanmoins, elles contribuent davantage à une appréciation immédiate de la situation, à sa *reconnaissance* habituelle, qu'à sa *reconstruction*. Revenant à la question posée en introduction – à quelles expériences la faim donne-t-elle lieu ? – peut-on se limiter à en constater le caractère opportuniste ou erratique, la dimension d'expédient ou de petit palliatif?

7 Barthélémy (1989) relie la multiplication des structures de solidarité et leur maintien à une petite taille à la volonté – historique – des paysans haïtiens d'empêcher toute captation ou concentration du pouvoir.

8 Si les habitants décrivent une aggravation de la situation, les difficultés rencontrées semblent remonter à plus longtemps. Anglade (1995) décrit le département comme confronté à la rareté des pluies, à l'absence d'eau et à la sécheresse conduisant à des famines régulières et à une émigration de masse. Il souligne la nécessité de construire des infrastructures d'irrigation. Baisse des récoltes et ressources en eau sont également au cœur de la littérature haïtienne, même si elle ne concerne pas nécessairement directement le Bas Nord-Ouest (citons ici Roumain, 1944; Vieux-Chauvet, 1968).

Organisations de base et associations comme « mobilisations à bas bruits » : un public en train de se faire ?

L'approche pragmatiste met en avant une « normativité immanente à l'agir » (Dewey, 1975, cité par Bidet, 2008) : les intérêts et désirs, les fins que les individus poursuivent, n'existent pas *en-soi*, a priori mais sont relatifs à une situation problématique et à un effort pour la transformer. Ils se constituent à travers les pratiques concrètes par lesquelles les individus cherchent à résoudre une situation donnée et sont manifestés, objectivés, à travers elles (Gayet *et al.*, 2019 ; Cefai, 2017). L'organisation collective des habitants rencontrés à Haïti, bien que tâtonnante, témoigne ainsi d'une manière de faire manifestant concrètement ce à quoi ils tiennent (Bidet *et al.*, 2011) : ce qui leur apparaît bon, juste, acceptable ou non, ce qu'est – ou devrait être – une bonne vie, une vie qui en vaut la peine (Cottureau et Marzok, 2012 ; Le Méner, 2016). À travers ces pratiques collectives ils expriment le fait que la situation est à leurs yeux « pas normale, contraire au droit », qu'ils vivent « une vie qui n'est pas humaine », « comme s'ils étaient morts ». Ils dénoncent certains manquements et formulent des revendications quant à ce que la situation pourrait et devrait être : « Ici, ça devrait être un beau pays, il y a tout pour vivre. Si les paysans étaient entendus... Haïti devrait être un pays développé ».

OB et associations ont également pu être décrites comme une manière d'« apparaître » (Arendt, 1994) aux yeux de l'État, attestant du fait que les habitants estiment que leur situation doit concerner le regard et le jugement publics (Gayet *et al.*, 2019) : « Il faut s'associer pour se faire entendre, pour exister aux yeux de l'État. Si tu n'as pas d'association, ils [l'État] n'entendent pas. En ville, ils peuvent manifester, bloquer... ici on ne peut pas ; s'associer, faire une OB, il n'y a que ça qu'on peut faire ». Les enquêtés font ici référence à un soulèvement récent⁹, qui a eu lieu principalement dans les villes et notamment à Port-au-Prince, ayant occasionné de nombreuses manifestations, parfois violentes, et ayant conduit à une situation de « peyi lock » (blocage du pays). Plus généralement, la mise en cause régulière de l'État, bien que les contours de ses compétences et responsabilités restent imprécis et sa mention relativement floue¹⁰, témoigne du fait que la situation, l'incapacité de produire entraînant la faim, nécessite à leurs yeux une

9 Soulèvement (certains parlent d'émeutes) qui a débuté le 7 juillet 2019, dans le prolongement d'une série de troubles commencée en juillet 2018.

10 Cette critique de l'État vise le politique institué dans son ensemble de manière souvent indifférenciée, l'État central aussi bien que les autorités locales (le niveau central étant davantage

prise en charge au-delà des personnes directement affectées. L'agriculture, la capacité de cultiver (et donc le fait de manger à sa faim), relèvent pour eux d'une question publique (Dewey, 2010).

Ces modes d'organisation collective apparaissent donc comme une manière expérimentale, tâtonnante, sans vision a priori claire et précise des fins à atteindre ni des moyens nécessaires, d'explorer la situation et de définir un canal à travers lequel réguler et contrôler les conséquences négatives qui les affectent. Ce canal dépasse le simple espace de gestion collective de problèmes privés : les pratiques collectives des habitants s'apparentent ainsi à des « mobilisations à bas bruits »¹¹. Notons que si certains membres de ces organisations insistent parfois sur le caractère non politique de leur action, ce rejet du politique marque avant tout le fait que celui-ci est associé à la défense d'intérêts privés, à l'inverse des préoccupations qui les animent et qu'ils décrivent, parfois explicitement, comme relevant de l'intérêt public.

Malgré leurs tâtonnements et leur apparent manque de résultats tangibles, OB et associations sont décrites par les habitants comme une ressource essentielle, comme la charpente de la vie locale : ce qui leur permet de « tenir », les « soutient et les maintient en vie » et sans quoi ils se retrouveraient « submergés et anéantis ». Face à la faim, elles leur assurent une relative continuité de leur expérience, une forme de contrôle sur leur vie quotidienne : elles permettent de maintenir une liaison consciente entre subir et agir. Ces pratiques collectives apparaissent donc comme l'organe d'une possible reconstruction de leur expérience par les habitants ; elles témoignent d'un public « en train de se faire » et pourraient ainsi être qualifiées d'« espace public de proximité » (Guérin, 2003). Cependant, telle que décrite plus haut, cette reconstruction ne va pas à son terme, les habitants se limitant à une reconnaissance immédiate et habituelle de la situation. Le public reste alors éparpillé, à l'état encore « informe » car il ne parvient pas à s'articuler (Dewey, 2010). Des initiatives existent pour fédérer les actions de certaines organisations mais elles recherchent généralement, avant tout, un effet d'ordre quantitatif : agréger leurs efforts afin d'élargir la portée de leurs actions et obtenir plus de moyens. Une organisation se démarque ici : Ti Peyizan (TP), mouvement paysan fondé dans le département dans les années 1970 autour de la lutte pour la récupération des terres et la mise en place d'une réforme agraire. Sans pouvoir entrer dans le détail, soulignons le fait que TP vise explicitement à dépasser une approche immédiate de la

critiqué). Il tend à désigner de façon générique « ceux qui sont supposés agir » mais qui ne le font pas.

11 « Mobilisations “à bas bruits” : de nouvelles promesses de changement ? », Appel à contribution, *Calenda*, 26 avril 2019, [URL : calenda.org/610529].

situation, revendiquant l'objectif de « changer le système, changer l'État ». Toutefois, ses membres constatent aujourd'hui un essoufflement du mouvement : « les promesses sont à terre » et il peine à rassembler. Sa capacité à transcender l'immédiateté de la situation est ainsi contrainte par les apports concrets, les gains matériels qu'il est en mesure d'apporter.

Finalement, les habitants se disent toujours en action, ce qui se conçoit si l'on considère qu'un vouloir agir est déjà une action, qu'un pouvoir agir est toujours anticipé par un vouloir agir et un effort pour agir (Revault d'Allonnes, 2011)¹². L'effort naît d'une volonté de dépasser une situation finie, marquée par de nombreux manques. Dès lors, cette finitude se transforme en fragilité (*ibid.*) : les produits de l'action sont incertains, faillibles, et l'effort peut ne pas aboutir. On retrouve cette fragilité de l'action chez Arendt¹³ (1994) qui la définit comme le fait de prendre une initiative, de commencer du neuf, de mettre en mouvement. L'action, contrairement à l'œuvre (la *praxis* et non la *poiësis*, l'*agir* et non le *faire*), a, selon elle, un caractère inhérent d'inattendu et d'infiniment probable, ses produits sont intangibles et équivoques, ses manifestations peu sûres. L'action n'atteint presque jamais son but : le sens de l'action n'est pas donné d'avance, il n'émerge qu'à la fin¹⁴ (l'*acteur* n'est pas *auteur*). L'absence de produits tangibles ou d'un public articulé ne traduit donc ni une apathie des habitants, ni une action décousue. Elle n'est ni la marque d'une épreuve passive ni d'une agitation compulsive (Zask, 2016) de ces derniers. Cependant, cette fragilité de l'action pourrait la cantonner à une suite de commencements éparés. L'articulation d'un sens dépend dès lors de la capacité des individus à se relier par des « promesses » : des « îlots de prévisibilité » (*ibid.*) qui contribuent à une forme d'indépendance, de relative maîtrise par rapport à l'incertitude – se rapprochant de la notion de canal chez Dewey (2010) qui permet aux individus, sinon de prédire les conséquences, du moins de les prévoir et de les réguler. Dans le Bas Nord-Ouest, OB et associations apparaissent comme le moyen d'établir une telle promesse. Cependant, la force de celle-ci semble contrainte par un manque d'« encadrement » que les habitants appellent de leurs vœux et qu'ils définissent, au-delà des moyens matériels immédiats, comme ce qui pourrait leur apporter une stabilité à partir de laquelle se projeter et agir et ainsi contribuer à une certaine indépendance au regard des aléas et des contraintes qu'ils subissent.

12 L'auteure citée s'appuie sur les travaux de Paul Ricœur.

13 L'action est chez Arendt l'activité humaine propre au politique, au domaine public (à l'inverse des deux autres que sont l'œuvre et le travail).

14 Se rapprochant ici de l'expérimentation décrite par Dewey (2010).

Comment les ONG présentes dans le département peuvent-elles contribuer à donner force à cette promesse, à servir d'appui dans la reconstruction de leur expérience par les habitants? L'analyse qui suit croise les logiques et points de vue d'une multiplicité d'acteurs, sans qu'il soit possible ici d'en retracer toutes les nuances. Ces logiques s'entrecroisent; il n'y a pas une logique qui serait spécifique à tel ou tel acteur¹⁵, et il n'y a pas d'uniformité à l'intérieur même de ces organisations. Bien qu'ils ne représentent pas un groupe homogène, les termes génériques ONG ou acteurs de l'aide sont utilisés dans la suite du texte pour les décrire. Sauf mention particulière ou référence bibliographique, les citations qui suivent sont issues des échanges menés avec le personnel de ces organisations.

Perspectives des acteurs de l'aide et négation de l'agencité normative des habitants

Tout comme les habitants, les acteurs de l'aide décrivent une situation générale problématique (parlant davantage d'*insécurité alimentaire* que de faim) et soulignent la nécessité d'agir. La situation est principalement saisie à travers les analyses de l'IPC (Integrated Food Security Phase Classification) qui établissent un indicateur synthétique permettant de classer les différentes zones géographiques d'un pays selon qu'elles se trouvent en situation d'insécurité alimentaire minimale, de stress, de crise, d'urgence ou de catastrophe. Les rapports de 2018 et 2019 (IPC, 2018, 2019) font ainsi état de 40% à 50% de la population du Bas Nord-Ouest en situation de stress ou d'urgence. Dans l'ensemble, les manques que soulignent ces rapports, les *faits bruts* qu'ils saisissent, diffèrent peu de ceux soulignés par les habitants : sécheresse et irrégularité des pluies entraînant une baisse des productions agricoles, hausse des prix, pauvreté généralisée, vétusté des routes et des infrastructures, déforestation ou encore récurrence des catastrophes naturelles. L'indicateur synthétique combiné à ces constats généraux permet de qualifier la situation de grave et de justifier la nécessité d'une intervention. Cependant, en l'état, la situation reste insaisissable : cette description ne permet pas de définir une action précise et il convient donc aux acteurs qui souhaitent intervenir de transformer ces faits bruts en données tangibles. De façon schématique, on peut distinguer deux grandes approches¹⁶. La première consiste à circons-

15 De même que l'on ne peut opposer une logique propre aux acteurs de l'aide à une logique spécifique aux habitants.

16 Il ne s'agit pas d'opposer deux approches portées par des organisations différentes, les deux peuvent coexister au sein d'une même organisation.

crire le problème, à rechercher des « poches » ou des « goulots d'étranglement » (des manifestations localisées du problème). Cette approche relie une fin abstraite, indéterminée (éradiquer la faim), à des actions ou comportements très ciblés ; elle cherche à « modéliser » cette situation, à en établir les causes et les déterminants, les manifestations et les trajectoires (*pathways*) afin de définir une réponse de manière certaine, mobilisant pour cela le registre de la preuve (*evidence*) technico-experte¹⁷. Cette approche contribue ainsi à surdéterminer une situation initialement largement indéterminée.

À l'inverse, la seconde approche cherche à retranscrire la situation de façon exhaustive et systémique. Ceci passe notamment par l'établissement de plans (plan de développement communal, plan de sécurité alimentaire, par exemple). Or, ceux-ci s'apparentent bien souvent davantage à des inventaires de manques et de difficultés à combler – ou d'opportunités à saisir – associés à une liste d'actions à entreprendre pour y répondre. Ces actions consistent généralement en une injonction à combler ces manques ou à saisir ces opportunités. Ici, une fin générale et abstraite (« améliorer les conditions de vie des habitants », « réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition ») est déclinée en une multitude d'actions établies indépendamment des conditions concrètes de la situation, des ressources et des moyens disponibles : réhabiliter les routes, construire et réparer les systèmes d'irrigation, former les agriculteurs, structurer certaines filières, renforcer les PME, redynamiser la fiscalité locale, etc. Ces plans peuvent compter des dizaines d'« actions » de ce type et correspondent ainsi à des *méta*-plans dans lesquels *piocher* des actions plus spécifiques¹⁸. En pratique, les actions réellement entreprises ne couvrent généralement qu'une infime partie de celles proposées ; ces plans relèvent alors davantage de « châteaux en Espagne » (Dewey, 2008) et la situation initiale reste largement indéterminée.

Les données brutes identifiées par ces ONG ainsi que les fins qu'elles visent sont finalement assez proches, sinon identiques, de celles soulignées par les habitants. Néanmoins, habitants et ONG diffèrent par leur manière d'objectiver ces données. Pour les ONG, cette objectivation est à entendre au sens littéral, à savoir matérialiser les données à travers des outils concrets : des preuves, des modèles, des plans, des rapports ou des bases de données.

17 La preuve apparaît dans ce registre comme une donnée quantifiée, supposée irréfutable, censée donner une image neutre et objective de la situation – une vérité sur laquelle tout le monde pourrait s'accorder. Notons que, si ce registre de la preuve (*evidence*) est fortement mis en avant, en pratique ces données restent souvent parcellaires et approximatives, les acteurs s'appuyant in fine tout autant, sinon plus, sur des données davantage intuitives.

18 Ces actions peuvent être très précises (réparer tel tronçon de piste agricole) ou rester très vagues (renforcer une filière).

Pour les habitants, en revanche, elle se fait, comme nous l'avons vu, à travers les pratiques concrètes qu'ils initient via OB et associations. Or, celles-ci apparaissent insaisissables aux yeux des ONG : trop locales, particulières et improductives (« concrètement, ces organisations ne font absolument rien, c'est un cauchemar »). Dès lors, les ONG en viennent à disqualifier ces pratiques, considérant du même coup que les habitants ne comprennent pas bien leurs problèmes et qu'il faudrait « leur apprendre à les comprendre ». C'est ainsi l'agencéité normative des habitants qui est questionnée, i.e. leur capacité à démontrer, à faire valoir une autre connaissance ou interprétation de la situation (Scott, 1990). De façon symétriquement opposée, les habitants décrivent la manière de percevoir la situation des ONG comme abstraite, locale et improductive : dans sa version surdéterminée, circonscrite, elle leur apparaît comme « une pommade », un « pansement », sans mesure avec la situation telle qu'ils la perçoivent : « c'est un petit rien qui ne peut pas aider vraiment, qui ne répond pas au problème » ; ou bien, dans sa version *méta*, elle est décrite comme « en l'air, n'ayant pas atterri » : un vœu pieux, peut-être bien ordonné sur le papier, mais que les habitants n'ont pas plus les moyens de réaliser. Ils reprochent ainsi eux-mêmes aux acteurs de l'aide de ne pas comprendre les problèmes et de ne pas y répondre.

Stimuler versus donner les moyens : conception comportementale de l'agencéité et de l'action

Au-delà de cette dimension normative, la disqualification des pratiques des habitants traduit une remise en cause plus générale de leur agencéité. Ainsi, à l'inverse du tableau que les habitants dépeignent, insistant sur leur continue action, c'est un discours centré sur l'attentisme et l'assistantat qui émerge des acteurs de l'aide : « Les gens attendent toujours à ce qu'on leur donne, ils sont réticents à l'effort. Ils ne pensent même plus à faire, à se mobiliser ; ils oublient qu'eux-mêmes peuvent agir. Il faut leur apprendre à ne pas attendre, leur faire comprendre qu'ils sont acteurs, qu'ils sont responsables de leur destin ; il faut les aider à se responsabiliser et à prendre en charge les problèmes de leur communauté ». Disqualifiant les pratiques et modes d'organisation des habitants, les acteurs de l'aide les invisibilisent et concluent à une passivité de ces derniers. Dès lors, ils les enjoignent à l'action, cherchant à leur redonner l'« idée », l'« esprit d'agir », à « faire eux-mêmes ». Que signifie ici pour ces ONG « être acteur » quand les habitants insistent justement sur le fait qu'ils ne doivent pas attendre les autres mais agir eux-mêmes et se décrivent comme toujours en action ?

On peut ici tout d'abord souligner une recherche de l'action *pour l'action*, de l'effort *en soi*. Ainsi, par exemple, la critique, voire le rejet, des programmes d'assistance alimentaire (dons de nourriture ou de coupons) par les populations et leur préférence pour des programmes de *cash for work*¹⁹ est interprétée par les acteurs de l'aide comme une volonté de leur part de contribuer, de faire des efforts, d'être « valorisés » pour un travail effectué (et non de recevoir sans effort). Or, si effectivement la population réclame des activités de *cash for work*, ce n'est pas *en elles-mêmes* (in abstracto), parce qu'elles leur demanderaient un travail, un effort, mais pour ce qu'elles permettent de réaliser : aménagement de pistes agricoles, de bassins-versants, protection des sols, etc. L'effort est valorisé non pas en soi mais en fonction de ce à quoi il contribue : produire, relancer l'agriculture et en améliorer les rendements. Et, à l'inverse, l'absence d'effort que représenterait le don n'est pas dévalorisée en tant que telle mais en tant qu'il n'est un moyen pour aucune fin, si ce n'est la satisfaction immédiate de certains besoins de subsistance : le don de nourriture, de cash ou de coupon est critiqué par la population en ce qu'il ne *produit*²⁰ rien pour la communauté – il ne laisse rien de durable à partir de quoi agir – et entérine plutôt leur incapacité. Si l'effort est constitutif de toute expérience au sens où la transformation requise par la situation problématique demande du temps, où les fins poursuivies ne sont pas immédiates mais nécessitent intention, prévision et réflexion (Dewey, 2008), il tend ici à être compris comme labeur indépendamment de ce qu'il produit ; il devient effort *en soi*, l'activité pour l'activité (Dewey, 1975, cité par Bidet, 2008), étant à lui-même sa propre fin.

Il faut ici souligner une divergence importante sur le potentiel agricole du département. Si, pour la population, les organisations de base ou encore Ti Peyizan, la région dispose d'un potentiel agricole important, aujourd'hui insuffisamment ou mal exploité, la vision est nettement plus floue du côté des ONG²¹. Pour certains personnels, le potentiel est inexistant (« on allait partir, on ne peut pas faire de développement, il n'y a pas de potentiel agricole »), pour d'autres il est faible et il faut s'adapter à ses

19 Terme qui désigne la rémunération de travaux souvent de court terme et peu qualifiés.

20 Voir ici la distinction d'Arendt (1994) entre les deux formes d'activité que sont l'œuvre et le travail. Les produits du travail sont automatiquement consommés pour entretenir le processus vital et la catégorie des fins et des moyens n'a alors pas de sens. Le travail ne laisse rien de durable qui permette de relier les hommes et à partir de quoi ils puissent agir. À l'inverse, les produits de l'œuvre garantissent la permanence et la durabilité qui permettent de stabiliser la vie humaine.

21 Ces divergences s'observent parfois au sein même des organisations.

maigres potentialités ; bien souvent encore il reste in-questionné²². Or, que signifie « être acteur », « être responsable de son destin », en particulier pour des paysans, si le potentiel de la situation demeure inconnu ?

De manière implicite, les acteurs de l'aide appréhendent le potentiel de la situation comme un donné, donné qui n'est pas connu mais dont il s'agirait alors de libérer les potentialités inhérentes. Le postulat sous-jacent est ici qu'il existe un potentiel, quel qu'il soit – faible ou important, qu'il concerne l'agriculture ou d'autres secteurs d'activité – que la stimulation de certains comportements ou décisions permettront d'actualiser. Dès lors, ce potentiel n'a plus besoin d'être questionné. Ceci est caractéristique d'une approche comportementale – de plus en plus fréquente dans les programmes de ces ONG – qui, dans le prolongement de la théorie de l'acteur rationnel (et non contre celle-ci²³), cherche à corriger les biais entravant les décisions « rationnelles » des individus : on parle alors de travailler sur l'architecture de choix, de décision, des individus à environnement constant²⁴. Elle repose ainsi sur un supposé décalage entre les capacités des individus et leurs comportements (Arendt, 1994), décalage qui nécessite alors un « changement [...] de la psychologie des humains – de [...] leurs types de comportement – et non pas du tout du monde dans lequel ils vivent » (*ibid.*)²⁵.

Les actions qui découlent d'une telle approche intègrent alors, dans une large mesure, une dimension *low-tech* ou comportementale : proposer aux habitants des « approches innovantes, pas de la haute technologie, pour leur apprendre à vivre du milieu », « stimuler un esprit d'entrepreneur » et « leur montrer qu'avec peu on peut s'en sortir », leur « apprendre à prendre les bonnes décisions », à adopter les « bonnes pratiques » (préparation des repas, pratiques d'hygiène, etc., des conseils souvent adressés aux femmes). Quelles que soient les actions menées (réalisation de petits ouvrages agricoles, distribution de coupons alimentaires, appui au développement d'activités génératrices de revenus²⁶, etc.) celles-ci s'accompagnent

22 Ceci n'exclut pas la réalisation d'études ou évaluations ; néanmoins, celles-ci s'inscrivent dans les modes d'intelligibilité décrits plus haut, n'investigant que superficiellement les possibilités concrètes relatives aux situations étudiées (le rapport entre moyens et fins étant soit surdéterminé, soit indéterminé).

23 Voir Berndt (2015).

24 Description courante de l'objectif de l'économie comportementale ou du *nudge*.

25 Ce décalage sous-tend la théorie du changement (ToC), outil de programmation en vogue depuis quelques années. Cet outil a émergé par suite du constat que les produits (*outputs*) des ONG – définis comme des capacités et connaissances – ne conduisent souvent pas à l'impact (*outcome*) recherché – défini comme un comportement. Néanmoins, considérant ces *outputs* comme des acquis (« on sait faire »), améliorer l'impact se traduit dès lors par un focus sur le changement de comportement.

26 Ces trois activités représentent l'essentiel des actions menées par les ONG dans le département.

d'une importante ingénierie sociale visant à la bonne gestion des individus, des ménages et des dites communautés et qui tend à représenter une part de plus en plus significative des efforts entrepris par ces ONG.

Les *ti pa*, groupes locaux d'épargne et de crédit mentionnés plus haut, sont typiques d'une telle approche. En effet, pour le personnel des ONG qui appuient leur mise en place, ces groupes doivent contribuer à « développer une économie » et permettre « une autonomie financière » de leurs participants. Or, les potentiels débouchés économiques de ces activités sont largement impensés. En pratique très peu d'activités sont lancées et, quand elles le sont, les fonds servent le plus souvent à démarrer un petit commerce (produits de première nécessité, sucreries ou essence de contrebande par exemple), à financer l'achat d'une chèvre pour démarrer un petit élevage ou encore à contribuer au paiement de frais de santé ou d'écolage. Ce qui importe ici au personnel de ces ONG est que « cela montre qu'ils ont la volonté de s'en sortir par eux-mêmes ». De leur côté, les habitants sont très positifs au sujet de ces groupes les décrivant comme « un petit rien qui permet de tenir », sans lequel « ils seraient anéantis », comme « la seule chose tangible qui dure, qui reste à la fin des projets ». Néanmoins, ils en critiquent constamment la dimension minime, soulignant le besoin de les « augmenter », de les « renforcer » : « il n'y a pas de rendement, ils ne permettent pas d'avancer vraiment parce qu'il n'y a pas de renforcement ». Ils représentent pour les habitants un moyen pour une fin (qui reste intrinsèquement liée à la capacité de cultiver) et non une fin en soi ; moyen qui, contrairement à l'image de l'individu qui s'en sortirait par lui-même et avec peu, nécessite d'être abondé par des fonds extérieurs. Or, il s'agit bien pour les ONG de stimuler un comportement, voire une mentalité, supposés permettre de « développer une économie », afin de libérer un potentiel de développement présumé, et non d'apporter des moyens concrets : « nous-mêmes, nous ne contribuons pas ; on encourage ces groupes, on aide les gens à se mettre ensemble et à s'organiser ».

La divergence d'interprétation de l'expression « au lieu de donner un poisson, plutôt apprendre à pêcher », mentionnée aussi bien par les habitants que le personnel des ONG, illustre les contradictions auxquelles conduit cette approche comportementale de l'action. Si, dans les deux cas, elle exprime bien une critique du don, pour les habitants cette critique concerne plus précisément le don de nourriture ou toute forme d'action qui ne *produit* rien de durable. À l'inverse, « apprendre à pêcher » signifie pour eux donner les capacités, l'« encadrement », ce qui contribue à leur autonomie et indépendance. Pour les ONG, l'expression tend en revanche à traduire

le rejet de toute forme de don ou d'appui – associés à une logique d'assistanat – et à les amener à chercher à stimuler un effort, à *faire faire*, qui serait à l'inverse gage d'autonomisation (Dazet, 2020). Ainsi, l'encadrement perçu par les habitants comme un levier d'action, un tremplin d'une capacité à agir, est perçu par les ONG comme relevant d'une forme d'assistanat, d'attentisme. À l'inverse, ce que les ONG perçoivent comme devant favoriser l'autonomisation des habitants est considéré par ces derniers comme ne leur « permettant pas d'utiliser leurs capacités, de les rendre indépendants », mais comme une « pommade », un « pansement », une action insuffisante et non durable qui les « maintient dans la dépendance ». On observe alors une dérive paradoxale à travers laquelle la volonté des ONG d'autonomiser les individus ou les acteurs locaux conduit en pratique à l'anomie, c'est-à-dire au « déséquilibre qui provient des situations où les moyens pour atteindre les fins visées par les individus [...] leur sont devenus inaccessibles » (Zask, 2016, p. 108).

Cette conception comportementale de l'action et de l'agencéité conduit donc, d'une part, à un désaccord sur les capacités nécessaires à la reconstruction de leur expérience par les habitants. D'autre part, elle conduit à disqualifier ces pratiques collectives, invisibilisant par là les produits intangibles de leurs actions, leurs tâtonnements, et empêchant ainsi qu'ils se concrétisent (Arendt, 1994). Finalement, si les ONG sont régulièrement critiquées pour leur incapacité à percevoir les populations autrement que comme des victimes et à reconnaître leur agencéité (Thomas, 2012 ; Luca, 2016), la question semble davantage porter sur la signification même de l'action, d'« être acteur ». En effet, dans le cas étudié ici, ces ONG enjoignent justement les habitants à sortir d'un supposé état de bénéficiaires passifs et attentistes, à « ne plus attendre et à agir eux-mêmes ». Cependant, l'action renvoie ici à la figure du contributeur, de l'entrepreneur de soi enclin à l'effort, s'en sortant par lui-même et avec peu. Elle conduit ainsi à entraver une forme d'infra-politique (Scott, 1990), un *public* « en train de se faire », pour y substituer à la place une réponse *privée* (faire soi-même) ou *sociale*²⁷ (Arendt, 1994), les individus étant alors encouragés à « se comporter et non à agir » (*ibid.*). La divergence de perspectives entre habitants et ONG ne résulte donc pas tant d'une appréciation ou d'un regard différent sur la nature de la situation problématique elle-même, sur les manques qui la caractérisent ou les fins à poursuivre, que de la conception même de l'action et de l'agencéité, de ce que signifie *agir* dans cette situation. Cette conception comporte-

27 Le terme *social* définit ici des modes mécaniques et impersonnels du comportement collectif, relevant de l'uniformité et du conformisme (Dewey, 2010 ; Arendt, 1994).

mentale de l'action représente ici, pour les ONG, un « sens évident » implicite, un « arrière-plan d'intelligibilité » qui contraint la manière dont elles perçoivent les situations. Revenant plus spécifiquement à la question de la faim, ce sens évident conduit les ONG à justifier des réponses *low-tech* ou comportementales, alors que, reprenant les propos d'un responsable de projet de sécurité alimentaire dans le département : « si on leur demande [aux habitants], ils nous disent "aidez-nous à irriguer" ».

Bibliographie

- ANGLADE Georges, 1995, *Mon pays d'Haïti*, Port-au-Prince, éditions Alizés.
- ARENDETH Hannah, 1994, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket.
- BARTHELEMY Gérard, 1989, *Le Pays en dehors*, Port-au-Prince, Éditions Henri Deschamps.
- BERNDT Christian, 2015, « Behavioural economics, experimentalism and the marketization of development », *Economy and Society*, vol. 44, n° 4, p. 567-591.
- BIDET Alexandra, 2008, « La genèse des valeurs : une affaire d'enquête », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, « Pragmatismes », n° 15, [URL : <http://traces.revues.org/813>].
- BIDET Alexandra, QUÉRÉ Louis et TRUC GÉRÔME, 2011, « Ce à quoi nous tenons. Dewey et la formation des valeurs », *La formation des valeurs*, J. Dewey éd., Paris, La Découverte, p. 5-64.
- BONNECASE Vincent, 2019, *Les prix de la colère. Une histoire de la vie chère au Burkina Faso. Entretiens avec Vincent Bonnecase*, Canal U, [URL : https://www.canal-u.tv/video/ehess/les_prix_de_la_colere_une_histoire_de_la_vie_chere_au_burkina_faso.53671].
- BULMER M., 1982, « When is disguise justified? Alternatives to covert participant observation », *Qualitative Sociology*, vol. 5, n° 4, p. 251-264.
- CEFAÏ Daniel, 2008, « Vers une écologie des publics. Park, l'opinion publique et le comportement collectif », *Modernité de Robert Ezra Park*, S. Guth éd., Paris, L'Harmattan, p. 155-188.
- 2017, « Publics et publicité : vers une enquête pragmatiste », *Politika*, [URL : politika.io/fr/notice/publics-publicite-enquete-pragmatiste].
- COTTEREAU Alain et MARZOK Mokhtar Mohatar, 2012, *Une famille andalouse. Ethnographie d'une économie invisible*, Saint-Denis, Éditions Bouchène.
- DAZET Flore 2020, « Interactions, négociations et expérimentations : étude de la redevabilité dans deux programmes d'aide humanitaire », *Journal des anthropologues*, n° 160-161, p. 103-118.
- DEWEY John, 1975 [1916], *Démocratie et éducation. Introduction à la philosophie de l'éducation*, Paris, Armand Colin.
- 2008, « La théorie de la valuation », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 15, [URL : traces.revues.org/833].
- 2010 [1927], *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- GAYET-VIAUD Carole, BIDET Alexandra et LE MÉNER Erwan, 2019, « Enquêter sur la portée politique des rapports en public », *Politix*, vol. 1, n° 125, p. 7-30.
- GUERIN Isabelle, 2003, « Économie solidaire et inégalités de genre : une approche en termes de justice sociale », *Revue internationale de l'économie sociale*, n° 289, p. 40-56.

- IPC (INTEGRATED FOOD SECURITY PHASE CLASSIFICATION), 2018, *Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë. Octobre 2018-juin 2019*, Haïti, rapport.
- 2019, *Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë. Octobre 2019-juin 2020*, Haïti, rapport.
- LE MÉNER Erwan, 2016, « Introduction », *Revue des politiques sociales et familiales*, « Joindre les deux bouts. Enquêtes d'ethnocomptabilité », n° 123, p. 3-5.
- L'ESTOILE Benoît (DE), 2014, « "Money is good but a friend is better" : Uncertainty, orientation to the future, and "the economy" », *Current Anthropology*, vol. 55, n° S9, p. S62-S73.
- LIPPMANN Walter, 1922, *Public Opinion*, New York, The Free Press.
- 1925, *The Phantom Public*, New York, Harcourt Brace and Cie.
- LUCA Nathalie, 2016, « Pentecôtismes et esprit d'entreprise en Haïti », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 175, [URL : assr.revues.org/27917].
- QUÉRÉ Louis et TERZI, Cédric, 2015, « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *Sociologies*, [URL : sociologies.revues.org/4949].
- REVAULT D'ALLONNES Myriam, 2011, « Paul Ricœur ou l'approbation d'exister », *Le Portique*, n° 26, document 2, [URL : leportique.revues.org/2507].
- ROUMAIN Jacques, 1944, *Gouverneurs de la rosée*, Port-au-Prince, Impr. de l'État.
- SCOTT James C., 1990, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- THOMAS Frédéric, 2012, *L'échec humanitaire. Le cas haïtien*, Bruxelles, Couleur livres.
- 2014, *Haïti. Un modèle de développement anti-paysan*, Bruxelles, Étude du Cetri.
- 2018, *Haïti. Agrobusiness et politiques publiques*, Bruxelles, Étude du Cetri.
- VIEUX-CHAUVET Marie, 1968, *Amour, colère et folie*, Paris, Gallimard.
- ZASK Joëlle, 2004, « L'enquête sociale comme inter-objectivation », *La Croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, B. Karsenti et L. Quéré éd., Paris, EHESS, p. 141-163.
- 2010, « Présentation de l'édition française », *Le public et ses problèmes*, J. Dewey, Paris, Gallimard, p. 11-65.
- 2016, *La démocratie aux champs. Du jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, Paris, La Découverte.

Qu'est-ce qu'un cas de mortalité par la faim ? La surmortalité par la famine en débats au Bengale colonial (1873-1875)

ÉLÉONORE CHANLAT-BERNARD

Le 28 mai 1874, le journal anglophone *The Friend of India* publie un télégramme daté du 22 mai, qui témoigne d'une mort due à la faim survenue au Bihar, région du nord du Bengale :

J'ai vu la nuit dernière, sous un arbre, au bord de la route à Tetaria le corps d'une jeune femme très émaciée. Il était évident qu'elle était morte de la faim [*starvation*]. La souffrance et la pénurie augmentent partout.

Les autorités du Bengale demandent le lendemain une enquête aux autorités locales pour établir que la faim en est bien la cause. Assimilé à la mort inévitable d'une vagabonde, ce cas est invalidé le 27 juin dans un courrier du gouvernement du Bengale au gouvernement de l'Inde, l'échelon le plus central de l'administration de l'Inde coloniale.

De la fin du mois d'octobre 1873 au mois de février 1875, le Bengale fait officiellement face à une situation de famine, ce qui conduit sur un plan administratif à la mise en place entre 1873 et 1877 d'un département temporaire spécialement dédié à son encadrement. Selon un euphémisme bureaucratique, celui-ci est nommé *Scarcity and Relief Department*. À sa création, il s'agit donc d'une simple disette (*scarcity*), mais l'enregistrement quatre mois plus tard, le 27 février, des premiers morts officiels de la faim conduit l'administration à adopter le terme concurrent de *famine* (*famine*) et un lexique volontiers guerrier. Évoquée pour la première fois en janvier dans un télégramme confidentiel du vice-roi, la surmortalité devient un objet politique et statistique en débat au sein même de l'administration coloniale mais aussi dans l'opinion publique au Bengale et à Londres. À la fin de la famine, le gouvernement de l'Inde reconnaît officiellement le nombre dérisoire de vingt-quatre morts de faim qui auraient pu être évitées au Bengale pour une population assistée de plus de quatre millions de personnes.

De nombreux travaux ont montré l'importance des pratiques d'énumération dans le contrôle social colonial. La quantification permet ainsi de donner sens et régularité aux phénomènes décrits, à des fins de discipline ou de justification idéologique ou politique (Appadurai, 1993). Le développement de la statistique en Inde coloniale a été particulièrement étudié en lien avec les pratiques de classement ethnique ou religieux qui ordonnent la société coloniale et en font un objet lisible de gouvernement¹. À ce titre les recensements occupent une place centrale dans le « texte statistique colonial » (Guilmoto, 1998), qui mêle étroitement mise en chiffres et commentaire empirique à visée ethnographique. Les chiffres fleurissent pourtant dans d'autres domaines de l'administration bureaucratique coloniale, tels que la santé publique, l'administration pénitentiaire ou la politique commerciale. Ils servent à appuyer des débats de politique ou à justifier des décisions a posteriori, mais aussi à donner corps à une réalité problématique et fuyante aux yeux des acteurs impliqués.

Il semble paradoxal d'énumérer des cas individuels de mortalité par la faim (« case of starvation ») dans le cadre d'un phénomène généralisé. Le cas entretient en effet un rapport ambigu avec la quantification et renvoie à une politique des *petits* nombres (Desrosières, 2000) : il singularise au lieu d'agréger et distingue l'individu, son cas clinique ou moral spécifique, du phénomène général de santé publique. Le cas de mort par la faim est l'objet par excellence de ce que Luc Boltanski (2007) a qualifié de « politique de la pitié », qui distingue entre les souffrances jugées inévitables (âge, maladie) et les souffrances imputables à un tiers et donc politisables. Il opère comme catalyseur politique en contribuant à révéler, ou au contraire à occulter, un événement statistique contesté. Dans quelles batailles politiques cette énumération paradoxale prend-elle place et comment est-elle produite ? Que constitue un cas officiel de surmortalité par la famine, à la représentativité statistique contestable ?

La famine de 1874 au Bengale donne en effet lieu à une vive controverse dans l'administration coloniale et impériale britannique, amplifiée par la presse, tant au sujet de sa réalité que des modalités de la réponse étatique. Son bilan officiel de vingt-quatre morts évitables en fait une famine paradoxale, tranchant avec la série catastrophique des famines coloniales du dernier tiers du XIX^e siècle (Davis, 2006). Son coût, chiffré à six millions et demi de livres sterling lorsqu'elle prend fin, alimente notamment la controverse, alors que l'objectif premier des autorités coloniales est de limi-

1 La bibliographie sur ce sujet est riche. Nous renvoyons notamment à Cohn (1996), Dirks (2001) et Lardinois (1996, 2002).

ter les dépenses publiques, de garantir l'entretien de l'armée et de favoriser les exportations de matières premières sur le marché global à l'orée d'une dépression économique mondiale. Elle survient dans un enchevêtrement de contextes. En métropole, le ministère du libéral William Gladstone chute en février 1874 au profit du conservateur Benjamin Disraeli, qui relance la politique impériale et cherche à se démarquer de son prédécesseur en cultivant une approche plus paternaliste à l'égard des affamés indiens – comme en témoigne notamment la mise en place d'une campagne d'aide charitable aux affamés dirigée par le *Lord Mayor* de Londres. Si le Parlement se désintéresse en temps ordinaire des affaires indiennes hors de la discussion du budget et des interventions de quelques membres, la presse britannique devient en 1874 une caisse de résonance des débats indiens sur la famine. En Inde coloniale, les échelons administratifs s'opposent sur la politique à mener, une fois le divorce consommé en novembre 1873 entre le gouvernement de l'Inde et le gouvernement du Bengale. Ce dernier prône une suspension des exportations hors du Bengale et une politique d'achat sur les marchés locaux pour approvisionner les affamés sur les chantiers publics (*public works*). Le gouvernement de l'Inde s'y refuse au profit d'une politique d'importation de grains en provenance surtout de la Birmanie, récemment passée sous contrôle britannique, mais qui s'affirme comme un exportateur majeur de riz dans le commerce global. Le gouvernement du Bengale devient dès lors, via le *Scarcity and Relief Department*, le relais d'une politique décidée par le gouvernement de l'Inde et son *Department of Agriculture, Revenue and Commerce*, avec lequel il se trouve en conflit théorique mais aussi en concurrence dans la mise en place concrète des politiques au niveau local².

Déclarer, signaler, invalider un cas de mort par la faim devient ainsi un outil de contestation ou à l'inverse de validation dans un champ administratif d'urgence marqué par des conflits d'autorité, l'impréparation et un savoir incertain sur l'ampleur de la pénurie. La presse en particulier joue un rôle important dans la mise en question du cas de famine comme dispositif légitime d'évaluation de la surmortalité et de justification politique des mesures adoptées. Nous nous appuyons en particulier sur la correspondance relative aux cas de mortalité par la faim entre les agents locaux, le *Scarcity and Relief Department* du gouvernement du Bengale et le *Department of Agriculture, Revenue and Commerce* du gouvernement de l'Inde, ainsi que sur la couverture des cas de famine en 1874 par un des principaux journaux anglophones du Bengale, *The Friend of India*.

2 Sur les concurrences entre acteurs coloniaux en période de famine et leurs effets sur l'évaluation contrastée du bilan humain voir aussi Hall-Mathews (2008).

Un dispositif d'enregistrement à la croisée du cadre colonial de l'Inde et des *Poor Laws* britanniques

Les controverses sur la mortalité par la faim font écho aux débats sur le système d'assistance aux pauvres en Grande-Bretagne, les *Poor Laws*. Ces lois héritées de l'époque élisabéthaine, qui en font l'un des systèmes publics d'assistance les plus anciens en Europe en prévoyant un mécanisme de redistribution au profit des pauvres dans le cadre de la paroisse (*poor rate*), sont réformées en 1834 dans un sens plus disciplinaire (Driver, 2004). La *New Poor Law* de 1834 durcit en effet les conditions d'accès aux secours, avec l'objectif affiché de rendre la situation des pauvres assistés moins enviable que celle du plus pauvre travailleur non assisté (critère de *less eligibility*). Après 1834, le cas de famine émerge comme un moyen de mettre en cause des structures trop rigides et disciplinaires, qui condamnent les pauvres à la famine. Les détracteurs de la *New Poor Law* réclament ainsi le recensement systématique des cas de morts de faim, ce qui leur donne une dimension très politique en faveur d'une plus grande responsabilité étatique. Dans les années 1830-1840, Edwin Chadwick, le promoteur de la très disciplinaire *New Poor Law* de 1834, avait au contraire critiqué la proposition du statisticien William Farr de définir une catégorie « mort de faim » dans les recensements britanniques, la jugeant à la fois imprécise, non scientifique et trop large. Il évacuait ainsi la dimension sociale de la mortalité (Vernon, 2007; Hamlin, 1995).

En Inde coloniale, le régime des *Poor Laws* n'est jamais appliqué formellement. Le refus d'un système formel d'assistance se justifie notamment par la proclamation de non-intervention de l'État colonial dans les affaires civiles de ses sujets. Après la répression de la Grande Révolte indienne en 1858, la Couronne prend le contrôle de l'administration coloniale en lieu et place de la *East India Company* (Metcalf, 2015). Soucieux d'éviter de nouveaux troubles et de garantir un régime de laisser-faire à l'avantage de la balance commerciale métropolitaine, le gouvernement s'en remet aux élites indiennes et aux structures vernaculaires pour assurer l'assistance aux pauvres. Il cherche également à éviter toute taxation directe potentiellement source de révoltes.

Des historiens ont cependant montré l'influence implicite de l'idéologie des *Poor Laws* sur l'administration des famines (Arnold, 2014; Sharma, 2001). En effet, le caractère de crise ponctuelle et radicale de la famine pousse les autorités coloniales à sortir de leur posture ordinaire de non-intervention et à mettre provisoirement en place des mécanismes publics d'assistance : les chantiers publics et l'aide en nature ou en argent versée aux indigents sans contrepartie de travail (*gratuitous relief*). La catégorisation des

ayants droit à ces deux types de mécanismes réactive le cadre des *Poor Laws*, qui distingue des niveaux d'éligibilité en fonction de l'aptitude au travail (*able-bodied*) et de critères de mérite à la fois moraux et physiques (*deserving vs. undeserving poor*). L'exigence cynique de travail faite aux personnes affamées et aux enfants en bas âge, pour recevoir une allocation insuffisante pour couvrir les besoins vitaux, alimente la controverse. Seuls ceux qui sont très émaciés, et proches de la mort, obtiennent des secours sans contrepartie de travail. En 1874, le gouvernement de l'Inde précise de plus que l'importation de grain se fait exclusivement en vue de l'approvisionnement et de la rémunération des affamés sur les chantiers publics, tempérant ainsi l'entorse temporaire faite au principe de libre circulation des grains. Mais face à l'aggravation d'une famine qui dure, le principe du *labour test* est contesté par la presse et par certains administrateurs locaux. Selon les critiques de la presse, la mort apparaît préférable à la famine lente (*slow starvation*), insidieusement prolongée par des secours insuffisants.

En opérant à la croisée d'un héritage métropolitain disciplinaire et de conditions coloniales propres, le dispositif du cas de famine met donc en lumière les traits communs de l'assistance aux pauvres à l'échelle impériale, de même que ses spécificités coloniales. Il délimite de plus le cadre officiel d'une intervention publique légitime, mettant ainsi en cause la responsabilité des autorités coloniales en période de famine.

Un dispositif révélateur de la responsabilité problématique du gouvernement colonial

La mémoire des famines récentes au Bengale accroît l'attention portée à la surmortalité, qui a pris une dimension polémique après celle de 1866 dans une autre région du Bengale, l'Orissa, au bilan humain incertain mais évalué à plusieurs millions de morts. La gestion catastrophique de 1866 a provoqué un scandale public en métropole et conduit à la mise en place d'une commission d'enquête en 1867 présidée par George Campbell. Celle-ci, largement acquise à la cause des acteurs coloniaux, a tout de même mis au jour de nombreux dysfonctionnements et recommandé une plus grande attention aux indicateurs de famine (baisse des récoltes et des stocks, hausse des prix puis de la mortalité)³. Devenu lieutenant-gouverneur du Bengale en 1871, George Campbell est soucieux d'anticiper la situation de pénurie en

3 Government of India, *Report of the Commissioners appointed to inquire into the famine in Orissa*, Calcutta, 1867.

1873 et d'éviter de voir se répéter les défaillances de 1866. Une crise sociale à Pubna, au Bihar, où les paysans s'associent pour contester le niveau de la rente foncière, fait peser une pression supplémentaire sur les autorités coloniales. La *British Indian Association*, qui représente les propriétaires fonciers et les élites du Bengale, anticipe en novembre 1873 une famine plus grave encore qu'en 1866 en Orissa, et en appelle à la responsabilité de l'État colonial de nourrir soixante millions de sujets. Elle prône l'interdiction des exportations, une proposition reprise à son compte par le gouvernement du Bengale mais que celui de l'Inde ne partage pas.

En 1874, un recensement des cas de mort par la faim est engagé par le gouvernement de l'Inde, en liaison avec le secrétariat d'État à l'Inde à Londres. Le vice-roi reçoit par télégramme hebdomadaire de la part du gouvernement du Bengale un relevé des cas de famine signalés. Ce dispositif découle du choix fait par le gouvernement de l'Inde de ne pas suspendre les exportations de grains hors du Bengale, comme le gouvernement du Bengale l'avait proposé, et de privilégier l'importation publique de grains en parallèle du maintien des exportations. L'État colonial s'engage en effet en 1874 dans une politique d'achat, de transport et de distribution de grains en provenance de Birmanie afin de pallier les carences constatées dans certaines zones du Bengale. Cette politique d'importation par l'État devient la clé de voûte du système d'assistance en 1874, mais est attaquée, pour des raisons divergentes, par différentes catégories d'acteurs. Les propriétaires fonciers et les élites bengalies critiquent, via la presse indienne anglophone, le refus de suspendre les exportations au seul bénéfice des marchands européens. Les Anglo-Indiens, partisans d'un laisser-faire qui les avantage, voient quant à eux d'un mauvais œil l'augmentation des dépenses publiques dans d'autres domaines que l'armée. Le contrôle de la surmortalité de famine devient donc un terrain d'affrontement dans le cadre de cette bataille plus large entre les partisans de l'importation, ceux de l'arrêt des exportations et ceux du laisser-faire. Elle définit un seuil d'intervention et met en évidence la réalité de la famine aux yeux des plus sceptiques. Pour un défenseur du maintien de la libre circulation des grains en période de famine, qui s'exprime dans les colonnes du journal des élites bengalies hindoues *The Hindoo Patriot*, c'est la surmortalité (*death point*) qui doit réguler le processus d'égalisation naturelle par le libre commerce entre territoires exportateurs et territoires importateurs de grains⁴.

Importante ou limitée, la mortalité est un test des deux volets de la politique adoptée : l'importation de grains avec maintien des exportations et la

4 *The Hindoo Patriot*, 15 décembre 1873.

mise au travail des affamés. Le gouvernement du Bengale enregistre ainsi un cas de mort par la faim en avril 1874 sur les chantiers publics sous contrôle des autorités coloniales à Darbhanga au Bihar⁵. Celles-ci se trouvent directement impliquées puisque les domaines du rajah de Darbhanga, mineur, ont été placés sous leur tutelle au nom d'un impératif proclamé de rationalisation économique. Or, un coolie, nommé Kasi Malla, est mort et n'aurait pas été payé pendant trois jours malgré son travail sur le chantier (la durée est soulignée dans le courrier). Le journal tenu par le surintendant local mentionne de plus des cas de non-paiement des salaires journaliers de la part des contremaîtres. L'aide médicale est également défailante. L'agent local qui rapporte le cas considère que la cause directe de la mort est bien la faim, après examen du corps du coolie. Il réclame des mesures de rétorsion contre les mauvaises pratiques des surveillants européens des chantiers publics, soupçonnés de détourner des fonds. Ce n'est pas tant la mort du coolie qui pose ici problème que son attribution à des dysfonctionnements dans l'organisation des secours et à des soupçons de corruption interne. Le gouvernement du Bengale demande ainsi une enquête sur la réalité des irrégularités mentionnées et sur les raisons de leur tardive découverte.

Si le cas de mort par la faim met en jeu la responsabilité globale du gouvernement de l'Inde et du gouvernement du Bengale, il implique également les agents locaux dans la mise en œuvre de la politique choisie. La circulaire instituant le recensement de ces cas prévoit de tenir pour responsables les agents coloniaux en cas de mort « évitable » (*preventible death*), tout en leur enjoignant de les déclarer⁶. Dans les rapports spéciaux en temps de disette puis de famine, il revient aux forces de police et aux agents de district de recenser et de rapporter les « morts supposément liées au manque de nourriture » et les « cas de famine ou de besoin aggravé » dans leur rapport sur la condition générale des populations⁷. Les agents de police s'appuient pour cela sur leurs propres observations, les témoignages des habitants, des propriétaires fonciers (*zamindars*), des administrateurs locaux, ou les registres des éventuels dispensaires. Cette surveillance temporaire de la surmortalité s'inscrit dans la continuité des recensements prévus par deux lois récentes du gouvernement du Bengale (*Village Chaukidari Act* de 1870 et *Bengal Births and Deaths Registration Act* de 1873). Celles-ci délèguent aux

5 Government of Bengal, *Proceedings of the Scarcity and Relief Department*, British Library (BL), IOR/P/215.

6 Government of Bengal, *Scarcity and Relief Department*, circulaire n° 1835, 26 mars 1874.

7 Dans les codes de famine (*Famine Codes*), manuels de bonne gestion à destination des agents locaux, les cas de mortalité constituent des « symptômes » d'un état de famine. Voir sur ce point Government of India, *Bengal provisional famine code*, Calcutta, 1883, « Duties of police ».

policiers ruraux (*chaukidar*) la responsabilité de l'enregistrement des statistiques vitales et prévoient des amendes en cas d'omission de leur part ou de celle des habitants. Les témoignages de cas rapportés dans la presse suscitent également des enquêtes administratives, comme dans l'exemple cité en introduction. La presse coloniale critique une telle responsabilisation des agents locaux, car elle conduit ces derniers à ne pas déclarer les morts constatées, sous-estimant ainsi systématiquement la mortalité par peur des réprimandes de leur hiérarchie. Les agents coloniaux rejettent quant à eux la responsabilité du sous-recensement des cas sur les propriétaires fonciers bengalis, les *zamindars*, desquels ils tiennent souvent leurs informations. Ceux-ci sont accusés de freiner la reconnaissance de l'état de famine dans leurs domaines afin d'éviter des frais supplémentaires et la charge d'organiser des chantiers publics et des distributions d'aide en argent ou en nature⁸.

La reconnaissance du cas de famine dépend essentiellement de son caractère « évitable », ce qui révèle « le sens commun colonial », ce que l'État colonial juge plausible et ce qu'il refuse d'entendre (Stoler, 2010), ainsi que ses attentes à l'égard de ses propres agents. Le commissaire adjoint de Hazareebagh se voit ainsi sommé de justifier, deux semaines après sa déclaration, cinq cas de morts de faim qu'il a signalés en mars 1874 à Koderma (Chota Nagpur)⁹. Les autorités coloniales lui reprochent les termes trop durs employés dans ses relevés, l'envoi d'un télégramme urgent, plus coûteux qu'un simple courrier, et une approche alarmiste de la situation. Il rétorque que ses sources sont sûres et qu'il a vérifié ses informations : les agents locaux en charge de l'enregistrement de la mortalité en témoignent et les noms des victimes sont précisés. Au-delà du signalement, ce sont les décisions politiques prises au nom de ces cas qui posent problème au gouvernement, en particulier une intervention unilatérale dans le commerce local des grains. Le commissaire a en effet quitté son poste en apprenant ces cas pour rejoindre Koderma et acheter spécialement du riz en chemin pour pouvoir ensuite le distribuer à tous ceux qu'il estimerait en situation de « besoin urgent ». Il se justifie en déclarant avoir agi avec d'autant plus de prudence qu'il a été surpris par une situation de privation qu'il n'anticipait pas au regard de l'état des récoltes d'opium et de *mahua*¹⁰. Pour lui, les cas de mort par la faim, identifiés et validés par les autorités locales, suffisent

8 Sur l'argument des autorités coloniales selon lequel les *zamindars* sont responsables envers leurs paysans en vertu du régime foncier qui les favorise, voir Guha (1982).

9 BL, IOR/P/215.

10 Le *mahua* est une plante résistante à la sécheresse et un aliment de substitution en période de famine. Elle constitue également une base de la production de drogue dans le cadre d'un monopole d'État au Bengale, ce qui explique l'attention que lui portent les autorités.

à mettre en évidence une défaillance locale du marché des grains et donc à justifier l'octroi de secours additionnels.

Mais leur caractère empirique, laissé à l'appréciation des acteurs et au hasard de la découverte comme de leur signalement, débouche bien plutôt sur une responsabilisation individuelle des affamés que sur une remise en cause de l'action étatique.

Un dispositif empirique et particularisant

Si la famine, en tant que phénomène généralisé, est affaire de population, le cas de mort par la faim concerne des individus. Bien qu'individualisés, il contribue (en théorie) à reconnaître de manière métonymique un état de famine plus général dont il serait représentatif. Mais comment évaluer empiriquement ce qui est évitable sur le plan individuel dans un contexte de malnutrition et de pauvreté chronique, où aucun mécanisme d'assistance public n'est garanti en temps ordinaire ?

À l'extrême réduction du chiffre répond l'étroitesse de la terminologie (*starvation*), qui abstrait la mort par la faim de la mortalité causée par la maladie ou les émeutes de la faim. Alors que la famine déclenche en juin 1874 des émeutes violentes, durement réprimées par l'armée, dans une zone frontalière du Bhoutan récemment annexée au Bengale, les autorités locales distinguent dans leurs relevés la mortalité de famine, marquée par l'émaciation extrême des corps, et celle due aux émeutes et à leur répression¹¹. Alex de Waal (2005) a bien montré pour le cas soudanais au xx^e siècle le sous-recensement structurel de la famine comme cause du décès, la cause de mortalité enregistrée étant la maladie qui a provoqué directement la mort et non la condition sous-jacente qui l'a rendue possible. Le médecin John Coates, commissaire sanitaire du Bengale en 1874, est ainsi chargé d'une mission d'inspection des maladies de famine. Il emploie très rarement le terme *starvation* par rapport à *hydropisie*, *émaciation avancée*, *anémie* ou *diarrhée*. La cause des maladies se trouve selon lui pour la majeure partie dans une sous-nutrition chronique, les privations étant largement antérieures à l'épisode de famine. Lors d'une inspection de dispensaire en juin 1874, il fait état de maladies directement dues à la disette et mentionne le cas de onze enfants qui souffrent d'un œdème généralisé du corps, « *clairement en conséquence du manque de nourriture* [en italique dans le texte]¹² ».

11 Extrait du 19th narrative on famine cité dans *The Friend of India*, 18 juin 1874.

12 BL, IOR/P/222, courrier de John Coates au magistrat de Ramnuggur, 9 juin 1874.

Les médecins coloniaux valident la faible surmortalité officielle de 1874¹³. Le discours médical, clinique, contribue à individualiser la mortalité de famine et à naturaliser des prédispositions ordinaires, personnelles ou collectives, à la mortalité. Comme l'a montré Vincent Bonnacase (2011) dans le contexte colonial africain, une raciologie ordinaire et grossière attribue au corps colonisé des besoins nutritionnels plus faibles que ceux des Européens et normalise la sous-nutrition chronique. Une théorie pseudo-médicale dote le corps des Bengalis d'une rate hypertrophiée, ce qui les rendrait plus fragiles sous les coups des Européens et dédouane ceux-ci de l'accusation d'homicide volontaire dans les jugements pénaux (Singha, 1993). On doit l'un des cas connus au diagnostic d'un médecin local. Le 24 juillet 1874, le docteur Curran, le chirurgien civil de Rajshahye, réalise l'autopsie d'une femme indienne âgée douze heures après sa mort, survenue la veille à minuit¹⁴. La victime, nommée Soroma Bewa n'avait pas mangé depuis huit jours à l'exception d'une poignée de riz le jour de sa mort. Son corps porte les stigmates de la faim : il est émacié, les yeux sont enfoncés, le cœur atrophié et vide de sang. De son vivant, elle présente des douleurs d'estomac et le jour de sa mort des signes de délire. Il s'agit du premier cas de mort par la faim (*starvation*) pour ce médecin, dont l'attention est attirée par l'atrophie anormale de la rate de la patiente. Cela tranche en effet avec la perception ordinaire du corps indien, associé à une hypertrophie de la rate, et contribue à en faire un cas pathologique. La publication du cas dans l'*Indian Medical Gazette* lui assure une plus grande visibilité de même que le caractère de *fait* avéré, en même temps qu'il illustre la volonté des autorités de trouver des prédispositions organiques mais aussi sociales à la mortalité de famine.

Le cas de famine contribue en effet à reconduire les figures ordinaires, irrécupérables, de l'exclusion sociale : personnes âgées, femmes, enfants, malades et vagabonds. Les autorités tendent davantage à enregistrer un cas de mort par la faim s'il est jugé respectable. Ainsi, à Monghyr (Bihar), en mai 1874, une femme, « musulmane respectable », est morte de faim : la population en témoigne et l'agent en charge des secours le confirme après examen du corps¹⁵. Le caractère « respectable » n'est pas explicité, mais il s'agit probablement d'une *purdahnishin*, une femme musulmane recluse, catégorie coloniale des pauvres méritants jugés aptes à bénéficier des secours

13 *Bengal public health report*, 1874-1876, BL, IOR/V/24/3806.

14 R. H. Curran, « Death from starvation », *The Indian Medical Gazette*, vol. 9, n° 10, 15 août 1874, p. 257.

15 BL, IOR/P/216, courrier du secrétariat du Bengale au département de l'Agriculture et du Commerce de l'Inde, 7 mai 1874.

gratuits à domicile¹⁶. La responsabilité de la mort, jugée évitable, est renvoyée au *zamindar* qui n'a pas signalé et pris en charge ce cas.

À l'inverse, l'administration tend à requalifier les morts de faim en morts de maladie ou d'infirmité, nuancant ainsi le rôle de la famine et le replaçant dans une longue suite de privations et de manquements individuels ou collectifs. Le collecteur de Monghyr (Bihar) écrit ainsi au secrétariat du *Scarcity and Relief Department* pour invalider quatre cas signalés dans son district¹⁷ : les trois premiers, morts à l'hôpital, se seraient présentés trop tard aux centres de secours, quand leur situation était déjà critique du fait d'une alimentation depuis longtemps insuffisante et malsaine. La quatrième, une femme, aurait eu le tort d'allaiter trop longtemps son enfant, pratique qui lui fut fatale en affaiblissant son organisme malgré les secours reçus¹⁸. Le collecteur va très loin dans la normalisation des cas de famine, en considérant qu'il s'agit d'une mortalité ordinaire de classe pauvre, telle qu'elle existe dans les paroisses londoniennes de l'*East End*. Par peur de la « démoralisation », les pauvres sont d'emblée soupçonnés de vouloir susciter la pitié pour extorquer frauduleusement une aide financière ou alimentaire. Les mendiants sont donc systématiquement évincés des statistiques, leur mort étant liée à un manque de ressources ordinaire et donc jugée inévitable. D'abord enregistré comme voyageur, un homme trouvé mourant au bord de la route est finalement identifié comme mendiant, en situation de vagabondage depuis longtemps, atteint de maladie, et secouru pendant quelque temps par la charité. Le cas est donc invalidé par le gouvernement du Bengale en août 1874 : toute personne qui reçoit des secours gratuits de la part des autorités coloniales ou des structures vernaculaires ne peut officiellement être reconnue morte de faim.

Un fait entre évidence et contestation

« Concernant la famine au Bengale, d'après le *Times of India*, la presse lutte toujours pour connaître les faits. »¹⁹ Avec la persistance et l'aggravation de la famine au printemps, la polémique enfle sur la représentativité du bilan officiel de la surmortalité. La comptabilité officielle produit une bataille de

16 Bénéficiaire des secours à domicile relève ici d'un privilège davantage élitaire que religieux. Voir sur ce point Geddes James, 1874, *Administrative Experience Recorded in Former Famines*, Calcutta, Bengal Secretariat Press, p. 115.

17 BL, IOR/P/216, courrier du collecteur de Monghyr (Bihar) au secrétariat du *Scarcity and Relief Department*.

18 Cet argument ne fait que réactiver en période de famine un discours colonial latent sur la maternité déviante des Indiennes. Sur ce point voir Major (2018).

19 *Pall Mall Gazette*, 8 juin 1874.

l'information avec un chiffrage contrasté de la population à nourrir et en raison de l'étendue de la famine, localisée ou générale. Le cas de famine devient un fait contesté, qui témoigne des conflits d'anticipation quant à la situation de pénurie, alimentés par un savoir incertain : le journal *The Friend of India* proteste ainsi contre « l'absurdité de télégraphier en métropole une liste de morts de faim, ce qui est impossible si une famine réelle s'est produite » et publie un témoignage anonyme faisant état de deux mille morts au 27 mai²⁰.

En mars 1874, lorsque les premiers cas individuels de surmortalité de famine sont officiellement reconnus au niveau du gouvernement de l'Inde, le gouvernement du Bengale évalue la population assistée sous une forme ou une autre à trois millions et demi de personnes. Mais l'énumération ponctuelle de cas se greffe sur les incertitudes ordinaires de quantification, où la volonté affichée de précision ne donne qu'une illusion de contrôle sur un territoire très vaste et sous-administré par les autorités coloniales.

L'identification du cas de famine évitable doit se replacer dans une géographie officielle de la famine aux contours statistiques lacunaires et récents. L'enjeu est de dénombrer la population résidente, la population effectivement assistée et la population affamée. Les autorités disposent des résultats du premier recensement global de la population au Bengale de 1872 mais peinent à évaluer localement le nombre d'individus vulnérables à la famine²¹. Conformément à la logique coloniale de l'enclave, qui cible certains espaces stratégiques (villes, plantations) au détriment de zones ignorées ou mal connues, le cas de surmortalité est davantage scruté et enregistré dans certains espaces que dans d'autres. Ainsi, le cas survenu à Tetaria, que nous avons cité en introduction, est immédiatement visible parce qu'il se situe à proximité d'une route.

Les autorités coloniales défendent à ses débuts la vision d'une famine localisée, mais qui déborde rapidement la zone initiale de la division de Patna (Bihar) pour toucher un espace correspondant à plusieurs fois l'Irlande, du delta du Gange aux confins de l'Himalaya²². Au cours de la famine, le gouvernement de l'Inde comme les autorités locales s'efforcent de distinguer des zones de famine « totale » et « partielle » selon les taux exacts du déficit des récoltes et de la surmortalité. Il s'agit cependant d'une géographie très floue, évolutive, qui implique des districts ou portions de district et masque l'ignorance de l'État colonial quant aux multiples situations

20 *The Friend of India*, 30 juillet 1874.

21 En 1874 le bulletin de la *Royal Statistical Society* de Londres chiffre ainsi la population menacée par la famine au Bengale à 40 343 563 personnes : « Statistics of a portion of the area of the famine in Bengal », *Journal of the Statistical Society of London*, vol. 37, n°1, 1874, p. 117-123.

22 *Ibid.*

locales et périphériques, celles notamment des zones tribales et des espaces en marge des voies principales de communication, où la mortalité reste hors champ²³. À Mudhoobunee, dans la division de Patna, la mortalité de famine est jugée inévitable malgré les « plus nobles efforts » des autorités coloniales, du fait de l'extrême pauvreté du lieu et de sa situation au cœur de la zone de famine (*famine tract*)²⁴.

Aux yeux des contemporains, deux partis se structurent et mobilisent les faits et les chiffres dans une bataille publique : d'un côté les *faminists*, qui croient à la réalité de la famine, font pression pour définir des mesures d'assistance dans l'anticipation d'une mortalité importante ; et de l'autre, les *anti-faminists*, qui en doutent et soupçonnent leurs adversaires de vouloir tirer parti d'une crise qu'ils contribuent à produire à des fins d'enrichissement personnel, de promotion ou d'orientation des deniers publics dans des secteurs potentiellement lucratifs (irrigation, chemins de fer). Pour les *anti-faminists*, le chiffre dérisoire de la mortalité illustre l'absence de famine réelle et masque un scandale d'État. Pour les *faminists*, ce chiffre peut marquer le succès des mesures prises par le gouvernement, ou bien occulter une mortalité importante mais niée ou ignorée. Pour les partisans de l'administration coloniale, le cas de famine, par son caractère limité et individualisé, témoigne de la réalité de la situation de famine et de son contrôle. Il révèle aussi la pression nouvelle dans la gestion des famines coloniales de l'opinion publique, baromètre sensible quoique conjoncturel à la surmortalité. Écrivant en août 1874 pour un public métropolitain, dans le cadre de la controverse opposant *faminists* et *anti-faminists*, Charles Blair, ingénieur des Travaux publics du gouvernement de l'Inde, prend le parti de ce dernier contre les attaques de la presse (Blair, 1874). Il rejette la charge de la preuve sur les affamés eux-mêmes, qui doivent prouver qu'ils se sont fait connaître des secours, et que le gouvernement ne leur a pas porté assistance. Il s'agit de vider de sa portée accusatoire le terme *cas de famine*, en le dissociant de sa connotation métropolitaine d'objet d'enquête pour mort suspecte par le magistrat local. La mortalité de famine selon Blair est affaire d'agrégats estimés et non de cas archivés, et doit se rapporter aux dépenses engagées selon une équation comptable et non biopolitique.

Le « cas de mortalité par la faim » est une catégorie d'urgence et un dispositif de justification. C'est un fait local, visible et recensé, qui parvient à la

23 L'unité de base de la géographie administrative coloniale est le district. Plusieurs districts forment une division, et plusieurs divisions constituent une province.

24 *The Friend of India*, 30 avril 1874.

hiérarchie en réponse à une demande ponctuelle dans le cadre de l'administration de la famine, à la suite d'un témoignage ou encore d'une mise en cause dans la presse. Nous avons volontairement centré cette étude sur la catégorie administrative, héritée en partie du contexte métropolitain et des débats sur l'assistance aux pauvres, car elle pose le problème de la responsabilité gouvernementale à l'égard des victimes de la faim. En réduisant la surmortalité par un bilan officiel dérisoire, les autorités cherchent moins à rendre compte de la famine qu'à justifier les mesures prises. Mais ce bilan donne aussi corps aux débats de quantification sur l'ampleur controversée de la famine. Et sa production témoigne du rôle des intermédiaires vernaculaires (*zamindars*, *chaukidars*) dans les missions d'assistance et de recensement. Des sources produites à l'extérieur de l'administration coloniale, en particulier par les populations administrées, permettraient de cerner les conflits plus larges relatifs à la mortalité de famine.

Bibliographie

- APPADURAI Arjun, 1993, « Number in the colonial imagination », *Orientalism and the Postcolonial Predicament : Perspectives on South Asia*, C. A. Breckenridge et P. van der Veer éd., Philadelphie, University of Pennsylvania Press, p. 314-340.
- ARNOLD David, 2014, « Vagrant India : Famine, poverty and welfare under colonial rule », *Cast Out : Vagrancy and Homelessness in Global and Historical Perspective*, A. L. Beier et P. Ocobock éd., Athens, Ohio University Press, p. 117-139.
- BLAIR Charles, 1874, *Indian Famines : Their Historical, Financial, & Other Aspects, Containing Remarks on Their Management, and Some Notes on Preventive and Mitigative Measures*, Londres, William Blackwood and Sons.
- BOLTANSKI Luc, 2007, *La souffrance à distance*, Paris, Gallimard.
- BONNECASE Vincent, 2011, *La pauvreté au Sahel. Du savoir colonial à la mesure internationale*, Paris, Karthala.
- COHN Bernard, 1996, *Colonialism and Its Forms of Knowledge : The British in India*, Princeton, Princeton University Press.
- DAVIS Mike, 2006 [2003], *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900) : aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte.
- DIRKS Nicholas B., 2001, *Castes of Mind : Colonialism and the Making of Modern India*, Princeton, Princeton University Press.
- DESROSIÈRES Alain, 2000 [1993], *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.
- DRIVER Felix, 2004, *Power and Pauperism : The Workhouse System, 1834-1884*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GEDDES James, 1874, *Administrative Experience Recorded in Former Famines*, Calcutta, Bengal Secretariat Press.
- GUHA Ranajit, 1982, *A Rule of Property for Bengal : An Essay on the Idea of Permanent Settlement*, New Delhi, Orient Blackswan.

- GUILMOTO Christophe Z., 1998, « Le texte statistique colonial », *Histoire & mesure*, vol. 13, n° 1, p. 39-57.
- HALL-MATTHEWS David, 2008, « Inaccurate conceptions : Disputed measures of nutritional needs and famine deaths in colonial India », *Modern Asian Studies*, vol. 42, n° 6, p. 1189-1212.
- HAMLIN Christopher, 1995, « Could you starve to death in England in 1839? The Chadwick-Farr controversy and the loss of the “social” in public health », *American Journal of Public Health*, vol. 85, n° 6, p. 856-866.
- LARDINOIS Roland, 1996, « Rumeurs, résistances, rebellions : la mise en place des recensements dans l’inde coloniale (xviii^e-xx^e siècles) », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 25, n° 1, p. 39-68.
- 2002, « Pouvoirs d’État et dénombrements de la population dans le monde indien (fin xviii^e-début xix^e siècle) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 57, n° 2, p. 407-431.
- METCALF Thomas, 2015, *Aftermath of Revolt : India 1857-1970*, Princeton, Princeton University Press
- MAJOR Andrea, 2018, « “Mothers have become monsters” : Danger, distress and deviance in British evangelical depictions of Indian motherhood, 1757-1857 », *Cultural and Social History : The Journal of the Social History Society*, n° 15, p. 531-549.
- SHARMA Sanjay, 2001, *Famine, Philanthropy and the Colonial State : North India in the Early Nineteenth Century*, Oxford, Oxford University Press.
- SINGHA Radhika, 1993, « The privilege of taking life : Some “anomalies” in the law of homicide in the Bengal Presidency », *The Indian Economic & Social History Review*, vol. 30, n° 2, p 181-214.
- STOLER Ann Laura, 2010, *Along the Archival Grain : Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*, Princeton, Princeton University Press.
- VERNON James, 2007, *Hunger : A Modern History*, Londres, Belknap Press of Harvard University Press.
- WAAL (DE) Alex, 2005, *Famine That Kills : Darfur, Sudan*, Cary (U.S.), Oxford, Oxford University Press.

« Les feuilles amères avaient un goût sucré »¹ : la faim dans le Kampuchéa démocratique (1975-1979)

SARAH PRIVAT-LOZÉ

Interroger les Cambodgiens aujourd'hui, dans la province de Battambang, sur les années 1975-1979, c'est se trouver confrontée à un geste, celui d'une main tendue, en calice, main contenant qui atteste l'expérience de la faim obsédante dans les contours de la portion minimale qu'elle contient, quand ce n'est pas la ration de riz que l'on va chercher dans sa cuisine, le souvenir du nombre de grains dont on disposait pour se nourrir, que l'on évoque. Mots et actes tentent de transmettre au plus près une réalité, celle de la faim, de ces vies fragiles, suspendues, dans un geste symptôme d'une expérience collective, enchâssé dans un récit de vie individuel.

Le 28 juillet 2019, Mme Im Nil, dans l'intimité de son foyer sous les palmiers d'une maison modeste de Koh Rohal, me confie :

On ne mangeait qu'une fois par jour le matin, à midi ou le soir, cela dépendait du cuisinier, s'il avait [de quoi préparer] à manger. C'était une manière de faire mourir les gens. Tous les jours, je les voyais mourir, parfois il y en avait cinq qui mouraient durant le travail, dans la rizière.

L'écho de ses paroles se retrouve chez nombre de mes interlocuteurs et interlocutrices qui évoquent la faim lancinante, les châtiments spectaculaires pour vol de nourriture. Ils transmettent la violence de ce dénuement alimentaire tout autant que la conscience d'être affamé et l'atteinte délibérée contre les « 17 avril », le « peuple nouveau » composé des citadins et des habitants de zones non libérées par les Khmers rouges durant la guerre civile, population potentiellement ennemie. Leurs récits sont la troublante réverbération de cette histoire du Cambodge qui a connu une des famines

1 Formule empruntée à Mme Toeung Sokha lors de son intervention à titre de partie civile à la 134^e journée d'audience, le 4 décembre 2012, devant les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC). Transcription E1/147.1.



Figure 1. La ration de riz selon Ouk Soeurn. Koh Rohal, commune de Peam Ek, 30 juillet 2019.

Crédit : Sarah Privat-Lozé, cliché personnel.

les plus meurtrières du xx^e siècle (voir Werth, 2019). Elle soumet la population à une situation de vulnérabilité extrême rendant la mort proche, familiale, une mort ici perçue non comme une menace potentielle, mais comme un destin évident, imminent.

La chute de Phnom Penh le 17 avril 1975 opère en effet une rupture saisissante au Cambodge. Ce moment de 1975 inaugure un régime de terreur qui s'achèvera le 7 janvier 1979, lors de l'invasion vietnamienne, occasionnant 1,7 à 2,3 millions de morts soit près de 25 % de la population, et mobilisant toutes les formes du crime de masse : déportation massive de la population, travail forcé, usage de la torture, exécutions individuelles, massacres (Becker, 1986 ; Chandler, 1993 ; Kiernan, 1998 ; Short, 2007 ; Ponchaud, 1977). L'expérience de la faim occupe une place centrale dans ce déferlement de violence en causant 36 % des décès (Tabeau et Kheam, 2010 ; Heuveline, 1998 ; Etcheson, 2005 ; Śliwiński, 1995). On ne saurait voir cette famine comme le résultat des errements des pratiques culturelles et de l'inadéquation des travaux d'irrigation (Martin, 1981 ; Pillot, 2008), ni la réduire à une politique agraire radicale mal contrôlée (Vickery, 1999 ; Short, 2007). Le comité central espère par l'obtention de volumes de production démesurés construire un Cambodge autosuffisant, indépendant et industriel. Il pratique dans ce sens une extorsion sur les récoltes pour assurer l'industrialisation et la défense du pays :

« [...] mais peu de personnes en lisant les documents s'accorderont à dire que c'était accidentel », notent David Chandler et Ben Kiernan (1988, p. XIII). Ils poursuivent en soulignant : « Il n'y a aucune preuve que [les dirigeants du PCK] aient jamais envisagé de faire les choses différemment. Les personnes qui proposaient d'aller lentement étaient ignorées ou mises à mort » (p. xv). La famine est ici intimement liée à l'extrême violence déployée par le pouvoir khmer rouge, elle est à percevoir comme une « famine de masse » selon la terminologie employée par Jenny Edkins². James Tyner et Stian Rice (2016) s'inscrivent dans cette optique et mettent en avant une « production violente de vulnérabilité » (p. 4). La violence institutionnelle produite par le travail forcé, par un accès discriminant et strictement contrôlé à la nourriture et la situation de pénuries conduisant à une forte morbidité sont à comprendre comme une violence administrée par l'État khmer rouge. Toutefois, saisir la réalité de la famine qui repose sur les directives du comité central ne saurait se résumer à cette logique verticale de dépendance et de domination. L'exposition à la blessure, la précarité de la vie dépendent aussi des relations qui se tissent dans le champ social (Butler, 2010, 2014). Michel Naepels (2019), explorant les liens complexes entre la vulnérabilité, le pouvoir et la violence, écrit : « La vulnérabilité ne se trouve qu'en situation où elle se trouve inégalement distribuée » (p. 17). Il importe donc de décentrer le regard et de porter l'attention sur le « tuer et laisser mourir » à une échelle locale en adoptant un point focal, celui des acteurs, les exécutants comme les « vulnérables », afin d'envisager l'évènement famine tel qu'ils l'ont vécu et perçu³. Ce détour par les acteurs sociaux, à travers un jeu d'échelle, articule l'appréhension de l'expérience de la faim dans sa quotidienneté à sa dimension politique. Il permet de cerner cet ordinaire de la faim en nous interrogeant sur ce qu'il dévoile du projet khmer rouge et de saisir les mécanismes en jeu en observant les interactions entre ceux qui la mettent en œuvre et les réponses apportées par ceux qui la vivent.

En premier lieu, la réflexion portera sur les lieux et l'observation de paysages, un cheminement en quête de traces dans la commune de Peam Ek. Il s'agit de déceler en quoi ils témoignent des efforts de production conduits par le Parti communiste du Kampuchéa (PCK) afin de façonner un territoire qui s'engage dans une révolution agraire qui prive les habitants de sa vocation nourricière.

2 Selon elle, si les famines ne sont pas produites délibérément, elles sont le fruit d'une inaction délibérée et construite par un système politique, économique et social (Edkins, 2002, p. 15).

3 De nombreuses recherches sur les génocides et crimes de masse ont souligné la valeur heuristique de la microhistoire pour saisir la complexité du monde social dans lequel ils s'inscrivent (entre autres : Dumas, 2014 ; Zalc *et al.*, 2012 ; Gross, 2019 ; Browning, 2010).

Les récits recueillis nous permettent, en second lieu, d'accéder à cette histoire sensible de la faim, quand elle se vivait, alors, silencieusement. Ils font entendre l'atteinte au corps et à l'intégrité humaine et signalent combien l'usage de l'arme alimentaire est perçu comme participant à une élimination.

Au cœur de cette société recomposée dans l'espace clos des coopératives, nous verrons combien cette « bataille par la faim » met au jour des logiques et des mécanismes locaux qui réfléchissent et infléchissent la politique du comité central et comment les habitants composent avec cette réalité, développant des stratégies variées aggravant ou atténuant la fragilité des existences.

Un terrain, Battambang

Dans le cadre d'une recherche portant sur l'expérience de la violence durant le Kampuchéa démocratique, deux terrains d'étude ont été accomplis en 2018 et 2019 au cours des mois de juillet et août. Ils m'ont conduite dans la province de Battambang qui a accueilli durant les années 1975-1979 près de 900 000 déporté-e-s, justifiant l'intérêt porté à la région. C'est sur la commune de Peam Ek que je choisis d'installer mon enquête, un quotidien partagé, avec les habitants du lieu et les déportés des villes, offrant un terrain d'observation des rapports sociaux dans lesquels s'insère la violence⁴. Par ailleurs, cette vaste plaine constituée de terres noires, aux sols alluviaux, sur la zone inondable du Stung Sangker, est le grenier à riz du Cambodge. La commune, bastion de Lon Nol jusqu'à la libération en avril 1975 lors de l'arrivée des soldats khmers rouges, est potentiellement ennemie. De 1975 à 1979, elle appartient à la région 4, district numéro 43. Elle se compose de huit villages qui s'étirent dans un continuum d'habitations de part et d'autre du Daun Teav sur la route numéro 156. Les villages de Koh Rohal, Takorm, Peam Ek et Prek Chhdaor constituent alors, selon les témoins, une coopérative⁵. L'effort de reconstitution de la géographie des lieux sous les Khmers rouges a favorisé des échanges au hasard des rencontres. Trente-

4 Dans cette commune en effet, les nouveaux arrivants, des centaines de familles, sont logés dans les maisons des villageois qui accueillent deux ou trois familles, et ce à la différence de communes comme Tapon où le peuple nouveau est logé loin du village. Cette proximité permettait d'avoir accès à l'expérience de tous les membres de la coopérative.

5 Il n'existe pas de listes établissant la composition des coopératives, comme me l'a confirmé Steve Heder lors d'un échange de courriels le 28 septembre 2018. Seules les confessions, à Tuol Sleng, indiquent les villages qui les composent.

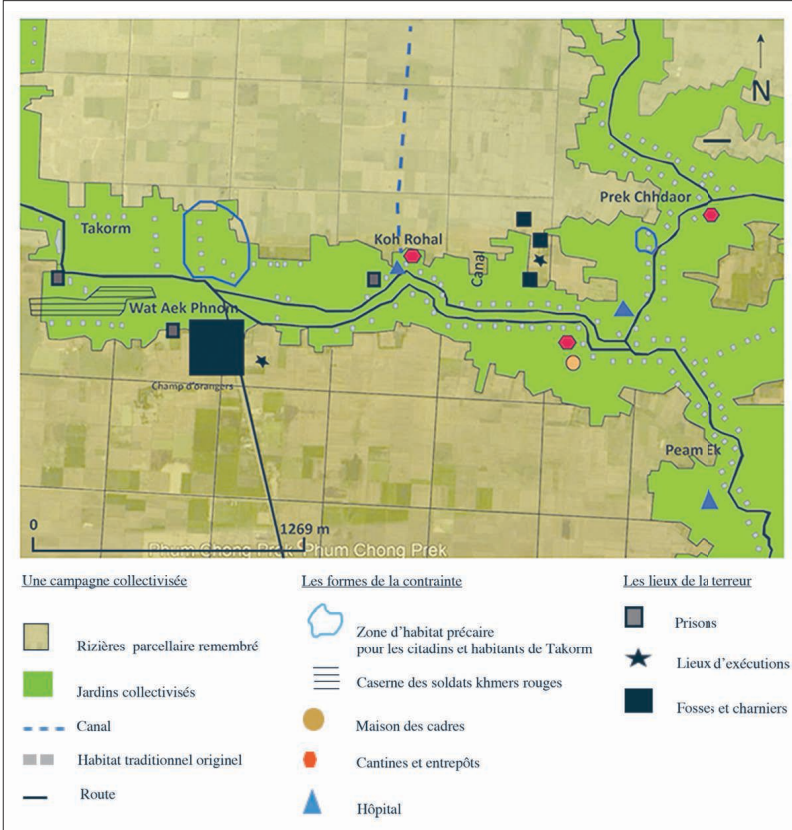


Figure 2. Carte de la coopérative de Peam Ek.

Crédit: Sarah Privat-Lozé.

huit entretiens, semi-libres et de durées variables, ont été conduits auprès de vingt-deux femmes et de seize hommes, âgé-e-s de 56 à 88 ans. Ils ont librement choisi de mentionner leurs patronymes ou de demeurer anonymes. Ces entretiens se sont déroulés dans les villages, au milieu des rizières, à la pagode comme dans l'intimité d'une maison. Leur mise en œuvre emprunte des voies variées, de la conversation anodine sans enregistrement devant des témoins réticents qui progressivement se livrent, à l'enregistrement que complète une prise de notes. Un interprète m'accompagne et traduit simultanément⁶. Les enregistrements sont ensuite retravaillés, mais ce procédé

6 Mon apprentissage du khmer étant en cours, sa présence est indispensable.



Figure 3. Le pont du canal d'irrigation qui rejoignait le Daun Teav creusé en 1975. Koh Rohal, commune de Peam Ek, 30 juillet 2019.

Crédit: Sarah Privat-Lozé, cliché personnel.



Figure 4. Retenue d'eau et barrage de Pheas, commune de Peam Ek, 28 juillet 2018.

Crédit: Sarah Privat-Lozé, cliché personnel.

n'exclut pas les difficultés inhérentes à la traduction⁷. Des sources khmères rouges sont également sollicitées. Elles éclairent l'intentionnalité des acteurs politiques en regard des subjectivités qui transmettent l'expérience de la faim, articulant la dimension politique à sa perception intime.

« Notre peuple est devenu le maître du pays, de l'eau, de la terre, de la révolution »⁸

Une guerre après la guerre

Peam Ek, Koh Rohal Takorm et Prek Chhdaor ourlent un vaste domaine rizicole s'étendant sur plusieurs centaines d'hectares. Entrer dans ce paysage, à la recherche de signes, donne à comprendre l'ampleur du projet agricole conduit par les Khmers rouges et permet d'en restituer les lieux.

Rien dans l'observation de ce territoire réinvesti par les activités ordinaires ne signale a priori cette histoire des années 1975-1979. Parfois, un passé deviné, et qui s'efface, surgit : ainsi en est-il de ce pont au centre du village actuel de Koh Rohal. Il enjambe un ancien canal devenu obsolète où la végétation reprend ses droits. Son inscription, discrètement, rappelle : « Construit par la force des ouvriers et des paysans en 1975 ». Ailleurs, la retenue d'eau et le barrage de Pheas constituent l'empreinte spatiale massive de la période khmère rouge, que rien ne signale comme telle. Le barrage rappelle l'implication de toute une population dans les grands travaux d'irrigation qui ont façonné le territoire de Peam Ek, le couvrant de réservoirs et de canaux sur des centaines de kilomètres. Ils sont les traces de la politique ambitieuse du PCK dont les réalisations sont mentionnées dans les rapports réguliers envoyés par la zone et que célèbrent les journaux du parti⁹.

Poursuivre plus loin sur le chemin conduit aux rizières qui s'étendent à perte de vue, les palmiers et les *thnots* frêles et élégants incarnant ce paysage immuable du Cambodge. Leur contemplation ne laisse pas deviner le

7 Je remercie ici Michel Antelme pour son aide précieuse face aux difficultés rencontrées et qui a pris soin de m'éclairer sur certains points de traduction et de transcription, me signalant par ailleurs qu'il n'existe aucun système cohérent et officiel de translittération.

8 Ieng Sary, radio Phnom Penh, 26 juillet 1975, cité par Charles Twining (Jackson éd., 1989, p. 109).

9 Rapport du 4 avril au 29 mai 1977, Télégramme n° 129, Documentation Center of Cambodia (DC-Cam), L01436; *Étendard révolutionnaire*, n° 6, juin 1976, CETC, E3/36; *Jeunesse révolutionnaire*, n° 8, août 1976, CETC, E3/734. *Jeunesse révolutionnaire*, numéro spécial, septembre 1977, CETC, E3/772. Ces quelques exemples ne sont pas exhaustifs.



Figure 5. Rizières entre Koh Rohal et Prek Chhdaor, commune de Peam Ek, 8 août 2019.

Crédit: Sarah Privat-Lozé, cliché personnel.

travail forcé jour et nuit, l'épuisement des corps et l'ampleur de la famine qui a touché la coopérative, dans ce terroir réputé pour sa fertilité. M. Mean Nuon oriente cette lecture du paysage :

Nous avons beaucoup défriché la forêt et aujourd'hui, ce que l'on voit, c'est le résultat de ce travail. Je n'en suis pas certain mais les surfaces [défrichées] ont beaucoup augmenté, d'environ 500 hectares ou plus. (Takorm, le 7 août 2019)

Ses paroles sont l'écho du plan quadriennal selon lequel les défrichements indispensables à l'effort de production doivent atteindre une surface cultivée de 60 000 hectares en 1977 et 200 000 hectares en 1980, soit 50 % du total national des terres portant deux récoltes par an (Chandler, Kiernan et Boua, 1988, p. 53). Le développement des surfaces cultivées, l'augmentation des rendements suscitent un effort intensif pour « transformer [le Cambodge] en un paysage de rizière moderne »¹⁰. Boy Rann décrit ce quotidien :

Je travaillais dans les rizières autour de Peam Ek. Le travail était très dur, le chef d'unité nous demandait de travailler, beaucoup trop. Même à l'heure du déjeuner nous devions continuer à travailler. On devait moissonner un hectare par jour et par personne. (Peam Ek, le 8 août 2019)

10 *Jeunesse révolutionnaire*, n° 6, juin 1976, CETC, E3/753, p. 7.

Tous évoquent la rizière comme « champ de bataille », la contrainte des horaires et des objectifs à atteindre : « 80 plants de riz à repiquer », « 100 mètres à labourer »¹¹, répliques intimes du dogme de la production de riz défini par le plan quadriennal de 1976¹². Ils évoquent les moissons abondantes, pourtant M. Mean Nuon s'interroge :

J'avais faim, j'ai volé. J'ai pris des bananes et de la canne à sucre, puis je me suis caché dans la rizière. Mais il fallait faire très attention car les *chhlop* espionnaient, ce sont des jeunes. [...] Je ne comprends pas pourquoi, je ne sais pas pourquoi, avec toutes ces récoltes, nous n'avions rien à manger, pourtant je travaillais pour atteindre les objectifs.

Une incompréhension que partage M. Huk Horn qui s'étonne d'avoir eu faim alors même qu'il était chargé de transporter des camions entiers de légumes (Watt Aek Phnom, 24 juillet 2019). M. Soam Sakkorn conclut le récit d'une vie faite de fuites, de ruses et déplacements nombreux, en affirmant :

Je pense que les Khmers rouges voulaient tuer les gens car en 1979, après l'arrivée des Vietnamiens, j'ai vu des entrepôts où il y avait beaucoup de riz, mais il était pourri, il avait des champignons. J'étais allé chercher du riz en ville, c'est là que j'ai vu les entrepôts pleins qui se trouvaient dans l'université de Battambang. (Peam Ek, 1^{er} août 2019)

L'existence des pénuries, régulièrement rapportée au bureau 870¹³ et imputée aux ennemis infiltrés, accentue la question agraire qui devient un véritable enjeu guerrier, une nouvelle guerre après la guerre. L'effort de remodelage du territoire reflète la volonté d'instaurer une société socialiste pure. Cette espérance conduit à un véritable pillage alimentaire qui est interprété par les habitants comme une élimination délibérée.

11 Entretiens à Koh Rohal auprès de Mme Ly Vann (il s'agit d'un pseudonyme, mon informante souhaitant garder l'anonymat), le 28 juillet 2019 ; Mme Kan Lay, le 31 juillet 2019 ; M. Touk Soeurn, le 17 juillet 2019.

12 L'objectif annoncé dans ce plan quadriennal prévoit une production de 5 400 000 tonnes de riz blanchi pour 1977, afin de récolter un « surplus » de 841 000 tonnes, qui doit atteindre les 6 995 000 tonnes en 1979 et pour la seule année 1976 doit produire 60 % des exportations de riz cambodgien. Ces attentes sont particulièrement élevées pour la zone nord-ouest, qui devra produire 830 000 tonnes en 1977 et atteindre un million de tonnes en 1979. Le plan ne mentionne pas la part destinée à la consommation locale, une singularité que ne partagent pas les autres zones, tandis que 50 % de l'argent, issu des exportations, est reversé notamment pour l'achat d'armes, contre 30 % pour les autres zones (Chandler, Kiernan et Boua, 1988, p. 54-55).

13 La situation de famine est connue dès 1975 (voir le procès-verbal de la visite du comité permanent dans la zone nord-ouest, 20-24 août 1975, DC-Cam, L01022) ; les pénuries sont mentionnées dans des rapports réguliers de Ros Nhim au bureau 870 (voir le télégramme du 28 mai 1977, DC-Cam, L01434, et celui du 29 mai 1977, DC-Cam, L01436).



Figure 6.
Emplacement de la cantine
collective, Koh Rohal,
commune de Peam Ek,
28 juillet 2019.

*Crédit: Sarah Privat-Lozé,
cliché personnel.*

Un territoire de la faim

Habitant au cœur de Koh Rohal en retrait du chemin qui traverse le village, Mme Do Sopheap¹⁴ m'indique l'arrière de sa maison. Ce jardin, assez vaste, à la végétation abondante et désordonnée, ne se divulgue pas au regard de celui qui traverse le village. Dans ce lieu réinvesti par un usage domestique, l'excavation que l'on perçoit est la seule cicatrice, à déchiffrer, de cette histoire passée. Elle rappelle que la terre fut utilisée pour construire le bâtiment faisant office de cantine collective et d'entrepôt. Symbole d'une collectivisation à outrance, elle cristallise les récits sur la faim et rend compte de l'appropriation du territoire par les Khmers rouges comme de la violence qui l'accompagne. En avril 1975, l'arrivée des soldats entraîne la réquisition des armes comme des stocks de riz. Aussitôt sont mises en place les unités de travail. En 1976, la cantine commune est instaurée, signe de l'appropriation par l'Angkar de l'ensemble du patrimoine végétal et animal du territoire collectivisé. Elle constitue le pivot de la structure du village et le marquage spatial du contrôle exercé sur les habitats dépossédés de l'inti-

14 Il s'agit d'un pseudonyme pour une femme souhaitant garder l'anonymat (Koh Rohal, 28 juillet 2019).



Figure 7.
Fosse commune
de Koh Rohal,
commune de Peam Ek,
30 juillet 2019.
*Crédit : Sarah Privat-Lozé,
cliché personnel.*

mité des repas, partagés dans l'espace domestique, comme du droit élémentaire de s'alimenter librement. Le pouvoir réinvestit ainsi des espaces existants, familiers, et subvertit leur statut originel en dessinant une géographie de la contrainte et de la répression.

Dans les rizières situées à la sortie du village, entre Koh Rohal et Prek Chhdaor, on voit une friche, une fosse, la fosse commune où sont ensevelis une centaine de corps, notamment de citadins, qui sont morts de faim, quand d'autres sont disséminés dans l'espace environnant. Seule une tombe chinoise érigée en 1980, un peu plus loin, entre frondaison et potager, rappelle la vocation de ce lieu qui laisse deviner un paysage de sépultures.

Aujourd'hui, sous la banalité du quotidien, se donne ici à comprendre un passé de la faim, dont s'effacent les traces. L'observation révèle que l'emprise sur le village s'apparente à une occupation et permet de voir deux géographies des lieux qui se superposent et s'opposent. D'une part un espace conquis, territoire stratégique dont la vocation est de favoriser coûte que coûte l'instauration du socialisme, les vies engagées dans ce nouveau combat étant négligées et négligeables ; d'autre part, un espace clos, au sein duquel se rappelle Huk Horn : « Nous n'avions pas le droit de nous déplacer, d'aller d'un village à l'autre, sinon nous étions arrêtés » (Koh Rohal, 24 juillet 2019), un espace lié à la contrainte, à la peur et qui compromet la vie, révélant son « retournement assassin » (Dumas, 2014, p. 39).

Dire la faim, vivre la faim, mourir de faim

Dire la faim

À la faveur de l'identification des lieux, les témoins transmettent des fragments de cet ordinaire sous les Khmers rouges, où la mention de la faim occupe une place centrale. Le terme le plus fréquemment utilisé est celui de *klhean soit* ([avoir] faim), *klhean nah* ([avoir] très faim), ou des formules comme « on ne mange pas de riz ». Parfois des métaphores comme *kap pou* (ventre coupé, tranché) restituent, par la mention de sensations physiques, la réalité de cette misère alimentaire et la souffrance qu'elle engendre. Ces occurrences témoignent concrètement du manque, de l'absence. Elles soulignent une première rupture fondamentale puisque le riz est l'aliment essentiel et unique au cœur de tous les repas, celui qui assure la satiété, les autres aliments assurant moins un rôle nutritionnel que gustatif tempérant sa fadeur (Martini, 1955, p. 401; Garrigues-Cresswell et Martin, 1998, p. 134; Blanchon, 1995, p. 210).

Dire la faim s'accompagne par ailleurs de la mention des rations, qu'indiquent également les gestes, comme pour apporter un élément de preuve. Ainsi, tous évoquent la poignée de riz, qui compose la soupe, soit un bouillon très clair qui constitue l'ordinaire, subvertissant par là même son statut de mets thérapeutique (M'Zoughi, 2017). Cette indigence alimentaire s'affirme dans le temps : si la situation est définie comme convenable en 1975, le bonze Lim Lina Phon note sa réduction progressive de cinq canettes de riz à deux, puis une, pour finalement atteindre un simple bouchon (Koh Rohal, 29 juillet 2019). La ration est évaluée en nombre de grains, en grammes, quand d'autres évoquent le nombre de canettes de riz disponibles¹⁵. La précision des détails revêt une valeur fondamentale, elle donne à voir l'ampleur de la faim ressentie. Elle témoigne de leur asservissement d'autant que la diminution des quantités accompagne la mise en place en 1976 des cantines communes, qui instaure une rupture violente. Avec elles, le partage dans l'espace familial est rompu, interdiction étant faite de cuisiner dans la sphère domestique. Elle soustrait toute la dimension affective liée à l'alimentation comme elle tente de déliter les liens filiaux. En outre, elle interdit de maintenir un équilibre avec les esprits tutélaires du territoire et les liens tissés avec les ancêtres familiaux assurés par des

15 L'unité de mesure est alors la canette de lait concentré sucré, qui représente environ 250 grammes. La ration de riz ordinaire au Cambodge en 1970 est de 700 grammes environ par personne et par jour.

rituels dans lesquels le don de nourriture est central, compromettant ainsi la protection qu'ils assurent aux vivants (Chouléan, 1986 ; Blanchon, 1995 ; Prigent, 2019).

Déshumaniser, animaliser

Dire la faim, c'est signifier autre chose qu'une réalité organique. Ainsi, si certains volent, ce n'est pas seulement pour assouvir une faim obsédante, mais pour retrouver certaines saveurs, sucrées notamment, comme me le confie Prum Sarith qui mange en cachette des tiges de maïs et, par là même, s'efforce de combattre la faim, entendue comme privation, tout en dépassant sa simple dimension vitale. Elle tente de redonner sens à son existence et affirme sa part d'humanité. De fait, l'évocation de la préparation des repas – « ils jetaient des légumes dans l'eau », « on cuisinait dans des bidons d'essence » – trace les contours de cette misère alimentaire en décrivant l'indigence de la composition des plats, et le mépris dans leur réalisation. Ce dérèglement complet des pratiques culinaires est perçu comme la négation de leur humanité : « On mangeait comme les cochons » ; « On mangeait n'importe quoi »¹⁶. Il y a une dégradation considérable des aliments ingérés par l'extension du champ des possibles alimentaires : racines, feuilles, geckos, et par une altération des pratiques puisque par ailleurs manger en cachette constitue un crime soumis à des punitions allant jusqu'à l'exécution. L'usage des termes *luoc nyam* associant « voler et manger » joue sur la polysémie du terme *luoc*, qui signifie également « en cachette ». La transgression de l'ordre moral, établi par les Khmers rouges, renouvelle la pratique alimentaire dans une forme d'art de faire, tandis que la détérioration de la nature des aliments ingérés témoigne d'une nouvelle grammaire alimentaire. La transmission de cette expérience de la faim renvoie à un sentiment d'avilissement, dont rend compte une proximité ressentie avec le monde animal, qui s'achève par cette formule lapidaire chez Prum Sarith : « Les chiens aujourd'hui vivaient mieux que nous avant » (Koh Rohal, 30 juillet 2019). Ces mots permettent d'appréhender cet état de déréliction absolue instauré par le PCK et d'accéder au sens véritable de cette politique alimentaire : dominer, assujettir, éliminer. La dégradation des corps suit nécessairement cette dégradation massive des conditions alimentaires.

16 Le repas, d'ordinaire, se compose de riz et ou de vermicelles et d'une variété de soupes, de plats sautés, grillés ou frits et de légumes crus et cuits agrémentés de pâte de poisson et d'épices (Garrigues-Cresswell et Martin, 1998 ; Simon-Barouh, 2004).

Corps meurtris, corps ennemis, corps à l'agonie

« J'avais les genoux plus gros que la tête », « je n'avais que la peau sur les os » : ces expressions sur le corps brutalisé circulent d'un récit à l'autre, intriquées dans le récit de vies singulières. Évoquer la faim conduit mes interlocuteurs et interlocutrices à en dessiner les contours sous l'angle biologique et pathologique. Ils racontent les corps martyrisés, meurtris dans une existence réduite à sa seule corporéité. Maigreur, œdèmes, diarrhées, maux de ventre, maux de tête, fièvres signalent toutes les facettes de la dénutrition chronique¹⁷. M. Hoern Hoerub décrit un corps vivant, décomposé : « À cause de cela [le manque de nourriture] j'avais des œdèmes et lorsqu'on appuyait dessus [la chair] était comme du poisson pourri. » La mention de corps altérés, réduits à l'état de quasi-cadavres, souligne avec acuité le statut du peuple nouveau, corps objet et non plus sujet ; la faim façonne le corps de l'ennemi. Une différence que ne manquent pas de souligner les échanges quand mes interlocuteurs et interlocutrices évoquent les *mit chas*, soit le peuple ancien, « bien portant », « plus gros », « vigoureux », ou les jeunes *chhlop*¹⁸ éduqués et nourris par les cadres, mettant ici en exergue l'accès discriminant à la nourriture à travers la description de cette asymétrie corporelle. Les corps affaiblis, ces corps étrangers qui voisinent avec la mort, constituent un état limite qui les plonge dans l'affliction. Mme Boy Rann en livre une description fine : « J'avais trop faim, je ne pouvais plus bouger, j'étais allongée et, même si j'étais piquée par les fourmis rouges, je ne le sentais pas parce que j'étais presque morte » (Peam Ek, 6 août 2019). Lim Lina Phon donne à comprendre cette dévitalisation en disant : « Quand on a très, très faim, on ne parle pas, on n'a plus envie de se parler, on se tait, on n'a plus d'énergie et on ne peut que dormir » (Koh Rohal, 29 juillet 2019). Suivent alors la litanie des disparitions familiales causées par la famine et l'expression de la compassion envers les citadins, qui meurent plus vite et massivement. À l'imminence de la mort s'ajoute la violente impossibilité de sauver un proche ou un enfant, comme le rapporte Ly Vann :

Mon frère et ma sœur étaient dans des unités mobiles. Ma sœur est morte de faim. Elle est revenue ici et elle est morte. Mon petit frère aussi. Il était très maigre, il

17 Voir à ce titre l'état des lieux effectué dans le rapport de Donald T. Allegra, Phillip Neiburg et Magnus Grabe, *Emergency Refugee Health Care : A Chronicle of Experience in the Khmer Refugee Assistance Operation 1979-1980* [en ligne], Department of Health and Humans Services, Center for Disease control, 1984, [URL : <https://stacks.cdc.gov/view/cdc/2550>].

18 Le terme, qui signifie espion, renvoie à une fonction le plus souvent assurée par des jeunes gens dès l'âge de 12 ans. Ils circulent dans la coopérative, écoutent les conversations, surveillent le travail des unités et rendent compte des comportements « ennemis ».

travaillait beaucoup et ne mangeait pas suffisamment. C'était tellement misérable à l'époque. Ma mère n'a rien pu faire, car elle n'avait rien à manger. Elle est allée réclamer du riz car mon frère allait mourir, mais maman n'a rien pu faire car ce qu'elle a demandé, on lui a refusé. (Koh Rohal, 28 juillet 2019)

On ne saurait mieux rendre compte de ce droit de vie et de mort par l'usage de l'arme alimentaire, perçue comme cruelle et arbitraire. Ces propos soulignent l'intention de tuer par ce laisser-mourir (Rechtman, 2016), accentuant la douleur de la perte par le sentiment d'impuissance. Chuob Phon me confie :

Dans le village c'était silencieux, il y avait beaucoup de morts, des morts dans les maisons, des morts sous les maisons. Ceux qui ont été exécutés, finalement, ils n'étaient pas nombreux parce que tout le monde mourait de faim. (Takorm, 7 août 2019)¹⁹

La période khmère rouge est caractérisée par cet envahissement des cadavres et l'attente d'une mort proche. Sok Oun transmet cette perception : « J'avais peur, très peur, peur tout le temps mais surtout la nuit. Je me demandais si je serais là le lendemain ou si j'allais disparaître dans la nuit » (Thma Khoul, 27 juillet 2018). L'imprégnation du quotidien par la mort alimente ainsi le sentiment de vivre en suspens. Duk Oun l'exprime en ces termes :

J'étais fatigué, j'avais faim, [...] on ne nous donnait rien à manger, on n'avait qu'une cuillère de riz dans notre bol. Je n'avais aucun espoir, je me contentais de vivre, d'un jour sur l'autre, sans espérer pouvoir être sauvé ou que quelqu'un vienne nous sauver. (Peam Ek, 2 août 2019)

La précarité des existences se décèle dans cette porosité des frontières où la vie est mêlée à la mort. En outre, l'interdiction de rites funéraires fait obstacle au processus de « disjonction » qu'évoque Maurice Godelier (2018, p. 16), refusant aux vivants la mise à distance par une différenciation spatiale et symbolique.

Une politique de famine et de terreur

On le voit, la faim engage dans une mort lente, silencieuse, mais elle prend également des accents spectaculaires et constitue un ressort de l'exercice de la violence qui punit le vol de nourriture, un crime majeur. Il recouvre des réalités variées, le ramassage d'escargots durant le travail, l'égrenage dans les rizières ou la récolte de fruits dans son jardin, autant d'atteintes à l'Angkar qui signale le traître, l'ennemi. Ainsi, Ta Tem battra

19 Les quatre premiers enfants de ce couple sont morts durant la période.

à mort une enfant, la nièce de Prum Sarith, pour avoir volé de la canne à sucre ; Ta Tlang, selon Mean You, « tue dans la rizière devant tout le monde, lorsqu'il surprend les habitants en train de ramasser quelque chose pour le manger » (Koh Rohal, 31 juillet 2019). Sineth, une citadine de Phnom Penh, fille d'un général de l'armée de Lon Nol, sera ainsi exhibée plusieurs jours, attachée dans la cantine avant son exécution à la pagode de Aek Phnom, tandis que ses organes seront suspendus plusieurs jours dans le champ d'orangers (Do Sopheap, Koh Rohal, 28 juillet 2019)²⁰. Les châtiments infligés et mis en scène nourrissent une peur éprouvée en miroir de la terreur exercée. Le monde social sous les Khmers rouges est structuré par cette culture de l'effroi dont la politique alimentaire est un rouage qui accentue le processus d'élimination.

La politique de la faim, à l'articulation de la violence et de la terreur, outil de répression extrême, renforce la précarité de la vie des habitants qui évoluent dans l'espace étanche de la coopérative. Toutefois, la situation singulière de cette coopérative où le nombre de morts de faim est massif interroge, et invite à questionner cette « partition locale » (Revel, 1989, p. xxii) de la politique khmère rouge.

Une scène sociale renouvelée

Laisser mourir et tuer

L'arrivée des soldats en avril 1975 dans la commune de Peam Ek conduit à sa prise en main par les Khmers rouges, qui opèrent la collectivisation des villages et l'organisation de la coopérative. La garnison s'installe à Takorm au cours de l'année 1976. L'accueil initial est assez favorable, puis Chob Phun évoque le changement qui s'opère : *dach pel*, soit un « temps coupé », qu'il associe à la prise d'un seul repas par jour (Takorm, 7 août 2019). Plusieurs noms de cadres reviennent de manière récurrente, sans toutefois que ceux qui les mentionnent leur attribuent toujours un statut et une échelle d'intervention bien définis. Parmi ceux qui sont désignés, deux noms sont mentionnés : celui de Ta San, le chef du village de Koh Rohal, et celui de Ta Tlang, le cadre de la commune ou de la coopérative. Tous deux sont rentrés assez tôt dans la forêt pour rejoindre les Khmers rouges à la faveur de la guerre civile et disparaissent vers la fin de 1976 et le début de l'an-

20 Le champ d'orangers situé en face du temple de Aek Phnom est le charnier dans lequel 5 000 corps de victimes exécutées ont été retrouvés.

née 1977, victimes d'une purge qui débute alors au nord-ouest. Ils sont alors remplacés par Ta Hum et Ta Path, des cadres de la zone sud-ouest, ce qui accroît la dureté des conditions de vie²¹. « *Kaat, kaat nah* », soit « méchant, très méchant », est le qualificatif qui les caractérise unanimement. Le terme désigne en khmer une attitude ou un comportement moralement négatifs, il signifie celui qui est « cruel, nuisible, mauvais ».

Quant à Ta San, « il ne nourrissait pas la population », « il gardait la nourriture pour lui », « il ne donnait pas à manger, pourtant les entrepôts étaient pleins »²². Ces propos rendent compte de la ligne politique adoptée par les Khmers rouges qui soumet le nord-ouest à une pression considérable. Les cadres, engagés dans un travail ordinaire, appliquent les directives et répondent aux exigences du parti en envoyant une partie des récoltes, leur action s'inscrivant dans la logique institutionnelle. Ce zèle ne suffit pas à expliquer la famine aiguë de Koh Rohal en regard de la situation moins détériorée de Peam Ek ou de Prek Chhdaor. Le témoignage de Mme Nong Kun nous permet d'élucider cette situation :

Le chef de village à Koh Rohal ne distribuait pas beaucoup de riz pour pouvoir l'échanger avec l'or des habitants. Mais à Peam EK ce n'était pas ainsi. Puis au milieu de la période, il y a eu Ta Path et Ta Moeun. Ils s'occupaient des entrepôts de riz. Ta Path donnait quinze canettes de riz pour une marmite, mais Ta Moeun, lui, en gardait cinq et il ne donnait que dix canettes sur les quinze. (Peam Ek, 3 août 2019)

On perçoit donc une logique opportuniste : les cadres s'enrichissent en exploitant la situation de détresse alimentaire, au point de l'aggraver en effectuant une prédation supplémentaire sur les récoltes tandis que les châtiments exemplaires pour vol, notamment, permettent par la terreur d'asseoir un pouvoir personnel que cautionne le PCK. Ces gestes confirment un statut dans un ordre social renouvelé où les normes et les hiérarchies sont renversées. Les témoins signalent « la pauvreté, l'endettement, l'analphabétisme », voire la « stupidité » des cadres. Leurs actes sont perçus comme des actes de vengeance²³ ou de jalousie, nourris par un passé partagé, des actes destinés à consolider une position hiérarchique récompensant un travail

21 En 1977, la zone du nord-ouest est l'objet de purges massives, dont l'acmé se situe durant l'année 1978, aboutissant à l'arrestation de Ros Nhim, le secrétaire de la zone nord-ouest envoyé à Tuol Sleng en juillet 1978 et remplacé par Ta Mok et Ke Pauk. Pour autant la famine ne sera pas jugulée par ce changement de cadres.

22 Do Sopheap, Koh Rohal, 28 juillet 2019 ; Saom Sakkorn, Peam Ek, 1^{er} août 2019 ; Prum Sarith, Koh Rohal, 30 juillet 2019 ; Mean Nuon, Peam Ek, 31 juillet 2019.

23 Voir le travail d'Alexander L. Hinton (2005) qui montre que la culture de la revanche disproportionnée a été exploitée afin de faciliter l'exercice de la violence.

bien fait : « Plus ils étaient méchants, plus ils étaient sûrs de rester à leur poste » (M. Touk Soeurn, Aek Phnom, 27 juillet 2019).

Adhésion à l'idéologie, logique de prédation opportuniste, affirmation d'un pouvoir personnel ou vengeance rendent compte de mécanismes complexes qui participent à la famine. À l'articulation entre les lignes directrices de la politique du PCK et les marges d'initiative des cadres, la famine est un processus construit à une échelle nationale et exacerbée par ces réalités locales. Dans ce jeu et « je » d'acteurs, les stratégies de lutte contre la faim s'inscrivent dans les interstices de la contrainte.

Combattre la faim : voler, échanger, dénoncer

Lutter et combattre contre la faim révèle une palette de comportements déterminés par la situation de dénuement comme par le climat de terreur. La peur, sans cesse évoquée, conditionne les postures des habitants et réduit leur champ d'action. Dans ce climat de terreur, qui favorise le délitement des liens sociaux, le don et l'échange sont rares. Les enfants et les adolescents se singularisent toutefois en accomplissant des actes de solidarité, tels que le partage de nourriture apportée en secret par les parents ou le partage de « butins » issus de vols, ainsi que le mentionnent Mme Ouk Soeurn ou Mme Kan Lay (Koh Rohal, 30 et 31 juillet 2019).

Les échanges, le troc, représentent un autre versant de cette lutte sourde contre la faim. Ils donnent lieu à un marché souterrain. Des relations triangulaires se développent au sein de la coopérative, un intermédiaire faisant le lien entre offre et demande selon une échelle de prix établie. Les cadres s'insèrent dans ce trafic et le font vivre. Nop Horn me décrit ce marché parallèle : « Ce sont les *chblop* qui s'approchent des habitants et proposent des denrées que les cadres volent pour s'emparer de l'or des habitants. »

Mais des inégalités majeures apparaissent dans ce combat contre la faim accentuant la vulnérabilité de tous ceux qui ne disposent de rien. Dans leur cas, le vol s'affirme donc comme une des seules voies possibles. La répression extrême des vols, compris comme autant d'actes ennemis, nécessite de faire preuve de créativité. Les pratiques mentionnées attestent l'ingéniosité déployée pour survivre. On mange les racines de bananiers et de manioc en veillant à replanter le tronc pour dissimuler son larcin ; on veille à ne laisser aucune trace en ensevelissant les restes, en les jetant dans les rivières ; les femmes augmentent les poches de leur corsage pour disposer de contenant plus grand. La nuit est propice à l'accomplissement de vols pour qui connaît le territoire, les plantes ou sait chasser et pêcher, de sorte que les citadins sont démunis dans un environnement qu'ils ne maîtrisent pas. Se

développe tout un savoir-faire qui révèle une culture du dénuement, voire de nouvelles « techniques du corps » pour reprendre une formule de Marcel Mauss (1936) : on apprend à trancher des noix de coco en silence, à pêcher la nuit, à se déplacer le plus silencieusement possible. Certains, inhibés par la peur, s’y refusent sauf lorsque la faim extrême atténue la perception du risque : « J’allais mourir de faim, alors, tant qu’à mourir, j’ai volé du manioc dans mon jardin », confesse Ly Vann (Koh Rohal, 28 juillet 2019).

La perception des réalités, comme les atouts dont on dispose, détermine ces choix. Elle conduit à des formes d’accommodements dont rend compte la formule, souvent répétée : « Nous nous tuions nous-mêmes » (Mme Nong Kun, Peam Ek, 3 août 2019). Les récits de dénonciation sont nombreux : ainsi, Nuon Inav relate l’arrestation de sa grand-mère qui a cueilli dans son jardin un fruit du jacquier ; dénoncée par son voisin, elle sera arrêtée et torturée à la prison de Aek Phnom (Daun Teav, 5 août 2019). Nong Kun raconte avoir été dénoncée parce qu’elle-même avait mentionné une faute commise par Theory, une chef d’équipe qui avait mangé le fond de riz d’une casserole. Son propos euphémisant « j’ai informé de sa faute » dit toute l’ambiguïté des attitudes. Les dénonciations répétées, croisées, sont comprises comme l’expression de la jalousie, une jalousie nourrie au présent ou dans un passé partagé. Elles sont comprises également comme une réponse à la faim : Kun est connue pour dénoncer fréquemment, même au sein de sa parenté, afin d’obtenir à manger.

La faim, levier de domination et d’asservissement, est une arme qui brise les fondements de la société dont rend compte Prum Koeurt, qui conclut : « Avant les Khmers rouges on s’appréciait » (Peam Ek, 5 août 2019).

Comprendre la famine, versant de la violence extrême des Khmers rouges, amène à souligner les dynamiques politiques impulsées par un État engagé dans une bataille de la production pensée comme un combat contre la menace ennemie qui compromet la victoire du socialisme. Elle s’inscrit dans un système de contrainte et de terreur. Toutefois replacer les acteurs au cœur de cette histoire offre d’autres voies d’intelligibilité à la croisée de logiques politiques et de logiques individuelles singulières qui permettent d’en saisir la complexité. Apparaît ici la labilité de la frontière érigée entre peuple nouveau et peuple ancien, soulignant la complexité de ce monde social fait d’ambivalence, de compromis, reflets d’un enchevêtrement de singularités. L’hétérogénéité des attitudes observées rend compte de ces mécanismes complexes qui régissent la famine et renforcent la brutalité du régime. L’initiative des cadres réfléchit la violence institutionnelle et l’infléchit par des choix et des initiatives aux motivations variées. Les paroles

recueillies révèlent combien se nourrir est un combat dans un monde où la vie ordinaire est abolie. Elles disent l'agentivité inventive des victimes engagées dans cette lutte. Dans ce monde clos, malgré la contrainte extrême, se développent des stratégies contre la faim et contre le processus de déshumanisation-élimination qu'elles vivent, définissant de nouvelles formes de vie.

Bibliographie

- BECKER Elizabeth, 1986, *Les larmes du Cambodge*, Paris, Presses de la Cité.
- BLANCHON Flora éd., 1995, *Savourer, goûter*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.
- BROWNING Christopher R., 2010, *À l'intérieur d'un camp de travail nazi. Récits des survivants : mémoire et histoire*, Paris, Les Belles Lettres.
- BUTLER Judith P., 2010, *Ce qui fait une vie : essai sur la violence, la guerre et le deuil*, Paris, Zones.
- 2014, *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?* (trad. M. Rueff), Paris, Payot & Rivages.
- CHANDLER David P., 1993, *Pol Pot : frère numéro un*, Paris, Plon.
- CHANDLER David P., KIERNAN Ben et BOUA Chanthou éd., 1988, *Pol Pot Plans the Future : Confidential Leadership Documents from Democratic Kampuchea, 1976-1977*, New Haven, Yale University Southeast Asia Studies.
- CHOLEAN Ang, 1986, *Les êtres surnaturels dans la religion populaire khmère*, Paris, Cedoreck.
- DUMAS Hélène, 2014, *Le génocide au village : le massacre des Tutsi au Rwanda*, Paris, Le Seuil.
- EDKINS Jenny, 2002, « Mass starvations and the limitations of famine theorising » [en ligne], *IDS Bulletin*, vol. 33, n° 4, [URL : <https://bulletin.ids.ac.uk/>].
- ETCHESON Craig, 2005, *After the Killing Fields : Lessons from the Cambodian Genocide*, Westport, Praeger.
- GARRIGUES-CRESSWELL Martine et MARTIN Marie Alexandrine, 1998, *Dynamique des pratiques alimentaires*, Paris, Maison des sciences de l'homme - EHESS.
- GODELIER Maurice, 2018, *La mort et ses au-delà*, Paris, CNRS.
- GROSS Jan Tomasz, 2019, *Les voisins : 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres.
- HEUVELINE Patrick, 1998, « L'insoutenable incertitude du nombre. Estimations des décès de la période Khmer rouge », *Population*, vol. 53, n° 6, p. 1103-1117.
- HINTON Alexander L., 2005, *Why Did they Kill? Cambodia in the Shadow of Genocide*, Berkeley, University of California Press.
- JACKSON Karl D. éd., 1989, *Cambodia 1975-1978 : Rendezvous with Death*, Princeton, Princeton University Press.
- KIERNAN Ben, 1998, *Le génocide au Cambodge, 1975-1979 : race, idéologie et pouvoir*, Paris, Gallimard.

- MARTIN Marie Alexandrine, 1981, « La riziculture et la maîtrise de l'eau dans le Kampuchea démocratique » [en ligne], *Études rurales*, vol. 83, no 1, p. 7-44, [URL : https://www.persee.fr/doc/rural_0014-2182_1981_num_83_1_2663].
- MARTINI François, 1955, « La cuisine cambodgienne », *Présence du Cambodge. France-Asie*, n° 114-115, p. 399-402.
- MAUSS Marcel, 1936, « Les techniques du corps », *Journal de psychologie*, vol. 32, n° 3-4, p. 271-293.
- M'ZOUGH Meriem, 2017, « Des conduites alimentaires régulées, des substances “nocives” évincées. Le cas des malades du cancer au Cambodge » [en ligne], *Anthropology of Food*, vol. 12, [DOI : <https://doi.org/10.4000/aof.8245>].
- NAEPELS Michel, 2019, *Dans la détresse. Une anthropologie de la vulnérabilité*, Paris, EHESS.
- PILLOT Didier, 2008, *Jardins et rizières du Cambodge : les enjeux du développement agricole*, Paris, Karthala-GRET.
- PONCHAUD François, 1977, *Cambodge, année zéro*, Paris, Julliard.
- PRIGENT Steven, 2019, « Le sol et la dette. La place des ancêtres dans l'organisation sociale à Thnaot Chum », *Le façonnement des ancêtres. Dimensions sociales, rituelles et politiques de l'ancestralité*, S. Chave-Dartoen et S. Rolland-Traina éd., Paris, Presses de l'Inalco, p. 129-154.
- REVEL Jacques, 1989, « L'histoire au ras du sol », préface à Giovanni Levi, *Le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le piémont du XVII^e siècle*, (trad. M. Aymard), Paris, Gallimard.
- RECHTMAN Richard, 2016, « Faire mourir et ne pas laisser vivre. Remarques sur l'administration génocidaire de la mort », *Revue française de psychanalyse*, vol. 80, n° 1, p. 136-148.
- SHORT Philip, 2007, *Pol Pot : anatomie d'un cauchemar*, Paris, Denoël.
- SIMON-BAROUH Ida, 2004, *Saur Duong Phuoc, une Cambodgienne nommée bonheur : du pays natal à la France, une histoire d'ethnicité plurielle*, Paris, L'Harmattan.
- ŚLIWINSKI Marek, 1995, *Le génocide khmer rouge : une analyse démographique*, Paris, L'Harmattan.
- TABEAU Ewa et KHEAM They, 2010, *Demographic Expert Report. Khmer Rouge Victims in Cambodia, April 1975-January 1979. A Critical Assessment of Major Estimates*, Phnom Penh, CETC, E3/2413.
- TYNER James A. et RICE Stian, 2016, « To live and let die : Food, famine, and administrative violence in Democratic Kampuchea, 1975-1979 », *Political Geography*, vol. 52, p. 47-56.
- VICKERY Michael, 1999 [1984], *Cambodia 1975-1982*, Chiang Mai (Thaïlande), Silkworm Books.
- WERTH Nicolas, 2019, *Les grandes famines soviétiques*, Paris, PUF (Que sais-je?).
- ZALC Claire, BRUTTMANN Tal, ERMAKOFF Ivan et MARIOT Nicolas éd., 2012, *Pour une microhistoire de la Shoah*, Paris, Le Seuil.

Les coupons alimentaires de l'État-providence. Écrire au sujet du programme *Food Stamps* aux États-Unis (1966-1975)

ANTOINE NSÉKÉ MISSÉ

Le 30 octobre 1968, une lettre concernant le programme *Food Stamps* était adressée à Orville Freeman, alors ministre de l'Agriculture au sein de l'administration Johnson. En provenance de la ville de Washington, siège du comté de Daviess dans l'Indiana, elle avait été cosignée par Pauline Reinsel, alors directrice de l'agence fédérale locale chargée de la gestion de l'aide sociale (*Department of Public Welfare*), ainsi que par une travailleuse sociale, Dorothy Marks :

Cher Monsieur le Ministre,

Nous vous écrivons afin de vous demander si vous êtes en mesure d'apporter de l'aide au comté de Daviess afin de permettre aux personnes disposant de bas revenus de notre comté de pouvoir continuer à acheter des coupons alimentaires [*Food Stamps*] plutôt que de devoir recourir au programme de redistribution de surplus agricoles [*Surplus Commodity Program*].

En mars 1967, la direction de l'Agence de l'aide sociale du comté de Daviess [*Department of Public Welfare*] a décidé de prendre part au programme *Food Stamps* du ministère de l'Agriculture. Notre direction a pris cette décision après un temps de réflexion et suite à des investigations. Elle a conclu que c'était un dispositif très efficace pour aider les personnes indigentes à élargir leur budget et pour offrir à leurs familles une alimentation plus équilibrée.

Le conseil d'administration de la ville de Washington a particulièrement combattu le programme depuis ses débuts, en grande partie parce que, selon notre opinion, il empiète sur une partie de ses prérogatives. Les conseils des autres municipalités du comté lui ont emboîté le pas. En dépit de cette résistance, notre programme de bons alimentaires aide de nombreuses personnes à étendre leur pouvoir d'achat, tout en aidant les commerçants aussi bien que les bénéficiaires. On ne « donne » pas de coupons d'alimentation à ces gens. Ils les achètent, le bonus leur permet d'avoir davantage d'argent afin d'acheter de la nourriture. Ils participent au programme et ainsi s'aident eux-mêmes plutôt que d'avoir recours à la charité publique par les distributions issues des surplus

agricoles. Ils achètent la nourriture qu'ils peuvent consommer à l'épicerie de leur choix.¹

Est jointe au courrier une pétition où un grand nombre de personnes – leurs noms s'étalent sur quatre pages –, bénéficiaires du programme dans le comté de Daviess, déclinent leur identité et expliquent pourquoi l'accès aux coupons d'alimentation est important pour elles. Parmi les arguments mis en avant, on trouve par exemple : « Nous pouvons manger durant tout le mois [avec l'aide des coupons alimentaires], pas juste les deux ou trois premières semaines », « Mon mari est malade et ne peut pas consommer les produits issus des surplus agricoles », « Une alimentation meilleure et plus abondante pour mes enfants. Cela nous permet d'économiser de l'argent ».

On retrouve ici plusieurs éléments importants pour comprendre en quoi consiste le programme *Food Stamps*, ce dispositif d'aide alimentaire accessible aux personnes démunies et reposant sur des critères sociaux, qui prend la forme de coupons échangeables contre de la nourriture dans des magasins d'alimentation agréés par le gouvernement. À cette période, il n'existe que depuis sept ans ; il est alors en pleine phase d'expansion.

La question de la légitimité de l'assistance est, d'emblée, posée : les coupons sont présentés comme un moyen pratique pour améliorer le quotidien de leurs bénéficiaires (avec témoignages à l'appui). Ils contribuent également à renforcer l'autonomie de ces personnes qui peuvent ici faire leurs propres choix alimentaires pour améliorer leur quotidien ainsi que celui de leurs proches, plutôt que de dépendre d'une charité publique (les surplus agricoles) que les auteurs présentent comme inadaptée aux besoins des bénéficiaires.

Mais c'est aussi la structure propre au programme qui apparaît en creux ici. *Food Stamps* est un programme national dont les fonds sont fournis par le ministère de l'Agriculture (c'est pourquoi la lettre est adressée au Ministre) mais qui, selon un fonctionnement très décentralisé caractéristique des États-Unis, est géré localement. D'où les divergences présentées dans le courrier entre les autorités municipales de la ville de Washington dans l'Indiana et la direction du département des Affaires sociales de cette même localité au sujet de son application. C'est à l'échelle locale que les coupons sont distribués, que leur utilisation par les bénéficiaires, comme par les commerçants qui participent au dispositif, est contrôlée et que sont

1 Lettre du 30 octobre 1968 adressée à Orville Freeman, *General Correspondence, Food Stamp Program 1968*, box 4818, RG 16, Archives nationales américaines de College Park, Maryland (TDA).

définis les critères sociaux d'attribution, ces derniers pouvant très largement différer d'un État à l'autre. Alors que s'esquisse un réseau d'acteurs aux intérêts divergents autour du programme, nous proposons ici un argumentaire sur sa légitimité.

Cette lettre n'est qu'un exemple parmi les milliers de missives envoyées aux autorités américaines, au cours des premières années d'existence de *Food Stamps*, aujourd'hui conservées aux Archives nationales des États-Unis. Au cours d'un voyage archivistique mené dans le cadre d'un travail de master de recherche², nous avons pu établir un corpus de trois cents lettres adressées à l'administration, écrites au sujet du programme, entre 1966 et 1975.

Un examen attentif du contenu de cette correspondance permet de comprendre qu'autour de cette phase de structuration du programme se noue un entrelacement d'interactions à l'échelle tant nationale que locale. De plus, l'existence et le recours à cette forme d'aide alimentaire encore relativement nouvelle à cette époque suscitent, chez les différentes catégories d'acteurs qui s'expriment à son sujet, la volonté de justifier sa légitimité. Ces lettres écrites au sujet de *Food Stamps* permettent de questionner les processus de légitimation de l'assistance gouvernementale dans un contexte socio-politique étatsunien où cette dernière est traditionnellement tenue pour suspecte sur le plan moral.

Avant de nous intéresser plus spécifiquement au contenu de ce corpus de lettres, il convient de revenir sur la genèse de cette assistance alimentaire.

Des surplus agricoles à l'aide alimentaire

Selon les termes employés par Richard Nathan, alors ancien sous-secrétaire du ministère de la Santé, de l'Éducation et des Services sociaux³, lors de son témoignage le 21 octobre 1975 devant le Comité spécial du Sénat chargé de la nutrition et des besoins humains⁴, l'extension du programme *Food Stamps*, depuis son lancement à l'échelle nationale par une loi de 1964 (*Food Stamp Act*), a constitué « le plus important changement dans les politiques

2 Mémoire de master 2 de recherche en histoire contemporaine, *Une autre histoire de l'État-providence : le programme Food Stamps aux États-Unis, 1960-1975*, soutenu au Centre d'études nord-américaines (CENA) de l'École des hautes études en sciences sociales en 2017.

3 United States Department of Health, Education and Welfare.

4 Le United States Senate Select Committee on Nutrition and Human Needs, actif entre 1968 et 1977, a été constitué pour répondre aux inquiétudes croissantes des pouvoirs publics quant à la faim et à la malnutrition.

de protection sociale aux États-Unis depuis le passage de la loi de sécurité sociale⁵ de 1935»⁶.

Si l'on se réfère aux données chiffrées à notre disposition pour l'année 2011 (Poppendieck, 2014, p. 176), plus de quarante-six millions d'Américains, soit environ un habitant sur sept du pays, participaient au programme gouvernemental *Supplemental Nutrition Assistance Program* (SNAP). Ce dernier portait, jusqu'en 2008, le nom de *Food Stamp Program*. C'est le dispositif d'aide alimentaire de loin le plus important aux États-Unis, puisqu'il concentre près des trois quarts des dépenses fédérales totales dans ce secteur. Si l'on s'en tient aux statistiques plus récentes fournies par le ministère de l'Agriculture américain (l'institution fédérale chargée d'en assurer la gestion⁷), ce dernier a dépensé, en 2016, plus de soixante-dix milliards de dollars afin de pourvoir à son bon fonctionnement⁸. Les *Food Stamps*, ces « coupons de nourriture » tels qu'ils se présentaient sous leur forme d'origine⁹, constituent donc aujourd'hui encore un rouage essentiel de l'aide sociale aux États-Unis. Associé à la question de la pauvreté et aux politiques d'aide alimentaire telles qu'elles sont pratiquées en Amérique, ce dispositif constitue le marqueur d'un État-providence, ou *welfare state*.

La notion d'État-providence elle-même a suscité des travaux dans le champ intellectuel aux États-Unis. Selon l'historien Michael Katz (2013), il n'y a pas dans ce pays un État social achevé mais un « semi État-providence » (*semi-welfare state*) où des acteurs privés jouent un rôle déterminant : il remonte à l'époque moderne où les maisons de pauvres (*poorhouse*) regroupaient des personnes que les autorités contraignaient à travailler. Pour Theda Skocpol (1992), il faut rechercher l'origine des politiques d'assistance dans les dispositifs créés à la suite de la guerre de Sécession (1861-1865) destinés à secourir les veuves de guerre comme les vétérans devenus invalides.

Nous intéresser au programme *Food Stamps* nous a conduit à étudier la façon dont les manifestations de la pauvreté ont été abordées aux États-Unis au cours du xx^e siècle. Des travaux historiques récents se sont employés

5 Ou *Social Security Act*, réforme majeure du New Deal de l'administration Roosevelt, qui instaure à l'échelle fédérale des programmes d'assistance sociale.

6 Richard P. Nathan, « The role of the Food Stamp Program », témoignage devant le Comité spécial du Sénat pour la nutrition et les besoins humains, 21 octobre 1975, extrait de *Food Stamps: The Statement of Hon. William E. Simon, Secretary of the Treasury, with a Staff Analysis*, Washington D.C., Government Printing Office, 1975, p. 109.

7 Le United States Department of Agriculture (USDA).

8 Les statistiques annuelles sont régulièrement mises à jour sur le site du ministère de l'Agriculture, SNAP Data Tables : [URL : fns.usda.gov/pd/supplemental-nutrition-assistance-program-snap/].

9 Le format du coupon de nourriture appartient maintenant au passé, puisque c'est désormais par le moyen d'une carte à puce électronique appelée EBT (*Electronic Benefit Transfer*) que fonctionne le système. Apparu dès 1984, ce système s'est répandu depuis.

à décrire l'émergence d'experts sociaux qui se sont spécialisés dans l'étude des formes prises par la pauvreté, notamment dans le contexte de l'après-guerre (Huret, 2008). L'approche est ici métrologique : la pauvreté doit être mesurée comme un phénomène scientifiquement observable, à rebours des conceptions culturelles dominantes dans le pays, qui opèrent une distinction morale entre une catégorie de pauvres qui mériterait l'assistance des autorités publiques et les autres, considérés comme « non méritants ».

L'existence de ces coupons résulte des choix politiques face aux carences nutritionnelles jugées préoccupantes dans une part importante de la population américaine. Cette dernière correspond aux Américains les plus touchés par la pauvreté. Il s'agit ainsi de fournir à ces populations une aide alimentaire qui ne soit ni directement en nature (sous la forme de distribution des surplus agricoles évoqués plus haut), ni sous la forme d'une aide financière directe.

Pourtant, force est de constater qu'en dépit de l'importance considérable du programme en termes de budget alloué comme de nombre de bénéficiaires concernés, ces coupons tiennent une place relativement marginale dans l'historiographie consacrée à la construction de l'État-providence aux États-Unis au xx^e siècle. Alors que des travaux récents cherchent à réhabiliter des dispositifs sociaux qui ont été très souvent la cible d'attaques des conservateurs (Bailey et Danziger, 2013, p. 155), les coupons alimentaires de l'État-providence étatsunien demeurent peu représentés dans les travaux des chercheurs en sciences sociales, particulièrement en histoire, en dehors de leurs caractéristiques les plus institutionnelles et les plus générales.

En principe, ces bons doivent pouvoir être échangés contre des denrées alimentaires dans des magasins titulaires d'une licence spéciale. Comme ils étaient disponibles dans des bureaux fédéraux locaux d'assistance sociale, qui pouvaient être de nature différente selon les États de l'Union, le programme se trouvait géré de manière différente selon les comtés, les critères d'attribution n'étant pas forcément les mêmes d'un bout à l'autre du pays. Durant les premières années d'existence du programme, les membres d'un foyer jugé éligible selon les critères du programme ne reçoivent pas les coupons gratuitement. Ils doivent les acheter aux guichets d'agences locales consacrées à l'allocation de prestations sociales¹⁰.

C'est dans le contexte social difficile des années de la Grande Dépression qu'une première version du dispositif fut établie sous la présidence de Franklin Roosevelt. L'historienne Rachel Louise Moran (2011) s'est intéressée à

10 Il faudra attendre l'année 1979, lors de la présidence Carter (1977-1981), pour que l'obligation d'achat des coupons pour les bénéficiaires cesse.

la manière dont les autorités envisageaient de transformer les bénéficiaires des bons d'alimentation en consommateurs afin de soutenir une économie en crise. En dépit d'une existence brève (quatre années seulement, de 1939 à 1943) et limitée géographiquement, cette première version du programme inspira dans les années d'après-guerre certains élus du Congrès américain qui, convaincus des aspects positifs de l'expérience, allaient se prononcer en faveur de sa généralisation (Eisinger, 1998, p. 38). Les bons alimentaires firent leur réapparition sous la présidence Kennedy à partir de l'année 1961, avant de voir leur principe progressivement généralisé au niveau national sous Lyndon Johnson qui signa le *Food Stamp Act* en 1964. Il fallut toutefois attendre une décennie supplémentaire pour qu'ils soient progressivement disponibles sur l'ensemble du territoire.

Dès son origine cette aide s'inscrit dans le cadre des politiques agricoles de l'État fédéral américain. Significativement, c'est le ministère de l'Agriculture qui va le prendre en charge et non une administration consacrée stricto sensu à l'aide sociale. De fait, au moment même de la conception des deux projets successifs, l'enjeu principal consiste davantage à trouver une solution aux problèmes causés par la présence d'abondants surplus agricoles qu'à apporter des denrées alimentaires à des personnes nécessiteuses.

À partir de 1968, un groupe d'experts scientifiques, le Conseil citoyen enquêtant sur la faim et la malnutrition aux États-Unis¹¹, part enquêter sur le terrain sur la malnutrition. La publication de données alarmantes amène la classe politique à se saisir du problème en lançant dans la foulée ses propres investigations. Une commission sénatoriale, fondée dans ce but¹², se lance, à son tour, dans des investigations qui vont démontrer la présence, sur le sol américain, de maladies liant sous-alimentation et pauvreté (Galer-Unti, 1995). C'est cette prise de conscience politique qui explique la décision de l'administration Nixon de privilégier, au début des années soixante-dix, les coupons alimentaires par rapport aux distributions de surplus qui s'avèrent peu adaptées aux besoins nutritifs des populations démunies. En quelques années, le passage à une aide véritablement sociale est acté (MacDonald, 1977).

11 Citizen Board Inquiry into Hunger and Malnutrition in the United States.

12 Special Senate Committee on Nutrition and Human Needs (voir note 4).

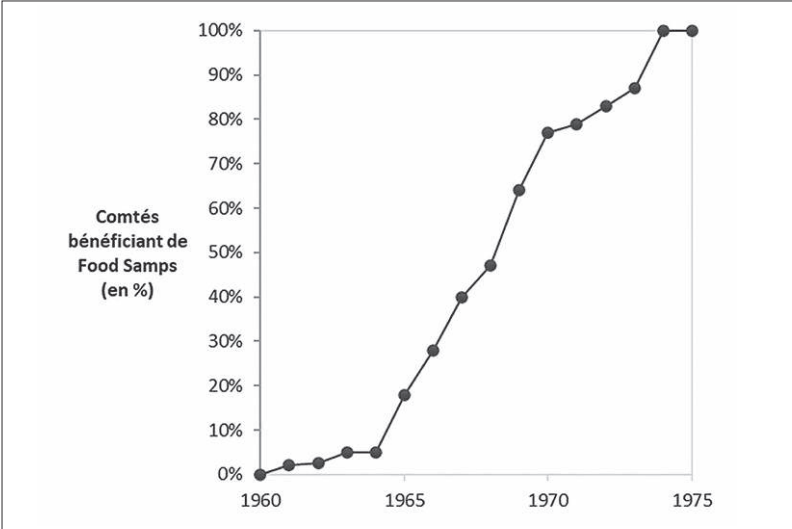


Figure 1. L'extension progressive du programme *Food Stamps* par comtés aux États-Unis entre 1960 et 1975 (d'après Hoynes et Schanzenbach, 2009).

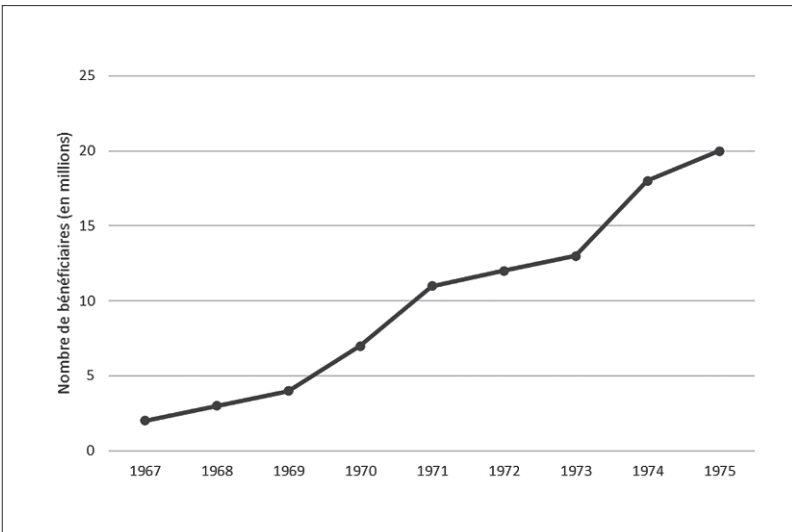


Figure 2. L'évolution du nombre de bénéficiaires de *Food Stamps* (en millions d'individus) aux États-Unis entre 1967 et 1975 (d'après MacDonald, 1977).

Une correspondance révélatrice de perceptions multiples

Un travail d'exploration archivistique, mené en décembre 2016 aux Archives nationales américaines¹³, nous a permis d'étudier un fonds très riche de correspondance générale du ministère de l'Agriculture américain, concernant les premières années du second programme *Food Stamps*, soit de 1961 à 1975. Cette période, on l'a vu, a ceci de particulier qu'elle correspond à une phase d'expansion du dispositif qui devient progressivement national. Ont été conservées de nombreuses lettres envoyées au Ministère, en provenance de tout le pays. Après avoir décrit le corpus, nous tâcherons de montrer en quoi la diversité des catégories d'acteurs qui écrivent permet de rendre compte des interactions multiples, à diverses échelles, que suscite *Food Stamps*.

Pour mener à bien ce travail, nous avons été dans l'obligation de circonscrire un corpus limité de lettres afin de pouvoir produire rapidement les premiers éléments d'une analyse quantitative. Trois cents courriers, écrits entre 1966 et 1975, ont été retenus, mais le fonds en compte des milliers d'autres écrits durant la même période. Les contraintes de temps inhérentes à un travail de terrain relativement court en master de recherche à l'époque expliquent cette limitation à un nombre restreint de lettres. Le corpus qui a été constitué se rapporte à l'ensemble de ces neuf années de correspondance couvertes par les archives du ministère de l'Agriculture avec des expéditeurs originaires de tout le territoire des États-Unis.

Au moins six grandes catégories d'acteurs peuvent être distinguées (voir figure 3). On peut y retrouver des personnes qui bénéficient déjà du programme ou qui désireraient pouvoir en bénéficier, des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, des élus, des organisations engagées en faveur de l'aide alimentaire, des commerçants, ainsi qu'un certain nombre de particuliers qui s'avèrent être des détracteurs. Un tel corpus montre concrètement la diversité des intérêts et des perceptions à l'œuvre, dès les débuts du second programme.

Avec cent six lettres sur un total de trois cents, la catégorie la plus représentée est celle qui regroupe les organisations, associations et particuliers s'engageant en faveur de l'aide alimentaire. Dans l'ordre décroissant en termes de nombre de lettres reçues, viennent ensuite les élus, avec soixante-cinq courriers envoyés, les personnes bénéficiant du programme ou qui souhaiteraient y avoir accès (soixante et une lettres), les fonctionnaires qui

13 National Archives and Records Administration, situées à College Park à proximité de l'université du Maryland.

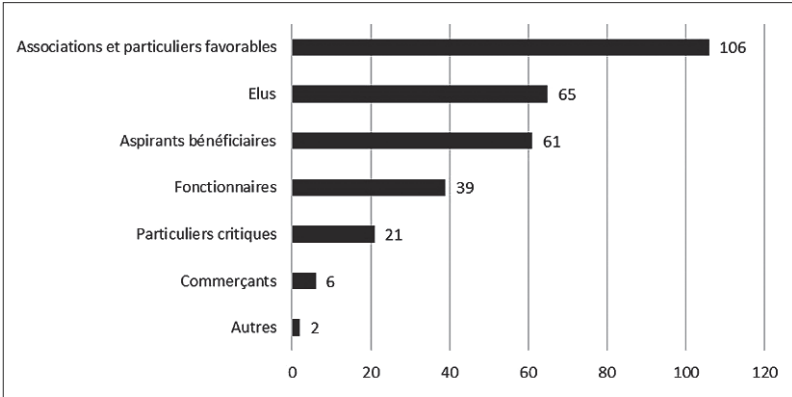


Figure 3. Statut des auteurs des lettres écrites au sujet de *Food Stamps*.

Source : Archives nationales des États-Unis.

travaillent au sein de services locaux ou fédéraux du ministère de l'Agriculture (trente-neuf lettres) ; vingt et une lettres de particuliers comportent des critiques sur la manière dont est organisé le système des bons alimentaires ou prétendent dénoncer des abus commis par des personnes bénéficiaires du programme. Enfin, six lettres proviennent de commerçants qui écrivent au sujet de leur droit à disposer d'une licence pour proposer des produits alimentaires dont l'achat peut être réglé par des *Food Stamps*.

Les bénéficiaires directs du programme ne sont pas, et de loin, les plus nombreux à écrire à l'administration avec seulement soixante et une lettres à leur actif, c'est-à-dire en troisième position derrière les organisations engagées en faveur de l'aide alimentaire (cent six lettres) et les élus (soixante-cinq). Toutefois, il apparaît que leurs courriers expliquent pourquoi ils peuvent être bénéficiaires du programme *Food Stamps*.

Nous présenterons donc d'abord les différentes catégories d'acteurs écrivant au Ministère dans l'ordre décroissant à l'intérieur de notre corpus, avant de nous concentrer plus spécifiquement sur les stratégies argumentatives particulières visant à justifier l'existence du programme *Food Stamps*.

Les organisations engagées en faveur de l'assistance alimentaire

Les lettres que l'on doit à des organisations, particuliers et associations engagées en faveur de l'aide alimentaire sont les plus nombreuses à l'intérieur de notre corpus, avec cent six lettres sur un total de trois cents. Il s'agit ici d'acteurs qui affirment leur soutien au programme et souhaitent le voir s'étendre

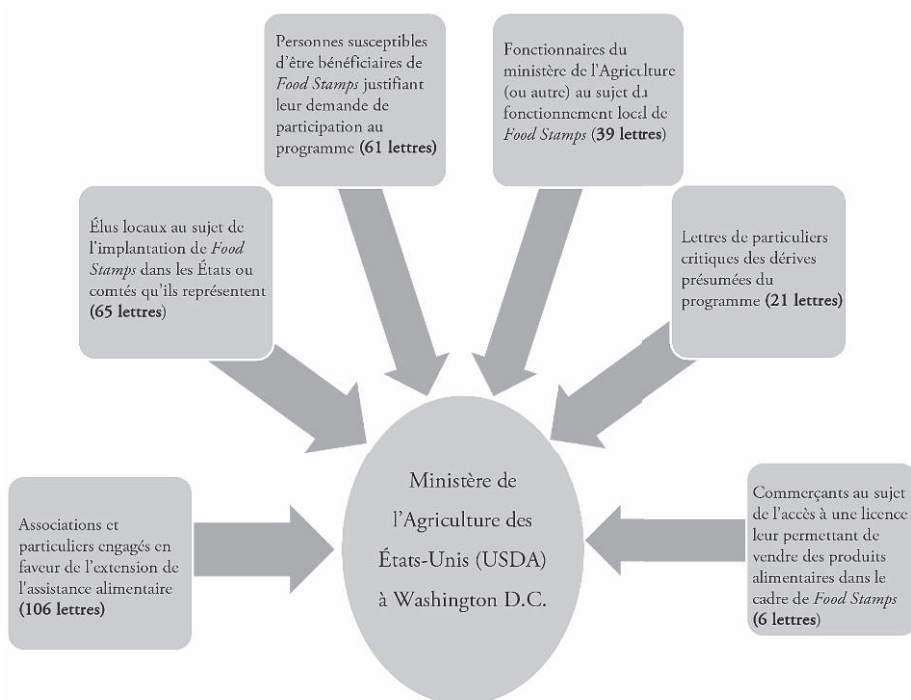


Figure 4. Qui écrit au sujet de *Food Stamps*?

Source : Archives nationales des États-Unis.

à davantage de personnes démunies. La fin des années soixante correspond d'ailleurs à une importante vague de mobilisations militantes en faveur de l'extension du droit à l'assistance de l'État-providence (Nadasen, 2005).

On peut ranger parmi eux des organismes caritatifs engagés en faveur de l'aide alimentaire, des travailleurs sociaux qui œuvrent auprès des populations pauvres sur le terrain, des associations mobilisées pour la défense des droits des individus (notamment des membres de la National Association for the Advancement of Colored People, la principale organisation de défense des droits des Afro-Américains), des religieux, des professionnels de la santé (médecins, infirmières), mais aussi des particuliers que les situations de détresse alimentaire subies par leurs concitoyens indignent et mobilisent.

La phase d'extension progressive du programme, amorcée entre le milieu des années soixante et le début de la décennie suivante, conduit un certain nombre de ces acteurs engagés à écrire afin que les autorités

proposent aussi des coupons aux personnes pauvres résidant à proximité de chez eux et n'y ayant pas encore accès. Par exemple, un télégramme de 1968 adressé au président Johnson par la dirigeante de la California Dietetic Association enjoint à ce dernier d'étendre le dispositif en faveur des habitants du comté d'Alameda en Californie. Ces derniers, selon elle, sont nombreux à souffrir de sérieuses carences alimentaires que l'arrivée du programme pourrait aider à résorber¹⁴.

De simples particuliers écrivent également en faveur du programme. Ils n'en sont pas bénéficiaires, mais tiennent à afficher une solidarité envers leurs concitoyens les plus pauvres touchés par la misère et la malnutrition. Ainsi, une femme originaire du Connecticut, informée par la presse des conditions de vie très difficiles des plus pauvres dans le Sud, a envoyé des vêtements et de la nourriture à des familles indigentes du Mississippi. Elle demande, au ministre de l'Agriculture Orville Freeman, s'il est possible que les personnes qu'elle prend en charge aient accès aux coupons, joignant à son courrier les lettres écrites par les deux mères de famille originaires du Sud du pays la remerciant de son intervention¹⁵.

Les élus

Les responsables politiques constituent, avec soixante-cinq lettres, le deuxième groupe au sein de notre corpus. On retrouve dans la correspondance aussi bien des élus nationaux (représentants et sénateurs siégeant au Congrès) que locaux (élus dans les assemblées des États fédérés et gouverneurs). On peut se demander si l'intérêt particulier des élus pour le programme n'est pas dicté par le clientélisme et des enjeux politiques locaux, les administrés ayant droit aux bons étant aussi des électeurs.

Les élus servent souvent d'intermédiaires. De nombreux bénéficiaires cherchent d'abord à contacter leur élu local pour l'informer de leurs difficultés à remplir tous les critères d'éligibilité au programme. Mais c'est également le cas pour des membres d'associations caritatives. Le responsable politique va ensuite prendre la plume afin de s'adresser aux services du Ministère pour obtenir une réponse au problème sur lequel il a été interpellé.

Le programme *Food Stamps* étant encore dans une phase d'expansion progressive, des élus écrivent directement pour s'informer de l'état du fonctionnement du dispositif dans leur État d'origine et des progrès

14 Télégramme daté du 16 juillet 1968, *General Correspondence, Food Stamp Program 1968*, box 4817, RG 16.

15 Lettre du 18 septembre 1967, *General Correspondence, Food Stamp Program 1968*, box 4818, RG 16.

dans sa diffusion. Certains membres du Congrès vont demander qu'il soit expérimenté le plus rapidement possible dans leur circonscription, ou bien s'informer de la raison pour laquelle leurs électeurs les plus en difficulté n'en bénéficient toujours pas. Le sénateur du Massachusetts Edward Brooke écrit, par exemple, au ministre de l'Agriculture Orville Freeman pour connaître les conditions d'éligibilité du dispositif¹⁶. Le sénateur de l'Indiana Birch Bayh regrette, par ailleurs, que les citoyens pauvres d'un comté de son État aient vu la mise en place du programme reportée, en raison du retard dans le règlement d'une dette contractée par une municipalité locale¹⁷.

La médiation des élus constitue un élément important pour comprendre le processus d'installation sur le terrain d'un programme d'assistance sociale. Leur statut d'intermédiaires, associé à leur connaissance des enjeux comme des populations, leur confère un rôle particulier dans les dynamiques d'interactions à l'œuvre.

Les bénéficiaires ou aspirants bénéficiaires de Food Stamps

Avec soixante et une lettres, les bénéficiaires ou aspirants bénéficiaires de *Food Stamps* constituent la troisième catégorie en termes d'importance dans le corpus. Leurs lettres sont souvent centrées autour d'une argumentation visant à justifier leur accès à l'assistance alimentaire, que nous étudierons plus précisément dans la dernière section.

Les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture

Les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture sont présents dans trente-neuf lettres. Ces agents de l'État interviennent à de nombreuses échelles, que ce soit à celle, nationale, du Ministère dans la capitale fédérale à Washington D.C., ou à celle plus locale des administrations responsables de l'assistance sociale au niveau des États fédérés ou encore des comtés où se trouvent les bureaux du Welfare.

Une part importante des lettres écrites par ces acteurs concerne les difficultés et les retards engendrés par l'établissement du programme à l'échelon local. Richard Lyng, l'assistant du ministre de l'Agriculture, rend compte d'une visite qu'il a lui-même effectuée à Seattle dans l'État de Washington

16 Lettre du 21 février 1968, *General Correspondence, Food Stamp Program 1968*, box 4818, RG 16.

17 Lettre du 8 juillet 1971, *General Correspondence, 1971 Food Stamp Program September 11-December 30*, box 5399, RG 16.

en octobre 1971. D'importants problèmes de malnutrition ont été décelés sur place. Lyng narre sa rencontre avec les acteurs de terrain appartenant aussi bien au service public qu'à des organismes privés (fonctionnaires locaux, dirigeants de banques alimentaires et d'associations, gouverneur de l'État). Ces derniers lui ont fait part de leurs doléances concernant la possibilité d'accélérer le développement du dispositif dans la région¹⁸.

Une fois le programme installé, les fonctionnaires locaux peuvent transmettre à leur hiérarchie les informations qui leur sont remontées. Ainsi, un agent des services de l'Assistance sociale de l'État du Mississippi peut faire, dans un courrier adressé au responsable régional du ministère de l'Agriculture en charge du programme, le compte rendu détaillé de la visite que deux travailleurs sociaux ont pu effectuer auprès d'une famille susceptible d'être bénéficiaire de coupons alimentaires¹⁹.

S'il est question dans les lettres d'agents publics des problèmes d'éligibilité de certains foyers privés de l'accès au programme, elles concernent tout aussi bien des cas de conflits entre bénéficiaires et fonctionnaires locaux. On s'adresse alors à la hiérarchie pour trancher les différends. La directrice du programme à Houston au Texas avise son supérieur direct, le directeur régional, d'une enquête effectuée à la suite de la contestation faite par une bénéficiaire d'une décision d'un agent local dans l'Arkansas remettant en cause le montant de son aide²⁰.

Les particuliers critiques du programme

À rebours du courrier des associations et du personnel médical très favorable, vu précédemment, au moins vingt et une lettres expriment des réserves, voire des critiques explicites sur le fonctionnement du programme et utilisent également la correspondance pour aborder la question du droit à l'assistance dans un contexte où il fait l'objet de revendications et d'appropriations (Tani, 2016) et, plus précisément, la manière dont ce droit pourrait être détourné par certains bénéficiaires de l'aide sociale. Il apparaît que le principe du dispositif en lui-même n'est pas remis en cause par les particuliers qui prennent alors la plume, mais que certains comportements de bénéficiaires sont perçus comme des dérives inacceptables. On retrouve en creux les représentations sociales vis-à-vis des pauvres « non méritants » qui

18 Lettre du 4 novembre 1971 adressée à John Erlichman, conseiller du président Nixon pour les affaires intérieures, *General Correspondence, 1971 Food Stamp Program, September 11-December 30*, box 5399, RG 16.

19 Lettre du 2 novembre 1967, *General Correspondence, Food Stamp Program 1968*, box 4818, RG 16.

20 Lettre du 8 juillet 1968, *General Correspondence, Food Stamp Program 1968*, box 4817, RG 16.

abuseraient des largesses des aides publiques, opposés à ceux qui seraient « méritants » et, au contraire, dignes d'être aidés.

Le détournement du programme par des bénéficiaires pour acheter des produits en principe prohibés occupe une part de cette catégorie de courriers. Une femme originaire du Texas s'indigne, notamment dans une lettre datant de 1975, du fait que des personnes aidées utiliseraient des coupons alimentaires à leur disposition pour acheter des cigarettes et de l'alcool²¹. Dans une autre lettre en provenance de l'Indiana, la signataire affirme avoir vu une femme acheter de la nourriture pour chien à l'aide des bons de nourriture alors qu'elle faisait la queue dans un magasin²². Les travaux de la sociologue Viviana Zelizer (1994) ont montré que les aides en argent, à destination des personnes pauvres, suscitaient déjà, au début du xx^e siècle, la méfiance des associations caritatives et des autorités, tant la crainte de voir les personnes assistées se livrer à des achats moralement douteux était grande.

Les commerçants

Un nombre réduit de lettres (six au total) concernent des gérants de magasins d'alimentation. Tous les auteurs ne sont pas ici directement des commerçants : au moins deux courriers ont été rédigés par des avocats qui défendent les droits de leurs clients à bénéficier d'une licence permettant aux personnes fréquentant leurs établissements d'acheter des produits à l'aide de leurs coupons alimentaires²³. Il apparaît nettement que les coupons constituent un enjeu commercial majeur dans des territoires où une bonne partie de la clientèle potentielle de ces commerçants, voire la majorité, bénéficie désormais de bons alimentaires pour régler leurs achats. On peut constater, à cette occasion, qu'ils apparaissent désormais comme un moyen de paiement courant, intégré par la population.

Pour un gérant, la menace de se voir retirer sa licence, du fait d'accusation de violations de la loi – comme il est relaté dans certaines des lettres –, apparaît comme un danger réel pour la poursuite de ses activités, particu-

21 Lettre du 18 janvier 1975 adressée au USDA, *General Correspondence, Food Stamp Program 1975*, box 5977, RG 16.

22 Lettre du 10 janvier 1975 adressée à Nancy Seorts, assistante spéciale du ministre de l'Agriculture pour les questions commerciales, *General Correspondence, Food Stamp Program 1975*, box 5977, RG 16.

23 C'est le cas pour une lettre, datée du 13 juillet 1971, adressée à Richard Lyng, assistant du Ministre, en provenance d'un cabinet d'avocats basé à Norfolk en Virginie. C'est également le cas pour une autre, du 30 juin de la même année, en provenance de la ville de Cleveland dans l'État du Mississippi et adressée à Thomas Abernethy, représentant local au Congrès, également envoyée par l'avocat d'un commerçant, *General correspondence, 1971 Food Stamp Program, September 11-December 30*, box 5399, RG 16.

lièrement en ce qui concerne les petits magasins et les commerces de proximité. Des expéditeurs se plaignent ainsi qu'ils risquent d'être contraints à mettre la clé sous la porte s'ils ne récupèrent pas une licence que les autorités leur ont retirée, en raison de leur non-respect de la législation au cours d'une transaction impliquant des bons alimentaires avec des produits prohibés comme l'alcool ou le tabac, notamment. Dans une lettre de 1971, le responsable d'une coopérative située dans la ville de Toppenish dans l'État de Washington s'insurge, par exemple, de s'être vu retirer son droit à participer au système des coupons alors que la quasi-totalité de ses clients sont désormais des bénéficiaires du programme d'aide²⁴.

Argumenter et légitimer (l'accès à) l'aide alimentaire

Le corpus est révélateur des logiques argumentatives déployées par les différentes catégories d'acteurs écrivant au gouvernement, au sujet du programme *Food Stamps*, pour en justifier le bien-fondé. Les auteurs cherchent à interpellier les autorités sur la question préoccupante de la pauvreté, soit qu'elle les concerne directement, soit qu'ils constituent des médiateurs pour les personnes en difficulté sociale.

D'autres travaux importants ont considéré les courriers comme l'expression d'un recours. Le sociologue Luc Boltanski a travaillé sur les procédés de justification du bien-fondé de la démarche de personnes écrivant au journal *Le Monde* pour dénoncer des injustices les concernant (Boltanski *et al.*, 1984). Didier Fassin (2000) s'est consacré, pour sa part, à l'étude des stratégies épistolaires employées par des chômeurs demandant une aide aux autorités françaises. Dans notre corpus, on observe que ce sont principalement trois catégories d'acteurs qui s'emploient à justifier le principe de l'assistance fédérale sous la forme de bons alimentaires : les aspirants bénéficiaires de *Food Stamps*, les élus, ainsi que les auteurs appartenant au groupe des associations, particuliers engagés ou professionnels de santé.

Il est intéressant de constater que, dans un nombre important de lettres provenant d'auteurs souhaitant bénéficier du programme, ces derniers dressent d'abord un tableau de leur situation familiale, avant de mentionner à leurs destinataires la présence d'au moins un fils sous les drapeaux. Rappelons que la période est marquée par l'engagement militaire des États-Unis au

24 Lettre du 5 juillet 1971 adressée à un fonctionnaire d'une antenne locale du Ministère spécialisé dans la gestion des coupons alimentaires, *General correspondence, 1971 Food Stamp Program, September 11-December 30, box 5399, RG 16.*

Aspirants bénéficiaires de <i>Food Stamps</i>	Élus	Associations humanitaires, corps médical, particuliers engagés
<p>Demande d'une réciprocité de la part du gouvernement alors qu'un membre de la famille sert dans l'armée</p> <p>Se dissocier des pauvres « non méritants » pour souligner qu'une assistance sociale de l'État serait justifiée dans son cas</p> <p>Description de l'état de précarité dans lequel on se trouve soi et ses proches (en particulier en insistant sur les enfants en bas âge, les personnes âgées ou malades)</p> <p>Mention des difficultés quotidiennes à tenir son budget</p>	<p>Venir en aide à ses administrés les plus précaires en arguant de sa connaissance du terrain en tant qu'élu local</p> <p>Crainte des coupes budgétaires dans les programmes sociaux</p>	<p>Critiques du gouvernement fédéral qui n'en ferait pas assez pour subvenir aux besoins de sa propre population la plus pauvre alors qu'il envoie de l'aide à l'étranger</p> <p>Consternation devant la persistance de la pauvreté dans une société riche</p> <p>Crainte des coupes budgétaires dans les programmes sociaux</p> <p>Inquiétudes pour la santé et le bien-être des populations les plus précaires</p>

Figure 5. Types d'arguments mobilisés pour justifier l'accès à *Food Stamps* dans les lettres.

Source : Archives nationales des États-Unis.

Vietnam. D'autres expéditeurs font état d'un droit, lié au statut de vétéran acquis lors de conflits passés : dans une lettre de 1970, adressée à son représentant auquel il demande pour quelle raison il n'est pas éligible, un homme de Pennsylvanie précise qu'il a été décoré²⁵. On semble retrouver, ici, l'idée d'un déficit de réciprocité de l'État que les acteurs justifieraient par le rappel d'un sacrifice personnel ou de services rendus passés. Les anciens soldats font partie, depuis au moins la fin de la guerre de Sécession, de la catégorie des acteurs jugés les plus « légitimes » à être aidés par les autorités (Skocpol, 1992). Pourtant, les soldats revenant d'Asie du Sud-Est n'ont pas obtenu, de la part de leur gouvernement, les mêmes aménagements que leurs aînés ayant combattu lors de conflits précédents (avec la législation du *GI Bill*, notamment après la Seconde Guerre mondiale, qui facilitait leur accès à des études supérieures).

La forme épistolaire conduit à la mise en récit de vies où l'expéditeur peut réunir divers éléments de son parcours, susceptibles de légitimer son bon droit à bénéficier d'une aide. Ces discours occupent d'ailleurs un volume très variable. Ainsi, sur cinq pages, un Afro-Américain âgé de soixante-dix ans, résidant à Chicago, relate l'ensemble de ses difficultés, depuis sa jeunesse dans le Sud jusqu'à son chômage actuel forcé dans la métropole de l'Illinois dû à un asthme chronique :

25 Lettre de septembre 1970 adressée à Gus Yatron, représentant de Pennsylvanie, *General Correspondence, Food Stamp Program January 1st to September 18, 1971*, box 5400, RG 16.

J'ai passé ma vie à travailler dans des fonderies et l'industrie automobile [...]. J'ai effectué toutes sortes de travaux rudes. J'ai été victime de ce type de travail parce que je n'avais pas d'autre choix pour gagner ma vie. Depuis le début des années vingt jusqu'aux années soixante. Maintenant je ne suis plus rien, mais au moins je ne dépends pas de l'Assistance sociale [*but I am not on the Welfare*].²⁶

Le plus saisissant ici est la volonté martelée de maintenir sa dignité, par la description fine des conditions de vie, en dépit de la demande faite d'assistance. On notera, par ailleurs, la connotation péjorative que revêt la notion de *welfare*, dont l'auteur cherche à se dissocier, tentant probablement de montrer qu'il n'appartient pas à la catégorie des pauvres « non méritants ». S'adresser aux autorités dans l'espoir d'obtenir des coupons alimentaires n'est pas présenté ici comme quémander une quelconque charité indue, mais s'inscrit au contraire dans un récit d'une longue existence marquée par le labeur et les difficultés.

Les courriers de l'échantillon des personnes pauvres mettent en avant des conditions d'existence très rudes, le plus souvent marquées par une précarité matérielle importante, des problèmes de santé, les effets d'un âge avancé, des situations d'isolement sur le plan social. Il y a manifestement un besoin d'exprimer sa subjectivité comme sa propre situation de pauvreté par le truchement de l'écrit, avec une insistance toute particulière sur la présence d'enfants ou de personnes âgées dans le foyer.

Les élus qui écrivent au Ministère justifient l'envoi de leurs courriers par l'importance que représente l'obtention d'une aide fédérale pour leurs administrés les plus précaires. Ainsi, en juillet 1968, le représentant Jeffery Cohelan écrit au Ministre Orville Freeman pour critiquer les atermoiements de l'administration dans la mise en place d'une aide qui était officiellement promise au comté californien d'Alameda et qui n'a pas commencé dans les temps :

Monsieur le Ministre, les espoirs et les existences de dix-huit mille personnes sont sérieusement affectés par toutes ces volte-face. De mon point de vue, il apparaît que tous ces retournements de situation décevants auraient pu être évités grâce à une meilleure gestion.²⁷

Enfin, des élus se prononcent personnellement contre les coupes budgétaires envisagées par l'administration républicaine de Gerald Ford au début de 1975, et adressent des courriers indignés au Ministère, redoutant les

26 Lettre d'août 1971 adressée à Richard Lyng, assistant du ministre de l'Agriculture, *General Correspondence, 1971 Food Stamp Program September 11-December 30*, box 5399, RG 16.

27 Lettre du 26 juillet 1968, *General Correspondence, Food Stamp Program 1968*, box 4817, RG 16.

effets pernicioeux de coupes budgétaires. Ainsi, Milton Shapp, gouverneur de Pennsylvanie, envoie un télégramme à la Maison-Blanche :

S'il y a une chose dont ces personnes, qui vivent au bord de la misère et qui sont les plus touchées par l'inflation, ont le plus besoin, c'est de plus d'aide pour se maintenir à flot et non pas de moins d'aide.²⁸

Ces restrictions budgétaires suscitent, chez les acteurs engagés en faveur de l'aide alimentaire, une vive protestation : le prix des coupons alimentaires risque d'augmenter pour les bénéficiaires, dans un contexte économique difficile et marqué par une forte poussée inflationniste. L'argument, le plus souvent avancé dans les lettres, est que le gouvernement serait ainsi conduit à sacrifier les plus faibles à l'aune de considérations strictement budgétaires.

Des séries de pétitions sont envoyées depuis différentes localités du même comté du Michigan : les signataires expriment leur inquiétude sur le sort funeste qui serait alors promis aux plus pauvres et, plus particulièrement, aux personnes âgées²⁹. Ailleurs, l'auteure d'une lettre manuscrite, originaire de Californie, s'en prend directement au gouvernement qu'elle accuse d'affamer ses propres citoyens pauvres, tout en continuant à envoyer de l'aide alimentaire à des pays étrangers :

Vous souhaitez vraiment que les habitants des États-Unis meurent de faim. Vous coupez le montant des *Food Stamps* mais vous envoyez toujours en même temps de l'aide alimentaire en direction de l'étranger.³⁰

L'assistance humanitaire internationale délivrée par les États-Unis apparaît, ici, comme un scandale moral en regard des situations de pauvreté réelle à l'intérieur des frontières.

Mais les particuliers ne sont pas les seuls à se mobiliser à cette occasion. C'est aussi le cas des associations de charité et des professionnels de la santé inquiets des effets néfastes de la réduction de la taille du programme sur les personnes pauvres, en particulier les personnes âgées. Une employée de la Philadelphia Corporation of Aging en Pennsylvanie – qui travaille aux côtés de cette population – s'adresse directement au président Ford ; elle déclare regretter que la réforme entreprise puisse pénaliser davantage des personnes

28 Télégramme du 18 janvier 1975, *General Correspondence, Food Stamp Program 1975*, box 5977, RG 16.

29 Série de lettres pétitionnaires envoyées à Richard Feltner, assistant du ministre de l'Agriculture en janvier 1975, en provenance des villes d'Allen Park, Taylor et Ferndale dans le Michigan, *General Correspondence, Food Stamp Program 1975*, box 5977, RG 16.

30 Lettre du 18 janvier 1975 adressée au ministère de l'Agriculture, *General Correspondence, Food Stamp Program 1975*, box 5977, RG 16.

ayant connu, par le passé, des épreuves : « Cela causerait une souffrance indicible à une génération qui a déjà beaucoup trop souffert. »³¹ Une allusion claire est faite ici aux deux guerres mondiales, mais sans doute plus encore à la Grande Dépression.

Les lettres adressées au ministère de l'Agriculture des États-Unis au sujet des *Food Stamps* offrent un tableau saisissant et original des effets et des représentations liés à un programme, somme toute, peu connu au-delà de ses caractéristiques institutionnelles. Par sa durée, par son ampleur financière, par la diversité des acteurs impliqués, il occupe une place particulière dans l'histoire américaine et celle de l'État social.

Le fin travail de dépouillement des courriers adressés au gouvernement permet de prendre directement la mesure des espoirs et des inquiétudes comme des récriminations suscitées par ce dispositif d'aide humanitaire gouvernemental, sur le terrain et « par le bas ». Une multitude d'acteurs interviennent, et loin d'être réduite à une simple relation de guichet entre bénéficiaires d'aides sociales et fonctionnaires, la nature des interactions apparaît beaucoup plus large, la circulation (réelle, attendue, promise ou potentielle) des coupons d'alimentation dévoilant une large page d'histoire sociale. En effet, même peu de temps après le début de leur mise en circulation, ils représentaient déjà, à l'échelle locale, non seulement un point d'appui alimentaire, nutritionnel et sanitaire indispensable pour les professionnels de santé et les cercles associatifs, mais également un enjeu social, économique et politique pour l'ensemble des groupes concernés.

En définitive, c'est bien la question de la solidarité et de la responsabilité qui est directement posée. Au-delà des critères administratifs d'éligibilité à une aide, à une forme d'assistance et d'appui, souvent évolutifs, le programme *Food Stamps* met surtout en jeu la question de la légitimité morale et éthique à obtenir une telle aide, dans un pays où le principe d'une assistance gouvernementale envers les citoyens démunis (rôle traditionnellement dévolu, aux États-Unis, aux Églises ou à la philanthropie) est encore, en grande partie, empreint de suspicion, voire de stigmatisation. Il n'est, dès lors, pas étonnant de voir les auteurs des lettres longuement argumenter leurs demandes pour y accéder ou en étendre l'accès. Au final, leur lecture permet néanmoins de constater les progrès accomplis, au tournant des années soixante et soixante-dix, en matière d'aide aux membres les plus fragiles de la communauté nationale, illustrant l'existence d'un devoir/droit fondamental.

31 Lettre du 17 janvier 1975, *General Correspondence, Food Stamp Program 1975*, box 5977, RG 16.

Bibliographie

- BAILEY Martha J. et DANZIGER Sheldon éd., 2013, *Legacies of the War on Poverty*, New York, Russell Sage Foundation.
- BOLTANSKI Luc, DARRÉ Yann et SCHILTZ Marie-Ange, 1984, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 51, p. 3-40.
- EISINGER Peter K., 1998, *Toward an End to Hunger in America*, Washington D.C., Brookings Institution Press.
- FASSIN Didier, 2000, « La supplique. Stratégies rhétoriques et constructions identitaires dans les demandes d'aide d'urgence », *Annales HSS*, vol. 55, n° 5, p. 955-981.
- GALER-UNTI Regina, 1995, *Hunger and Food Assistance Policy in the United States*, New York, Garland Publishing.
- HOYNES Hilary et SCHANZENBACH Diane, 2009, « Consumption responses to in-kind transfers : Evidence from the introduction of the Food Stamp Program », *American Economic Journal : Applied Economics*, vol. 1, n° 4, p. 109-139.
- HURET Romain, 2008, *La fin de la pauvreté. Les experts sociaux en guerre contre la pauvreté aux États-Unis (1945-1974)*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- KATZ Michael B., 2013, *The Undeserving Poor : America's Enduring Confrontation with Poverty*, New York, Oxford University Press.
- MACDONALD Maurice, 1977, « Food stamps : An analytical history », *Social Service Review*, vol. 51, n° 4, p. 642-658.
- MORAN Rachel Louise, 2011, « Consuming relief : Food stamps and the new welfare of the New Deal », *The Journal of American History*, vol. 97, n° 4, p. 1001-1022.
- NADASEN Premilla, 2005, *Welfare Warriors : The Welfare Rights Movement in the United States*, New York, Routledge.
- POPPENDIECK Janet, 2014, « Food assistance, hunger and the end of welfare in the USA », *First World Hunger Revisited : Food Charity or the Right to Food*, G. Riches et T. Silvasti éd., Londres, Palgrave Macmillan, p. 176-190.
- SKOCPOL Theda, 1992, *Protecting Soldiers and Mothers : The Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge, Harvard University Press.
- TANI Karen, 2016, *States of Dependency : Welfare Rights and American Governance, 1935-1972*, New York, Cambridge University Press.
- ZELIZER Viviana, 1994, *The Social Meaning of Money*, New York, Basic Books.

Le glanage alimentaire en milieu urbain, ou la constitution de « protections rapprochées »

MARTIN MANOURY

Le célèbre tableau de Millet peint en 1857 rend hommage à ces glaneuses ramassant les épis et restes de la récolte tombés au sol, condamnés à retourner à la terre. Il témoigne de la pauvreté rurale et des relations asymétriques de solidarité entre propriétaires terriens et sous-prolétaires de l'époque (Bruneteaux et Lanzarini, 1999), qui permettaient à ces familles de combattre la faim, de faire face aux potentielles pénuries à venir. Cette pratique se rattache à ce que Florent Quellier nomme une « culture de la faim », ainsi définie :

[...] un cadre mental essentiel pour qui veut comprendre l'univers paysan et plus largement celui de l'immense majorité de la population de l'Ancien Régime; soit une hantise de la disette liée à l'absence d'un approvisionnement alimentaire garanti pour le plus grand nombre, si vous préférez l'incertitude alimentaire du lendemain. (Quellier, 2007, p. 39)

Depuis¹, le modèle industriel de production agricole s'est imposé comme la norme de production dominante et les systèmes de protection et de solidarité se sont transformés. Les innovations technologiques du xx^e siècle ont permis à la France d'atteindre une certaine autonomie alimentaire, tout en effaçant les périodes de pénurie et de disette de la mémoire collective. Dans le même temps, l'accès à cette production par le plus grand nombre est rendu possible par une hausse générale du niveau de vie. L'institutionnalisation des systèmes de protection a joué un rôle majeur (Duvoux, 2011) et la mise en place de la Sécurité sociale en 1946 en est le point d'orgue. Bien que les marchés de consommation demeurent segmentés, l'accès à la

1 Je souhaite d'abord remercier les membres du comité de lecture dont les retours et suggestions m'ont permis d'améliorer considérablement cet article. Je souhaite ensuite remercier Fabienne Pavis, Mélodie Renvoisé, Angeliki Drongiti, Guillaume Lejeune, Claire Auzuret, Ayelén Martinez et Jone Galindez pour le temps pris, les échanges et les conseils lors de leurs relectures.

consommation marchande est alors pensé comme un facteur d'intégration des plus pauvres au reste de la société (Lazarus, 2018).

Cependant, depuis les années 1980, le système de protection collective, rattaché au statut de salarié et financé par les travailleurs eux-mêmes, dérive vers un système d'assistance qui tend à individualiser – par la contractualisation et la segmentation croissante de ces catégories de classement et d'action – les derniers filets de secours (Friot, 2012) : c'est la montée de « l'individualisme négatif » (Castel, 1995). Cette transition a accompagné la fragilisation progressive du statut des travailleurs (dont celui de salarié en premier lieu), ainsi que la précarisation croissante – et toujours en cours – des conditions d'emploi et de travail. Ces deux processus ont contribué à faire émerger, dans les années 1990, les « nouveaux pauvres » (Paugam, 1997) : des travailleurs qui, pour la plupart, ayant connu une relative stabilité sociale, notamment par l'accès à la propriété, ont vu, plus ou moins soudainement, leurs socles s'ébranler (travail, maison, famille), avant de tomber dans la pauvreté par la désaffiliation (Castel, 1990). C'est dans ce contexte que l'on observe dans les médias, à partir de la fin des années 1990, une résurgence de la pratique du glanage en milieu urbain, lieu de concentration des capitaux et des personnes. Le glanage des classes populaires est, une nouvelle fois, associé à la pauvreté, au manque et à la faim, tant par le faible capital économique de ces populations que par leur exclusion des circuits d'approvisionnement marchand.

Les études sur le glanage apparaissent au début des années 2000 et montrent une pratique qui a pour issue la revente des objets glanés : on parle alors de *biffins*. Elles mettent en avant la place importante occupée par la récupération dans l'économie informelle de différentes villes du globe (Barles, 2011)², participant de la survie économique de celles et ceux qui s'y adonnent (Raoulx, 1999 ; Florin, 2016 ; Gorbán, 2006). Sont mises au jour des organisations du travail hiérarchisées à l'échelle de la ville, parfois calquées sur des hiérarchies raciales (Florin, 2015). D'autres recherches évoquent la répression des pouvoirs publics sous l'impulsion de mobilisations d'habitants (Milliot, 2011) ou de représentants d'intérêts économiques privés (Florin, 2015), ainsi que les tactiques mises en place pour y échapper (Cirelli et Florin, 2016). Le glanage des populations plus aisées (détentrices de capital culturel) est aussi questionné par des travaux qui soulignent les dimensions politique et écologique que peut revêtir cette pratique (Corteel, 2015 ; Guien et Ramirez, 2017). On remarque que dans

2 Istanbul (Turquie), Le Caire (Égypte), Vancouver (Canada), Paris (France), Buenos Aires (Argentine).

nombre de ces recherches, l'accès au glanage se fait par le biais de collectifs structurés (associations en Europe ou coopératives, notamment en Argentine : Gorbán, 2006 ; Fernández Álvarez, 2016 et 2018). Elles mettent au jour l'intégration des glaneurs pauvres au reste de la société par la dimension productive ou militante de leur activité de récupération et de revente.

Dans cet article nous souhaitons au contraire porter notre regard sur les pratiques informelles de glanage qui ne se réinscrivent pas dans une économie instituée, en nous centrant sur l'activité de récupération alimentaire des fractions inférieures des classes populaires. Que se passe-t-il concrètement sur les lieux de glanage ? Quelles formes d'interaction les glaneurs entretiennent-ils avec les autres acteurs de la remballe de fin de marché ? Des transactions de divers ordres existent-elles, et sous quelles formes ? Le concept de culture de la faim est-il toujours pertinent pour rendre compte de la pratique de récupération en milieu urbain, en France, au XXI^e siècle ? Le propos de cet article est de montrer que le glanage ne peut se réduire à une pratique de survie uniquement liée à la faim, mais est inséré au sein de systèmes de transactions structurées par des obligations et valeurs morales spécifiques, relevant de ce que certains auteurs ont nommé « économie morale » (Fontaine, 2008 ; Fassin, 2009). Nous montrerons qu'adopter cette grille analytique permet de rendre visible la formation de protections rapprochées, c'est-à-dire des protections non institutionnelles basées sur des relations d'interconnaissances, historiquement antérieures aux formes de protections institutionnelles, et principalement centrées sur les réseaux familiaux (Castel, 1995 ; Weber, 2011). Pour restituer de tels systèmes matériels et symboliques et nous interroger sur leur sens, nous nous appuyons sur l'étude ethnographique de la fin d'un des marchés du centre de Nantes.

Encadré 1. Une observation participante au long cours parmi les sous-prolétaires

Commencée en 2016 dans le cadre du master, puis d'une thèse de sociologie toujours en cours, l'enquête de terrain repose sur une présence hebdomadaire sur les lieux de glanage et de sociabilité des enquêtés, principalement des espaces publics. Basée d'abord sur l'observation participante, puis sur la participation observante (Soulé, 2007), tout en ayant recours aux entretiens informels (Bruneteaux, Lanzarini, 1998), l'enquête est réalisée auprès d'une douzaine de personnes. Tous vivent en milieu urbain et sont disséminés dans différentes villes ou quartiers de la métropole. Majoritairement composés d'hommes seuls âgés de vingt-huit à soixante-dix ans, sans diplôme au-dessus du bac et issus des classes populaires, les individus au centre de cette enquête sont à la marge du marché du travail depuis de nombreuses années (pauvreté monétaire), pour la plupart en rupture familiale, et en relation avec diverses institutions d'aide sociale (pauvreté institutionnelle). L'éclatement de

leurs lieux de vie et le peu de ressources à leur disposition (économiques, sociales ou symboliques) les rendent vulnérables à l'isolement social, phénomène favorisant le maintien en situation de pauvreté (Auzuret, 2017). De manière plus générale, la thèse porte sur les pratiques économiques informelles de ces sous-prolétaires, mises en lien avec leurs usages et représentations des institutions de l'aide sociale. Pour cet article, nous retiendrons particulièrement les pratiques de glanage qui s'instaurent à la fin de l'un des marchés nantais, et qui se distinguent des autres par les interactions entre glaneurs et la configuration atypique prise chaque fin de semaine depuis 2012.

Encadré 2. Le glanage du marché de Talensac : une organisation collective, collaborative et informelle

Chaque dimanche vers 13h30, des glaneurs de différents milieux sociaux se coordonnent pour mettre en commun les denrées récupérées sur un marché bourgeois, doté d'une partie couverte et d'une partie extérieure (voir le croquis en annexe 1). En échange d'une participation des glaneurs à l'activité de remballage – qui consiste à jeter une partie des déchets (cagettes, cartons vides, bacs de glace) –, les vendeurs leur réservent une grande partie de leurs invendus. Une fois récupérés, ceux-ci sont déposés dans un espace extérieur au marché : le « trottoir d'en face ». Les invendus sont triés, puis organisés par les glaneurs, pour ensuite être mis à disposition de chacun (voir l'annexe 2). Il n'est possible de se servir qu'une fois le signal donné, lorsque tous les glaneurs sont de nouveau réunis (voir les annexes 3 et 4). Cette organisation collective, collaborative et informelle n'a pas d'existence administrative et regroupe en moyenne une trentaine de glaneurs chaque semaine. Elle perdure depuis 2012, car elle repose sur une base de fidèles assidus, une dizaine d'individus aux profils relativement variés qui constituent son noyau. Il y a d'abord les « anciens » : SDF ou anciennement SDF, qui se définissent comme des personnes « de la rue ». S'ajoutent les retraités et les chômeurs de longue durée, avec qui ils cumulent et partagent diverses formes de « handicap au sens large (infirmité, maladie, mais aussi vieillesse, enfance abandonnée, veuvage avec de lourdes charges familiales, etc.) » (Castel, 1995, p. 64), faisant d'eux des bénéficiaires réguliers des dispositifs d'assistance institutionnels (Dubois, 2010). En périphérie de ce noyau se positionnent étudiants et travailleurs précaires, dont la présence peut être tout aussi régulière que celle des « piliers », mais se révèle plus récente. Ce sont les individus les mieux insérés socialement, bien qu'ils soient eux-mêmes sujets à des formes de précarité économique.

Nous montrerons dans une première partie comment les glaneurs les plus pauvres de ce dispositif mobilisent cette configuration atypique de glanage pour développer des protections rapprochées, non pas entre membres d'une même communauté familiale, mais entre individus partageant certaines caractéristiques de conditions de vie (ou perçues comme telles), par-delà les différences générationnelles et les statuts socioprofessionnels. La seconde partie de l'article interroge la genèse des dispositions économiques de l'un des glaneurs pour qui la récupération occupe la majeure partie du

temps. Cette étude de cas (Passeron et Revel, 2005) vise à montrer que les dispositions économiques ne sont pas seulement déterminées par des situations de survie structurées par l'incertitude du lendemain, du manque et de la faim, mais qu'elles se sont constituées lors de phases de socialisation scolaire et professionnelle passées, transformant aussi bien les modalités d'action que le sens donné à la pratique.

Interdépendances multiples, économies morales et constitutions de protections rapprochées

Si le dispositif précédemment décrit centralise une large partie des denrées glanées de ce marché, il tend également à imposer une forme d'échange spécifique entre glaneurs et vendeurs, sous la forme de dons et de contredons (Mauss et Lévi-Strauss, 2010). Cependant, les pratiques de glanage de chacun des membres ne s'en trouvent pas pour autant uniformisées, car si l'absence de contrat formel entre vendeur et glaneur alimente une certaine insécurité sociale (Castel, 2003), d'autres logiques d'affiliation que la subordination par le rapport salarial se révèlent. Nous mobiliserons trois cas illustrant trois formes de glanage qui, chacune à sa façon, éclairent de manière complémentaire le développement de protections rapprochées. Ces trois cas n'ont pas été retenus pour leur caractère représentatif d'une réalité plus vaste, mais ont été jugés pertinents pour analyser des « logiques qui sont à l'œuvre chez bien d'autres individus, quoique sous des formes spécifiques et dans des contextes toujours singuliers » (Palheta, 2011, p. 60). Nous verrons que le premier des systèmes d'échanges non marchands présentés repose sur des valeurs morales de solidarité et d'entraide entre personnes qui, par-delà leurs différences de statuts socioprofessionnels, partagent des caractéristiques de conditions de vie communes. Le deuxième cas illustre comment le don d'invendus vise à amoindrir une dette morale (Bourdieu, 1976) contractée auparavant auprès d'un autre glaneur. Le troisième montre comment des biens glanés dans les poubelles, et donc ordinairement considérés comme sans valeur (Debary, 2019), offrent la possibilité au donateur de multiplier ses ressources sociales, matérielles et symboliques.

Aider les petits commerçants, illustration d'un glanage moral

Le marché de Talensac est réputé pour sa centralité et la qualité de ses produits ; il l'est également pour son prix de vente moyen, plus élevé que dans tous les autres marchés de la ville. Cependant, la richesse produite par

les commerces se répartit inégalement parmi les cent cinquante vendeurs hebdomadaires, comme le montre la configuration variable des « bancs » de commerçants³. Ces détails n'échappent pas au regard affûté des glaneurs réguliers, qui ajustent leur pratique et les termes de l'accord tacite construit avec les commerçants.

Observons la pratique de Jean⁴, qui adopte l'itinéraire type du glaneur du marché extérieur, bien qu'il soit l'un des rares à commencer son « petit tour » par son aile est, regroupant les producteurs de fruits et légumes, moins nombreux que les revendeurs de l'aile ouest. La probabilité d'en revenir avec des invendus est donc plus faible car, contrairement aux revendeurs, leurs productions vendues sont moindres et moins variées. Mais peu importe : Jean recherche en priorité des invendus « bio », mais surtout « locaux », qu'il présuppose issus d'un modèle agricole émancipé des logiques productivistes⁵. Vers 14 heures seulement il arrive dans l'aile ouest (zone 1 du croquis), plus tardivement que les autres glaneurs, pour se placer à une position inhabituelle : derrière un des stands qui longent les halles, à la place du vendeur où se trouve notamment la caisse de la journée. Il est en train d'attendre le retour d'Hassan, revendeur indépendant sans employé, parti chercher sa camionnette garée à quelques rues de là. Pendant son absence, Jean surveille la marchandise toujours exposée, achetée quelques jours plus tôt au marché d'intérêt national (MIN) de Nantes⁶. Sa camionnette fait partie des plus petites du marché, et le confinement de son espace de rangement nécessite une organisation particulière pour loger tous ses produits. Par l'ancienneté et la répétition de leur collaboration – ils s'entraident depuis deux ans –, Jean maîtrise l'ensemble des étapes et manières de faire spécifiques de ce vendeur. Ces relations de confiance et d'interdépendance solidement établies le placent dans une position d'em-

3 Le « banc » renvoie au support servant à présenter les denrées aux chalands. Plus le capital économique des vendeurs est élevé, et plus les bancs seront grands, nombreux, imposants et lourds à déplacer, et plus le nombre d'employés sera important.

4 Aujourd'hui âgé de trente-six ans, il glane depuis l'âge de dix-huit ans. Débutant d'abord par des objets et matériaux dans le but de reproduire ou fabriquer des instruments de musique déjà existants, il découvre le glanage alimentaire quelques années plus tard. À partir de ses vingt ans, les marchés nantais deviennent pour lui de nouveaux lieux de récupération qu'il investit désormais quotidiennement. N'ayant eu que peu d'emplois (seulement quelques semaines de saison en maraîchage), il bénéficie du RSA (revenu de solidarité active) depuis au moins dix ans. Sa pratique de glanage sur le marché de Talensac est antérieure à la mise en place de ce dispositif, en 2012 (voir encadré 2).

5 Il dénonce la présence sur les produits de résidus chimiques néfastes pour la santé à long terme, et responsables de la contamination et de l'aridification des sols.

6 Ce marché centralise une large partie des denrées alimentaires de la région, regroupant aussi bien des denrées de monoculture intensive, française ou autre, que des denrées labellisées « bio » et les surplus de production de petits producteurs de la région.

ployé : il manipule les fruits et légumes jugés vendables, donc toujours porteurs d'une valeur marchande ; il les entrepose d'abord dans des cagettes de bois vides, puis les empile sur le diable avant de les ordonner à l'arrière de la camionnette. Cette maîtrise de l'organisation et de la division du travail permet au commerçant de gagner un temps précieux pour terminer la remballe avant le passage des agents municipaux de la voirie, condition nécessaire au maintien de son emplacement chaque semaine.

En échange de ce « coup de main », Jean récupère les invendus d'Hassan, quelques denrées toujours porteuses d'une valeur marchande, et parfois reçoit la pièce⁷ en plus (Weber, 2000). À première vue, on pourrait penser que ce sont les apports matériels de cet échange qui motivent cette forme de glanage, bien que la quantité glanée soit souvent inférieure à celles des autres stands. Pourtant, la comparaison avec des pratiques d'échanges se déroulant quelques mètres plus haut fait douter de cette première interprétation. Florence, une commerçante labélisée « bio », qui en outre possède avec son mari deux laveries en ville, est présente chaque semaine depuis 2009. Ses deux employés arrivent à 8 heures chaque dimanche, et ne repartent avec un imposant camion qu'après avoir démonté et embarqué la structure du stand – composée d'une petite dizaine de tables d'exposition. Pendant ce temps, la patronne discute et « paye un coup » à d'autres commerçantes des halles, tandis que les glaneurs – principalement des étudiants – s'occupent des cagettes et cartons vides. En raison de cette division du travail accrue, le temps de glanage est plus court – une petite dizaine de minutes contre une vingtaine pour la remballe intégrale –, ce qui permet aux récupérateurs de passer à un autre stand et ainsi d'augmenter leur productivité, tout en glanant des denrées plus valorisées que celles du stand d'Hassan. Mais si Jean ne se joint pas à eux et préfère glaner moins de denrées, qui de plus s'écartent des normes de production qu'il valorise, c'est d'abord pour soutenir un commerçant dont il perçoit les signes de pauvreté : une structure commerciale de mauvaise qualité, une maîtrise imparfaite de la langue française liée à une migration récente et forcée, l'absence de locaux pour entreposer la marchandise qui reste la plupart du temps dans le camion. C'est également pour soutenir un commerçant dont il connaît une partie de la

7 J'emprunte à Florence Weber cette expression « donner la pièce », qu'elle mobilise pour rendre compte de transactions monétaires mais non marchandes (ici un échange de service contre une somme monétaire). Dans ce cas, l'interconnaissance et l'affect entre les deux parties de la transaction influent sur le montant, qui ne résulte donc plus de la rencontre entre l'offre et la demande. Le montant de la transaction est beaucoup plus élevé que celui du marché pour le même travail, puisque Jean reçoit d'Hassan cinq euros pour une durée de travail de quinze à vingt-cinq minutes maximum, quand le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissence) horaire brut se situe aux alentours de neuf euros de l'heure.

biographie : lors de son arrivée à Nantes, Hassan fut dans un premier temps hébergé par son voisin de palier, ce qui lui permit de découvrir le parcours migratoire et les conditions de vie précaires du revendeur. Jean dit préférer aider un commerçant « qui galère », plutôt que de se faire employer « par un patron qui s'en met plein les poches ». Cette interdépendance rappelle la distinction « eux » versus « nous » mise au jour par Richard Hoggart (1970), le « nous » se matérialisant ici par des relations de réciprocité fondées sur des valeurs morales d'entraide et de solidarité qui structurent cette interdépendance et donnent sens à cette forme de glanage.

Trouver des interdépendances : le déchet comme support de sociabilité et de hiérarchisation des relations

Les invendus pour amoindrir sa dette morale

Noé⁸ adopte quant à lui l'itinéraire type du glaneur des halles. Il est l'un des premiers à arriver, vers 13 h 20, et a pour habitude de « faire le tour » des stands de poissonnerie, boucherie et charcuterie (zone 2 du croquis). S'y employant chaque dimanche depuis au moins sept ans, il est désormais connu et reconnu des différents vendeurs qui attendent son passage pour lui donner leur poubelle de la journée. Une fois au niveau des bennes extérieures, Noé cherche à mains nues parmi les déchets, parfois sans ménagement ni crainte de se salir, talons⁹ et autres morceaux jetés, bien que toujours bons à la consommation. Il apporte ses trouvailles sur le « trottoir d'en face », où restent les glaneurs-passifs¹⁰. Parmi eux, Olivier, cinquante-cinq ans, un des personnages charismatiques du dispositif, est le glaneur le plus ancien du marché, qu'il fréquente assidûment depuis 1996.

8 Âgé de vingt-neuf ans, il glane sur ce marché depuis une dizaine d'années. Depuis février 2019, il travaille irrégulièrement pour une entreprise de BTP (sans être déclaré), où il occupe le bas de la hiérarchie de travail. Passionné de pêche, il complète parfois ses revenus en vendant aux restaurants de la côte proche de Nantes sa pêche de la journée (non déclarée). Il vit alternativement « à la rue », chez des amis ou chez ses parents qui habitent la ville.

9 Le « talon » peut être soit l'entame, soit la fin d'un rouleau de viande. Sont également glanés pièces de viande, terrine, foie gras, saucisses, merguez, etc.

10 Les glaneurs de ce marché peuvent se diviser en deux catégories, selon leur degré d'engagement et d'investissement dans le dispositif : les « glaneurs-actifs » et « glaneurs-passifs ». Les actifs sont ceux qui participent d'une manière ou d'une autre aux différentes étapes du dispositif, présentées dans l'encadré 1. Les passifs sont ceux qui n'y prennent pas part, bien que se servant d'invendus rapportés, triés puis organisés par les autres. La répartition entre les deux dépend surtout de l'état de santé physique des glaneurs. Beaucoup des « glaneurs-passifs » sont d'anciens « actifs », qui aujourd'hui n'ont plus les ressources corporelles pour satisfaire aux exigences du dispositif. Une autre catégorie de passifs, plus hétérogène, est formée par les nouveaux entrants, qui découvrent le fonctionnement. Les semaines qui suivent, ils passent dans la catégorie « actifs », sous peine de voir remise en cause leur légitimité à glaner sur ce marché.

Il est un des destinataires de ces denrées données sans mutualisation. Si ces transactions sont, à première vue, unilatérales, elles prennent place dans une série d'échanges dont il est difficile de déceler le don inaugural. Depuis de nombreuses années, Olivier mobilise ses connaissances des rouages de l'assistance administrative pour conseiller Noé, glaneur illettré, en l'aidant à déchiffrer son courrier, en le conseillant pour s'orienter vers le service social adapté à sa demande, et savoir quelle question poser pour obtenir tel type d'aide. Il partage également avec lui ses expériences « de la rue », qu'il a fréquentée pendant une bonne vingtaine d'années, en lui donnant son avis sur les « combines » trouvées par Noé pour améliorer ses conditions de vie, comme sur les fréquentations à maintenir ou éviter. Ainsi donnés à Olivier, ces invendus acquièrent une valeur d'usage des plus importantes, car ils viennent répondre de deux manières « aux enjeux sociaux qui peuvent se nouer autour de l'alimentation [des personnes de la rue, qui] tendent à renforcer le repli et l'isolement » (Caillavet *et al.*, 2005, p. 48) : d'une part, ces invendus permettent d'accéder à certaines denrées socialement marquées – ici la viande –, représentant un comportement alimentaire socialement valorisé des classes supérieures à la leur (Rius, 2014) ; d'autre part, le fait de pouvoir inviter, quand il le souhaite, des personnes à venir partager un barbecue improvisé le long de la Loire est un exemple de pratiques alimentaires qui permet d'avancer que celles-ci peuvent redevenir des vecteurs de socialisation (Caillavet *et al.*, 2005). Bien que jamais exprimés comme tels, ces dons sont une forme – parmi d'autres – de rétribution indirecte qui s'inscrit dans un ensemble de transactions sociales qui font système.

Le glanage comme recherche de nouvelles interdépendances

Le temps de plusieurs allers-retours, il est déjà 14 heures passées, heure à laquelle Noé rejoint Patrick¹¹, autre personnage central du dispositif. Ensemble, ils se dirigent vers « le stand de Yannick », une poissonnerie des halles, pour participer à la remballe. Cette aide consiste d'abord à évacuer la glace du banc d'exposition dans une dizaine de bacs en plastique posés sur un chariot, pour ensuite les monter jusqu'aux bennes extérieures. L'eau coule sur le sol et sur les pieds de ceux qui les vident, la glace fondue éclabousse : mains et vêtements sentent le poisson. Le sol pentu de la place accentue le poids à transporter, la hauteur dissuasive des bennes¹² rend le vidage de la glace particulièrement complexe, et demande à celui qui s'en

11 Ce glaneur sera présenté de manière approfondie dans la seconde partie de cet article.

12 Elles sont suffisamment hautes pour qu'il ne soit pas possible d'y entrer.

charge une dextérité experte¹³. Une fois les bacs vidés, il faut les redescendre à l'intérieur des halles et frotter le banc d'exposition en métal, gelé par la glace désormais enlevée. La cadence est soutenue, sous l'œil attentif de l'employé qui, pour sa part, s'occupe de laver sol et ustensiles. Il veille à ce qu'aucun des recoins, marqués par des pièces métalliques tranchantes, ne soit oublié. En échange de ce travail, les invendus, dont le contenu varie chaque semaine, ont été soigneusement mis de côté un peu plus tôt¹⁴.

Ces formes d'accords entre glaneurs et vendeurs, stabilisées par l'interdépendance, permettent aux premiers de s'assurer l'accès à des produits frais de qualité, tout en contournant la dimension marchande (excluante) de leur accès. En s'insérant dans l'organisation du travail, ils deviennent une main-d'œuvre de circonstance, gratuite et relativement stabilisée. En effectuant les basses tâches de la remballe – qui nécessitent un investissement physique parfois éprouvant et un savoir-faire non reconnu impliquant une très forte proximité à la souillure –, ils permettent à l'employé d'occuper une fonction jusqu'alors remplie par le patron, celle de contremaître. Ce glissement de position temporaire participe d'une rétribution symbolique, dans la mesure où cette posture est ordinairement dévolue à une position hiérarchique supérieure. Ces systèmes d'échanges permettent aux glaneurs de mettre à distance les logiques d'assistance qui dominent l'accès à la nourriture des dispositifs d'aide institutionnelle et associative (Retière et Le Crom, 2018), dont une des caractéristiques principales est la dimension unilatérale et asymétrique – parfois formalisée par un règlement intérieur – qui définit les interactions entre personnels et bénéficiaires.

Les invendus relevant de cette troisième forme d'accord avec les vendeurs de poisson ne sont mutualisés qu'en cas de grande quantité glanée : passent en premier « ceux qui ont travaillé ». L'effort physique et la proximité de la souillure, plus importants que pour la récupération de fruits et légumes, le justifient aux yeux de ces derniers. Cependant, une partie de ces denrées est rapidement mise à disposition pour une consommation immédiate : « l'apéro ». Ce moment de sociabilité hebdomadaire rassemble une petite

13 Il faut réussir à tenir en hauteur et d'une seule main le bac de glace, afin de le renverser d'un rapide mouvement de poignet au-dessus des bennes pour éviter d'en renverser sur soi et autour des bennes. Cette précision est importante, car la « propreté » du marché et, notamment, aux alentours des bennes donne régulièrement lieu à des plaintes de la part du voisinage et à des conflits entre les commerçants, et elle est une des conditions implicites pour que les glaneurs puissent continuer de glaner.

14 On y trouve généralement des pavés de saumon, des ailes de raie, du merlu, de la sole, du thon, du rouget, des moules, des crevettes, des crabes et parfois des homards, ainsi qu'une multitude d'autres poissons. La valeur marchande des denrées dépasse largement la valeur de ce « coup de main » rapporté au marché du travail, c'est-à-dire la rémunération salariale.

dizaine de glaneurs, souvent les plus pauvres, restés après que chacun s'est servi dans les invendus rapportés sur le « trottoir d'en face ». Très souvent, Patrick initie ce rituel : en rassemblant quelques cagettes, il confectionne une petite table de fortune, déplie un tissu, un torchon ou un sac plastique qu'il dépose en guise de nappe. Les denrées préalablement sorties sont ensuite découpées puis disposées sur la table, placées au centre du groupe. Parfois, une bouteille de mousseux ou de muscadet passe de bouche en bouche, pendant que la table-plateau fait un premier tour de main en main.

Cet instant de convivialité fait donc perdurer le temps des sociabilités, et par là même celui des transactions, qui se différencie du précédent par l'introduction d'objets et de denrées allogènes au marché. Les glaneurs sous-prolétaires toujours présents se donnent, s'échangent, ou se vendent alors d'autres produits de nécessité quotidienne. Parmi eux, Patrick, dont le réseau de récupération s'étend sur plusieurs quartiers, et recouvre différents types de commerces¹⁵. Il se saisit de l'apéro pour distribuer, par des transactions interpersonnelles sans contrepartie immédiate, une partie de son butin hebdomadaire¹⁶. Mais pratiquer ces dons sans retour immédiat ne demeure pas sans bénéfice : en concentrant et redistribuant une grande partie des denrées et objets glanés, il capitalise ainsi un ensemble d'obligations et de dettes qui seront acquittées de deux manières. D'une part, par des rétributions symboliques – telles que respect, honneur et fidélité – participant de sa position (dominante) dans le dispositif¹⁷ et dans les hiérarchies informelles des systèmes d'échange non marchand et des groupes de sociabilité (Bourdieu, 1976 ; Fontaine, 2008 ; Schijman, 2013). D'autre part, par des rétributions sous forme de service, en fonction du capital matériel des créditeurs. Ces échanges lui ont permis, en moins d'une année, de résoudre, au moins partiellement, différentes problématiques de sa vie quotidienne : il a pu accéder à une machine à laver en se faisant laver ses vêtements par une autre glaneuse, et pallier partiellement ses déplacements sans titre de transport valide, en trouvant une personne proposant sa voiture pour certains de ses trajets. Ainsi, en passant par ces systèmes d'échanges, les biens glanés dans les poubelles lui permettent d'accéder à des services présents dans les sphères marchandes mais desquels il est ordinairement exclu par son faible

15 Des bennes d'entrepôt industriel, celles de la grande distribution, des fins de brocante, mais aussi des poubelles de particuliers.

16 Principalement des vêtements, mais également d'autres biens de consommation comme des cigares, ou des objets qui trouveront une valeur d'usage auprès des destinataires (crayons, pinces, cadres en bois, éclairage de vélos, etc.).

17 Il fait partie des trois glaneurs légitimes à donner le signal, et donc à permettre à chacun de se servir, sa parole et sa présence n'étant jamais remises en cause (publiquement).

capital économique. La multiplication de ces formes de dons s'inscrit également dans une stratégie d'accumulation de nouvelles formes d'interdépendance : rechercher des liens de réciprocité à moindres frais par la création de dette morale permet de repérer quelles sont les personnes « fiables » qui s'acquitteront de leurs dettes, pour ensuite bénéficier de ces liens d'interdépendance tout en continuant de les alimenter chaque semaine. Cela prend d'autant plus de sens que la configuration de glanage décrite précédemment permet de regrouper différents profils de glaneurs, aux ressources et capitaux économiques, culturels, sociaux et matériels inégaux, augmentant ainsi la probabilité de diversifier ses futures ressources. Ainsi, en analysant les cas de ces trois systèmes d'échanges, nous avons voulu montrer que le glanage alimentaire ne se limite pas à la faim mais s'insère dans des relations denses, marquées par des interdépendances et relations d'entraide, desquelles ces glaneurs sous-prolétaires dépendent pour alimenter matériellement et symboliquement leur vie sociale, par les logiques d'honneur et de prestige qui y sont rattachées.

De la faim au choc moral : genèse de dispositions économiques non marchandes

Patrick se distingue des autres glaneurs de ce marché par l'étendue de son réseau de glanage – il dit accumuler « plus d'un SMIC de bouffe par mois ». Mais bien qu'étant en situation de pauvreté monétaire et administrative depuis de nombreuses années, il ne cherche pas pour autant à convertir ce capital matériel accumulé en capital économique. Le cas de Patrick n'est pas retenu pour son caractère « représentatif » (Beaud et Weber, 1997, p. 205), « mais [pour] sa capacité à faire toucher du doigt des configurations sociales ou, pour le dire autrement, à permettre des “descriptions denses” (Geertz, 1998) de systèmes de relations » (Palheta, 2011, p. 60). Dans la lignée des travaux s'inscrivant à l'encontre de la notion de culture de pauvreté (Lewis, 1966 ; Duvoux, 2010), il s'agit de montrer que ces dispositions économiques non marchandes se sont formées non pas dans des contextes de pauvreté où la faim aurait structuré ces pratiques alimentaires et économiques, mais qu'elles l'ont été au contraire lors de socialisations scolaire et professionnelle, à l'intérieur du reste de la société.

Patrick fait partie de ces nombreux glaneurs sous-prolétaires « enfants de la DASS ». Il passe par plusieurs familles d'accueil, jusqu'à ses dix-huit ans. L'entrée dans l'institution scolaire marque la découverte de sa marginalité et de sa violence. Considéré comme « mauvais élève », aussi bien du

fait de ses résultats que de ses rapports conflictuels avec les autres élèves et l'institution, il est rapidement orienté vers une formation professionnelle, comme nombre d'enfants des classes populaires à distance de la culture scolaire (Palheta, 2011). Cette orientation révèle sa volonté de s'émanciper des dispositifs d'assistance en « trouvant un métier », mais aussi son besoin de conjurer la peur de la disette, due à une enfance marquée par la privation :

J'ai abandonné l'école, on m'a rattrapé finalement pour faire un CAP de boulanger-pâtissier [...]. Donc moi je me suis dit quoi? Je me suis dit : « Bah j'aurai à manger. Au moins j'aurai à manger. » Terminé les bouts de croûtons tout durs, et les pâtes même pas cuites avalées en s'cret dans la chambre, quoi. Terminé, ça sera fini ça. Et c'est vrai qu'effectivement c'était fini parce que, du coup, notre prof s'arrachait vers 11 heures, et comme on était plutôt des bons gars, il nous laissait vaquer à nos occupations. Donc on avait un super plan, qui consiste à remplir un moule à brioche avec de la pâte briochée, et à l'intérieur mettre des oignons, des lardons, mettre de la crème fraîche, du fromage, tu refermes le haut du moule, tu fous ça au four éteint une fois que les baguettes ont été cuites, le four est encore dans les deux cents degrés, tu sors ça du four et avec les copains on se partageait ça. (Patrick, 42 ans, glaneur de marché depuis 1998, entretien réalisé en 2018)

C'est donc avec ses camarades apprentis qu'il rompt ces périodes de privation vécues avec ses familles d'accueil, et qu'il développe des interconnaissances positives dont le partage de nourriture est le support : il éprouve dès lors une double fonction d'un repas partagé, celle de la sociabilité alimentaire (Larmet, 2002) et du resserrement des liens – fonctions que l'on retrouve lors de l'apéritif post-glanage. Attiré par les études, il obtient un DAEU¹⁸ puis occupe un emploi de boulanger-pâtissier pour financer ses deux années en faculté de langues, qu'il commence en parallèle. C'est à cette période qu'il glane pour la première fois, au marché de Talensac. Motivé par un faible capital économique, le glanage est stigmatisant parce que lié à la nécessité. Cependant, il développe des tactiques de présentation de soi atténuant le poids de la dette morale induite par le don :

J'avais une technique aussi à l'époque, j'avais des petits chats, j'habitais juste en face. Et donc je disais quoi? Je disais : « Est-ce que vous avez du poisson pour un p'tit chat? », alors la dame elle me disait : « Tiens, ça c'est pour le petit chat, et ça c'est pour toi. » Je disais « merci madame » [rires]. (Patrick, 42 ans, glaneur de marché depuis 1998, entretien réalisé en 2018)

Contrairement aux formes de glanage qu'il pratique actuellement, ces premières expériences se rapprochent du glanage charitable, dans la mesure où sont reproduites les transactions unilatérales de l'assistance, sans

18 Le diplôme d'accès aux études universitaires, une équivalence au baccalauréat.

contrepartie. C'est au fil de ses expériences professionnelles que se transforme le sens donné à la pratique et les modalités d'action qui lui donnent forme. Après avoir « laissé tomber » ses études en langues étrangères, il travaille en grande distribution où il se rend compte de l'ampleur du gaspillage quotidien. La découverte des normes sanitaires de cet espace marchand distinguant une denrée d'un déchet suscite son incompréhension¹⁹. Du fait de sa trajectoire, il vit comme une injustice ces normes et leurs conséquences – jeter des denrées toujours consommables – dont il a déjà éprouvé l'absurdité lors de ses expériences antérieures de récupération :

Il n'y avait le droit de rien prendre. Tout passait dans un broyeur à l'époque. Ils avaient une espèce de benne avec un vérin, une espèce de truc avec une plaque à l'intérieur en métal, qui compressait tout en fait. Tout y passait hein ! Le plastique, la viande, les chocolats. Mon frère au départ il était au rayon frais, si par malheur en ouvrant le carton il y avait un coup de cutter qu'atterrissait dans un sachet de Kinder Bueno, bah le Kinder Bueno il allait à la poubelle avec la tarte aux pommes et puis les tranches de veau, quoi. (Patrick, 42 ans, glaneur de marché depuis 1998, entretien réalisé en 2018)

Afin d'éviter une partie de ce gâchis alimentaire quotidien, il développe des tactiques pour passer outre les règles ordinaires de gestion des déchets, et contourner le droit de propriété en rendant à ces invendus leur statut de *res derelictae* (Cavé, 2015). Ainsi, au lieu de les jeter dans le compresseur, il les lance dans la haie matérialisant les limites de la propriété, pour ensuite les ramasser une fois la journée de travail terminée. Initialement pratique de survie pour combler la faim, le glanage devient un acte de résistance et de contestation d'un ensemble de valeurs dont il ne reconnaît pas la légitimité. Cette transformation résulte d'un « choc moral », au sens où l'entend Christophe Traïni :

[...] une réaction très vive, viscérale, ressentie physiquement parfois même jusqu'à l'écoeurement, la nausée, le vertige ; elle conduit celui qui y est confronté à jauger et juger la manière dont l'ordre présent du monde semble s'écarter des valeurs auxquelles il adhère ; [...] cette expérience sociale suscite un sentiment d'épouvante, de colère, de nécessité d'une réaction immédiate, qui commande un engagement dans l'action, et ce en l'absence même des facteurs favorables généralement soulignés par les théories de l'action collective. (Traïni, 2009, p. 101-102)

Ce choc moral connaît une seconde phase, quelques années plus tard, lorsqu'il travaille à plein temps dans une des pâtisseries du MIN nantais. Cette fois-ci, étant plus proche de son supérieur en raison du nombre res-

19 Ces normes ne se fondent pas tant sur la comestibilité des produits vendus que sur celle de l'apparence physique d'une denrée à vendre.

treint d'employés, il tente de le convaincre d'éviter, là encore, une importante perte hebdomadaire :

Déjà au MIN on me faisait virer cinquante kilos de gâteaux tous les week-ends, tous les vendredis. J'suis entre cinquante et quatre-vingts kilos de gâteaux tous les vendredis. Et donc un jour, j'ai dit à mon patron : « Il y a une antenne du Secours populaire à l'intérieur, on ne pourrait pas leur donner en direct ? », et tu sais quoi ? Il me dit : « Bah non, non on ne peut pas Patrick, à cause des dates et tout ça ». ²⁰ (Patrick, 42 ans, glaneur de marché depuis 1998, entretien réalisé en 2018)

De ce choc moral et de son incompréhension des justifications légalistes, il développe, en complicité avec les salariés des autres entreprises présentes au MIN, de nouvelles tactiques de résistance à sa hiérarchie, prenant cette fois-ci la forme de dons ou contre-dons :

Donc moi je m'arrangeais avec les maraîchères, et puis je passais avec mon vélo, avec deux sacs de cinquante litres remplis de crêpes et de galettes, et je donnais ça par la petite fente, aux gars de l'aquarium. Et eux ils me connaissaient bien hein ? Quand j'arrivais le vendredi, je passais et tout, ils disaient « bon Patrick, t'as quoi pour nous aujourd'hui ? », « bah là je t'ai ramené dix paquets de crêpes, et dix paquets de galettes, euh chacun », « Oh bah c'est très bien, ça va nous faire le week-end, impeccable, merci Patrick », et tout. Et des fois tu sais ce qu'ils me faisaient ? Le plus grand truc qu'ils m'ont fait : je suis rentré, ils avaient dû passer une nuit à boire, ils jouaient du djembé, donc ils avaient branché le djembé sur le micro du MIN pour dire « oui les camions machin-machin », et ils m'ont allumé, au fur et à mesure de ma progression en vélo, tout le MIN, j'étais un des premiers à rentrer, il devait être 5 heures et demie du matin, et du coup je rentre et ils m'ont allumé tous les trucs des légumes, jusqu'au boulot ! (Patrick, 42 ans, glaneur de marché depuis 1998, entretien réalisé en 2018)

Les contre-dons sont ici de deux ordres. Le premier est matériel et concerne les individus en mesure d'échanger leurs propres invendus (des gâteaux contre des légumes). Le second est symbolique (la musique et l'éclairage progressif sur son passage), bien qu'également issu des outils de production mais dont l'usage a été détourné. Les bénéfices de ces contre-dons sont d'autant plus significatifs qu'ils participent de la revalorisation symbolique d'un individu au travail précaire et aux conditions de travail pénibles²¹. Ainsi, ces réactions au choc moral mettent en avant « non pas une simple “mobilisation” – mais bien une constitution de réseaux inédits

20 Cette scène se passe avant la mise en place de la loi n° 2016-138 du 11 février 2016, qui oblige les commerces à donner leurs invendus aux associations demandeuses et capables d'assurer les normes sanitaires en vigueur, dont le maintien de la chaîne du froid.

21 Ses horaires de nuit ne sont pas rémunérés comme tels, et il juge les conditions de travail néfastes à sa vie de couple.

parfois même improbables» (Traïni, 2009, p. 103). En l'occurrence, le développement de ces réseaux sous forme de système d'échange n'est pas si improbable, dans la mesure où ces types d'échanges non marchands sont très présents au sein du MIN. Ne se limitant pas aux glaneurs, ils interviennent de manière ordinaire dans les échanges marchands entre vendeurs et revendeurs :

PATRICK H. : Et puis bon il y a des arrangements au MIN tout le monde le sait. Un jour tu dégages dix cartons de poires à un gars parce que ça le fait chier, il va pas les vendre et elles sont perdues. Lui du coup il perd déjà des thunes au MIN. Et bah, quand tu reviens, t'as le droit à je ne sais pas, cinq cartons de pommes de terre en plus, admettons.

Martin MANOURY : Parce que tu l'as dégage de...

PATRICK H. : ... ses cagettes de poires qui allaient pourrir et se perdre et que le mec il allait pas voir le sou de ses poires, quoi. (Patrick, 42 ans, glaneur de marché depuis 1998, entretien réalisé en 2018)

Le fait de développer ou non des systèmes d'échanges tient d'une mise en conformité de ses pratiques à celles communément admises dans le milieu où elles s'inscrivent. En effet, le management au sein de la grande distribution tend à individualiser les salariés et à limiter le plus possible leurs interactions. De ce fait, ne pouvant développer des relations de confiance nécessaires à la divulgation de pratiques illégales, les tactiques de récupération individuelle demeurent discrètes et non revendiquées. En effet, par leur invisibilisation recherchée et nécessaire à leur reproduction, ces actes isolés ne sont pas clamés, car leur mise en lumière serait fatale pour l'emploi des personnes concernées. En revanche, dans un autre espace où la pratique de récupération est beaucoup plus courante (au MIN), Patrick se conforme là aussi aux pratiques dominantes du milieu, permettant le dévoilement de systèmes d'échanges informels entre individus. Parallèlement, le sens donné à la pratique évolue dans la mesure où d'une récupération de denrées comme moyen de subsistance, le glanage devient une forme de résistance, individuelle puis collective, par la mise en place d'un système d'échanges non marchands au sein d'espaces de transactions marchandes. Ces dispositions aux dons et contre-dons sont intériorisées puis reproduites dans d'autres milieux où ces systèmes d'échanges sont moins courants : c'est, à première vue, le cas du glanage alimentaire.

En mobilisant l'économie morale de ces glaneurs sous-prolétaires comme cadre analytique (Fontaine, 2008), nous avons voulu montrer que si la faim peut occuper une place importante dans les conditions d'entrée dans la pratique de récupération alimentaire, elle n'en devient pas pour autant un

élément structurant. Car si le glanage demeure une manière de se nourrir, il est aussi utilisé, par des personnes en manque de ressources et de protections collectives institutionnalisées, pour développer de nouvelles formes de protections rapprochées. Ces dernières prennent la forme de relations de réciprocité reposant sur des interdépendances matérialisées par des systèmes de transactions non marchandes, structurées par des valeurs morales d'entraide et de solidarité, et développées entre personnes partageant des trajectoires ou conditions de vie similaires (ou perçues comme telles). Cette recherche de protection, par la pratique de don et la notion de dette, régule, structure, stabilise et ordonne les sociabilités et interdépendances d'individus à la marge des collectifs protecteurs, aussi bien ceux du travail, par le statut lié à l'emploi, que ceux de la famille comme institution de préservation et de reproduction.

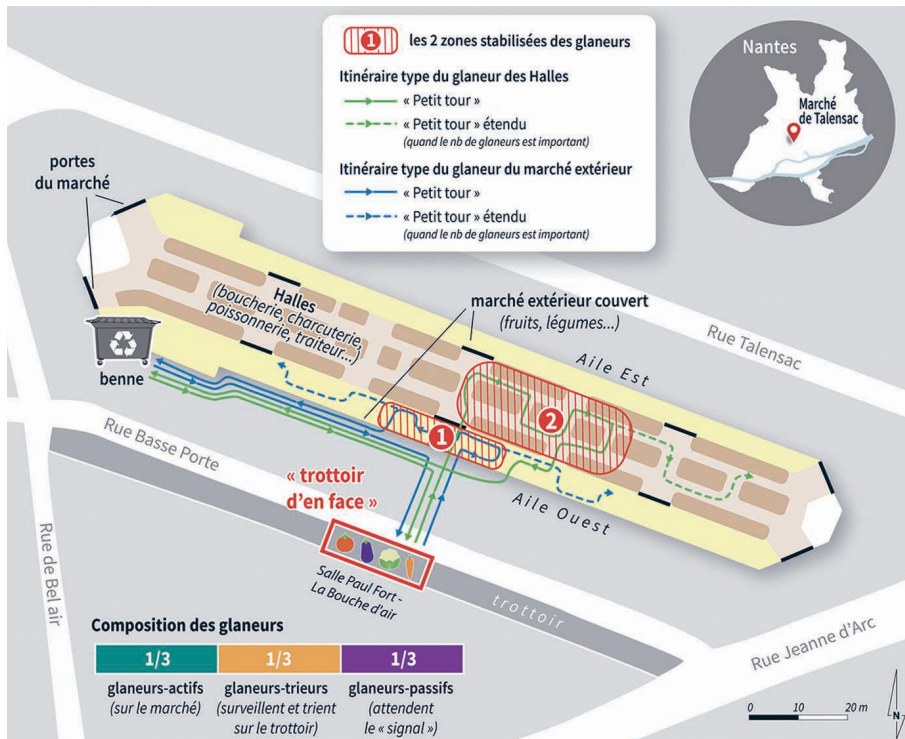
Bibliographie

- AUZURET Claire, 2017, *Analyse des processus de sortie de la pauvreté. Pauvre un jour, pauvre toujours?*, thèse de doctorat de sociologie, université de Nantes.
- BARLES Sabine, 2011, « Les chiffonniers, agents de la propreté et de la prospérité parisiennes au XIX^e siècle », *Les travailleurs des déchets*, D. Corteel et S. Le Lay éd., Toulouse, Érès, p. 45-67.
- BEAUD Stéphane et WEBER Florence, 1997, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.
- BOURDIEU Pierre, 1976, « Les modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2-3, p. 122-132.
- BRUNETEAUX Patrick et LANZARINI Corinne, 1998, « Les entretiens informels », *Sociétés contemporaines*, vol. 30, n° 2, p. 157-180.
- 1999, *Les nouvelles figures du sous-prolétariat*, Paris-Montréal, L'Harmattan.
- CAILLAVET France, DARMON Nicole, LHUISSIER Anne et RÉGNIER Faustine, 2005, *L'alimentation des populations défavorisées en France. Une revue de la littérature dans les domaines économique, sociologique et nutritionnel*, Ivry-sur-Seine, Document de travail n° 04-09.
- CASTEL Robert, 1990, « Le roman de la désaffiliation. À propos de Tristan et Iseut », *Le débat*, vol. 61, n° 4, p. 155-167.
- 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- 2003, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?* Paris, Le Seuil.
- CAVÉ Jérémie, 2015, *La ruée vers l'ordure. Conflits dans les mines urbaines de déchets*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- CERPHI (CENTRE D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE SUR LA PHILANTHROPIE), 2009, *Les glaneurs alimentaires*, Rapport d'étude qualitatif, remis à la DIISES pour le haut-commissariat aux Solidarités actives contre la pauvreté le 9 janvier 2009.
- CIRELLI Claudia et FLORIN Bénédicte, 2016, « Les récupérateur-e-s de déchets, entre

- marginalisation et reconnaissance », *Mouvements*, vol. 87, n° 3, [URL : mouvements.info/recuperateurs-de-dechets/].
- CORTEEL Delphine, 2015, « Des déchets faire surgir une capacité d’agir. Enquête dans une association berlinoise de récupération », *Ethnologie française*, vol. 45, n° 3, p. 511-522.
- DEBARY Octave, 2019, *De la poubelle au musée. Une anthropologie des restes*, Grane, Créaphis.
- DUBOIS Vincent, 2010 [1999], *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica.
- DUVOUX Nicolas, 2010, « Repenser la culture de la pauvreté », *La vie des idées*, n° 5, [URL : lavedesidees.fr/Repenser-la-culture-de-la-pauvrete.html].
- 2011, « Nouveaux pauvres, nouvelles politiques », *Revue des politiques sociales et familiales*, n°104, p. 7-17.
- FASSIN Didier, 2009, « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, sciences sociales*, vol. 64, n° 6, p. 1237-1266.
- FERNÁNDEZ ÁLVAREZ María Inés, 2016, « Experiencias de precariedad, creación de derechos y producción colectiva de bienestar(es) desde la economía popular », *Revista Ensamble*, n° 4-5, p. 72-89.
- 2018, « Más allá de la precariedad : prácticas colectivas y subjetividades políticas desde la economía popular argentina », *Íconos. Revista de Ciencias Sociales*, n° 62, p. 21-38.
- FLORIN Bénédicte, 2015, « Les chiffonniers du Caire. Soutiers de la ville ou businessmen des ordures ? », *Ethnologie française*, vol. 45, n° 3, p. 487-498.
- 2016, « De l’indignité à l’indignation : petites luttes, résistances quotidiennes et tentatives de mobilisation des récupérateurs de déchets à Istanbul », *Cultures & conflits*, vol. 101, n° 1, p. 99-119.
- FONTAINE Laurence, 2008, *L’économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l’Europe préindustrielle*, Paris, Gallimard.
- FRIOT Bernard, 2012, *Puissances du salariat*, Paris, La Dispute.
- GEERTZ Clifford, 1998, « La description dense : vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, n° 6, p. 73-105.
- GIROLA Claudia, 2011, « Du don à la transaction : le cas des personnes sans abri », *Les paradoxes de l’économie informelle. À qui profitent les règles ?*, L. Fontaine et F. Weber Florence éd., Clamecy, Karthala, p. 185-205.
- GORBÁN Débora, 2006, « Trabajo y cotidianidad. El barrio como espacio de trabajo de los cartoneros del Tren Blanco », *Trabajo y Sociedad*, vol. 7, n° 8, [URL : sud.hypotheses.org/510].
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, 1989, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil.
- GUIEN Jeanne et RAMIREZ Violetta, 2017, « Travailler à consommer. Expérimentation et émancipation dans les pratiques de consommation alternative », *Terrains et travaux*, vol. 31, n° 2, p. 45-62.
- HOGGART Richard, 1970, *La culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minit.
- LARMET Gwenaél, 2002, « La sociabilité alimentaire s’accroît », *Économie et statistique*, n° 352-353, p. 191-211.
- LAZARUS Jeanne, 2018, « Consommer pour faire partie de la société », *Revue Projet*, vol. 367, n° 6, p. 33-40.
- LEWIS Oscar, 1966, *La Vida : A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty – San Juan and New York*, New York, Random House.

- MAUSS Marcel et LÉVI-STRAUSS Claude, 2010 [1950], *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- MILLIOT Virginie, 2011, « Les biffins ou l'organisation de la misère ? », *Territoires*, ADELS [Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale], 2011, p. 46-49.
- PALHETA Ugo, 2011, « Enseignement professionnel et classes populaires : comment s'orientent les élèves "orientés" », *Revue française de pédagogie*, vol. 175, n° 2, p. 59-72.
- PASSERON Jean-Claude et REVEL Jacques, 2005, *Penser par cas*, Paris, EHESS.
- PAUGAM Serge, 1997, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France.
- QUELLIER Florent, 2007, *La table des français. Une histoire culturelle, XV^e-début XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- RAOULX Benoît, 1999, « La pratique de l'espace urbain des populations marginales : l'exemple des "binners" de Vancouver », *Espace, populations, sociétés*, vol. 17, n° 2, p. 353-357.
- RETÈRE Jean-Noël et LE CROM Jean-Pierre, 2018, *Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- RIUS Pía V., 2014, « Consommation et modes de vie dans le mouvement des travailleurs desocupados en Argentine (2003-2007) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, [URL : doi.org/10.4000/nuevomundo.67462].
- SCHIJMAN Émilía, 2013, *Vivre à crédit. Pauvretés, économie et usages du droit dans un grand ensemble à Buenos Aires*, thèse de doctorat de sociologie, université Paris Diderot – Paris 7.
- SOULÉ Bastien, 2007, « Observation participante ou participation observante ? Usages et justification de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, vol. 27, n° 1, p. 127-140.
- TRAÏNI Christophe, 2009, « Choc moral », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, O. Filieule, L. Mathieu, C. Péchu éd., Paris, Presses de Sciences Po, p. 101-107.
- WEBER Florence, 2000, « Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand Partage », *Genèses*, n° 41, p. 85-107.
- 2011, « Qu'est-ce que la protection rapprochée ? Réciprocité, solidarité quotidienne et affiliation symbolique », *Repenser la solidarité*, S. Paugam éd., Paris, Presses universitaires de France.

Annexes



Annexe 1. Inscriptions spatiales des glaneurs de Talensac

Crédit : croquis co-réalisé par Simon Charrier, laboratoire de géographie ESO de l'université de Nantes, et Martin Manoury, CENS, université de Nantes.



Annexe 2.

Le tri

Les glaneurs-trieurs sont en train d'achever le tri, sous l'œil attentif de trois des « anciens » installés à droite. À gauche, les glaneurs-actifs revenus du glanage de l'aile ouest et des halles centrales discutent et attendent d'être autorisés à se servir. Crédit: Martin Manoury, cliché personnel.



Annexe 3.

L'attente du signal

Le personnage charismatique est seul entre les deux rangées d'invendus disposées au sol; l'ensemble des glaneurs attendent autour des cagettes qu'ils observent, cabas en main: le « signal » va bientôt être donné. Crédit: Martin Manoury, cliché personnel.



Annexe 4.

Le « signal »

Le « signal » vient d'être donné, les glaneurs sont alors autorisés à se saisir des invendus, occupant ainsi l'espace entre les deux rangées. Crédit: Martin Manoury, cliché personnel.

Going hungry for Dyett : grève de la faim pour l'éducation publique à Chicago, don de soi et défense des intérêts de la « communauté »

CLÉMENT PETITJEAN

Le 17 août 2015, à Chicago, douze personnes lancent une grève de la faim pour protester contre la fermeture imminente du lycée Walter H. Dyett par Chicago Public Schools (CPS), l'instance chargée d'administrer le système scolaire municipal¹. Situé dans le quartier de Washington Park, au sud de la ville, Dyett est alors le dernier lycée public non sélectif des environs. CPS s'apprête à le fermer en raison d'une forte diminution des effectifs et de mauvais résultats scolaires. Depuis le début des années 2000 en effet, cette administration promeut une politique volontariste de « libre choix » en multipliant la création d'établissements publics sélectifs pour attirer vers l'enseignement public les catégories sociales les plus aisées de la ville (Ewing, 2018). Dans ce quartier où 96 % de la population est noire, le taux de chômage s'élève à 31,8 % et 61,1 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Ces indicateurs confirment le constat selon lequel Chicago est l'une des villes les plus ségréguées des États-Unis (Sampson, 2013), avec des écarts d'espérance de vie allant jusqu'à trente ans entre les quartiers les plus pauvres et les plus riches. Cette situation se manifeste dans le système d'enseignement public par l'augmentation, depuis les années 1970, du taux de ségrégation raciale, en dépit des politiques fédérales antidiscriminatoires mises en place dans la foulée du mouvement pour les droits civiques (Neckerman, 2007). En 2011, seuls 19 % des élèves susceptibles d'être scolarisé-e-s à Dyett y étaient inscrit-e-s. En juin 2015, au moment de la fermeture officielle, il ne reste plus que treize élèves. Depuis plusieurs années, le

1 L'auteur tient à remercier chaleureusement Mauricio Aranda et Mathilde Pette d'avoir discuté une version antérieure du texte présentée en 2019 au congrès de l'Association française de sociologie, ainsi que les deux évaluateurs et évaluatrices externes, les coordinateurs et coordinatrices de ce numéro de la revue *Tracés*, et Marie Lambert-Muyard, pour leurs conseils, remarques et suggestions constructives.

lycée était régulièrement présenté comme un des nombreux établissements publics « en échec » qu'il fallait fermer pour le bien-être éducatif des enfants. Comment comprendre alors qu'une mobilisation collective s'organise pour « sauver » le lycée, mais surtout que douze personnes décident de « s'affamer pour Dyett » ?

Pour rendre raison de ce phénomène en apparence paradoxal, plusieurs travaux en sociologie des mobilisations fournissent des clés d'analyse utiles, en montrant notamment que la grève de la faim s'impose souvent comme un ultime levier pour des groupes qui disposent de faibles ressources pour faire reconnaître leurs revendications. Pour Johanna Siméant (1998), « le recours à la grève de la faim renvoie de façon centrale à des *revendications de statut* » (p. 284). Les auteurs d'une étude comparative sur les grèves de la faim organisées entre 1906 et 2004 concluent qu'il s'agit d'« une tactique non violente de dernier recours indiquant l'intensité de l'injustice en cause, et dans de nombreux cas l'absence d'autres tactiques disponibles »² (Scanlan *et al.*, 2008, p. 277). Face à des gouvernants intransigeants, l'enjeu central consiste alors à faire appel à l'opinion publique : « Menacer de se laisser mourir suppose que cette menace puisse être prise au sérieux, c'est-à-dire que ne soient pas posées comme principes politiques légitimes l'inégalité et l'incommensurabilité absolue des personnes » (Siméant, 1998, p. 305).

Pour autant, appréhender ce répertoire d'action par le seul prisme de la sociologie des mobilisations paraît réducteur. La transformation de la faim en ressource de l'action collective ne résulte pas seulement d'un épuisement des autres recours possibles. Ce processus s'inscrit dans un contexte local social, racial et culturel spécifique dont l'article propose de rendre compte. Après avoir montré comment le déroulement même de la grève se construit dans une relation d'opposition au pouvoir politique municipal, on précisera les propriétés sociales des grévistes et les ressorts de leurs engagements pour souligner que l'utilisation de ce répertoire d'action cristallise une entreprise plus large de construction et de mobilisation d'un groupe aux contours flous, la *community*. Notion notoirement intraduisible, qui désigne à la fois les réseaux de sociabilité ordinaires et le territoire dans lequel ils s'inscrivent, la *community* constitue une catégorie particulièrement consensuelle dans l'imaginaire politique étatsunien. Elle est autant utilisée par des acteurs économiques ou culturels des plus dominants que par des mouvements sociaux remettant en cause les fondements de l'ordre établi. Comme le souligne Adolph Reed (2000), affirmer parler au nom de la *community*, c'est pré-

2 « A nonviolent tactic of last resort indicating the intensity of the injustice being protested, and in many cases the lack of other available tactics », traduction de l'auteur (TDA).

tendre avoir « un accès direct à la volonté générale » (p. 115) et entretenir « un lien privilégié avec la source même de l'authenticité »³ (p. 10). Quel est alors le sens que donnent les grévistes de Dyett et leurs soutiens à cette *community*? Enfin, on verra que l'affamement volontaire est indissociable d'un contexte marqué par une dénonciation et une politisation de la violence sociale envers les Noir-e-s et les autres groupes dominés racisés.

L'article s'appuie sur deux types de matériaux. Il mobilise d'abord des données récoltées lors d'une enquête ethnographique menée à Chicago entre 2015 et 2018 dans le cadre d'une thèse sur les pratiques de *community organizing*, répertoire d'action fortement professionnalisé visant à susciter la participation active des classes populaires urbaines en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de faire exister leurs intérêts dans le champ du pouvoir (Talpin, 2016; Petitjean, 2019). Le matériau a été construit à partir de quatre-vingt-cinq entretiens avec des salarié-e-s, des bénévoles de plusieurs organisations du South Side, et d'autres acteurs et actrices de l'espace du *community organizing* ou d'espaces limitrophes. L'une de ces organisations, la Kenwood Oakland Community Organization (KOCO), a joué un rôle moteur dans la grève pour Dyett. Si l'enquête a également utilisé des dispositifs d'observation participante (observation de réunions publiques, de journées de travail, participation à des actions collectives), la grève elle-même n'a pas été directement observée. Aussi le matériau ethnographique est-il complété par des articles parus dans la presse locale et nationale.

La grève de la faim, seul recours contre un pouvoir politique intransigeant ?

Lorsqu'elle est lancée, la grève de la faim est présentée publiquement comme le dernier moyen d'action dont dispose la Coalition to Revitalize Dyett High School face à des pouvoirs publics intransigeants. D'abord produit par les porte-parole de la Coalition, ce discours est rapidement repris par ses soutiens. Quelques jours après le début de la grève, l'un des porte-parole du syndicat des enseignant-e-s de la ville, qui soutient la grève, déclare aux médias : « Une grève de la faim est une arme de dernier recours pour ceux qui sont ignorés et exclus des lieux de pouvoir »⁴. Dans un entretien réalisé

3 « A direct pipeline to the general will », « privileged connection to the well-spring of authenticity » (TDA).

4 « A hunger strike is a weapon of last resort for those who are ignored and locked out of the halls of power » (TDA). Brent McDonald, 2015, « A hunger strike in Chicago », *The New York Times*, 8 septembre, [URL : [youtube.com/watch?v=jy6r-ierpuA](https://www.youtube.com/watch?v=jy6r-ierpuA)].

plusieurs mois après la grève, Pam, ancienne gréviste, explique qu'il fallait « faire quelque chose qui attire l'attention du maire et qui lui fasse perdre la face » – et que « la seule chose à faire, c'était de faire une grève de la faim »⁵ (entretien avec Pam, avril 2016). Comme on va le voir, toutefois, la chronologie de la grève complexifie la situation.

Une inexorable grève de la faim

La décision de fermer Dyett remonte à 2012, en raison d'effectifs en déclin et de mauvais résultats aux tests standardisés qui, depuis une loi de 2001, conditionnent le montant des financements attribués par l'État fédéral aux établissements publics. CPS étale la fermeture de l'établissement sur trois ans, en fermant un niveau supplémentaire chaque année, alors que l'institution aurait pu faire le choix d'augmenter les effectifs enseignants et les ressources disponibles. Ainsi, en juillet 2013, le principal de Dyett annonce qu'il n'a plus assez d'argent pour payer tou-te-s les enseignant-e-s et que certains cours (arts plastiques, musique, sports) seront dispensés en ligne.

En novembre, en réponse à la décision de fermeture, la Coalition to Revitalize Dyett High School se constitue. Si elle comprend des collectifs d'enseignant-e-s et des institutions culturelles et universitaires, sa principale composante est KOCO, qui se présente comme la plus vieille « organisation communautaire » (*community organization*) noire de la ville. En octobre 2014, la Coalition organise ses premières manifestations pour s'opposer à la fermeture du lycée, prévue pour l'été suivant. Pour alerter représentant-e-s politiques et opinion publique de l'injustice de la décision, des techniques d'interpellation bien rodées sont utilisées. Certain-e-s manifestant-e-s s'enchaînent devant le bureau du maire démocrate, Rahm Emanuel, ou interrompent les réunions du conseil municipal.

Deux mois plus tard, malgré des oppositions politiques fortes à la Coalition, CPS revient sur sa décision initiale et lance un appel à projets de reprise de l'établissement. Dans les mois qui suivent, trois projets sont soumis. Le premier est déposé au début de l'année 2015 par Little Black Pearl, organisation culturelle à but non lucratif, qui gère déjà un lycée privé sous contrat dans le quartier adjacent de Kenwood et propose divers programmes d'éducation artistique dans les quartiers noirs. En réponse à l'appel à projets, la Coalition soumet un « projet citoyen » (*community plan*) élaboré à partir d'une synthèse de réunions publiques et de *focus groups*

5 « We have to do something that gets his attention and that makes him look incredibly bad. The only way that was going to happen was if we did this hunger strike » (TDA).

organisés pendant plusieurs mois par des militant-e-s de la Coalition. Il est ainsi présenté comme une réponse raisonnable et pragmatique aux attentes et aux besoins de la « communauté », mettant l'accent sur l'enseignement professionnel et l'apprentissage de métiers liés au « leadership global » et aux « technologies vertes ». Le dernier projet est porté par le proviseur de Dyett, qui souhaite développer la composante sportive de l'établissement. Les trois projets sont présentés lors d'une réunion publique le 17 juin 2015, à laquelle participent près de deux cent cinquante personnes. Mais le 7 août, CPS reporte d'un mois l'audience publique prévue le 10, au cours de laquelle les projets devaient être évalués.

Face à ce que les membres de la Coalition considèrent comme le franchissement d'une ligne rouge, le 17 août, douze d'entre eux se mettent en grève de la faim pour protester contre l'annulation de la réunion publique. Depuis plusieurs mois, onze membres se préparaient à arrêter de s'alimenter. Le jour de la conférence de presse organisée par les grévistes et KOCO pour annoncer le début de la grève, un pasteur décide de rejoindre la lutte, sans préparation préalable. Bien qu'inattendue, cette décision ne surprend pas entièrement les grévistes dans la mesure où, selon Pam, il « était le pasteur qui nous laissait organiser des événements militants dans son église. C'était presque le seul pasteur qui exprimait tout haut son désaccord sur ce qu'il se passait »⁶ (entretien avec Pam, avril 2016). Comme dans d'autres situations de grève de la faim, le choix du lieu est hautement symbolique : les grévistes se rassemblent sur la pelouse du lycée Dyett, lieu qui permet « de concilier publicité et sécurité, qui autorise la venue des médias et des soutiens, tout en garantissant un confort minimal » (Siméant, 2009, p. 101). Assis en cercle sur des chaises pliantes de camping, une glacière contenant des boissons fraîches à leurs pieds, les grévistes arrêtent de consommer des aliments solides jusqu'à ce que leurs revendications soient entendues. Celles-ci portent à la fois sur la réouverture du lycée et sur l'acceptation du *community plan*.

L'opposition entre des grévistes défendant l'accès à l'enseignement public et des institutions intransigeantes est renforcée par l'accroissement des soutiens publics apportés aux grévistes. Deux jours après le début de la grève, Karen Lewis, présidente du Chicago Teachers Union (CTU), annonce dans un communiqué : « Je respecte ces personnes courageuses qui sont prêtes à mettre leur vie en danger pour l'éducation de leurs enfants [...]. Je demande au *board* et à la mairie d'organiser une réunion d'urgence

6 « He was the pastor who would let us have events, CTU, at his church. And for the most part, he was one of the only pastors that was very verbal about what was wrong » (TDA).

pour que cette grève de la faim s'arrête avant que quelqu'un tombe réellement malade⁷. Le 26 août, une conférence de presse est organisée avec Randi Weingarten, présidente de l'American Federation of Teachers, l'une des deux fédérations nationales de syndicats enseignants, et des élu-e-s municipaux ou parlementaires de l'Illinois. Le lendemain, dix-sept professionnel-le-s de santé, dont l'ancienne directrice du Service de santé publique du comté de Cook, demandent à la mairie d'intervenir en raison de la détérioration de la santé de plusieurs grévistes. Ce soutien public croissant alimente une plus grande couverture médiatique. Alors que celle-ci est au départ exclusivement local, au fil des semaines des journaux de référence comme le *New York Times* ou le *Washington Post* publient des articles sur le sujet, transformant la grève en lutte d'envergure nationale.

Poursuivre la grève malgré la réouverture de Dyett

Or, le déroulement de la grève remet en cause l'hypothèse selon laquelle les moyens de contestation étaient réduits. Pour les douze grévistes et la Coalition qu'ils et elles représentent, la grève de la faim n'est pas le seul répertoire mobilisé pour infléchir la décision de fermer Dyett. On observe d'abord que la stratégie de mise en scène de l'espace de la grève – le cercle des grévistes assis sur leurs chaises pliantes, les mains jointes les unes aux autres – ne consiste pas seulement en l'occupation permanente de la pelouse du lycée ; elle est complétée par une série de rassemblements devant des lieux de pouvoir à forte charge symbolique : la mairie, le siège de CPS, les bureaux des élu-e-s représentant les différentes circonscriptions où est situé Dyett, ou encore la résidence de Barack Obama et d'Arne Duncan, ancien secrétaire à l'éducation sous Obama et ancien directeur de CPS. Ensuite, elle s'inscrit pleinement dans les pratiques rationalisées et professionnalisées du *community organizing*, avec une insistance forte sur la planification, l'orchestration des moments de mise en scène du groupe, puis l'évaluation collective de ces actions. C'est ce dont témoigne l'entretien avec Pam : « Un jour typique ressemblait à ça : on se levait, on préparait ce qu'on allait faire le jour même, on débriefait ce qu'on avait fait la veille, on discutait des stra-

7 « I respect these brave people who are willing to put their bodies on the line for education for their children in this year of resistance. I'm calling on the Board and the mayor to call a special hearing so this hunger strike can end before someone becomes seriously ill » (TDA). Cholke Sam, 2015, « Dyett hunger strikers weakened and emotional, but still fighting 5 days in », *DNAinfo*, 21 août, [URL : dnainfo.com/chicago/20150821/grand-boulevard/dyett-hunger-strikers-weakened-emotional-but-still-fighting-5-days].

tégies à venir, de qui on devait contacter, qui on devait voir»⁸ (avril 2016). Certain-e-s grévistes et leurs soutiens ciblent directement des représentant-e-s politiques, qu'il s'agisse de les rallier à leur lutte pour s'assurer leur soutien ou au contraire de les constituer en adversaires responsables de la violence retournée contre soi. Outre des réunions publiques d'information, des manifestations sont organisées devant les bureaux des élu-e-s représentant les différentes circonscriptions où est situé Dyett.

C'est surtout Rahm Emanuel, le maire de la ville, qui est la cible principale du contre-discours contestataire, comme le soulignent à la fois les entretiens et les déclarations publiques. Alors que le pouvoir politique municipal exercé par la dynastie Daley entre 1955 et 2011 reposait sur une domination charismatique nourrissant un système politique clientéliste (Cohen et Taylor, 2001 ; Koeneman, 2013), Emanuel se distingue de ses prédécesseurs par une pratique du pouvoir ouvertement élitiste, se montrant peu soucieux de créer l'illusion d'« homme du peuple » simple, abordable et franc, qui était au principe de la relation charismatique entretenue par les Daley. La distance d'Emanuel lui vaut notamment le surnom de « maire 1 % » (Lydersen, 2013), en référence aux 1 % des ménages les plus fortunés du pays. Lors des élections de février 2015, le maire sortant n'obtient pas la majorité absolue au premier tour, une première depuis 1999. Face à lui, Jesus « Chuy » Garcia, ancien conseiller municipal proche du maire Harold Washington (1983-1987), rassemble une coalition hétérogène de syndicats, d'organisations de quartier et de groupes progressistes, dans laquelle KOCO occupe une place importante, qui critique l'orientation néolibérale défendue par Emanuel (marchandisation des rares services publics existants, politique d'austérité et fiscalité favorable aux ménages les plus aisés et aux entreprises, etc.). Malgré sa réélection, Emanuel reconnaît publiquement avoir été trop éloigné des citoyen-ne-s et cherche davantage à donner des gages de réactivité politique, essentielle dans la légitimation des prétendant-e-s à la représentation politique (Pitkin, 2013). Cette tentative de relégitimation passe notamment par l'organisation de réunions publiques sur le budget municipal. Véritables rituels de mise en scène de la proximité politique sous Daley père et fils, ces réunions avaient été dénigrées par Emanuel lors de son premier mandat, peu adepte des bains de foule et peu désireux de soumettre à la délibération publique ses choix budgétaires⁹.

8 « A typical day was, we would get up in the morning, we would brief about what we was doing today, we would debrief about what we did the day before, kinda talk about what would our next strategies be, who we needed to talk to, and who we would see » (TDA).

9 Joravsky Ben, 2013, « Mayor Rahm holds a budget hearing—invitation only », *Chicago Reader*, 9 octobre.

La première réunion publique sur le budget a lieu fin août, dans le West Side, après deux semaines de grève. Alors qu'il s'apprête à annoncer des augmentations d'impôts pour combler le déficit budgétaire, le maire est directement sommé de prendre position sur la grève de la faim, car trois grévistes, au début de la réunion, ont quitté la salle sous les applaudissements des centaines de personnes présentes. Les sifflets et les slogans qui fusent (« Vous avez du sang sur les mains », « Rahm s'en fout ») mettent en lumière l'intransigeance du pouvoir¹⁰. À la suite de cette réunion, Emanuel accepte de rencontrer les grévistes et promet de leur donner une réponse dans les jours qui viennent. Une seconde réunion publique sur le budget, organisée quelques jours plus tard dans un centre culturel du South Side, le pousse à revenir sur la fermeture de Dyett. Au cours de son intervention, de nombreuses voix s'élèvent dans l'assistance pour dénoncer son inaction. Plusieurs membres de la Coalition montent alors à la tribune pour réclamer une résolution immédiate du conflit. Risquant de perdre la face, Emanuel est exfiltré par son service de sécurité. Le lendemain, il annonce lors d'une conférence de presse que Dyett rouvrira à la rentrée suivante comme « lycée artistique de quartier non sélectif ».

Le revirement d'Emanuel est inédit. Au niveau national, c'est la première fois que la fermeture d'un établissement scolaire est empêchée par un mouvement de contestation. Toutefois, la victoire est en demi-teinte pour la Coalition : son *community plan* n'a pas été retenu. La grève s'étant construite en subordonnant la réouverture à l'acceptation du *community plan*, les porte-parole de la Coalition décident de poursuivre la grève, alors même que l'annonce de la réouverture du lycée brouille les contours du clivage opposant les grévistes au maire et à CPS. Les coups tactiques pour faire accepter le *community plan* se multiplient mais échouent. Des appels à l'ouverture de négociations sont lancés par des figures politiques reconnues, comme « Chuy » Garcia ou Jesse Jackson, porte-parole historique de la lutte pour les droits civiques, et ancien candidat à l'investiture démocrate dans les années 1980, qui héberge les grévistes le soir dans les locaux de son organisation, Operation PUSH. Le 15 septembre, quatre personnes interrompent leur affamement volontaire pour des raisons de santé. Grâce à l'interconnaissance militante, elles sont immédiatement remplacées par cinq nouvelles personnes, mais le spectre d'un décès, de plus en plus pré-

10 « The blood is on your hands », « Rahm don't care » (TDA). Ruthhart Bill, 2015, « Emanuel met with chants, protesters at first public budget hearing », *Chicago Tribune*, 1^{er} septembre, [URL : chicagotribune.com/news/local/politics/ct-rahm-emanuel-budget-forum-met-0901-20150831-story.html].

sent, pousse au compromis¹¹. Le jour même, une marche aux chandelles se dirige vers la maison des Obama, située dans le quartier voisin de Hyde Park, pour attirer l'attention de la presse. Mais Emanuel et CPS ne cèdent pas une seconde fois. De même, l'annonce de réouverture ayant été présentée comme une victoire dans les médias, la poursuite de la grève apparaît moins lisible, la couverture médiatique décline. Face à ces obstacles et l'échec de ces inflexions, la Coalition annonce la fin officielle de la grève le 19 septembre.

La poursuite de la grève en dépit de la réouverture de Dyett révèle bien une « logique propre » de la grève de la faim, dont l'efficacité vient notamment « de la démonstration de l'engagement des grévistes par la durée de leur grève » (Siméant, 2009, p. 106), mais elle indique aussi la complexité des revendications portées par la Coalition. Elle suggère qu'il se joue là autre chose qu'une seule logique de dernier recours. En rapportant la pratique d'affamement volontaire aux propriétés sociales des grévistes et aux revendications spécifiques qu'elles et ils portent, le choix du répertoire d'action apparaît sous un jour différent, autant comme une solution de dernier recours que comme l'aboutissement d'une lutte pour l'incarnation de la *community*.

Incarnar la *community* : qui sont les grévistes ?

Catégorie particulièrement consensuelle et labile, la *community* est avant tout une entité dépassant les intérêts particuliers, envers laquelle tout-citoyen-ne étatsunien-ne a un devoir moral. Dans ses travaux sur le travail bénévole en France et aux États-Unis, Maud Simonet (2010) montre ainsi que l'idée de « rendre à la communauté » (*giving back to the community*), omniprésente lors de son enquête, apparaît comme une « norme de responsabilité communautaire » (p. 60) donnant sens et forme au bénévolat associatif étatsunien. Majoritairement portés par des femmes, souvent issues des classes moyennes et supérieures mais aussi des classes populaires, les engagements associatifs se sont historiquement construits en reproduisant une division genrée du travail social et en mettant parfois en avant une rhétorique réformatrice « maternaliste » (Skocpol, 1992 ; Naples, 1998).

La question du genre vient croiser celle des rapports sociaux de race dans la manière dont la catégorie est concrètement investie et définie par

11 Perdomo Yolanda, 2015, « Dyett high school hunger strike ends after 34 days », *WBEZ Chicago*, 20 septembre, [URL : wbez.org/stories/dyett-high-school-hunger-strike-ends-after-34-days/fcb33f6e-2e76-4d19-adea-ad7887e5a008].

les individus. Les travaux de Paul Lichterman (1996) montrent par exemple que, pour des personnes noires issues de classes populaires ou de petites classes moyennes ayant connu une socialisation religieuse forte, la *community* renvoie d'abord à un groupe d'interconnaissance homogène, à base locale, où prédominent les logiques d'obligation des un-e-s envers les autres, mais aussi envers un groupe dont les intérêts transcendent les intérêts individuels. Les enjeux de positionnement dans les réseaux d'interconnaissance et d'implantation dans un territoire localisé sont au cœur de la lutte pour « sauver » Dyett.

Mais pour pouvoir prétendre défendre les intérêts de la « communauté », encore faut-il parvenir à se faire reconnaître comme porte-parole légitimes et non autoproclamé-e-s. Le risque d'échouer dans ses prétentions à représenter la « communauté » est d'autant plus présent que parmi les douze grévistes on compte deux personnes qui habitent dans d'autres quartiers de la ville et ne sont pas noires. On observe donc un travail de légitimation des grévistes comme porte-parole du groupe. Dans le cas de la grève de la faim de Dyett, ce travail s'appuie sur des stratégies de disqualification d'autres prétendants à la représentation des *black and brown communities* de la ville.

Les ressorts sociaux des prétentions à représenter la community...

Ce sont d'abord les propriétés sociales des grévistes qui sont mobilisées et mises en scène pour se faire reconnaître comme porte-parole légitimes, et pas uniquement comme victimes (Siméant, 1998). Agissant au nom d'une coalition d'organisations qui met en avant son œcuménisme et sa représentativité, les douze grévistes de la faim peuvent d'abord revendiquer la force du nombre, dont la Coalition a fourni différentes preuves au fil des ans : manifestations, envoi de cartes postales, réunions publiques et *focus groups* étalés sur plusieurs années. Dans un entretien réalisé quelques mois avant la grève, Owusu, ancien rappeur et président du bureau de KOCO, où il a été salarié en charge des questions éducatives (*education organizer*) entre 2006 et 2014, évoque le fait que « certaines personnes ici [*people in the community*] n'aiment pas qu'on se batte pour Dyett » :

On est pas juste des *advocates*, on est une organisation avec des adhérents. Et nos adhérents disent la même chose. [...] Et donc ce que fait le maire, ce que CPS fait pour le maire, c'est créer des structures bidon, comme les Community Action Councils, des groupes qui ne sont pas de vrais groupes locaux. Ils sont juste censés représenter les habitants. [...] Eux, ils ne pourront jamais faire venir trois cents personnes à une réunion publique. Nous, si. Et c'est ce qu'on a fait. Et on a pris le contrôle de la réunion publique du conseiller municipal, parce

qu'il essayait de nous inviter à une connerie autour de Dyett, où on était invité par des gens des banlieues résidentielles. En fait, non, on peut organiser nos propres réunions. C'est notre quartier¹². (Entretien avec Owusu, février 2015)

À la figure de l'*advocate*, qui parle au nom de groupes marginalisés ou discriminés auxquels il n'appartient pas (Jenkins, 2002), Owusu oppose celle d'une organisation bien implantée dans les sociabilités locales, connue et reconnue de tou-te-s. La mobilisation du nombre se combine à l'affirmation d'une appartenance au groupe construit comme *community* et d'une autorité morale en matière d'éducation. Sur un site Internet destiné à lever des fonds pour soutenir le mouvement, plusieurs grévistes se présentent en mettant en avant le nombre d'années de résidence dans les quartiers voisins de Washington Park, connotant loyauté au groupe d'origine et aux sociabilités locales et connaissance intime des intérêts en jeu.

Ensuite, reprenant à leur compte la rhétorique maternaliste, les grévistes soulignent leur statut de parents, et plus précisément de parents d'élèves. Membre très active de KOCO, l'une des grévistes se présente ainsi comme « grand-mère de quatorze petits-enfants », dont neuf ont été scolarisés à Dyett. Dans un billet de blog, une autre gréviste se présente comme « une enseignante noire expérimentée, une mère, une militante syndicale, et une habitante de la communauté de Dyett High School »¹³. Pam, qui a occupé plusieurs postes de salariée à KOCO depuis une dizaine d'années, se définit avant tout comme « une mère qui veut ce qui est le mieux pour [s]es enfants et les jeunes de [s]a communauté »¹⁴ (avril 2016), pour qui elle est prête à « sacrifier » sa santé. À travers ces exemples, on voit donc apparaître la figure de la mère éducatrice et nourricière, subvenant aux besoins des corps et des esprits du groupe étendu auquel elle appartient et dont elle a socialement la charge.

Enfin, les grévistes se prévalent d'une expertise en matière d'éducation. Celle-ci provient de leurs activités professionnelles (trois sont enseignantes, on compte également un pasteur), de leurs engagements militants dans

12 « So we're not, just like *advocates*, we're an organization with constituents. Our constituents are saying this. [...] And so what the mayor would do, is, what CPS would do for the mayor, is they will create phoney structures, like Community Action Councils, groups like this, that aren't real community groups. They're just designed to be like the face of community input. [...] You see, they'll never be able to bring 300 people to a town hall. But we can, right? And, so that's what we did. And we took over the alderman's town hall meeting, 'cause he was trying to convene us into some garbage around Dyett high school, where we're being convened by some people from the suburbs. Like, no, we can run our own meetings. It's our neighborhood » (TDA).

13 « An experienced Black teacher, a mother, a union activist, and a resident in the community of Dyett High School » (TDA). Redeaux-Smith Monique, 2015, « Why I go hungry for Dyett », *A Just Chicago*, 24 août, [URL : ajustchicago.org/2015/08/why-i-go-hungry-for-dyett/].

14 « A mother who wants the best for my kids and the young people in my community » (TDA).

d'autres quartiers ou de leurs mandats électifs dans différents *local school councils* (LSC). Instaurés en 1988 par une loi de l'Illinois décentralisant le système éducatif de Chicago, ces conseils regroupent le directeur de l'établissement, deux enseignant-e-s, un personnel non-enseignant, six parents d'élèves et deux *community members*. Ils jouent un rôle central puisqu'ils choisissent le directeur d'un établissement, valident le plan d'amélioration des performances scolaires, auquel sont tenus par la loi tous les établissements de la ville, approuvent les budgets annuels. Owusu, par exemple, est membre depuis 2003 du LSC de Dyett, ce qui fait de lui une figure localement bien connue. Alors que certains travaux mettent en avant un processus de privatisation univoque de la représentation politique par des organisations à but non lucratif échappant aux mécanismes de sélection du suffrage (Levine, 2016), la mobilisation d'une expertise garantie par ces mandats électifs vient complexifier la relation, dialectique, entre autorisation électorale et authenticité non élective (Saward, 2009).

... tout en disqualifiant les concurrents

L'utilisation et la valorisation de ces différentes ressources prennent sens dans des stratégies de disqualification et de délégitimation des autres institutions qui prétendent, elles aussi, parler au nom de la *community* et déterminer quels sont ses intérêts éducatifs. Aux yeux des porte-parole de la Coalition, ce sont elles et eux qui portent ces intérêts, qui ont été formulés grâce au processus d'élaboration du *community plan*. Celui-ci est présenté, en entretien comme dans des prises de parole publiques, comme le résultat du *community input*, c'est-à-dire la contribution active et collective de membres de la « communauté ». Affirmer sa prétention à représenter la véritable voix du groupe, c'est donc nier la légitimité des décisions de CPS. Même après l'annonce de la réouverture de Dyett en tant que « lycée artistique » (*arts-focused high school*), Owusu accuse CPS « de ne pas respecter la voix de la communauté »¹⁵. Mais cela implique également de disqualifier les autres projets concurrents de reprise de Dyett. Dans une lettre ouverte publiée le 24 août dans le *Chicago Sun-Times*, les grévistes et leurs soutiens exhortent la directrice de Little Black Pearl à retirer sa candidature :

Au nom de la Coalition to Revitalize Dyett, nous vous enjoignons respectueusement de retirer votre candidature pour Dyett High School. Depuis trois ans la Coalition travaille dur pour construire un processus de participation et de

15 « They don't respect the community's voice » (TDA). Ziezulewicz Geoff, 2015, « Activists to continue hunger strike over Dyett High School's fate », *Chicago Tribune*, 4 septembre.

collaboration populaires, qui a débouché sur la rédaction du projet académique *Dyett Global Leadership and Green Technology*. Il reflète la vision d'une large part de la communauté¹⁶. (Esposito Stefano, 2015, « Dyett parents in 8th day of hunger strike to save school », *Chicago Sun-Times*, 24 août)

En menaçant directement la santé des grévistes, le coup de force symbolique que constitue la grève de la faim oblige les institutions adverses et concurrentes à prendre position. Elle suscite toutefois différentes réponses. En tant qu'institution publique monopolisant la définition et la gestion de la politique scolaire de la ville, CPS tente de mobiliser toutes les ressources du pouvoir, telles que la « mise en avant de l'autorité détenue » et la « rhétorique formaliste marquée du sceau de l'impersonnalité et de la neutralité » (Collovald et Gaïti, 1991, p. 12) pour délégitimer les prétentions de la Coalition à incarner les intérêts véritables des élèves et des parents d'élèves de Dyett et des quartiers noirs dans leur ensemble. Le premier jour de la grève de la faim, le 17 août, le porte-parole de CPS annonce dans un communiqué que l'institution « organise un processus consultatif pour sélectionner un nouvel établissement de qualité pour occuper l'ancien site de Dyett. Identifier une option éducative de qualité est une priorité pour le district, et CPS examine toutes les options possibles pour déterminer quelle sera l'option la meilleure pour le site »¹⁷. Tout en rappelant qu'assurer une éducation de qualité à tous les élèves de la ville est la raison d'être de CPS, le communiqué souligne également que c'est bien l'institution – et elle seule – qui a autorité pour déterminer l'issue du processus de sélection.

Face au soutien croissant de la grève de la faim et à sa médiatisation grandissante, CPS et la mairie sont contraints de faire des concessions, en acceptant par exemple de rencontrer les grévistes (26 août). Mais lorsque la mairie organise la conférence de presse annonçant la réouverture de Dyett le 3 septembre, à laquelle participent un grand nombre d'élus-e-s noir-e-s, les grévistes de la faim ne sont pas convié-e-s. Il demeure significatif que l'institution scolaire, alors qu'elle bat partiellement en retraite, se pose elle

16 « On behalf of the Coalition to Revitalize Dyett, we respectfully urge you to withdraw your proposal for Dyett High School. The Coalition has worked hard over the past 3 years to build a community process where input and collaboration was utilized to create the Dyett Global Leadership and Green Technology academic plan. It reflects the vision of a broad cross-section of the community » (TDA).

17 « Chicago Public Schools is carrying out a community-driven process to select a new high-quality school for the former Dyett site. Identifying a high-quality education option for the former Dyett site is a priority for the district, and CPS is reviewing school proposals to determine the best open enrollment, neighborhood education option for the site » (TDA). Cholke Sam, 2015, « Hospitalized Dyett activist returns to continue hunger strike for 10th day », *DNAinfo*, 26 août.

aussi en gardienne des intérêts de la *community*. Lors de la conférence de presse, le président du Chicago Board of Education, instance qui supervise CPS, développe une rhétorique proche de celle de la Coalition : « Le lycée Walter H. Dyett se met depuis longtemps au service des élèves et de la communauté de Bronzeville, et ce nouveau programme artistique et ce nouveau centre social vont prolonger avec fierté cette tradition et assurer un avenir radieux aux enfants de Bronzeville et à leurs familles »¹⁸.

Quant à Little Black Pearl, organisation artistique éloignée des répertoires contestataires, elle ne dispose pas des bonnes ressources pour rivaliser avec la Coalition – elle n’a pas d’adhérent-e-s qu’elle pourrait mobiliser pour, elle aussi, jouer le jeu de la force du nombre. Elle ne peut donc guère que répondre par la double invocation du respect des règles établies par CPS et des intérêts supérieurs des élèves.

En révélant au grand jour la concurrence entre la Coalition, CPS et Little Black Pearl pour le monopole de la représentation des intérêts éducatifs de la *community*, la grève de la faim montre que c’est la définition même de la participation au débat public, des modalités de la prise de décision politique et des formes d’intégration au corps social qui est en réalité en jeu. Mais la grève de la faim constitue également un moment de rupture dans le consentement à l’ordre établi qui rend visibles et politise les effets de violences sociales systémiques.

Corps meurtris, corps en lutte

Comme le souligne Johanna Siméant (2009), « la grève de la faim constitue typiquement un mode d’action reposant sur la maîtrise de techniques corporelles, où l’atteinte aux corps est inscrite dans une rhétorique de la violence subie “ici et maintenant” comme démonstration d’une violence subie précédemment » (p. 309). Au cœur de ce répertoire d’action, on trouve donc un retournement contre soi de la violence du pouvoir, dont les significations sont façonnées par d’autres dynamiques contestataires locales et nationales elles-mêmes imbriquées. La violence que la grève de la faim de Dyett met en lumière en la retournant, c’est celle que subit la population noire, et que subissent plus généralement les groupes sociaux exploités et

18 « Walter H. Dyett has a storied history of serving students and the community of Bronzeville, and this new neighborhood arts program and community center will continue this proud tradition and ensure a bright future for the children and families of Bronzeville » (TDA). Cox Ted, 2015, « Dyett to be open-enrollment arts school, but hunger strike continues », *DNAinfo Chicago*, 3 septembre.

dominés. À partir de l'exemple de Pam, on verra ensuite comment ce processus de retournement de la violence agit comme révélateur indirect de certaines inégalités (inégalités de genre, malnutrition) qui constituent des angles morts de la grève de la faim.

Un mouvement de lutte contre la privatisation de l'enseignement public

L'imputation de la violence au pouvoir politique se traduit d'abord par le fait que la fermeture de Dyett est rattachée par la Coalition et ses soutiens à une politique plus large de privatisation du système scolaire municipal. Au cours des années 2000, la politique fédérale en matière d'éducation place la question des performances des établissements au cœur de ses préoccupations. Lorsque leurs résultats, évalués grâce à des tests standardisés que proposent des organismes privés, sont jugés insuffisants, les pouvoirs publics locaux peuvent décider de les fermer ou de les remplacer par des écoles privées sous contrat (*charter schools*). Reprenant des éléments de langage développés par des acteurs privés, en particulier par des fondations philanthropiques, la rhétorique fédérale insiste sur le libre choix des parents et valorise la plus grande réactivité des initiatives privées aux enjeux éducatifs (Tompkins-Stange, 2016). Selon Pauline Lipman (2011), Chicago est à la fois « l'incubateur, le cobaye et le modèle de l'agenda néolibéral en matière d'éducation urbaine »¹⁹ (p. 19). En 2004, Richard M. Daley lance le programme Renaissance 2010, grand projet qui se donne pour objectif de réformer un système éducatif jugé obsolète, inefficace et coûteux, en fermant les établissements « sous-performants » pour les remplacer par cent nouveaux, dont un tiers d'écoles privées sous contrat. Les établissements scolaires des quartiers pauvres, majoritairement noirs et hispaniques, notamment dans le South Side, sont les premiers en ligne de mire (Ewing, 2018). Des groupes de parents d'élèves, collectifs de lutte pour la justice éducative et organisations comme KOCO se mobilisent alors pour s'opposer au projet et revendiquer davantage de moyens humains et financiers pour mieux prendre en charge le suivi des élèves, limitant ainsi l'ampleur des fermetures annoncées.

En septembre 2012, la grève de neuf jours des trente mille enseignant-e-s de la ville, syndiqué-e-s au CTU, semble marquer un coup d'arrêt dans les politiques de privatisation du système d'éducation public (Uetrict, 2014). La présidente du syndicat, Karen Lewis, devient la principale figure de l'opposition aux politiques néolibérales portées par Emanuel. La grève est fortement soutenue par KOCO et d'autres organisations de *community*

19 « An incubator, test case, and model for the neoliberal urban education agenda » (TDA).

organizing, qui mobilisent élèves et parents en les sensibilisant aux conditions de travail et d'emploi des enseignant-e-s. Autour du CTU et des organisations qui ont soutenu la grève se constitue donc un « syndicalisme de mouvement social » (*social movement unionism*) qui rompt avec la tradition gestionnaire du syndicalisme étatsunien, tisse des liens avec d'autres types d'organisations militantes (Robinson, 2000), et dont l'une des caractéristiques consiste à réinscrire les politiques publiques éducatives dans un cadre plus large, qualifié de *néolibéral*, et à mettre en lumière la violence sociale qu'elles produisent sur les élèves, les familles et les groupes racisés. À l'inverse du discours dominant, qui individualise la réussite des élèves, ce contre-discours désigne les acteurs politiques comme étant les principaux responsables d'inégalités scolaires indissociables de rapports de domination plus larges (notamment de classe et de race).

Si la grève de la faim de 2015 prend tout son sens dans le contexte de ce mouvement de lutte contre les privatisations scolaires, elle emprunte explicitement à une autre grève de la faim portant elle aussi sur des questions éducatives. En mai 2001, la Little Village Community Development Corporation, organisation de développement économique local à but non lucratif alors dirigée par « Chuy » García, lance une grève de la faim pour obtenir l'ouverture d'un nouveau lycée, promise par la direction de CPS quelque temps auparavant, afin de résoudre des problèmes de classes surchargées. Face à la multiplication de réunions n'aboutissant à aucun engagement concret, la grève de la faim apparaît comme un moyen de faire pression sur la nouvelle direction de CPS tout en donnant des gages de la détermination du groupe mobilisé, dans le sillage des luttes des années 1960. Au bout de dix-neuf jours, CPS s'engage à ouvrir un nouveau lycée. KOCO entretenait des liens directs avec les grévistes de Little Village. Les appelant « nos camarades », Komozi, le directeur de KOCO, insiste sur l'échange de conseils qui a permis de préparer la grève de Dyett plusieurs mois en amont :

Et donc on a regardé cette lutte comme un modèle, en se disant : « Si ça a marché pour eux, essayons ! » Et bien sûr, ça a débouché sur de nombreuses discussions. On a invité... moi et ceux qui avaient participé à cette grève de la faim, à venir discuter avec nous, à nous conseiller. [...] Plusieurs personnes qui ont participé à cette grève de la faim sont venues nous soutenir. De nombreuses fois. [...] Ils apportaient du bouillon et toutes sortes de choses²⁰. (Entretien avec Komozi, février 2016)

20 « And so we looked at that as a model, saying “Hey! It worked for them, let’s try it!” And so, of course, it led to a series of conversations. We invited... me and the people participating in that hunger strike and talk with us, advise us. [...] Some of the people who participated in that hunger strike came out in support. Many times. [...] They were out there every day bringing them, you know, broth, and all sorts of stuff » (TDA).

Par leur présence aux côtés des grévistes de Dyett, ils marquent une continuité historique de la lutte contre les inégalités scolaires. Mais ce premier contexte est lui-même façonné par une autre dynamique contestataire plus contemporaine.

Dynamique contestataire et visibilité des corps noirs

En effet, le contre-discours critique que développent le CTU et les organisations de *community organizing* est amplifié par un « épisode contestataire », un ensemble de « flots continus de contestation incluant des revendications collectives portant sur les intérêts d'autres partis » (McAdam *et al.*, 2001, p. 24). Impliquant des mobilisations nationales, où contextes national et local sont étroitement imbriqués, cette révolte se développe aux États-Unis dans le sillage de la crise de 2007-2008.

À la suite de la plus grave crise économique qu'a connue le pays depuis 1929, une vague de contestations vient remettre en cause les politiques de privatisation des services publics et de sauvetage des banques qui s'opèrent au détriment des contribuables, en insistant sur la violence multiforme que ces politiques imposent à la majorité de la population. Le mouvement Occupy est celui qui a fait l'objet de l'attention médiatique et politique la plus soutenue, le slogan « Nous sommes les 99 % » dénonçant l'accroissement des inégalités entre les 1 % les plus riches et le reste de la population étatsunienne s'étant rapidement imposé au cœur du débat public. Dans le sillage d'Occupy, mais parfois aussi contre lui, d'autres mouvements d'une ampleur nationale se développent dans ces années-là pour dessiner le tableau plus général d'espaces contestataires relativement autonomes remettant en cause les fondements mêmes de l'ordre établi et de l'imbrication de différentes logiques d'exploitation et d'oppression de classe, de race, de genre, de sexualité ou de nationalité (Milkman, 2017). Le décloisonnement des frontières symboliques séparant différents espaces sociaux facilite la circulation des agents, des pratiques, des catégories de perception et des cadrages stratégiques.

L'imputation à l'État et au monde des affaires d'une violence sociale touchant prioritairement les classes populaires dans leur ensemble s'articule, à partir de l'été 2014, à la mise au premier plan des violences policières ciblant les minorités racisées, et en particulier les Noir-e-s. Le meurtre de Michael Brown par un policier de Ferguson le 9 août 2014, et les images rapidement relayées sur les réseaux sociaux de son corps laissé à pourrir au soleil pendant plus de quatre heures font émerger le mouvement Black Lives Matter et contribuent à rendre visibles les violences policières et le

traitement déshumanisant dont sont victimes les Noir-e-s (Taylor, 2016). Or, le mouvement de contestation qui se diffuse à la fois en ligne et dans les rues du pays met en lumière le fait que ces violences racialisent et déshumanisent les individus, qui sont réduits à l'état de corps sans valeur. Dans les mois qui suivent, de nombreux autres meurtres policiers sont largement médiatisés, les différents récits donnant parfois des détails d'une précision macabre sur les circonstances exactes de la mort. L'affirmation selon laquelle « les vies noires comptent » vise précisément à dévoiler les effets déshumanisants de ces violences systémiques.

Le mouvement prend une forme particulière à Chicago. En mai 2015, après plusieurs années de mobilisation par les familles de victimes et leurs avocats, la ville de Chicago verse 5,5 millions de dollars de dommages et intérêts à 57 victimes de tortures infligées par Jon Burge, ancien commandant de police de la ville²¹. Entre 1972 et 1991, Burge et plusieurs subordonnés avaient torturé plus d'une centaine d'hommes noirs afin d'obtenir de fausses confessions. Certains passent des années en prison, voire sont exécutés, pour des meurtres qu'ils n'ont pas commis. La ville s'engage également à ériger un mémorial à la mémoire des victimes, à présenter des excuses officielles et à inclure les faits dans les programmes d'histoire. Chicago devient ainsi la première métropole étatsunienne à verser de telles sommes en réparation de violences policières systémiques.

Par son ampleur et sa forte médiatisation, le mouvement Black Lives Matter impose un langage, une manière de définir les problèmes, qui sont repris par d'autres mouvements contestataires. Les déclarations publiques des grévistes font régulièrement écho à certains éléments de la rhétorique Black Lives Matter. Une semaine après le début de la grève de la faim, Jeanette Taylor, ancienne *organizer* salariée de KOCO, reprend à son compte la rhétorique du mouvement dénonçant un racisme institutionnel l'essentialisant et niant son humanité : « Je pleure parce que je suis fatiguée. Nous habitons dans une ville qui ne valorise ni notre personne ni nos opinions parce que nous sommes Noirs »²². Si les effets du racisme systémique sont bien de réduire les individus à leur couleur de peau, à une corporéité infériorisée, on comprend pourquoi, comme dans les grèves de la faim de sans-papiers, « reconquérir le statut de sujet politique » (Siméant, 2009, p. 317) nié par les autorités passe par la « reconquête physique » de son

21 Moore Natalie Y., 2018, « How Chicago's survivors of police torture won reparations », *The Marshall Project*, 30 octobre, [URL : themarshallproject.org/2018/10/30/payback].

22 « I am crying because I am tired. We live in a city that does not value us or our opinions because we are black » (TDA). Matyus Allison, 2015, « Dyett strike lands at Little Black Pearl », *Hyde Park Herald*, 26 août, [URL : hpherald.com/2015/08/26/dyett-strike-lands-at-little-black-pearl/].

propre corps et la réaffirmation, dans l'espace public, de corps meurtris qui deviennent alors des corps en lutte. Or cette entreprise de « reconquête physique » est elle-même socialement contrainte.

« On va me dire que c'est fini et je pourrai recommencer à manger des cookies » (Pam)

Si s'affamer volontairement n'est pas aisé en soi, on peut raisonnablement supposer que les coûts de la grève de la faim sont d'autant plus élevés que les grévistes sont peu disposé-e-s à l'ascétisme alimentaire, les travaux sur l'anorexie ayant montré qu'une telle aptitude est socialement située, en termes de genre comme de classe (Darmon, 2003). L'expérience vécue de la faim volontaire doit donc être rapportée aux pratiques alimentaires dans leur ensemble et aux inégalités qui les traversent. En 2015, 30 % de la population adulte de Chicago était obèse, avec une surreprésentation des Hispaniques (35,5 %) et des Noir-e-s (37,9 %) ²³. Noire et obèse, Pam a vécu la grève de la faim comme un véritable enfer dans la mesure où « manger des cookies » relève pour elle d'un besoin quotidien fondamental, dit-elle avec un mélange d'autodérision et d'amertume :

Mentalement, ça a été très dur. [...] Changer certaines de mes habitudes alimentaires – je mange ce que je veux. Cela fait presque huit ans que je suis à KOCO, et ils me disent toujours d'arrêter de manger du porc ou autre chose. Mais je mange autant de chips et de porc et de je ne sais quoi que je veux, je suis comme ça. Je veux mourir heureuse. On finit tous par mourir un jour, donc... Tu me dis de changer ma façon de manger ? C'est hors de question. Je vais manger ce que je veux. [...] Au bout de trois jours, mon corps a vraiment commencé à faire n'importe quoi. Il me disait : « Nan mais t'es cinglée ?! Si tu ne manges pas un cookie ou un biscuit ou quelque chose, je vais devenir folle ! » Parce que c'est mon truc ! [Sur un ton penaud] J'ai des cookies et des crackers dans mon sac, là, je les prends partout où [elle marmonne]... Je suis comme ça, c'est tout ! Et je ne change pas, c'est tout. Mais pour ça, j'ai dû changer. Et donc, c'était dur ! Tous les matins, au réveil, je pleurais ²⁴. (Entretien avec Pam, avril 2016)

23 Chicago Health Atlas, 2019, « Adult obesity », [URL : chicagohealthatlas.org/indicators/adult-obesity].

24 « Mentally... it was very hard. [...] Changing some of my eating habits — I eat what I wanna eat. I've been with KOCO... almost eight years, and they always be like: "Stop eating pork, stop eating this!" I eat all the chips and pork and eat whatever — I'm just one of those people. I wanna die happy. We all gon' die one day, so... You telling me to change my hab-? It ain't gon' happen, I'm just gon' eat what I wanna eat. [...] And so after three days, my body really started to freak out. It was the first three days and my body was like: "You lost your damn mind, if you don't eat a cookie or a chip or something, I'ma go crazy!" 'Cause that's my thing! [Sur un ton penaud] I got cookies and crackers in my bag now, taking me with where [Elle marmonne]...

Dans ce récit, il est frappant de constater que Pam fait constamment le lien entre sa difficulté à arrêter de « grignoter », sa peur de « manger en cachette », et les effets de la grève de la faim sur sa famille, comme si la faim de la « mère nourricière » dont elle revendique la figure impliquait mécaniquement l'affamement de la famille dont elle a la charge. Mère de cinq enfants, elle s'occupe quotidiennement de sa mère retraitée, chez qui elle vit. Outre son rapport à la nourriture, le refus catégorique initial de Pam de s'affamer volontairement est intimement lié à son statut de femme qui « s'occupe de la maison », qui fait les courses et la cuisine. La grève de la faim bouleverse ainsi la répartition très fortement genrée du travail de reproduction sociale :

Je devais continuer à cuisiner pour ma famille. Et parfois c'était difficile. Et je restais debout le plus tard possible, et mes enfants ont commencé à se plaindre : « On te voit jamais, c'est l'été, on est censés le passer ensemble, on est censés faire des trucs ensemble. » Je ne pouvais pas faire des choses avec eux comme d'habitude²⁵. (Entretien avec Pam, avril 2016)

Tandis que la critique de la domination raciale occupe une place centrale dans le discours de Pam, la remise en cause de la domination masculine en est largement absente.

En resserrant la focale d'analyse sur un cas particulier de bataille *par* la faim, on comprend mieux l'ensemble des raisons pour lesquelles les douze grévistes se sont « affamé-e-s pour Dyett ». En effet, le recours à la grève de la faim prend sens dans un contexte local et national de forte visibilité des violences infligées aux populations racisées et de contestation des politiques de privatisation scolaire. Ce qui se joue dans cette grève, ce sont aussi d'importantes luttes symboliques qui dépassent les « performances » d'un établissement : luttes pour le droit de parler au nom de la *community* et d'en façonner les intérêts, pour la définition de la place des Noir-e-s dans la société. Ainsi, la transformation réussie de la faim en ressource de l'action collective marque durablement les rapports de force politiques locaux. En 2019, lors des élections municipales, qui voient Lori Lightfoot devenir la première lesbienne noire maire d'une grande ville, Jeanette Taylor se présente contre un conseiller sortant qu'elle bat. Dans la presse, elle est la « Dyett hunger

That's just who I am! And I just don't change, for that. But for this, I had to. And so... It was hard! I got up everyday, I cried» (TDA).

25 « I still had to cook for my family. And so those were sometimes my struggles. And I would stay out as late as I could, which my kids started complaining, like: "We don't see you, this all summer, we s'posed [supposed] to spend it together, we s'posed to do stuff." I couldn't take them out like I normally did» (TDA).

striker », catégorie qu'elle reprend fièrement à son compte²⁶. Mais elle fait aussi partie des six conseillers ou conseillères revendiquant l'étiquette *socialist* à être élu-e-s, phénomène sans précédent depuis des décennies, qui n'aurait probablement pas eu lieu sans la grève pour sauver Dyett.

Bibliographie

- COHEN Adam et TAYLOR Elizabeth, 2001, *American Pharaoh. Mayor Richard J. Daley : His Battle for Chicago and the Nation*, Boston, Back Bay Books.
- COLLOVALD Annie et GAÏTI Brigitte, 1991, « Des causes qui "parlent"... », *Politix*, vol. 16, n° 4, p. 7-22.
- DARMON Muriel, 2003, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte.
- EWING Eve L., 2018, *Ghosts in the Schoolyard : Racism and School Closings on Chicago's South Side*, Chicago, The University of Chicago Press.
- JENKINS Steve, 2002, « Organizing, advocacy, and member power : A critical reflection », *WorkingUSA*, vol. 6, n° 2, p. 56-89.
- KOENEMAN Keith, 2013, *First Son : The Biography of Richard M. Daley*, Chicago, University of Chicago Press.
- LEVINE Jeremy, 2016, « The privatization of political representation : Community-based organizations as nonelected neighborhood representatives », *American Sociological Review*, vol. 81, n° 6, p. 1251-1275.
- LICHTERMAN Paul, 1996, *The Search for Political Community : American Activists Reinventing Commitment*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- LIPMAN Pauline, 2011, *The New Political Economy of Urban Education : Neoliberalism, Race, and the Right to the City*, New York, Routledge.
- LYDERSEN Kari, 2013, *Mayor 1 % : Rahm Emanuel and the Rise of Chicago's 99 %*, Chicago, Haymarket Books.
- MCADAM Doug, TARROW Sidney et TILLY Charles, 2001, *Dynamics of Contention*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- MILKMAN Ruth, 2017, « A new political generation : Millennials and the post-2008 wave of protest », *American Sociological Review*, vol. 82, n° 1, p. 1-31.
- NAPLES Nancy A., 1998, *Grassroots Warriors : Activist Mothering, Community Work, and the War on Poverty*, New York, Routledge.
- NECKERMAN Kathryn M., 2007, *Schools Betrayed : Roots of Failure in Inner-City Education*, Chicago, University of Chicago Press.
- PETITJEAN Clément, 2019, *Des professionnel-le-s de la représentation populaire. Les community organizers à Chicago*, these de doctorat de sociologie, université Paris-Saclay.
- PITKIN Hanna F., 2013, « La représentation politique », *Raisons politiques*, n° 50, p. 35-51.
- REED Adolph, 2000, *Class Notes : Posing as Politics and Other Thoughts on the American Scene*, New York, New Press.

26 Armentrout Mitchell, 2019, « South Side incumbent clings to lead as Dyett hunger striker poised to win 20th », *Chicago Sun-Times*, 2 avril, [URL : chicago.suntimes.com/2019/4/2/18330475/south-side-incumbent-clings-to-lead-as-dyett-hunger-striker-poised-to-win-20th].

- ROBINSON Ian, 2000, « Neoliberal restructuring and U.S. unions : Toward social movement unionism? », *Critical Sociology*, vol. 26, n° 1-2, p. 109-138.
- SAMPSON Robert J., 2013, *Great American City : Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*, Chicago, University of Chicago Press.
- SAWARD Michael, 2009, « Authorisation and authenticity : Representation and the unelected », *Journal of Political Philosophy*, vol. 17, n° 1, p. 1-22.
- SCANLAN Stephen J., STOLL Laurie Cooper et LUMM Kimberly, 2008, « Starving for change : The hunger strike and nonviolent action, 1906-2004 », *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, vol. 28, p. 275-323.
- SIMÉANT Johanna, 1998, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po.
- 2009, *La grève de la faim*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SIMONET Maud, 2010, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute.
- SKOCPOL Theda, 1992, *Protecting Soldiers and Mothers : The Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge, Harvard University Press.
- TALPIN Julien, 2016, *Community organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires*, Paris, Raisons d'agir.
- TAYLOR Keeanga-Yamahatta, 2016, *From #BlackLivesMatter to Black Liberation*, Chicago, Haymarket Books.
- TOMPKINS-STANGE Megan E., 2016, *Policy Patrons : Philanthropy, Education Reform, and the Politics of Influence*, Cambridge, Harvard Education Press.
- UETRICHT Micah, 2014, *Strike for America : Chicago Teachers Against Austerity*, Londres-New York, Verso.

Notes

De Maze à Guantánamo : réflexions sur la temporalité des grèves de la faim et la mort lente en détention

MICHELLE C. VELASQUEZ-POTTS
TRADUIT PAR LISE GAROND

Début 2002, les prisonniers du camp de détention de Guantánamo entamaient leur première grève de la faim. Le Centre pour les droits constitutionnels américain rapporta que la grève avait débuté « en réponse à la profanation du Coran par un officier de la police militaire au camp X-Ray » (Olshansky et Gutierrez, 2005, p. 6). Entre autres incidents, des militaires avaient jeté par terre et piétiné les Corans de plusieurs détenus. Huit jours plus tard, un officier supérieur présenta des excuses, assurant que ces actes ne se reproduiraient pas (Velasquez-Potts, 2020, p. 212). Mais dès la fin de février 2002, une autre grève commençait à la suite d'un nouvel incident : en pleine prière, un officier avait « retiré le turban qu'un prisonnier s'était fabriqué » (Olshansky et Gutierrez, 2005, p. 6). Les grévistes de la faim de Guantánamo formulèrent ainsi leurs principales revendications : « que l'on respecte notre religion, notamment en cessant de profaner le Coran et en mettant un terme à la discrimination religieuse » (*ibid.*, p. 10). Les prisonniers demandaient en outre à être jugés équitablement et à bénéficier d'une représentation juridique, à avoir accès à une nourriture et une eau adéquates, à la lumière du soleil et à des traitements médicaux, à pouvoir contacter leur famille et à bénéficier de l'intervention d'« un organisme neutre pour observer la situation et rendre compte publiquement des conditions à Guantánamo » (*ibid.*). Plusieurs médias rapportèrent alors que les grévistes de la faim étaient hydratés par voie intraveineuse et nourris de force à l'aide de sondes naso-gastriques. « Personne ne va mourir », affirma auprès du *Telegraph* le commandant du camp de l'époque, le général Michael Lehnert, soulignant par là même le pouvoir contenu dans le refus collectif de s'alimenter.

Réagissant aux propos du général, le journaliste du *Telegraph* écrit qu'« il n'y [aurait] pas de martyrs à la Bobby Sands au controversé camp

de détention X-Ray»¹. Bobby Sands, qui était un des leaders de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), commença la tristement célèbre grève de la faim de 1981 dont il fut le premier à mourir, après soixante-six jours sans eau ni nourriture. Au total, le jeûne coûta la vie à dix prisonniers républicains, dont Sands. À la lumière de cet exemple, étudier l'alimentation forcée et la résistance à celle-ci au camp de Guantánamo revient à examiner les conditions changeantes de la politique de la grève de la faim. Celle-ci est souvent le seul moyen dont disposent les sujets incarcérés pour protester contre leurs conditions de détention mais aussi contre les circonstances sociopolitiques dans lesquelles elles s'inscrivent, ce qu'illustre l'exemple de la profanation du Coran, qui est une forme de violence ethno-racialisée. Le recours à l'alimentation forcée vient dès lors modifier en profondeur l'acte politique du jeûne. Le fait qu'elle n'ait pas été utilisée lors de la grève de 1981 met en exergue les particularités de son usage après le 11-Septembre : elle devient alors une technique de pouvoir qui brouille la frontière entre la vie et la non-vie, plaçant le détenu dans un état d'« animation suspendue » (*suspended animation*; voir Velasquez-Potts, 2019a, 2020)².

La grève de 1981 et celles de Guantánamo s'inscrivent au sein d'un même continuum historique, la grève irlandaise représentant l'utilisation de la vie biologique jusqu'à son ultime limite dans le combat politique. Le recours à l'alimentation forcée contre les grévistes de la faim de Guantánamo prolonge la durée des grèves mais diminue leur force politique, plaçant l'acte du jeûne et le corps dans un état d'« animation suspendue ». La référence du *Telegraph* à la mort de Sands nous invite à considérer le fait qu'avec l'introduction de l'alimentation forcée à Guantánamo, la mort n'oppose plus de limite à la grève de la faim. Comme l'écrit la philosophe Lisa Guenther (2013), « trente années se sont écoulées depuis la grève de la faim irlandaise, et plus de trente ans depuis l'émergence du néolibéralisme dans la Grande-Bretagne de Thatcher et l'Amérique de Reagan. *Que s'est-il passé pendant ce temps ?* » (c'est moi qui souligne). Pour tenter de répondre à la question de Guenther, je reviendrai d'abord sur la grève de la faim de 1981 en prenant appui sur le film *Hunger* de Steve McQueen (2008), qui retrace le combat ayant abouti au jeûne mortel des républicains irlandais à la pri-

1 Laurence Charles, 2002, « Sweet tea and therapy for X-Ray inmates », *The Telegraph*, 10 mars, [URL : telegraph.co.uk/news/worldnews/northamerica/usa/1387308/Sweet-tea-and-therapy-for-X-Ray-inmates.html].

2 L'absence de recours à l'alimentation forcée en 1981 est vraisemblablement due au fait qu'en 1974, Michael Gaughan, un membre de l'IRA qui avait entamé une grève de la faim en détention, mourut des suites d'une perforation pulmonaire après avoir été nourri de force (voir Miller, 2016).

son de Maze en Irlande du Nord, aujourd'hui démolie. Par son esthétisation extrême de la violence, et l'expérience temporelle très particulière qu'il propose, le film permet de mieux saisir les enjeux politiques et corporels de la grève de la faim, confrontant le spectateur à la violence que le corps est à la fois capable d'endurer et d'exercer.

Si la prison organise et contrôle sur un plan tant symbolique que matériel la vie des prisonniers, le jeûne volontaire remet directement en cause ce pouvoir. La représentation viscérale du jeûne mortel de Sands dans *Hunger* rend puissamment compte de cet aspect : dans cette autodestruction corporelle, la violence exercée par la prison est redirigée contre soi à des fins révolutionnaires. Or à Guantánamo, l'alimentation forcée exclut de fait la possibilité d'une telle stratégie incarnée, ce qui conduit à se demander ce qu'il advient de la vie politique et relationnelle en captivité lorsque le droit de protester se trouve limité par une sonde alimentaire. Le sacrifice corporel qui entre ici en jeu dans la résistance à l'« animation suspendue » permet de maintenir le rapprochement avec la grève de la faim irlandaise, et d'historiciser les grèves de la faim contemporaines à la lumière des progrès technologiques en matière d'expérimentation militaire. En fin de compte, le parallèle entre la grève de la faim irlandaise de 1981 et celles qui ont toujours lieu à Guantánamo met en exergue les deux limites à la pratique de la grève de la faim : d'un côté la mort, de l'autre l'optimisation de la vie au moyen d'une sonde alimentaire. Et donc, pour répondre à la question de Guenther, il faut se tourner vers la mise en place de l'alimentation forcée à Guantánamo. Je conclurai mon propos par une réflexion sur la situation actuelle au camp de Guantánamo où, près de vingt ans après le début des grèves de la faim, l'avenir des détenus reste incertain.

Hunger

Le film débute à la prison de Maze en pleine « grève de l'hygiène », la *dirty protest*, qui précéda de quatre ans la grève de la faim (Feldman, 1991). Troquant l'uniforme des détenus qu'ils refusaient de porter contre leurs couvertures (d'où leur surnom de *blanketmen*), les prisonniers refusaient également de se laver : par ces tactiques, les détenus protestaient contre la suppression par Margaret Thatcher de leur statut de prisonniers politiques. La question du statut des prisonniers a aussi joué un rôle important dans les premières années au camp de Guantánamo, où les grèves de la faim de 2002 avaient en partie pour but d'obtenir le statut de prisonniers de guerre par opposition à celui de « combattants ennemis ». De même, les prisonniers de

l'IRA demandaient à relever de la catégorie dite *spéciale*, qui aurait souligné la nature politique de leur dissidence, au lieu d'être associés à celle des crimes de droit commun. Mais Thatcher resta sur sa position, affirmant dans cette déclaration de 1981 devenue célèbre que « le meurtre politique, les attentats à la bombe politiques, la violence politique, cela n'existe pas. Il n'y a que des meurtres criminels, des bombardements criminels et de la violence criminelle. Nous ne ferons aucun compromis là-dessus. Il n'y aura pas de statut politique ». C'est dans ce contexte politique et historique que le spectateur se retrouve plongé au début de *Hunger*.

Le portrait sans concessions que dresse McQueen de la grève de l'hygiène débute avec l'arrivée en prison du républicain Davey Gillan (Brian Milligan), dégoûté par la saleté de son compagnon de cellule Gerry Campbell (Liam McMahan) et par les murs souillés d'excréments. Refusant de sortir pour se rendre aux toilettes, les prisonniers s'étaient mis à uriner et déféquer dans les coins de leurs cellules. Les gardiens ripostèrent en jetant couvertures et matelas sur les excréments lors de leurs rondes. Les prisonniers commencèrent alors à étaler leurs excréments sur les murs. Tandis que le personnage de Gillan s'acclimate à la saleté de sa cellule, la caméra le montre en train d'effleurer délicatement une mouche en passant le doigt à travers le grillage de la fenêtre, la lumière du soleil caressant sa peau. L'utilisation de la lumière naturelle crée une tension entre la beauté de la scène et le caractère abject de la cellule. Mais ce type de scène fait aussi émerger un paradoxe, présent tout au long du film : si la violence exercée par le régime carcéral à l'encontre des *blanketmen* et celle que ceux-ci s'infligent montrent le degré d'inconfort et de souffrances qu'ils sont capables d'endurer, ces mêmes souffrances deviennent aussi un moyen pour eux d'espérer prendre le pouvoir au sein de la prison.

Dans son importante étude ethnographique de la grève de 1981, *Formations of Violence* (1991), l'anthropologue Allen Feldman conceptualise ainsi la *dirty protest* :

En transgressant les frontières biologiques usuelles et en s'adaptant à l'écologie scatologique de leurs cellules, les *blanketmen* ont commencé à tirer des leçons politiques de leur relative immunité biologique et de leur survie. Le scatologique a commencé à former un système de significations positives définissant leur relation avec la prison et le monde extérieur. L'aspect fécal du corps et de la cellule s'est mis à fonctionner comme un code à partir duquel produire une variété de textes politiques. (Feldman, 1991, p. 182)

Pour Feldman, la grève de la faim irlandaise de 1981 illustre la façon dont « le corps comme lieu ultime du pouvoir forme aussi un lieu de réorientation et de renversement du pouvoir. En se révoltant, le prisonnier

objectifie et transforme le corps en un instrument de violence» (p. 178). En d'autres termes, la grève de la faim met en lumière le fait que le système pénal opère dans un contexte asymétrique où l'emprise du pouvoir sur l'individu devrait être entière, mais ne l'est pas (*ibid.*; voir aussi Bargu, 2014, 2016). Ce dernier point invite selon moi à reformuler la question de la violence, et montre que l'on pourrait, et même devrait, faire des distinctions entre les diverses formes de violence. Le film *Hunger* s'attelle lui aussi à cette question, sans célébrer ni «romanticiser» le sacrifice corporel qu'implique la grève de la faim, mais plutôt en exposant la nécessité historique de la violence entre les prisonniers et les gardiens au sein de la prison de Maze.

L'excès de force dont font preuve les gardiens comme les prisonniers remet en question les fonctions régulatrices de la prison. Comme le remarque la chercheuse en science politique Banu Bargu (2014), tout en accordant une même attention aux gardiens et aux prisonniers, *Hunger* «choisit de dépeindre [le conflit] à travers des individus appartenant à des camps opposés : les gardiens de prison et les prisonniers ne se montrent pas conformes aux rôles que leurs positions structurelles dans l'asymétrie des relations de pouvoir leur imposent pourtant de jouer» (p. 8). Cette dialectique entre gardiens et prisonniers s'exprime principalement de manière physique (les excréments étalés, les corps des prisonniers battus par les gardiens, les gardiens faisant tremper leurs poings ensanglantés après un passage à tabac). Le film ne fournit que très peu d'informations sur la situation politique en Irlande dans les années 1970 et 1980, et ce minimalisme favorise nécessairement une expression purement visuelle de la violence. À la différence des récits traditionnels, la lutte entre gardiens et prisonniers, républicains et protestants, s'illustre ici par le biais des corps et de la force physique (voir Lloyd, 2011).

En fin de compte, la tactique politique des grévistes de la faim irlandais «a établi une correspondance entre performance institutionnelle et performance biologique», exposant la manière dont la morbidité peut servir de base au combat politique (Feldman, 1991, p. 174). Ou, pour reprendre les termes de McQueen : «Quand on est en prison, on est poussé à l'extrême absolu. Et on utilise son corps comme une arme non seulement pour protester, mais aussi pour mourir»³. Après quatre ans de grève de l'hygiène, l'IRA décida qu'une grève de la faim serait le moyen le plus efficace pour que ses membres emprisonnés obtiennent le statut de prisonniers

3 Wigon Zachary, 2011, «The cinema is the train : On Steve McQueen's *Hunger*», *Filmmaker Magazine*, 24 août, [URL : filmmakermagazine.com/28233-the-cinema-is-a-train-on-steven-mcqueens-hunger/#.X5BruoJKjBI].

politiques. Centrée sur la figure de Sands (Michael Fassbender), premier membre de l'IRA à se lancer dans la grève de la faim, la dernière partie du film marque la fin de ce que Bargu (2014) nomme le « temps souverain » : un temps « abstrait, détaché, et caractérisé par la répétition obligatoire » (p. 17). Rien n'atteste du passage des heures ou des jours dans cette temporalité, il n'y a que la répétition de la violence exercée tant par les gardiens que par les prisonniers. Seule la mort de Bobby Sands vient rompre le temps souverain, ou la « temporalité dominante » du régime carcéral (*ibid.*).

Vers la fin du film se situe une scène charnière entre Sands et le père Dominic Moran (Liam Cunningham). Dans ce qui semble être la salle des visites, Sands et le père Moran se lancent dans un dialogue à bâtons rompus sur l'éthique de la grève de la faim qui est sur le point de commencer. Le faible éclairage et le léger flou des visages donnent au spectateur l'impression d'assister, à distance, à une conversation intime. Plutôt qu'un montage en champ-contrechamp, où l'objectif passe d'un interlocuteur à l'autre pour souligner leurs divergences de vues, McQueen place ses deux personnages au centre d'un plan statique de dix-sept minutes. S'éloignant de la représentation habituelle de la conversation, ce choix permet à la scène de gagner petit à petit en intensité, tandis que Sands et Moran, qui commencent par échanger des plaisanteries, se mettent à débattre du jeûne et de ce qui le différencie ou non du suicide. Il ressort clairement de leur échange que le père Moran voit la grève de la faim comme un acte suicidaire, tandis que pour Sands, il s'agit d'une forme de martyre.

Dans *Ce qui reste d'Auschwitz*, le philosophe Giorgio Agamben (1999) décrit le martyr comme celui qui témoigne par ses souffrances de sa foi : en tant que tel, l'acte de martyre ne consiste pas à mourir. De même, dans *Hunger*, Sands assimile la vie, et non la mort, à la lutte pour une Irlande souveraine, libérée du colonialisme britannique. Sa vie est une vie bien réelle, affirme-t-il. Sa décision de jeûner, et le risque qu'il prend de mourir de faim, se fonde sur la responsabilité et l'obligation, et non sur la moralité ou le sentiment. La longueur de cette scène, qui enferme Sands et Moran au milieu du champ avant que l'objectif ne se tourne vers Sands, permet au spectateur de considérer les deux facettes du débat. Elle établit une binarité politique : d'un côté la violence est perçue comme un moyen d'initier un changement radical, de l'autre on condamne la destruction et l'on croit au pouvoir de la négociation et du dialogue.

Hunger présente Sands en homme qui envisage ses actions comme révolutionnaires. La décision qu'il prend de risquer sa vie peut revêtir à première vue une certaine beauté. Tout au long de sa conversation avec le prêtre, Sands apparaît sûr de lui et posé. Mais lorsque débute la grève de

la faim, où pendant soixante-six jours le corps de Sands se consume lentement, le spectateur est confronté aux cruelles conséquences physiques du jeûne. Les convictions politiques du spectateur, et peut-être même celles de Sands, vacillent un peu plus à chaque image : gros plans des plaies qui lui rongent le dos, bruit de ses vomissements, images hallucinatoires d'oiseaux qui deviennent plus fréquentes à mesure que s'écoulent les jours sans manger. L'objectif multiplie les angles de vue pour finir par se concentrer sur le visage de Sands, bouche ouverte, les yeux vides. La réapparition des oiseaux, peut-être une référence subtile à l'affection de Sands pour les alouettes, prend une valeur symbolique : ils deviendront un emblème de son engagement pour la liberté. La lumière de la fenêtre éclaire son visage et une jeune version de lui-même lui apparaît. C'est la descente de Sands dans la folie. Sa dernière vision fait réémerger les oiseaux, des merles traversant un ciel nocturne. Ses derniers moments, aussi esthétiques soient-ils, sont plus terrifiants que beaux (voir Lloyd, 2011 ; Anderson, 2010)⁴. Tandis que Sands s'éteint, le film met en lumière les risques corporels auxquels tout engagement de ce type expose.

Ce qui fait la puissance formelle du film, c'est la juxtaposition entre le silence de la première moitié du film, le dialogue entre Sands et le père Moran dans la seconde, et le retour au silence dans la chambre d'hôpital où Sands jeûne jusqu'à sa mort. Mais il y a aussi, de bout en bout, la dégradation du corps. L'attention du film pour le corps apporte un éclairage original sur l'histoire de la grève irlandaise. Le postulat habituel est que l'on est soit un agent, soit une victime. On pense généralement que souffrir, c'est être passif, c'est être un objet et non un sujet, et que l'on doit s'efforcer de surmonter la douleur, conçue comme un état passif. Or *Hunger* cherche

4 David Lloyd (2011) remarque que Sands est ici placé dans une « lumière presque transcendante » (p. 156). Avec cette esthétisation extrême des derniers moments de Sands, le film « adopte le point de vue éthique du prêtre qui débat avec Sands [et] reproche à cet acte suicidaire et sacrilège de ne pas tenir compte de l'aspect collectif » du mouvement (*ibid.*). Le film se penche effectivement moins sur la manière dont la violence physique est vécue collectivement qu'individuellement par Sands. Ce type de représentation non seulement risque de mythifier les individus, mais laisse aussi de côté l'organisation collective qui sous-tendait la grève, à l'intérieur et à l'extérieur de la prison. Patrick Anderson dresse un constat similaire à propos de l'aura qui vient entourer les individus lorsqu'une grève de la faim devient célèbre. Il analyse la grève de la faim turque du début des années 2000, en soulignant que la particularité de cette grève était justement de réussir à éviter la « romantisation » des individus. Ici, la coalition plutôt que l'individu était « l'unité de sens première dans l'action politique » (Anderson, 2010, p. 113-114). Plutôt que de mythifier des individus comme l'ont été Bobby Sands, Mahatma Gandhi et Caser Chavez, cette grève était centrée sur la subjectivité politique des personnes incarcérées : les « multiples solidarités visibles chez les grévistes turcs produisaient et donnaient à voir des sujets profondément connectés à leur communauté politique en dépit de cette possibilité qui est une conséquence hautement individuelle de la grève de la faim : la mort » (*ibid.*).

justement à montrer qu'il s'agit là d'une fausse dichotomie. En réalité, le fait de s'affamer dans une institution telle que la prison montre la relation complexe qui existe entre liberté et captivité (voir Velasquez-Potts, 2019a). La représentation cinématographique de la violence politique n'est pas obligatoire pour comprendre les enjeux de la grève de la faim, mais elle est utile pour l'immédiateté avec laquelle le cinéma fait entrer le spectateur sur la scène de la violence en l'obligeant à se confronter à la temporalité de la captivité, au continuum historique de la violence qui se répète tant et si bien qu'au bout du compte, la préservation de la vie biologique ne fait même plus partie des objectifs ultimes de l'action collective. Du contre-jour utilisé par McQueen pour représenter l'abjection des cellules, aux lumières vives de la scène finale autour de la mort de Sands, un glissement semble s'opérer pour le spectateur entre « le précepte selon lequel la vie est ce qu'il y a de plus précieux et la question de savoir quel genre de vie vaut la peine d'être vécu » (Bargu, 2014, p. 9). Ce glissement est terrifiant, mais il est évident que le fait de se détruire volontairement est un geste radical qui, tout en s'opposant à la violence du temps souverain, opère dans le même espace et reste inextricablement lié à celle-ci.

Dès le début de la grève de 1981, Sands était convaincu que sa mort et celles d'autres grévistes seraient nécessaires pour que le gouvernement britannique cède à leurs revendications. Comme le note Bargu (2016) à propos de la grève de la faim turque du début des années 2000, le passage de la vie à la mort fait « partie de l'escalade du combat » (p. 239). La mort, dans ce contexte, illustre « le bien-fondé de la cause révolutionnaire » et exprime « la pureté du militantisme et la soumission à la cause révolutionnaire » au moyen de l'autodiscipline (p. 240). Les prisonniers politiques irlandais se lancèrent dans la grève de la faim pour honorer leur engagement envers la cause sans être certains de vivre suffisamment longtemps pour voir le gouvernement accéder à leurs revendications :

La mort, dans la grève de la faim [irlandaise], était conçue à la fois comme l'arrêt littéral des fonctions biologiques et comme un lent compte à rebours, une longue mort sociobiologique que l'épreuve de l'affamement prolongeait dramatiquement en un acte historique emblématique. « Aller jusqu'au bout »... c'était atteindre le point culminant de l'histoire ; c'était créer à partir du temps biologique du prisonnier mourant un nouveau continuum socio-temporel. (Feldman, 1991, p. 225)

« Aller jusqu'au bout » n'est pas seulement mourir, c'est aussi une façon pour le gréviste de la faim d'envisager une sorte d'ouverture radicale à un monde différent. La mort exprime l'engagement du révolutionnaire envers la cause qu'il défend, mais sans certitude sur les conséquences qu'il pourra avoir.

Ce qui advint de Bobby Sands fait maintenant partie de notre passé et, au cours des quatre décennies qui se sont écoulées depuis 1981, la grève de la faim est restée un moyen de protester dans les prisons et les centres de détention du monde entier. Les grèves de la faim de Guantánamo s'inscrivent dans un continuum de luttes incarnées comprenant l'exemple irlandais ainsi que les grèves de la faim turques qui ont mobilisé aussi d'autres tactiques d'autodestruction, dont l'auto-immolation et l'attentat suicide (voir Anderson, 2010 ; Bargu, 2016). Mais les grèves de la faim de Guantánamo, entamées en 2002, montrent aussi des différences significatives avec les grèves irlandaise et turque : en plus du jeûne, l'exemple américain permet d'examiner les technologies déployées en opposition à celui-ci. Dans la suite de cet article, j'analyse les grèves de la faim de Guantánamo en montrant que si l'alimentation forcée élimine le risque de mort biologique, la détention à durée illimitée fonctionne elle-même comme une forme de mort lente.

Alimentation forcée et « animation suspendue »

En 2006, tandis que les grèves de la faim se poursuivaient au camp de Guantánamo, de nouvelles procédures furent introduites pour nourrir les détenus de force. Elles consistaient à « attacher les détenus à un siège, à leur enfoncer un tube dans la gorge, à leur administrer de grandes quantités de nutriments liquides et d'eau, et à les laisser sur le siège pendant une durée pouvant aller jusqu'à deux heures pour les empêcher de se purger, selon les témoignages de détenus et de militaires »⁵. Les grèves de la faim atteignirent un pic en 2013, où jusqu'à cent six détenus jeûnèrent. Si le porte-parole des autorités militaires refusa de révéler l'identité des hommes concernés, le *Miami Herald* (2013) rapporta que « le ministère de la Justice avait prévenu les avocats des détenus dont l'état de malnutrition était tel qu'ils devaient être nourris de force par le personnel militaire médical ». Malgré le silence entretenu par les responsables militaires autour des grèves de la faim, des médias tels que le *Miami Herald* et *Al-Jazeera* ont continué à relayer les informations auxquelles ils parvenaient encore à avoir accès grâce à la loi sur la liberté de l'information (*Freedom of Information Act*), notamment sur le nombre d'hommes en grève et le fait que beaucoup d'entre eux

5 White Josh, 2006, « Police end probe into Moroccan ex-Guantanamo detainees' case », cité dans un dossier de presse d'*Algeria Watch*, 27 février, p. 6, [URL : algeria-watch.org/pdf/pdf_en/campaign_guantanamo/press_270206_050306.pdf].

continuaient à être nourris de force. Le *Miami Herald* et *Al-Jazeera* ont chacun publié en ligne une compilation de leurs informations sous forme de tableau chronologique⁶.

Les grèves de la faim de 2013 visaient une fois de plus à protester contre les comportements irrespectueux des militaires envers le Coran et les conditions de détention⁷. Au plus fort de la grève, vingt-quatre hommes furent nourris de force⁸. La journaliste Carol Rosenberg, qui a couvert depuis le début les grèves de la faim de Guantánamo, rapportait dans le *Miami Herald* que durant les grèves de 2013, le Pentagone avait déployé au camp « cent quarante médecins, infirmiers et aides-soignants de la Navy [pour] administrer la nourriture. Les prisonniers sont attachés à un siège de contention deux fois par jour, puis un professionnel de santé leur enfonce une sonde naso-gastrique dans le nez et la gorge jusqu'à l'estomac pour leur administrer un supplément nutritionnel »⁹. Samir Naji al Hasan Moqbel a décrit son expérience de l'alimentation forcée à l'hôpital du camp dans une tribune du *New York Times* qui a fait grand bruit. Son témoignage mérite une longue citation :

Je n'oublierai jamais la première fois qu'ils m'ont enfoncé la sonde dans le nez. Je ne peux pas décrire à quel point c'est douloureux d'être ainsi nourri de force. Quand on me l'a enfoncée, ça m'a donné envie de vomir. J'avais envie de vomir, mais je ne pouvais pas. J'avais extrêmement mal à la poitrine, à la gorge et à l'estomac. Je n'avais jamais ressenti une telle douleur auparavant. Je ne souhaiterais à personne ce châtiment cruel... On continue à me nourrir de force. Deux fois par jour, ils m'attachent à une chaise dans ma cellule. Mes bras, mes jambes et ma tête sont attachés. Je ne sais jamais quand ils vont arriver... C'était tellement douloureux que je les ai suppliés d'arrêter. L'infirmier a refusé. Quand ils ont terminé, de la « nourriture » a coulé sur mes vêtements. Je leur ai demandé de me donner des vêtements de rechange, mais le gardien a refusé de m'accorder cette dernière parcelle de ma dignité. (Moqbel Samir Naji al Hasan, « Gitmo is killing me », *New York Times*, 14 avril 2013)¹⁰

Malgré de nombreux autres témoignages similaires, les responsables médicaux du camp continuent à affirmer que l'alimentation forcée n'est

6 Rosenberg Carol et Gamio Lazaro, 2013, « Tracking the hunger strike », *Miami Herald*, [URL : media.miamiherald.com/static/media/projects/gitmo_chart/].

7 Keller Michael et Leopold Jason, 2013, « A guide to hunger strikes at Guantánamo Bay », *Aljazeera America*, 26 septembre, [URL : america.aljazeera.com/articles/multimedia/guantanamo-hungerstriketimeline.html].

8 Anonyme, 2013, « Twenty-four force fed captives », *Miami Herald*, 17 juillet, [URL : miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/guantanamo/article1950931.html].

9 Rosenberg Carol, 2013, « Guantánamo medics : Forced-feedings aren't torture », *Miami Herald*, 26 juillet, [URL : miamiherald.com/news/article2261153.html].

10 Voir [URL : nytimes.com/2013/04/15/opinion/hunger-striking-at-guantanamo-bay.html].

« pas si douloureuse... pas si insupportable que ça », et que de tels témoignages sont « ridicules »¹¹. Ces témoignages ainsi que les changements introduits dans les procédures d'alimentation forcée mettent cependant en lumière le fait que l'hôpital de Guantánamo est devenu un lieu d'« animation suspendue ». Terme médical désignant la cessation temporaire des fonctions vitales du corps, l'« animation suspendue », comme je l'ai noté plus haut, caractérise certaines formes de brutalité exercées par l'État, telles que l'alimentation forcée, qui permettent de maintenir des individus en vie (voir Velasquez-Potts, 2020). L'« animation suspendue », en tant que produit d'un pouvoir médico-politique, montre en outre la façon dont l'État mobilise la vie biologique pour contrer l'opposition et la vie politique au sein du camp.

L'hôpital du camp est ainsi devenu le lieu par excellence d'une bataille idéologique entre vie biologique et vie politique. Dans son témoignage, Moqbel explique clairement qu'il ne souhaite pas mourir mais qu'il est prêt à prendre ce risque tant qu'il n'est pas libéré. Pour certains responsables militaires, cette position est incompréhensible. Un médecin militaire interrogé par Rosenberg en 2013¹² exprimait ainsi son désarroi face à l'idée que l'alimentation forcée serait douloureuse et contraire à l'éthique : « Je n'aurais jamais cru qu'un jour je serais persécuté pour avoir maintenu en vie un détenu. » Dans *Hunger*, on assiste à un même combat entre les détenus et les médecins de la prison. Vers la toute fin du film, il y a un moment poignant où Sands, sur le point de mourir et à peine conscient, est allongé dans une baignoire, tandis qu'à ses côtés est assis un médecin au regard compatissant. Dans les scènes précédentes, on voit le même médecin encourager Sands à manger ou expliquer avec tact à ses parents ce qui se passe dans le corps quand les fonctions biologiques s'interrompent progressivement sous l'effet de l'affamement. Mais le médecin est ensuite relayé par un collègue, dont le spectateur perçoit très vite qu'il est tout sauf compatissant. Alors que l'homme s'appuie contre la baignoire en regardant Sands, apparaissent sur ses phalanges les lettres du sigle de l'*Ulster Defense Association*, un groupe paramilitaire loyaliste d'Irlande du Nord opposé au républicanisme irlandais. Sands tente de sortir de la baignoire et de soutenir son regard, mais il est trop faible et s'écroule sous les yeux du médecin loyaliste qui le contemple avec dégoût. Non seulement la scène résume bien l'engagement politique inébranlable de Sands, mais elle sert aussi à rappeler au spectateur les antagonismes bien réels entre

11 Rosenberg Carol, 2013, « Guantánamo medics : Forced-feedings aren't torture », *Miami Herald*, 26 juillet, [URL : miamiherald.com/news/article2261153.html].

12 Rosenberg Carol, 2013, « Guantánamo medics : Forced-feedings aren't torture », *Miami Herald*, 26 juillet, [URL : miamiherald.com/news/article2261153.html].

la Grande-Bretagne de Thatcher et les républicains irlandais qui luttaient pour une Irlande souveraine.

Cela ne signifie pas pour autant que les médecins de Guantánamo, comme celui que j'ai cité plus haut, ne soient pas sincères lorsqu'ils affirment que nourrir les prisonniers par voie naso-gastrique relève pour eux d'un devoir éthique. Disons plutôt qu'en niant littéralement l'expression de la vie politique telle qu'elle se manifeste à travers le jeûne, l'alimentation forcée constitue une forme insidieuse de violence médicale que les militaires mobilisent en se servant de la rhétorique du caractère sacré de la vie biologique pour la justifier. Des témoignages tels que celui de Moqbel ont provoqué au sein du public de nombreuses réactions très critiques du recours à l'alimentation forcée. Les problèmes éthiques qu'elle soulève continuent d'être une source de préoccupation parmi les professionnels de santé. En 1975, l'Association médicale mondiale (AMM) a publié la déclaration de Tokyo, un guide à destination des médecins sur la torture et les traitements inhumains en détention. La déclaration stipule que « lorsqu'un détenu refuse de s'alimenter et que le médecin le considère apte à mesurer rationnellement les conséquences d'un tel refus, il ne doit pas être artificiellement nourri »¹³. Lors de leur recrutement, les médecins de Guantánamo sont soumis à un interrogatoire visant à s'assurer qu'ils n'ont pas d'objections éthiques à l'alimentation forcée. Les médecins ont également pour obligation éthique d'informer les détenus des conséquences médicales souvent irréversibles du jeûne, et de déterminer si leur décision de jeûner leur appartient ou si elle est le fait de la coercition ou de la folie (Miles, 2006, p. 107-110). Si les militaires veulent bien reconnaître dans la décision d'entamer un jeûne l'existence d'un certain degré d'agentivité, le recours à l'alimentation forcée vient la nier.

Contraire à l'éthique médicale, le fait d'administrer un traitement contre l'accord du prisonnier va aussi clairement à l'encontre de la déclaration de Malte de 2006, émanant de l'AMM, qui portait spécifiquement sur les grèves de la faim. Dans ses directives, l'AMM insiste sur le fait que l'alimentation forcée n'est acceptable que dans de très rares cas : « Même si elle vise à bénéficier à l'individu, une alimentation qui s'accompagne de menaces, de coercition, d'un recours à la force ou à des contraintes physiques est une forme de traitement inhumain et dégradant. L'alimentation forcée de certains détenus dans le but de contraindre d'autres grévistes de la faim à cesser

13 NDE : « Déclaration de Tokyo de l'AMM », 1975, [URL : wma.net/fr/policies-post/declaration-de-tokyo-de-lamm].

leur jeûne est tout aussi inacceptable. »¹⁴ En d'autres termes, un médecin agit de manière éthique lorsqu'il respecte les souhaits du gréviste de la faim. Les directives précisent clairement que les médecins ont un devoir de loyauté envers leurs patients. Face à la clarté de ces directives, ce qui m'intéresse n'est pas tant le fait que certains médecins les négligent que la manière dont l'État les contourne en faisant de la préservation de la vie une priorité.

Le journaliste Luke Mitchell illustre bien les questions éthiques qui entourent le recours à l'alimentation forcée dans un entretien de 2006 pour le *Harper's Magazine* avec le Dr William Winkenwerder Jr., secrétaire adjoint aux affaires de santé de la Défense. Selon Winkenwerder, face au risque qu'un gréviste de la faim tombe dans le coma ou meure, le médecin est en droit de décider de le nourrir de force : un point que l'on retrouve clairement énoncé dans les directives de l'AMM, avec toutefois la précision essentielle que tout refus de traitement exprimé au préalable par le prisonnier doit être respecté. Mais pour Winkenwerder, « puisque notre rôle est de préserver la vie des personnes, pourquoi attendre que la vie soit menacée pour agir ? »¹⁵ Cette logique est incompatible avec le respect par l'État du droit des prisonniers à poursuivre leur grève. Comme le note Mitchell, « permettre aux gens de faire la grève de la faim et empêcher qu'ils meurent des suites de cette grève [sont] deux objectifs incompatibles » (*ibid.*). Angela Naomi Paik (2016) souligne que c'est précisément ce paradoxe qui rend impossible l'existence d'une éthique des soins à Guantánamo (p. 202-203). Ce que la logique de l'alimentation forcée accomplit, c'est, littéralement, de « faire vivre » (Foucault, 1976).

La théorie du biopouvoir de Foucault est ici utile pour conceptualiser la manière dont une technologie qui permet de maintenir des individus en vie, telle que la sonde alimentaire, peut s'inscrire dans les conceptions contemporaines de la torture et du châtement. Foucault a pour la première fois fait référence à sa conception positive du pouvoir en tant que biopouvoir à la fin du premier volume de son *Histoire de la sexualité* (1976) : il différencie le biopouvoir de l'ancien pouvoir souverain consistant à « faire mourir ou [...] laisser vivre » (p. 178). Ainsi, avant la modernité, le rapport du pouvoir à la vie se résumait au fait de prendre la vie ou de laisser vivre. En d'autres termes, le souverain n'exerçait de pouvoir qu'à travers son droit de tuer, c'est-à-dire de réprimer la vie. Cependant, à partir du XVIII^e siècle, la relation entre le pouvoir et la vie prit une forme plus positive et productive.

14 NDE : « Déclaration de Malte de l'AMM sur les grévistes de la faim », 1991, révisée en 2006, [URL : wma.net/fr/policies-post/declaration-de-malte-de-lamm-sur-les-grevistes-de-la-faim/].

15 Mitchell Luke, 2006, « God mode », *Harper's Magazine*, 4 août, [URL : <http://www.lukemitchell.org/2012/11/he-has-chosen-death-refusing-to-eat-or.html>].

Cela ne veut pas dire que le souverain n'était plus en mesure de prendre la vie, mais plutôt qu'il déployait désormais son pouvoir de manière stratégique en faveur de l'optimisation de la vie. Sur ce tournant, Foucault écrit qu'« au vieux droit de *faire mourir* ou de *laisser vivre* s'est substitué un pouvoir de *faire vivre* ou de *rejeter* dans la mort » (p. 181).

L'alimentation forcée pose un défi conceptuel au régime biopolitique : « faire vivre » et « laisser mourir » prennent une valeur spécifique dans le cas des grèves de la faim en détention. « Faire vivre » et « laisser mourir », ici, ne sont pas nécessairement des catégories distinctes, dans la mesure où forcer le corps à vivre est devenu une forme de contrôle. Le maintien en vie par l'alimentation forcée a pour paradoxe de favoriser en même temps que de nier la vie, puisqu'elle constitue une forme de torture au nom du maintien de la vie biologique. Je propose de concevoir l'alimentation forcée comme une technologie d'« animation suspendue », une tentative médicalisée pour dépouiller le prisonnier de sa capacité à protester. Le contrôle qu'exerce l'État sur la vie et la mort au moyen de cette technologie spécifique transforme l'assistance nutritionnelle en nutrition forcée (voir Velasquez-Potts, 2019b, p. 591).

Les grèves de la faim de Guantánamo atteignirent un pic en juillet 2013, mais en septembre, le nombre des grévistes avait beaucoup diminué. Depuis la fin de l'année 2013 (au moment où je rédige ces lignes, nous sommes en 2020), il est difficile de recueillir des informations sur le nombre d'hommes qui continuent à jeûner et sur ceux que l'on continue à nourrir de force. Cela nous ramène à l'argument de Bargu (2014) sur la temporalité souveraine telle qu'elle est représentée dans le film *Hunger*, une temporalité où le quotidien est « organisé, régulé et dominé par le pouvoir de l'État » (p. 17). Dans ses travaux sur les grèves de la faim à la prison d'État de Pelican Bay en Californie, Guenther (2013) parle d'une « temporalité biopolitique » qu'elle définit comme « un temps dans lequel rien ne vient interrompre l'expansion implacable du capital, un temps sans événement ». Cela ne signifie pas pour autant que les détenus de Guantánamo n'ont pas continué à s'opposer au pouvoir de l'État, à lutter contre l'« animation suspendue ». En 2014, une bataille juridique de trois ans s'est ainsi engagée pour la déclassification de trente-deux vidéos montrant le prisonnier Abu Wa'el (Jihad) Dhiab être nourri de force sur un siège de contention après avoir été extrait de sa cellule. En 2017, un panel de trois juges de la cour d'appel fédérale de Washington DC a finalement décidé que les bandes vidéo resteraient sous scellés et ne seraient donc pas rendues publiques. Il y a donc bien des ruptures dans le temps souverain ou biopolitique, mais le fait que l'alimentation forcée soit depuis près de deux décennies la réponse apportée aux grèves de la faim par les militaires du camp a nécessairement

transformé le prisonnier qui proteste en patient, faisant peut-être émerger une autre temporalité politique (Guenther, 2013).

Comment définir les formes de vie politique qui ont été réprimées à Guantánamo pendant toutes ces années ? Et comment la comparaison avec d'autres grèves, dont celle de 1981 en Irlande du Nord, peut-elle nous éclairer sur la façon dont les nouvelles technologies punitives, comme l'alimentation forcée, viennent modifier les relations entre vie et mort ? En tout cas, diverses formes de luttes incarnées contre le temps souverain continuent de se déployer dans les prisons et les camps de détention du monde entier. Et avec les technologies telles que la sonde alimentaire mises en place pour les contrecarrer, la politique de la vie et de la mort que les militaires tentent de contrôler prend des significations inédites.

Une mort lente

Ma conclusion prend une tournure nécessairement hypothétique. Le camp de détention de la base navale de Guantánamo est en activité depuis près de vingt ans maintenant et, depuis 2002, les grévistes de la faim sont nourris de force. Le plus âgé des détenus a dépassé les soixante-dix ans, et la grande majorité d'entre eux a la cinquantaine. Dans un récent article du *New York Times*, Carol Rosenberg¹⁶ remarquait qu'avec le vieillissement des détenus et le projet de l'administration Trump de maintenir le camp en fonctionnement pendant au moins vingt-cinq ans de plus, l'horizon des soins palliatifs se rapprochait. Un grand nombre de détenus étant prédiabétiques, ils devront peut-être bientôt être dialysés. D'autres pourraient avoir un jour besoin d'une prothèse de hanche, de genou ou d'un fauteuil roulant. Beaucoup souffrent d'apnée du sommeil et nécessitent déjà des appareils respiratoires. Il est question de construire une petite prison avec un centre de santé pour traiter les problèmes d'hypertension, de cholestérol, les douleurs articulaires et le diabète des patients vieillissants. Le nombre de détenus en fauteuil roulant étant voué à augmenter, il faudra sans doute aménager les cellules avec des accès plus larges, des rampes et des barres d'appui. Le Pentagone, rapporte Rosenberg¹⁷, commence aujourd'hui à planifier la vieillesse et la mort des « suspects de terrorisme » de Guantánamo.

16 Rosenberg Carol 2019, « Guantánamo Bay as nursing home : Military envisions hospice care as terrorism suspects age », *New York Times*, 27 avril, [URL : [nytimes.com/2019/04/27/us/politics/guantanamo-bay-aging-terrorism-suspects-medical-care.html](https://www.nytimes.com/2019/04/27/us/politics/guantanamo-bay-aging-terrorism-suspects-medical-care.html)].

17 Rosenberg Carol, 2013, « Guantánamo medics : Forced-feedings aren't torture », *Miami Herald*, 26 juillet, [URL : [miamiherald.com/news/article2261153.html](https://www.miamiherald.com/news/article2261153.html)].

Tout comme ils affirmaient que l'alimentation forcée avait pour but de préserver la vie des prisonniers, les responsables militaires affirment aujourd'hui que les soins palliatifs permettront d'offrir à ces hommes qui pourraient ne jamais être libérés une bonne mort. Avec la sonde alimentaire déjà utilisée pour maintenir la vie et la possible ouverture d'un centre de soins palliatifs pour faciliter la mort, l'hôpital du camp aura bouclé la boucle. Sur ce point, le Dr Stephen N. Xenakis, psychiatre au camp de Guantánamo, déclarait : « C'est paradoxal... Mais on ne peut pas juste laisser les gens mourir dans ce pays. Cela irait à l'encontre de tous nos principes éthiques »¹⁸. L'ironie est que la grève de la faim fait du risque mortel la preuve ultime de l'engagement de l'individu envers la cause qu'il défend. Or à Guantánamo, ce risque a de fait été annihilé dès 2002. Mais voilà qu'à présent un nouveau type de mort, prétendument bonne, se profile à l'horizon (voir Neumann, 2016). L'armée américaine ne laisse pas « juste » les gens mourir, nous dit le Dr Xenakis. L'État continue en effet de montrer à quel point il s'investit dans le contrôle de la mort, allant jusqu'à décider quand il convient de mourir, et quel type de mort est acceptable.

Au fur et à mesure que le temps passe, l'armée américaine tente d'effacer les brutalités de son programme d'« interrogatoire renforcé », central dans la guerre contre le terrorisme, à l'aide d'une nouvelle rhétorique et de nouvelles technologies de préservation de la vie censées soulager la dégradation des corps que l'armée elle-même a favorisée par ses pratiques. Lauren Berlant (2011) définit la « mort lente » comme « l'usure physique d'une population d'une manière qui désigne sa détérioration en tant que condition déterminante de son expérience et de son existence historique » (p. 95). Elle précise que son intérêt porte sur l'applicabilité de la mort lente aux espaces ordinaires caractéristiques du capitalisme tardif. À première vue, Guantánamo échappe à l'ordinaire et s'inscrit davantage dans les suites d'un événement traumatique. Pourtant, la notion de mort lente met en évidence le fait que la détention indéfinie est précisément ce qui épuise à petit feu la population emprisonnée. La mort lente et la notion d'« animation suspendue » que j'utilise pour décrire le pouvoir médico-politique de l'enfermement indéfini ont ceci de particulièrement terrifiant qu'elles transforment des espaces exceptionnels en espaces ordinaires. Avec le temps, le corps vieillissant des détenus, tout comme celui des individus en liberté, devient invalide : il s'agit là d'un nouveau type d'affaiblissement, qui doit

18 Rosenberg Carol 2019, « Guantánamo Bay as nursing home : Military envisions hospice care as terrorism suspects age », *New York Times*, 27 avril, [URL : [nytimes.com/2019/04/27/us/politics/guantanamo-bay-aging-terrorism-suspects-medical-care.html](https://www.nytimes.com/2019/04/27/us/politics/guantanamo-bay-aging-terrorism-suspects-medical-care.html)].

autant au vieillissement naturel qu'à l'espace carcéral favorisant la détérioration des corps. Les soins palliatifs à Guantánamo sont-ils une manifestation encore plus prononcée de la souveraineté de l'État, ou simplement un nouvel exemple du « faire vivre » ou « laisser mourir » ? La question, pour l'heure, reste nécessairement en suspens.

Pour tenter de répondre à la question « Que s'est-il passé ? » posée par Guenther, je me suis tournée vers une interprétation artistique des événements de 1981. Il existe bien d'autres descriptions scientifiques et historiques de ce moment important de l'histoire irlandaise. Mais *Hunger*, dans sa représentation presque claustrophobe du corps souffrant, a ceci de particulier, non pas de se présenter comme un récit pur ou sans filtre de la grève de la faim, mais de confronter le spectateur au risque physique inhérent à la grève avec une intensité que seule une représentation esthétique semble capable d'atteindre. Avec le recours durable à l'alimentation forcée à Guantánamo, je pense qu'il est important de revenir aux diverses représentations et descriptions des grèves de la faim tout en continuant à documenter et conceptualiser ce que cette pratique de lutte devient, à l'aune du recours à l'alimentation forcée, dans les sites géopolitiques du monde entier et notamment dans les prisons et centres de détention américains¹⁹. En outre, il est impératif de revenir à des témoignages tels que celui de Moqbel et nombre d'autres détenus de Guantánamo qui persistent à vouloir que leur lutte incarnée soit reconnue en tant que grève de la faim en dépit de l'alimentation forcée. Il ne fait aucun doute que l'alimentation forcée à Guantánamo reste un moyen technologique pour réprimer la dimension politique de la vie en détention. Pourtant, en dépit des sondes alimentaires, les grèves de la faim se poursuivent. Cela implique-t-il une rupture avec le temps souverain ou biopolitique ? Il n'est peut-être pas possible à l'heure actuelle de répondre à cette question et donc, pour le moment, nous restons mobilisés et attentifs à ceux qui continuent à protester et forger de nouvelles formes de dissidence incarnées face à des technologies et des pratiques carcérales en constante évolution.

19 Voir Galatas Eric, 2019, « Asylum seekers' hunger strike reaches 60th Day », *Public News Service*, 6 septembre, [URL : <https://www.publicnewsservice.org/2019-09-06/human-rights-racial-justice/asylum-seekers-hunger-strike-reaches-60th-day/>] et Holpuch Amanda, 2019, « Revealed: Man force-fed in ICE custody at risk due to "Substandard Care", Doctor Says », *The Guardian*, 30 août, [URL : [theguardian.com/us-news/2019/aug/30/ajay-kumar-hunger-strike-asylum-seeker-us-detention](https://www.theguardian.com/us-news/2019/aug/30/ajay-kumar-hunger-strike-asylum-seeker-us-detention)].

Bibliographie

- AGAMBEN Giorgio, 1999, *Homo sacer*, t. 3, *Ce qui reste d'Auschwitz. L'archive et le témoin*, (trad. P. Alfieri), Paris, Payot et Rivages.
- ANDERSON Patrick, 2010, *So Much Wasted : Hunger, Performance, and the Morbidity of Resistance*, Durham, Duke University Press.
- BARGU BANU, 2014, « Odysseus unbound : Sovereignty and sacrifice in *Hunger* and the dialectic of enlightenment », *Anjelaki : Journal of the Theoretical Humanities*, vol. 19, n° 4, p. 7-22.
- 2016, *Starve and Immolate : The Politics of Human Weapons*, New York, Columbia University Press.
- BERLANT Lauren, 2011, *Cruel Optimism*, Durham, Duke University Press.
- FELDMAN Allen, 1991, *Formations of Violence : The Narrative of the Body and Political Terror in Northern Ireland*, Chicago, The University of Chicago Press.
- FOUCAULT Michel, 1976, *L'histoire de la sexualité*, t. 1, *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard.
- GUENTHER Lisa, 2013, « The biopolitics of starvation in California prisons », *Society and Space*, 2 août, [URL : societyandspace.org/articles/the-biopolitics-of-starvation-in-california-prisons].
- LLOYD David, 2011, *Irish Culture and Colonial Modernity 1800-2000 : The Transformation of Oral Space*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MCQUEEN Steve, 2008, *Hunger*.
- MILLER Ian, 2016, *A History of Force Feeding : Hunger Strikes, Prisons and Medical Ethics, 1909-1974*, New York, Palgrave Macmillan.
- MILES Steven, 2006, *Oath Betrayed : Terror, Medical Complicity, and the War on Terror*, New York, Random House.
- NEUMANN Ann, 2016, *The Good Death : An Exploration of Dying in America*, Boston, Beacon Press.
- OLSHANSKY Barbara et GUTIERREZ Gitanjali, 2005, *The Guantánamo Prisoner Hunger Strikes and Protests : February 2002-August 2005*, New York, rapport pour le Center for Constitutional Rights, [URL : ccrjustice.org/home/get-involved/tools-resources/publications/report-guantanamo-prisoner-hunger-strikes-and].
- PAIK A. Naomi, 2016, *Rightlessness : Testimony and Redress in U.S. Prison Camps since World War II*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- VELASQUEZ-POTTS Michelle C., 2019a, « Staging incapacitation : The corporeal politics of hunger striking », *Women and Performance : A Journal of Feminist Theory*, vol. 29, n° 1, p. 25-40.
- 2019b, « Carceral oversight : Force-feeding and visibility at Guantánamo Bay detention camp », *Public Culture*, vol. 31, n° 3, p. 581-600.
- 2020, « Embodied refusals : On the collective possibilities of hunger striking », *Abolition: A Journal of Insurgent Politics*, vol. 2, n° 1, p. 212-229.

Nourrir les « nouveaux » pauvres. Une enquête de terrain dans des services d'aide alimentaire parisiens au temps du premier confinement (printemps 2020)

LORRAINE GUÉNÉE
ERWAN LE MÉNER
ODILE MACCHI

Dès l'annonce du confinement le 17 mars 2020, des représentants du secteur caritatif donnent l'alerte : comment vont se nourrir ceux qui vivent de dons alimentaires, de la collecte d'invendus des marchés ou même des poubelles des restaurants, fermés jusqu'à nouvel ordre¹ ? Les services de distribution alimentaire doivent alors se réorganiser pour faire face à une réduction des effectifs bénévoles, pour pallier l'absence de travailleurs sociaux confinés et pour s'adapter aux mesures sanitaires. Face à la fermeture de nombreux points d'aide alimentaire, des distributions, accessibles à tous, ouvrent à la hâte. Ainsi, le 24 mars, avec l'appui de la Ville de Paris, le Carreau du Temple, institution culturelle du 3^e arrondissement, les Grands Voisins, tiers-lieu hybride du 14^e arrondissement, et un bâtiment municipal récemment libéré par EDF au 70, boulevard Barbès (Paris 18^e) sont transformés en lieux de distribution. Un réseau de paroisses, coordonné par le diocèse, se donne également pour mission de distribuer des sacs de provisions. Des unités bénévoles, tel un regroupement militant de l'université Paris 8, s'organisent pour fournir de la nourriture – ici à des étudiants, en partenariat avec le Secours populaire, déjà présent à l'université.

D'emblée, les responsables du secteur caritatif s'inquiètent de l'affluence. L'idée que la crise sanitaire porte en germe une crise sociale se profile. Cela se traduit par un concert de déclarations sur les « nouvelles catégories » de bénéficiaires. Les responsables et travailleurs sociaux, auxquels les médias donnent la parole, évoquent des profils encore jamais vus aux distributions². C'est dans ce contexte que la directrice générale du

-
- 1 Voir par exemple Nicolas Clément, « Le coronavirus, c'est la double peine pour les plus pauvres », *Le Monde*, 17 mars 2020. L'auteur s'exprime comme bénévole du Secours catholique.
 - 2 Cet article, interrogeant le président des Restos du cœur, une responsable d'antenne départementale et le délégué général de la Fondation Abbé Pierre, en rend bien compte : Isabelle

Samusocial de Paris, relayant les propos d'autres dirigeants du secteur, passe commande d'une enquête à son observatoire pour identifier ces nouveaux bénéficiaires et prendre la mesure de l'évolution des besoins³. En plus des lieux précités (n = 6, avec deux services de paroisses), les enquêtrices se rendent à une distribution régulière des Restos du cœur sur un boulevard à Nation, à une épicerie sociale du 10^e arrondissement tenue par le Secours populaire et à une session « petit déj FADS » (pour petit-déjeuner de la Fondation de l'Armée du salut) livré par l'association Utopia 56 porte de la Chapelle à l'intention des exilés.

Le Samusocial et ses partenaires ouvrent ainsi leurs portes aux enquêtrices, les pressent de voir, de reconnaître, de décrire des « nouveaux ». On peut se demander ce que l'on attend de cette enquête⁴ : une caution des actions (déjà) mises en œuvre, un appui à l'extension possible des services en question ? Les acteurs de l'urgence en ont-ils réellement besoin, en cette période de crise... Prendre au sérieux la commande, c'est donc à la fois aborder avec une certaine défiance les termes dans lesquels elle est formulée, et considérer une demande d'enquête ; c'est prendre au mot, moins les problèmes tels qu'ils sont posés, reprenant des évaluations déjà forgées, dont le contexte de formulation n'est plus toujours discernable, que le trouble de nos commanditaires et interlocuteurs face à une situation problématique.

Force est de reconnaître que le discours sur les « nouveaux » pauvres – et l'évolution de l'aide alimentaire – n'a rien d'inédit, comme le rappellent au détour de leur enquête Jean-Noël Retière et Jean-Pierre Le Crom (2018)⁵. Le monde de la lutte contre l'exclusion découvre en permanence de nouvelles figures, justifiant des services nouveaux, des moyens supplémentaires (Damon, 2002). Ce processus conduit à une différenciation à l'infini des groupes sans abri, qui rendrait imperceptible l'unité du phénomène. Cela se ferait également au risque de dissimuler les rapports sociaux qui président

Rey-Lefebvre, « L'aide alimentaire au temps du confinement : "Des étudiants viennent nous donner un coup de main, mais aussi s'approvisionner" », *Le Monde*, 22 avril 2020. Ils évoquent comme « nouvelles catégories », outre les étudiants, les « microentrepreneurs », ceux qui vont voir leur allocation-chômage baisser du fait des nouvelles règles d'indemnisation adoptées en 2021, et des personnes dont les revenus dépassent les seuils pour percevoir les minima sociaux.

3 La commande et la mise en place de l'enquête, réalisée par Lorraine Guénée et Odile Macchi, sont décrites dans le rapport d'étude (Guénée, Le Méner et Macchi, 2020).

4 Comme se le demande Michel Pialoux (2019, p. 498), enquêtant dans les cités de transit où officiaient les équipes d'Aide à toute détresse.

5 Avant qu'il ne soit question de « nouvelle pauvreté » dans les années 1980, pendant l'Occupation, dans un contexte de rationnement, l'aide a pu prendre la forme de repas à emporter préparés par des restaurateurs pour des familles nécessiteuses (comme en 2020) : on s'inquiétait déjà de la présence de « nouveaux pauvres » ou de « misères cachées » (Retière et Le Crom, 2018, p. 41-43 et 52).

à la « désorganisation » et à la « démoralisation » de certaines franges des classes populaires, que l'on pourrait nommer sous-prolétaires⁶.

Toutefois, ce n'est pas parce qu'ils proposent des sociologies des « nouveaux » cas que les dirigeants d'associations tiennent cette sociologie pour faite (ils décrivent des profils d'individus sans pour autant confondre ces descriptions avec celles d'enquêtes dûment menées), ou qu'ils nous obligent à valider leurs schémas. En tous cas, la commande permet d'enquêter, *in situ* et *in vivo*, avec certaines facilités, pendant la crise et non après-coup, sur les reconfigurations de l'aide alimentaire, avec de nouveaux lieux de distribution et modes de fonctionnement. Cela revêt un intérêt documentaire⁷, « préarchéologique » pourrait-on dire avec Marcel Maget (1953, p. xxxii et 14-15), d'autant plus prononcé que la situation (le confinement) limite les possibilités de déplacement et donc d'enquête de terrain. Enquêter dans cette situation critique, c'est saisir un moment où la question des « nouveaux » se pose encore, ou, du moins, où les réponses à cette question ne sont pas encore figées (notamment en raison du fait qu'elles restent indexées à des contextes locaux et que l'on peut faire des descriptions de première main).

L'investigation – environ une journée en binôme par site – a consisté en ceci : décrire l'organisation spatiale et rapporter le déroulement des distributions observées, en étudiant davantage le fonctionnement pratique des services que les motivations des guichetiers et les élans de solidarité vers lesquels se portent plus souvent les reportages et les enquêtes en ces lieux ; demander, de part et d'autre du guichet, « qui sont les nouveaux ? » ; rencontrer les présumés nouveaux, les interroger sur les circonstances du recours à l'assistance et leur économie domestique.

Ces observations permettent-elles d'entrevoir les effets de la crise sanitaire sur les plus démunis ? Que disent-elles précisément de leurs besoins et de la population concernée ?

Notre contribution présentera, d'abord, en quoi la réorganisation des lieux et des dispositifs d'aide alimentaire participe à la réinvention de

6 Voir les travaux de Michel Pialoux (2019) sur l'« habitat-dépotoir », réalisés entre la fin des années 1960 et les années 1970, au moment de l'émergence des thèmes de l'« exclusion » et de la « nouvelle pauvreté ». Plus récemment, Patrick Bruneteau et Daniel Terrolle (2010) critiquent le processus d'enquête (y compris celui de l'Observatoire), faisant perdre de vue les médiations par lesquelles s'opèrent la mise à l'écart, la mise au silence et la mise en demeure des sous-prolétaires dans les méandres des dispositifs d'assistance.

7 Le journal d'enquête, tenu par les enquêtrices, documente en première main l'expérience du premier confinement dans les services d'aide alimentaire (Lorraine Guénéé et Odile Macchi, Les « nouveaux publics » de l'assistance (Paris et Saint-Denis, 22 avril 2020 – 19 mai 2020). Journal d'enquête, 124 pages). Sur le rôle d'un journal de terrain comme rapport d'expérience à expérience, voir Baciocchi, Cottureau et Hille (2018).

cette nouveauté, même si, dans les faits, les nouveaux utilisateurs sont peu nombreux et les nouveaux venus peu visibles. Ce que donne à voir plus nettement cette situation critique, ainsi que les tensions qui s'exercent aux guichets, dépasse la ligne « anciens-nouveaux » : sont en effet mises en exergue les difficultés qu'a d'ordinaire toute une frange de la population à se nourrir, impliquant une organisation économique dont l'équilibre précaire est bouleversé par les effets du confinement.

Une reconfiguration inédite de l'offre alimentaire et de l'accueil

Sur les 122 « points de distribution alimentaire », répertoriés sur l'interface publique du système d'information géographique « Paris ville solidaire » avant le confinement⁸, 97 d'entre eux (80 %) sont fermés début avril, et 64 le 19 mai, à la clôture de l'enquête. En contrepartie, 45 lieux pourraient avoir ouvert⁹. Cet inventaire témoigne, à lui seul, de la concentration de l'offre alimentaire, qui se traduit par un afflux dans les lieux ouverts, d'autant plus que la communication autour de cette nouvelle configuration de l'offre est abondante, que ce soit dans les médias, par les affichages, le bouche-à-oreille, ou par orientation des travailleurs sociaux (doc. 1). Le numéro d'urgence pour les sans-abri, le 115, propose à ceux qui l'appellent de se rendre dans des lieux indiqués par texto, le message valant sauf-conduit.

Un retraité accueilli à la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal du 16^e arrondissement a su que la distribution existait parce que « c'est affiché partout qu'on peut avoir un panier alimentaire, sur les magasins ». Il n'est pas le seul à avoir découvert un accès à de la nourriture gratuite en faisant ses courses : c'est devant un supermarché Lidl à Barbès que le bouche-à-oreille a conduit des femmes logées, au RSA (revenu de solidarité active), vers un guichet voisin. À l'accueil des distributions généralistes, on trouve les dépliants listant toutes les adresses où aller pour se nourrir dans la capitale, ou du moins une sélection d'offres dans le quartier. La quantité de personnes se rendant dans les lieux visités durant l'enquête est souvent soulignée par nos interlo-

8 Le paysage de l'aide alimentaire à Paris est dressé à partir du répertoire officiel Pacte parisien de lutte contre la grande exclusion 2015-2020 ; voir l'interface publique en ligne : [URL : <https://capgeo.sig.paris.fr/Apps/LieuxAidePersonnesSansAbri/>].

9 D'après des listes publiques de 4 pages intitulées « Où manger à Paris? », « Où trouver des produits alimentaires à Paris? » puis « Où trouver des produits alimentaires gratuits ou à bas coût? », plusieurs fois mises à jour (le 20 avril, les 4, 19 mai et 3-4 juin) par la mairie de Paris, la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement et la Fédération des acteurs de la solidarité.

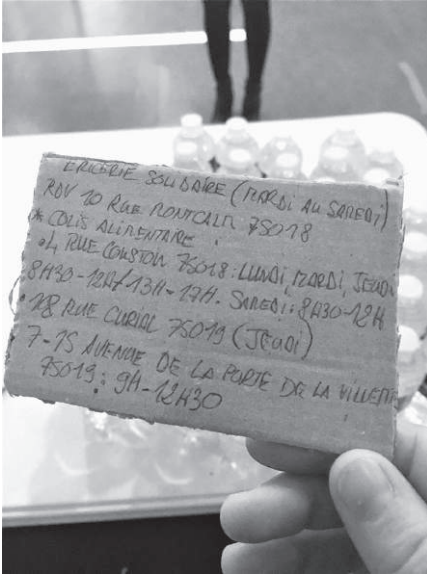


Figure 1.
Cliché d'un carton déposé par l'équipe locale sur la table d'accueil à propos de l'aide alimentaire alentour (ce qui indiquerait que l'on s'attend ici à ce que les demandeurs soient des gens du coin). Distribution alimentaire gérée par l'association Aurore, 70, boulevard Barbès, Paris (*Journal de terrain*, 5 mai 2020).

Crédit: Lorraine Guénée.

cuteurs. Sans surprise, il y a foule à l'épicerie sociale de la rue Montcalm ; le secrétaire général du Secours populaire y a même « vu passer 162 personnes récemment, dont 72 nouveaux, quand 80 personnes représentent vraiment une grosse journée en temps normal ». Toutes les personnes, passées non loin de la distribution du 70, boulevard Barbès, sont susceptibles d'avoir retenu cette adresse en récupérant leur panier alimentaire.

Ces informations générales sur l'afflux au guichet ne sont toutefois que la partie émergée d'une profonde réorganisation humaine et spatiale des lieux d'accueil. On en appelle aux bonnes volontés pour remplacer les bénévoles retraités, « à risque » face au virus et démobilisés, sur qui reposent d'ordinaire les distributions. À l'épicerie sociale visitée, l'équipe est ainsi totalement nouvelle et rajeunie. Par endroits, des intérimaires sont embauchés pour préparer les paniers alimentaires. Des travailleurs sociaux sont délocalisés de leurs lieux de travail habituels. Il s'agit également de trouver des espaces adéquats pour mettre en place un protocole de récupération de nourriture dans le respect des normes sanitaires. Le site du Carreau du Temple est emblématique de l'implantation en urgence de distributions alimentaires dans des espaces détournés de leur usage premier. Très spacieuse, cette grande halle lumineuse, désertée après la fermeture des lieux culturels, est mise à profit pour centraliser la livraison de nourriture par un traiteur, puis l'emballage et la distribution par des intérimaires embauchés

vidus) reconfigure les pratiques d'accueil¹⁰. Quand les interactions en face à face sont impossibles, la relation de service est réduite au minimum – salutations expresses dans les zones de côtoiement entre personnels filtrant les entrées et requérants, gestes ou propos pour indiquer les paniers à récupérer, et ainsi de suite. Les ambiances tranchent avec l'ordinaire.

Au Carreau du Temple, hors des moments d'empoigne lors des distributions de vêtements, les gens défilent sans bruit. À Barbès, le contrôle de température, l'exiguïté de la salle blanche avec des marquages au sol et la répétition des consignes sanitaires donnent le sentiment d'être à un guichet de douane (doc. 3). À Nation, les bénévoles et les habitués de la distribution des Restos du cœur sont attristés de ne pouvoir converser autour du bol de soupe, qui a cessé d'être servi, et de devoir se disperser. Le site des Grands Voisins fait exception : du fait de son grand patio extérieur aménagé, la possibilité d'y rester des heures reste offerte, ainsi que celle d'y rencontrer des inconnus (doc. 4). Comment les demandeurs trouvent-ils, dès lors, leur chemin et leur compte avec tous ces changements ?

Les personnes recevant habituellement une aide alimentaire doivent se rapprocher des nouveaux points de distribution. Selon leur profil, l'endroit où elles habitent, leur souci de se fondre dans la masse ou, au contraire, leur envie de fréquenter du monde, elles privilégieront l'un ou l'autre. Sur le site des Grands Voisins, parmi les récipiendaires de panier-repas – incluant une salade composée (exemple : surimi-pommes de terre en barquette), des portions individuelles de fromage et de pain, une boîte de sardines ou de thon, un yaourt ou une compote, un fruit –, se trouvent par exemple les personnes suivantes :

– une mère de famille hébergée en centre d'hébergement d'urgence à proximité, avec son mari et ses deux enfants, venue à pied, avec d'autres ménagères de son foyer. Les espaces solidarité insertion (ESI) où elle prend d'habitude son petit-déjeuner et passe parfois l'après-midi (Paris 2^e et 15^e) sont fermés. Les deux tiers des accueils de jour le sont également, dont celui où elle prend un repas consistant d'habitude (Paris 18^e). Paradoxalement, l'épouse parcourt en ce moment une moindre distance pour se procurer de la nourriture ;

– une mère de cinq enfants, au RSA, vient chercher là de quoi remplacer un colis récupéré, en temps ordinaire, chaque semaine dans une antenne du Secours populaire ;

10 Sur cette norme de non-contact qui change sans les abolir les formes de civilité dans l'espace public, voir l'interview avec Carole Gayet-Viaud (2020). À cette limitation des interactions s'ajoute un jeu de positions dans la chaîne de distribution qui implique que les donateurs ne peuvent guère avoir une vision d'ensemble sur les donataires.



Figure 3. Vue de côté de deux des quatre tables d'accueil de la distribution du 70, boulevard Barbès gérée par l'association Aurore. Ligne de démarcation au sol, bénévoles masqués et gantés, et agent de sécurité en chasuble pour organiser la circulation : l'équipe est prête pour le coup de feu. Sur les tables, outre les paniers alimentaires, remis à l'unité, et les bouteilles d'eau, des registres pour relever les passages, et un petit carton d'orientation vers d'autres services d'aide alimentaire dans le quartier. Paris, 5 mai 2020.

Crédit: Lorraine Guénée.

– Hubert, un sans-abri, délaisse l'ESI et la distribution des Restos du cœur où il est un habitué, pourtant ouverts, pour trouver aux Grands Voisins la convivialité qui n'est plus possible ailleurs. Il fait partie des nombreux sans-abri déplacés ;

– Jeanne, septuagénaire mauricienne, logée par une connaissance en chambre de bonne, avec 500 euros de pension retraite, ne peut plus aller au centre social du 15^e pour prendre un repas et récupérer un colis hebdomadaire en échange de bénévolat pour préparer la soupe, ni prendre son dîner quotidien à la cantine La Citerne (métro Duplex), ni glaner sur un marché. Les enquêtrices la reverront à une distribution de paroisse dans le 16^e arrondissement ;

– parmi ceux dont on ne sait comment ils se nourrissent d'ordinaire, des jeunes « en errance »¹¹, ex-prisonniers à la maison d'arrêt de Caen, habitués à vivre en squat, bloqués dans la capitale, ont été convaincus par un parent de

¹¹ Terme utilisé par une responsable de distribution.



Figure 4. Grand angle sur le patio des Grands Voisins avant l'ouverture au public, dans une des cours de l'ancien hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris, 4 mai 2020. Cet espace n'est pas sans rappeler le « salon » des Restos du cœur à Nantes, « cet espace aménagé où le bénéficiaire de l'aide peut éventuellement se poser et s'associer à la convivialité ambiante » (Le Crom et Retière, 2003, p. 78).

Crédit : Lorraine Guénee.

venir. Ils occupent, à proximité, la terrasse d'un restaurant fermé et restent longtemps attablés aux Grands Voisins.

L'afflux dans les nouveaux points de distribution correspond donc bien à un report de clientèles très variées de l'assistance, dont une partie n'aurait pas franchi les portes des distributions en d'autres circonstances. Paradoxalement, la réorganisation rend plus aisé l'accès aux ressources : changer de lieu ne conduit pas à justifier, de nouveau, de son impécuniosité¹². L'entrée n'est pas subordonnée à des démarches ou à des critères précis, sauf pour la distribution estudiantine et celle en épicerie sociale. En parallèle, l'accès à un répertoire plus large de services y est possible. Si, en temps normal, les familles sont orientées spécifiquement vers les ESI Familles, cela peut les conduire à

12 À moins que des guichetiers, soupçonnant un profit indu, n'y obligent. Cette présentation de soi à répétition comme pauvre devant les services d'aide alimentaire constitue d'ordinaire une épreuve lourde pour les demandeurs (voir Ramel et al., 2016). Pendant le deuxième confinement, l'aide semble davantage délivrée en fonction de la décision d'un travailleur social, voire assujettie localement à un territoire, si l'on en croit la réédition des plaquettes d'information « Où trouver des produits alimentaires gratuits ou à bas coût ? », mentionnées dans une note en début d'article.

parcourir de longues distances depuis leur hébergement. Ici, non seulement le service est accéléré, mais il favorise l'accès à des personnes logées, disposant d'aides sociales, et qui avaient renoncé à se rendre à l'aide alimentaire, faute de temps. Une bénéficiaire de l'allocation de solidarité spécifique (suspendue au moment de l'entretien), enceinte, mère de deux enfants, est ainsi ravie du traitement expéditif des livraisons de panier à Barbès.

Le pendant de l'aubaine, ce sont des pénuries : à plusieurs reprises, il n'y a plus rien à distribuer au Carreau du Temple et à Barbès en fin de matinée. Elles produisent des effets de sélection. Selon leur culture professionnelle, les guichetiers voient différemment leur cœur de cible. Des intervenants en accueil de jour, ces espaces ouverts sans condition, où se regroupent des sans-abri de longue durée, rétifs à d'autres formes d'aide (Cefaï et Gardella, 2011), vont plutôt prioriser en faveur des « plus abîmés », des « grands exclus », dormant à la rue, quitte à tenter de réorienter les familles hébergées en hôtel qui ont reçu des Tickets-Restaurants. Au contraire, à Barbès où elles sont nombreuses, une responsable donne priorité à ces familles « pour qui c'est plus compliqué », en comparaison avec des familles logées, ajoutant au panier standard auquel elles ont droit d'autres denrées issues des dons divers reçus. Aux distributions paroissiales, le message a été transmis de réorienter les familles vers des épiceries sociales où elles peuvent trouver des produits à cuisiner plus adaptés aux enfants. Cependant, la réorientation ne signifie pas une hospitalité automatique et peut conduire à des déconvenues. Les assistantes sociales qui font passer des entretiens aux nouveaux venus de l'épicerie sociale de la rue Montcalm sont surchargées, leur planning est complet pour plusieurs semaines. Or, cet entretien initial conditionne l'accès régulier à des colis consistants. En somme, des familles « modestes », présentées comme une des images marquantes de la crise, incitent, parmi d'autres catégories de population, à se poser la question : que faire avec ceux qui n'entrent pas dans la cible des clients prioritaires et réguliers de l'assistance ?

La reconfiguration des dispositifs d'aide, au cœur de la crise, tient donc à un ensemble d'éléments : en matière de localisation certes, mais aussi de fréquentation. La façon de se représenter les bénéficiaires tient sans doute beaucoup à l'inexpérience des intérimaires, bénévoles, agents de sécurité, confrontés, pour la première fois, à l'univers de l'assistance. Ainsi, un journaliste audiovisuel, récemment admis comme bénévole dans une unité de Pantin du Secours populaire, s'étonnait du nombre d'étudiants travailleurs et de mères étudiantes. Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, pour eux, de « nouveaux publics », mais bien davantage de formes de détresse qu'ils n'avaient pas anticipées. Pour ce qui des travailleurs sociaux expérimentés,

c'est bien le fait d'être « délocalisés » qui conduit à voir de nouveaux visages, suscitant des inquiétudes particulières. Ainsi, une infirmière surtout amenée à rencontrer des hommes seuls s'émeut de devoir servir des familles ; une responsable de Halte-femmes s'inquiète, quant à elle, de voir autant de jeunes. La notion de « nouveau » reste donc difficile à vérifier, faute de pouvoir discriminer et suivre les individus, tout en restant fondamentalement relative aux (dis)positions des individus.

De « nouveaux publics » au sein des distributions alimentaires ?

Dans leurs réponses à la question « Qui vient se fournir à cette distribution ? », les guichetiers aguerris, principalement des salariés, désignent leur public habituel et soulignent, par contraste, les traits distinctifs des autres profils présents, en termes d'âge, de sexe, de rapport à l'emploi, d'état de santé, de statut résidentiel, de niveau de ressources ou de composition du ménage. L'ensemble des énoncés s'apparente à une liste à la Prévert – « il y a de tout », déclare d'ailleurs un bénévole de la distribution de Barbès. Néanmoins, des figures marquantes apparaissent de façon récurrente et sont désignées à l'attention des enquêtrices. Outre le cas des familles évoqué plus haut, plusieurs énoncés caractérisent des individus par des origines géographiques distantes à l'échelle de la ville ou du monde ; d'autres désignations attirent également l'attention sur les ressources financières dont les personnes sont supposées être dotées vu leur statut (retraités, travailleurs, bénéficiaires du RSA...) et sur le fait d'être logé : qu'elles soient ou non perçues comme usurpatrices, ce qui frappe les guichetiers, c'est l'écart entre un statut – supposé mettre ces personnes à l'abri de l'urgence alimentaire – et les besoins qu'elles manifestent. Se confronter aux individus conduit bien à interroger ces qualifications.

Les travailleurs déjà sur le carreau

Un premier groupe de « nouveaux » qui se présentent, au premier abord, comme des « travailleurs », même s'ils ont presque ou déjà perdu leur travail, sont à la recherche d'un emploi stable depuis longtemps, et ont déjà eu recours à l'aide alimentaire. Le contexte actuel de crise sanitaire fournit matière à pointer certaines ruptures dans la trajectoire professionnelle. Ce qui peut engendrer des tensions intérieures, comme le révèlent certaines attitudes lors d'entretiens : que notre interlocuteur souhaite décrire sa plongée

dans la misère, qu'il le refuse, ou qu'il fasse tout pour éviter d'aborder la dimension matérielle de son existence, préférant évoquer, en l'embellissant sans doute, un certain passé – selon le procédé de *fictive storytelling* identifié par David Snow et Leon Anderson (1993) auprès de sans-abri.

Gérald, un divorcé de soixante ans, père de deux enfants, déjà abordé par les enquêtrices aux Grands Voisins, qu'elles revoient ensuite au Carreau du Temple (alors qu'il disait éviter ce site de distribution : « Si vous n'êtes pas déglingué, vous n'avez rien à faire là ! ») en fait partie¹³. Il reste évasif sur beaucoup d'aspects de sa situation mais déclare qu'il travaillait encore dans le mobilier de luxe il y a peu. S'il apparaît comme une victime du confinement, lui ayant fait perdre tout espoir de contrat, il laisse entendre que sa crise professionnelle et personnelle est bien antérieure à la crise sanitaire. Comme il a longtemps été *freelance* non déclaré, son espoir de toucher une allocation est faible, si ce n'est le minimum vieillesse plus tard. L'appartement qu'il possède a brûlé et fait l'objet d'une bataille entre assureurs. En attendant de le récupérer, il vit dans un squat. Sans argent, à la recherche de nouvelles chaussures, il profite de l'ouverture des distributions alimentaires pour glaner le plus de renseignements possible sur les aides matérielles auxquelles il peut prétendre, outre celles proposées sur place. Ce qui se profile pour lui semble bien une carrière d'assisté.

Une autre personne, présentée comme « auto-entrepreneuse », serait une parfaite incarnation de la crise selon les responsables associatifs. Il s'agit d'une femme trentenaire, nouvelle venue à l'aide alimentaire, logée dans le 15^e arrondissement. Son statut d'auto-entrepreneuse dans l'événementiel apparaît comme une tentative pour s'en sortir après avoir épuisé ses droits au chômage acquis après une série de contrats à durée déterminée, sans avoir jamais été protégée par un contrat de longue durée. Si cette personne ne relevait pas, à proprement parler, de l'assistance, elle était déjà à court de soutien (peut-être est-elle déjà allocataire du RSA?), sa nouvelle activité ne parvenant pas encore à lui assurer des revenus réguliers. Pour elle comme pour d'autres, le fait de se mettre à son compte signifie plutôt, comme l'on disait en milieu ouvrier au XIX^e siècle, une « chute dans le patronat » (Cottereau, 2000). La présence de « travailleurs » avec ce type de profil se démarquant de la masse des indigents, de leur point de vue et de celui des guichetiers, invite donc à ne pas trop vite trancher entre les catégories d'« anciens » et de « nouveaux ».

13 Comme Gérald, plusieurs de ces « travailleurs » viennent spontanément rencontrer les enquêtrices.

Les étudiants internationaux

Autre symbole de la crise : les étudiants aux situations très diverses au-delà de cette désignation catégorielle¹⁴. Trois entretiens avec des « étudiants extracommunautaires »¹⁵, maghrébins, confirment cette réalité. Celle d'une jeune femme algérienne en deuxième année de master à Paris 8, en situation irrégulière et travailleuse au noir, est la plus critique. Avec le confinement, elle ne peut toucher les 100 à 150 euros d'une activité de ménage et de baby-sitting. Elle est actuellement hébergée chez une femme divorcée, qu'elle aide à s'occuper de ses quatre enfants, mais elle a déménagé une dizaine de fois en quatre ans et se rend toutes les semaines dans une distribution alimentaire de Choisy-le-Roi. Son souci majeur est de trouver un « job » et d'obtenir un titre de séjour, la validation de son année scolaire étant une préoccupation secondaire. Par contraste, Ahmed, rencontré lui aussi sur le parvis du métro Saint-Denis Université, est très inquiet de ses mauvais résultats. « Moralement très déprimé »¹⁶, le jeune homme vit seul en résidence universitaire, tandis que la plupart de ses voisins et de ses connaissances sont partis se confiner avec leur parentèle. Accoutumé à une vie familiale chaleureuse, il prendrait immédiatement l'avion pour la Tunisie s'il le pouvait, mais ses parents retraités ne peuvent l'aider financièrement, de même que sa sœur mariée qui l'héberge quand il rentre au pays. Il dit avoir cherché un job étudiant, sans succès. Sa bourse Erasmus de 3 000 euros arrive à épuisement. Il a, d'ailleurs, renoncé à faire soigner un abcès dentaire, faute d'avoir ouvert des droits à l'assurance-maladie. Il a découvert l'existence d'une offre d'aide alimentaire du Secours populaire à l'université Paris 8 par la campagne organisée pendant le confinement. Quant à Yamina, venue du Maroc, elle éprouve également un mal-être¹⁷ et des difficultés à se nourrir – « je me

14 Cette diversité invite à adopter l'approche chère à Harvey Sacks (1992) : « parvenir à identifier quel est l'ensemble de catégories qui opère dans une scène quelconque – dans le compte rendu de cette scène, ou bien dans le cours de sa réalisation » (p. 116). L'enquête ethnographique permet d'affiner le travail descriptif et de redéfinir les situations individuelles.

15 Nous re prenons la désignation d'Hélène Nicolas, maîtresse de conférences en anthropologie à Paris 8, membre de l'équipe qui a géré les courriels reçus par des demandeurs d'aide alimentaire. Ces étudiants représenteraient 25 % de la population estudiantine dans cette université. Ils viennent, pour la plupart, des anciennes colonies françaises, avec des effets de sélection scolaire et sociale forts. Ainsi doivent-ils justifier de ressources mensuelles pour se voir accorder leur visa long séjour. Leurs parents ne peuvent cependant pas (beaucoup) soutenir leurs études en France.

16 Mettant fin à son rêve (faire de la recherche en littérature francophone), les grèves et le confinement lui ont fait perdre son plaisir de lire, sans compter les achats d'ouvrages qui ne sont plus à sa portée. Il a néanmoins pu bénéficier d'un soutien psychologique gratuit à l'université.

17 Si elle a pu souscrire une mutuelle à 70 euros par mois pour consulter un psychologue, cette dépense lui pèse désormais.

suis dit on va faire de la vraie recherche et je fais la sociologie du riz». Son père, enseignant au chômage technique, ne peut plus lui verser la somme mensuelle de 1 000 euros. Quand le système de protection sociale des pays d'origine, comme c'est le cas décrit ici, couvre mal l'entourage proche de l'étudiant-e, l'écart se fait d'autant plus sentir. Yamina est la seule étudiante rencontrée dans une distribution généraliste aux Grands Voisins. Logée, à proximité, dans un studio de 13 mètres carrés, elle a travaillé comme serveuse sans se voir ouvrir de droits au chômage, ayant arrêté au bout de quelques mois après avoir reçu une aide de la caisse d'allocations familiales. Vivant seule lors de ses années de licence à Rabat, dans un appartement spacieux, elle tient à cette indépendance et cherche du travail, même bénévole. Par le passé, elle a déjà servi des repas aux nécessiteux, et cela l'émeut de passer de «l'autre côté de la chaîne». Les étudiants rencontrés se démarquent des «jeunes sans domicile et en situation précaire» qui constituent déjà une cible de l'assistance (Marpsat et Firdion, 2001)¹⁸. En cela ils constituent de «vrais nouveaux» selon le tableau des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Les touristes qui n'en sont pas

Autre terme trompeur, la catégorie «touristes», comprend ceux qui sont venus de loin sans pour autant en être. Si des vacanciers ont bien été bloqués aux frontières, aux guichets visités on rencontre davantage une main-d'œuvre saisonnière étrangère. À côté des ouvriers d'Europe de l'Est ou de Méditerranée, parfois à la rue du fait de l'impossibilité de dormir dans des auberges bon marché, un cas se distingue. Il s'agit d'un Français, expatrié en Croatie (touchant 890 euros de pension, sa femme n'ayant aucun revenu monétaire), gardien de propriétés d'un riche entrepreneur, rapatrié et bloqué à Paris sans ressources suffisantes pour vivre, logé dans un studio appartenant à son employeur. À la paroisse Notre-Dame-des-Champs où il était venu prier – et où il a découvert incidemment la distribution alimentaire –, on le présente comme un travailleur méritant. En peu de temps, il a trouvé un travail sur des chantiers de démolition, payé au noir. Georges a fait toute sa carrière dans le bâtiment. Comme pour ses camarades européens bloqués en France à cause du confinement, sa situation matérielle s'est vraiment dégradée. Son recours à l'aide alimentaire est directement lié à l'impossibilité conjoncturelle de se déplacer et de travailler, car leur statut de travail-

18 Outre les histoires de placement en institution, ces jeunes précaires «présentent à la fois des caractéristiques communes – un milieu social généralement modeste, une fréquence plus élevée du décès d'un des parents ou d'une séparation précoce de la famille, une faible qualification – et une assez grande variété d'origines et de trajectoires» (Marpsat et Firdion, 2001, p. 91).

leur les en prémunit d'ordinaire. Il se peut que ces nouveaux visages disparaissent une fois levées les restrictions du confinement.

Les actifs sans contrat protecteur

La situation est également très incertaine pour des travailleurs précaires n'ayant pas l'intention de quitter la France et qui s'en sortaient, jusque-là, sans aide publique. D'aucuns travaillent sans contrat et ne touchent pas de chômage. Pour tous, les sources de revenus se sont tariées avec le confinement. Juan, par exemple, travaillait au noir dans le bâtiment comme sa femme faisant des ménages. Les deux quadragénaires, logés en chambre de bonne, non régularisés, parvenaient à rassembler 1 700 euros par mois, entretenant à la fois leur ménage et celui de leur fille, étudiante dans leur pays d'origine, la Colombie. Leurs économies ayant fondu, ils se privent de repas du soir et viennent chercher un panier le midi. D'autres personnes peuvent être déclarées, sans que leurs contrats de travail les mettent à l'abri de pertes d'activité. Ainsi, Gaston, agent de sécurité en CDD dans l'événementiel, qui parvenait, avant la crise, à toucher entre 1 500 et 2 000 euros par mois, n'a aujourd'hui plus aucun revenu et se trouve sans possibilité de chômage partiel, attendant une allocation de retour à l'emploi, quand son dossier pourra être examiné. Pour lors, il puise dans son épargne pour payer son loyer. Pour les travailleurs en CDI, la situation est moins critique ; mais lorsque le revenu était tout juste suffisant pour survivre, le passage au chômage partiel – dont l'indemnité est inférieure de 16 % au montant du salaire et ne tient pas compte des primes, parfois importantes – oblige à trouver des solutions de remplacement : telle Marie, dans une situation précaire depuis son divorce, travailleuse sociale à mi-temps, bénéficiant d'un appui financier de 300 euros de son fils, serveur à plein temps, également au chômage partiel. Pour ce type de ménages, l'aide alimentaire représente une économie, exprimant une attitude préventive de gestion des risques, qu'il faudrait rapporter à des façons de gérer les budgets domestiques.

On constate aisément combien la qualification de « nouveau » reste flottante et ne résiste pas toujours à un examen approfondi de la situation. En revanche, le premier confinement révèle des besoins communs aux « anciens » et aux « nouveaux » assistés nécessitant des formes de débrouillardise pour se nourrir.

L'aide alimentaire et autres expédients de survie

S'entretenir avec les bénéficiaires des distributions alimentaires permet d'apercevoir des organisations domestiques, de systèmes de débrouille et d'arrangement, mis à mal par la crise, et pas seulement chez les nouveaux-venus sur le circuit de l'assistance. Ce que l'on y découvre, au-delà de possibles basculements vers des formes d'abattement et de dépendance, ce sont les déséquilibres budgétaires, qui invitent, en retour, à décrire, à comprendre et à expliquer, par contraste, les équilibres passés.

Il s'agit de réagir aux impacts économiques pour s'en sortir, de faire face à une diminution de ressources, de déployer des activités de substitution ou de moins dépenser face à une hausse du coût de la vie¹⁹. Même des ménages, dont les ressources sont restées stables, soulignent la hausse du prix des denrées et l'augmentation de leurs dépenses d'alimentation pendant le confinement²⁰. Une responsable du Samusocial au Carreau du Temple estime que « ce n'est pas juste une idée reçue » et indique son estimation : le panier, acquis pour 20 euros, en début de confinement vaudrait 25-27 euros un mois plus tard. Or, il est également impossible d'accéder aux bons plans des fins de marchés, désormais fermés, souvent mentionnés par les enquêtés comme source d'approvisionnement. Monique, une quasi-octogénaire percevant une retraite inférieure à 1 000 euros par mois, vient donc « compenser un peu » cet état de fait en retirant des paniers alimentaires à Barbès. Cette ancienne femme de chambre, habitant depuis trente ans le 18^e arrondissement, s'acquitte d'un loyer, pourtant modéré, de 350 euros, et jusque-là parvenait tout juste à s'en sortir ; à présent, son budget est trop serré. À l'autre bout de la pyramide des âges, on retrouve des parents dont les enfants mangent en temps normal à la cantine, et qui n'y n'arrivent plus, sans aide, du fait d'un surcoût provoqué par leur présence à la maison, consécutive au confinement. Aminata, mère isolée, allocataire du RSA et de différentes aides sociales (totalisant 800 euros de ressources par mois), logée à Barbès dans un appartement de 30 mètres carrés avec ses trois enfants, voit ainsi son découvert autorisé se creuser. « Les enfants mangent trop ! » déclare-t-elle.

19 Pour ce qui est des bénéficiaires ayant connu une baisse importante de revenus, la crise sanitaire n'est pas seule en cause : même si l'enquête, réalisée au printemps 2020, ne permettait pas encore de mesurer l'importance des effets économiques, désormais clairement identifiés.

20 Les notes de conjonctures mensuelles de l'INSEE montrent une nette augmentation de l'indice des prix des produits d'alimentation, particulièrement des produits frais, et ceci dès le début du confinement. Sur l'impact des variations de revenus, mais aussi de prix, sur les achats alimentaires en situation de pauvreté monétaire, voir Caillavet et Darmon (2005).

L'aide alimentaire ne permet cependant pas de combler tous les besoins en nourriture. Car les paniers, fournis dans les distributions généralistes visitées, sont exempts de plats chauds et semblent plus adaptés à des individus isolés dénués de cuisine : d'où le fait de réorienter les familles qui en seraient dotées vers des épiceries sociales où l'on délivre un colis de denrées pouvant être préparées à leur convenance. Et bien d'autres solutions existent pour se nourrir : les enseignes bon marché comme Lidl et Hmarket, les fins de marchés alimentaires, les ententes avec des commerçants généreux, les invendus achetés en promotion près de la date de péremption, les dons alimentaires consentis par des donateurs sont autant de manières de diversifier ses sources d'approvisionnement. Même si le confinement les modifie : certaines disparaissent (fermeture des marchés), d'autres émergent. Les systèmes de survie reposent sur une astucieuse combinaison du recours aux distributions alimentaires et de pratiques de débrouille quotidienne hors des circuits assistanciers²¹.

Dans ce contexte, la demande d'une aide alimentaire aux guichets peut être dictée par d'autres motivations que le simple besoin de se nourrir à l'instant *t*. Des mères viennent aussi aux distributions parce qu'elles y trouvent des denrées alimentaires appréciées par leurs enfants : compotes, yaourts, petits sablés. D'autres récupèrent les ingrédients des paniers pour les incorporer à leurs propres préparations culinaires et, ainsi, agrémenter et rendre plus consistants les repas quotidiens. D'autres, témoins des rushes consuméristes (avec des personnes allant jusqu'à dévaliser certains rayons commerçants), ont sollicité des bons alimentaires et aides financières exceptionnelles afin de constituer des stocks, dans un parallélisme de comportement lié à des effets d'aubaine. Quitte à passer pour des resquilleurs, certains ont même parfois profité de l'abondance : vêtements au Carreau du Temple, kit hygiène fourni sur simple demande aux Grands Voisins. Des sans-abri, rencontrés au Carreau du Temple, indiquaient même à une enquêtrice quelques pistes pour percer les circuits de revente, jusqu'à la boîte de sardine du panier de l'Armée du salut cédée 1 euro l'unité sur les boulevards.

Enfin, le besoin indirectement comblé par la venue aux distributions alimentaires et le plus largement répertorié est celui de la compagnie des autres. Dans tous les lieux, même en creux quand la sociabilité de face-à-face n'est pas possible étant donné les consignes sanitaires, on voit combien cela compte de trouver des personnes à qui parler. Lorsque le rythme se

21 Dans la littérature sur les sans-domicile, le recours aux services d'aide alimentaire, passant pour une forme de dépendance, est généralement opposé aux approvisionnements hors de ce circuit (Caillavet *et al.*, 2006, p. 293-295).

doit d'être expéditif, c'est un élément pesant pour ceux qui distribuent et ceux qui reçoivent, en particulier pour les habitués de la distribution des Restos du cœur à Nation. Quand le flux est régulé de manière que les gens ne se croisent pas au moment de retirer leur sac alimentaire, on rencontre dans les environs, sur les trottoirs, de petits attroupements. Les responsables bénévoles de distributions paroissiales – qui évoquent un « besoin de parler » – font en sorte de ménager des recoins à Saint-Jeanne-de-Chantal (le lieu s'y prête) ou participent à la création d'un « esprit goûter » par la confection de gâteaux maison à Notre-Dame-des-Champs. Si l'on peut s'installer durablement, comme aux Grands Voisins, le public est forcément plus composite, il y a tous ceux qui cherchent un refuge ou l'atmosphère d'une guinguette. Une femme vient parce qu'elle ne supporte plus de cuisiner et manger seule, des tablées sont animées, un jeu de cartes est de sortie. Les travailleurs sociaux font remarquer que se sont tissées des relations entre « potes de confinement ». Et cela donne parfois des associations inattendues, par exemple entre un jeune sans-abri très réservé, quasi mutique, et tenté de se rendre responsable de ses malheurs, et un autre plus âgé, très sûr de lui, bavard, prompt à dénoncer le traitement institutionnel de la misère. À l'occasion du confinement, la reconfiguration de l'aide alimentaire a mis en évidence l'importance, dans le recours aux distributions, des besoins liés à l'alimentation au-delà de la fonction nutritive, notamment la qualité gustative et la convivialité, en particulier chez ces ménages pauvres mais logés, utilisateurs « discrets » de l'aide alimentaire, décrits précisément par Maryse Marpsat (2006) au début des années 2000.

L'aide alimentaire prend donc encore plus d'importance pour ses bénéficiaires en cette période de premier confinement. C'est une ressource compensatoire des revenus rabotés, quelquefois une aubaine inattendue et, en certains lieux, une occasion de sociabilité précieuse. Mais si la crise sanitaire a provoqué, pour une large part de la population, une perte de revenus, et si elle s'est traduite rapidement par des situations de mal-être, d'isolement, par une forte prévalence de l'anxiété, d'ailleurs corrélée à une situation financière difficile (Chan-Chee *et al.*, 2020), elle n'a pas conduit en masse, ni n'importe qui, aux portes de l'aide alimentaire. Les bribes de vie, glanées au contact des bénéficiaires, révèlent un rapport précaire à l'emploi – des engagements de courte durée, intermittents, à des postes peu qualifiés – qui laisse deviner les origines populaires des requérants, très nettement majoritaires chez les sans-domicile et les mal-logés (Marpsat et Firdion, 2000). L'enquête témoigne également de la présence considérable d'immigrés et d'étrangers parmi les bénéficiaires, notamment « en famille », qui évoque

les rapprochements contemporains entre politiques sociales et politiques migratoires (Dietrich-Ragon, 2017; Le Méner, 2021).

Il reste tout de même à comprendre par quels mécanismes la crise sanitaire affecte cette population sur le plan socio-économique. L'enquête de terrain invite à décrire la crise moins comme une rupture soudaine dans l'organisation domestique que comme une force de déséquilibre, dont les ressorts, l'intensité et les modalités sont à étudier. À cette fin, il conviendrait de resituer l'aide alimentaire dans l'ensemble des aides reçues, et ces aides dans l'ensemble des revenus des familles, mis en vis-à-vis des dépenses, en argent ou en nature, visibles ou invisibles aux comptabilités officielles²². Mieux, en apprenant à compter comme les gens comptent et en faisant les comptes avec eux, on devrait repérer plus précisément les points d'impact, les effets et les adaptations budgétaires en situation de crise économique. Ainsi, nos yeux se porteraient, de façon moins réfractée, plus directe, sur les modes de vie et les milieux sociaux dégradés par la crise. L'enquête se poursuit, depuis l'automne, selon cette trame ethnocomptable (Cottureau et Marzok, 2012).

Bibliographie

- BACIOCCHI Stéphane, COTTEREAU Alain et HILLE Marie-Paule, 2018, « Présentation. Pratiques d'enquête et sens de la réalité sociale », *Le pouvoir des gouvernés. Ethnographies de savoir-faire politiques sur quatre continents*, S. Baciocchi, A. Cottureau, M.-P. Hille éd., Bruxelles, Peter Lang, p. 9-40.
- BLAVIER Pierre, 2019, « Tenir son budget en temps de crise. Enquête auprès d'un couple espagnol après la récession de 2008 », *Les Études sociales*, vol. 169, n° 1, p. 71-90.
- BRUNETEAUX Patrick et TERROLLE Daniel, 2010, « Sciences sociales des paupérisés et dépendances à l'État "social" », *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, P. Bruneteaux et D. Terrolle éd., Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, p. 19-58.
- CAILLAVET France et DARMON Nicole, 2005, « Contraintes budgétaires et choix alimentaires : pauvreté des ménages, pauvreté de l'alimentation ? », *INRA Sciences sociales. Recherches en économie et sociologie rurales*, vol. 20, n° 3-4, p. 1-4.
- CAILLAVET France, DARMON Nicole, LHUISSIER Anne et RÉGNIER Faustine, 2006, « L'alimentation des populations défavorisées en France. Synthèse des travaux dans les domaines économique, sociologique et nutritionnel », *Les Travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2005-2006*, Paris, La Documentation française, p. 279-322.
- CEFAÏ Daniel et GARDELLA Édouard, 2011, *L'urgence sociale en action. Ethnographie du Samusocial de Paris*, Paris, La Découverte.

22 Pour un exemple d'enquête inspirant, voir Blavier (2019).

- CHAN-CHEE Christine, LÉON Christophe, LASBEUR Linda, LECRIQUE Jean-Michel, RAUDE Jocelyn, ARWIDSON Pierre et DU ROSCOËT Enguerrand, 2020, « La santé mentale des Français face au Covid-19 : prévalences, évolutions et déterminants de l'anxiété au cours des deux premières semaines de confinement (Enquête CoviPrev, 23-25 mars et 30 mars-1^{er} avril 2020) », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, n° 13, p. 260-269.
- COTTEREAU Alain, 2000, « Précarité, pluriactivité et horizons biographiques au XIX^e siècle en France », *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, I. Billiard, D. Debordeaux et M. Lurol éd., La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 11-36.
- COTTEREAU Alain et MARZOK Mokhtar M., 2012, *Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Saint-Denis, Bouchène.
- DAMON Julien, 2002, *La question SDF. Critique d'une action publique*, Paris, PUF.
- DIETRICH-RAGON Pascale, 2017, « Aux portes de la société française. Les personnes privées de logement issues de l'immigration », *Population*, vol. 72, n° 1, p. 7-38.
- GAYET-VIAUD Carole, 2020, « Chacun compte sur les autres pour connaître et respecter les règles » [en ligne], interview par Camille Polloni, *Mediapart*, 7 avril, [URL : <https://www.mediapart.fr/journal/france/070420/covid-19-chacun-compte-sur-les-autres-pour-connaître-et-respecter-les-regles?onglet=full>].
- GUÉNÉE Lorraine, LE MÉNER Erwan et MACCHI Odile, 2020, *Aux guichets de l'aide alimentaire : les « nouveaux publics » du confinement ? (Paris et Saint-Denis, 29 avril-19 mai 2020)*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, 132 pages.
- LE CROM Jean-Pierre et RETIÈRE Jean-Noël, 2003, « Nourrir les pauvres : assister et/ou entreprendre », *Les associations entre bénévolat et logique d'entreprise*, L. Prouteau éd., Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 67-84.
- LE MÉNER Erwan, 2021, « L'inscription des familles étrangères dans le circuit de l'urgence sociale (Paris, fin des années 1990) », *SociologieS* [en ligne], Dossiers, [URL : <https://doi.org/10.4000/sociologies.17852>].
- MAGET Marcel, 1953, *Guide d'étude directe des comportements culturels (Ethnographie métropolitaine)*, Paris, Civilisations du Sud.
- MARPSAT Maryse, 2006, « Une forme discrète de pauvreté : les personnes logées utilisant les distributions de repas chauds », *Économie et statistiques*, n° 391-392, p. 65-84.
- MARPSAT Maryse et FIRDION Jean-Marie éd., 2000, *La rue et le foyer. Une recherche sur les sans-domicile et les mal-logés dans les années 1990*, Paris, PUF-INED.
- MARPSAT Maryse et FIRDION Jean-Marie, 2001, « Les ressources des jeunes sans domicile et en situation précaires », *Politiques sociales et familiales*, n° 65, p. 91-112.
- PIALOUX Michel, 2019, *Le temps d'écouter. Enquête sur les métamorphoses de la classe ouvrière*, recueil de textes édités par Paul Pasquali, Paris, Le Seuil.
- RAMEL Magali, BOISSONNAT PELSUY Huguette, SIBUÉ DE CAIGNY Chantal et ZIMMER Marie-France, 2016, numéro thématique « Se nourrir lorsqu'on est pauvre. Analyse et ressenti de personnes en situation de précarité », *Revue Quart Monde. Dossier et documents*, n° 25.
- RETIÈRE Jean-Noël et LE CROM Jean-Pierre, 2018, *Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- SACKS Harvey, 1992, *Lectures on Conversation*, Oxford, Blackwell Publishing, vol. 1 (1964-1968).
- SNOW David A. et ANDERSON Leon, 1993, *Down on Their Luck. A Study of Homeless Street People*, Berkeley, University of California Press.

Entretien

Covid-19 : « La faim se nourrit de toutes les inégalités, de toutes les vulnérabilités »

ENTRETIEN AVEC JEAN-FRANÇOIS RIFFAUD,
DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ACTION CONTRE LA FAIM,
28 JANVIER 2021

TRACÉS : *Bonjour, et merci du temps que vous nous accordez. La période n'est pas simple... Dans le cadre d'un dossier de revue scientifique consacré à la notion de « Batailles de la faim », nous pensons que votre témoignage, dans l'actuel contexte d'urgence, constitue un éclairage saisissant sur les fragmentations, reconfigurations et accélérations en cours.*

JEAN-FRANÇOIS RIFFAUD : Avec plaisir... Le problème est surtout celui de l'immédiateté, de la perte de contrôle. Dans une telle situation, on ne contrôle malheureusement pas toujours les urgences et les priorités. À ce sujet, et en lien avec le Covid-19, nous avons d'ailleurs produit un document d'analyse, au début de l'été 2020, qui donne des exemples assez concrets de l'impact socio-économique de la pandémie sur les sociétés locales et sur les personnes déjà vulnérables à la faim, avec une tentative de classification, de typologie de ces impacts, qui pourrait intéresser vos lecteurs¹.

TRACÉS : *Merci de cette précision que nous indiquerons en note de bas de page de cet entretien. De notre côté, nous avons quatre séries de questions :*

1. Premièrement, comment Action contre la Faim, et vous-même, vous représentez-vous cette crise du Covid-19 ? Est-ce une crise alimentaire ? A-t-elle créé une crise alimentaire (d'accessibilité/des chaînes d'approvisionnement) ? Implique-t-elle un changement d'approche en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

2. Deuxièmement, quels sont les effets de la pandémie sur vos contextes d'interventions ? Comment la situation se traduit-elle en termes de besoins et demandes alimentaires, dans vos contextes d'intervention ? Et en termes

¹ Action Against Hunger, *Covid-19 Impact. The Seeds of a Future Hunger Pandemic?*, Summer 2020. [URL: <https://www.actionagainsthunger.org/publication/2020/07/Covid-19-impact-seeds-future-hunger-pandemic>]

sociaux? *Quelles contraintes nouvelles, la crise liée au Covid-19 engendre-t-elle dans tel ou tel pays?*

3. *Troisièmement, quels sont les effets de la pandémie sur votre organisation et sur les acteurs de l'aide? Depuis la crise, quels changements et reconfigurations avez-vous identifiés dans vos modes opératoires, sur vos activités menées (volets sectorisés et programmes) sur les formes de collecte et de traitement des informations (globales et des terrains)? Avez-vous mis en place de nouveaux volets d'urgence ou en urgence? La crise va-t-elle modifier les rapports collaboratifs entre acteurs humanitaires et/ou avec les États?*

4. *Enfin, vit-on selon vous une nouvelle ère? Autrement dit, cette crise crée-t-elle une rupture radicale dans les compromis actuels imposés ou négociés entre États, populations, acteurs économiques? Est-ce la fin d'une certaine forme de pratiques stabilisées dans le monde de l'humanitaire?*

Une crise révélatrice de vulnérabilités systémiques différenciées

J.-F. RIFFAUD : À mon sens, la pandémie est un déterminant qui accentue la crise alimentaire. Pour des facteurs qui m'échappent en partie, un certain nombre de pays dans lesquels nous agissons² semblent paradoxalement moins exposés à la crise sanitaire, sans doute en raison de leur démographie (grande proportion de jeunes, etc.). Avec beaucoup de précautions, on peut même émettre l'hypothèse selon laquelle les pays les plus affectés par le virus ne sont pas nécessairement les plus vulnérables à d'autres formes de menaces ou nécessairement les plus pauvres. De nombreux pays pauvres ont ainsi été relativement moins affectés par le virus, mais les conséquences sociales et sur la sécurité alimentaire y sont, paradoxalement, bien plus importantes. *In fine*, l'impact sur les populations les plus vulnérables est probablement davantage lié à la dimension socio-économique de la crise qu'à sa dimension sanitaire.

L'enjeu est donc, ici, l'impact des mesures socio-économiques données comme réponses à la crise sanitaire, et non pas l'impact du virus lui-même. Certaines mesures ont rendu des territoires sensibles aux conséquences de la crise, alors même qu'ils n'étaient pas nécessairement les plus impactés par le virus. Je prends un exemple : le fort ralentissement des transports mari-

2 Action contre la Faim, avec son réseau international, intervient dans près de 50 pays, en Afrique, en Amérique Latine, aux Caraïbes, au Moyen-Orient, en Asie et en Europe. Pour plus d'informations voir la page Nos missions humanitaires dans le monde (site d'Action contre la Faim).

times de denrée alimentaires à l'échelle internationale a conduit à une augmentation des prix des produits de première nécessité, ce qui a directement impacté les populations les plus pauvres. Par ailleurs, lorsqu'un pays n'est pas encore très atteint par le virus, mais veut s'en protéger, et que les autorités prennent des mesures de précaution limitant la circulation, cela peut affecter les communautés les plus fragiles à l'instar de celles qui cultivent et se déplacent pour vendre leur récolte, et qui, *de facto*, ne peuvent plus le faire. On constate donc que ce n'est pas nécessairement l'impact du virus qui est prépondérant mais celui des mesures de prévention et de précaution anticipant ou répondant immédiatement au virus. Sur le terrain, on voit bien les effets délétères que peuvent produire ces mesures. Pour résumer, et au risque de la simplification, un virus agressif à Paris, ce sont des gens qui ne mangent plus au Niger.

TRACÉS : *On retrouve l'effet « papillon »...*

J.-F. RIFFAUD : Oui, tout à fait. En mars dernier, on a beaucoup tiré la sonnette d'alarme, moi le premier : « En Afrique, ça va être épouvantable! ». Et cela a effectivement été extrêmement dur mais pas pour les mêmes raisons qu'ici. Bien entendu, je parle ici avec beaucoup de précautions car on n'a pas accès à des statistiques épidémiologiques précises, pas plus qu'il n'y a d'institutions pouvant fournir des chiffres fiables dans les zones les plus fragiles de pays comme le Burkina Faso, le Nigeria ou le Yémen... Mais nos équipes nous disent toutes qu'elles ont constaté une augmentation de la prévalence de la malnutrition ou de l'insécurité alimentaire. L'impact « en sécurité alimentaire et en nutrition » de la crise Covid-19 est, je le répète, avant tout dû à la dimension socio-économique des réponses données à la crise. Cela n'exclut pas qu'il y ait un impact directement lié à la dimension sanitaire révélant notamment l'immense fragilité des systèmes de santé des pays concernés.

Assez classiquement, la question sanitaire renvoie, sur le terrain, à des problématiques récurrentes dans nombre de nos pays d'intervention, dont celle centrale de l'hygiène. En Centrafrique, par exemple, Action contre la Faim a développé des activités, liées au Covid-19, qui consistaient à favoriser l'accès à l'eau dans les centres de santé. Il ne s'agissait pas d'emmener des systèmes de ventilation, pour les *Intensive care unit*, etc., mais simplement de donner accès à l'eau dans des centres de santé! Pourquoi? Pour l'hygiène. On sait, en effet, que le respect des règles d'hygiène – et on l'a également beaucoup rappelé en France – est extrêmement important, comme geste de précaution afin de se prémunir de la circulation et de la contamination par le virus. C'est valable pour d'autres maladies, comme le choléra.

En la matière cependant, le Covid-19 tend à invisibiliser d'autres réalités. En Centrafrique à nouveau, pays où je me suis rendu au printemps 2020, le Ministre de la santé m'a dit « Ce mois-ci, il y a plus d'enfants morts de la rougeole que du Covid ». Ce n'était pas une, ni deux fois, mais cinq fois plus ! Et il me disait ça tout en portant un masque, sans savoir vraiment si on en avait besoin... C'est l'image même de la situation que l'on vit en ce moment sur le terrain.

Au Sahel, on considérait qu'il y avait cinq millions de personnes en risque immédiat, c'est-à-dire en urgence nutritionnelle. Après le Covid-19, c'est six millions, soit 20% de plus. Ce chiffre, qui se fonde sur l'échelle IPC³, est énorme. Dans l'analyse prévisionnelle des impacts faite par l'ONU, et à laquelle nous contribuons, la trajectoire semble claire : on va passer de cent soixante millions de personnes souffrant de la malnutrition aiguë à deux cent trente millions au niveau mondial. Actuellement, il y a huit cent cinquante millions de personnes qui sont en situation d'insécurité alimentaire et environ cent cinquante millions qui sont en situation de malnutrition (aiguë, sévère, chronique). Dit autrement, cela représente un humain sur neuf qui ne mange pas correctement à sa faim, et cent cinquante millions de personnes qui sont en train de mourir de faim.

Notre combat, avec d'autres, c'est de considérer et d'affirmer publiquement que ce n'est pas une fatalité. D'où la nécessité d'agir. Les acteurs comme nous, comme le Programme alimentaire mondial par exemple, on va s'occuper des gamins, sur le terrain, et parfois c'est dur. Et ce n'est pas qu'au Sahel, c'est aussi au Yémen, au Pakistan, au Bangladesh, au Myanmar (Birmanie), etc. Dans la plupart de ces pays, on a constaté, entre avril et juin 2020, une baisse pouvant aller jusqu'à 50% de la fréquentation des centres de soin en charge du traitement de la malnutrition, et ce, alors même que le Ro⁴ n'était pas aussi fort que dans les rues de Paris. Mais la société et les États ont pris des mesures de protection qui ont eu des impacts socio-économiques et psychologiques majeurs. De nombreuses personnes ne pouvaient plus, ou ne voulaient plus, se déplacer dans les centres de soins, notamment pour y emmener leurs enfants malnutris. Que sont devenus certains enfants ? Honnêtement, on ne sait pas. Et je ne vous parle pas

3 Élaborée en 2008 et régulièrement améliorée, l'*Integrated food security phase classification* (IPC) correspond à un classement hiérarchique du risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette échelle est peu à peu devenue un outil essentiel de caractérisation des situations de crise, adoptée par l'ensemble des acteurs de l'aide.

4 Ro ou R effectif est l'indicateur de la circulation (ou taux de reproduction de base) d'un virus : en clair, le nombre de personnes qui peuvent potentiellement être contaminées par un individu infecté par un virus.

des travailleurs journaliers, qui ont besoin de sortir de chez eux tous les jours pour gagner leur dollar quotidien, et qui ne peuvent pas le faire. Eux aussi ont connu encore plus de difficultés à se nourrir, à apporter les subsides nécessaires (et pas toujours suffisants malheureusement) à leur entourage, ce qui a également contribué à l'insécurité alimentaire.

Tout cela a également révélé l'immense fragilité des systèmes de soin et des systèmes de protection sociale dans certains des pays dans lesquels nous intervenons. Même en France, le nombre de personnes fréquentant l'aide alimentaire a augmenté alors qu'on a un des modèles les plus performants de sécurité sociale et un niveau de qualité technique à l'hôpital extrêmement bon. Alors, imaginez si vous allez tout en bas de la pyramide (au Burkina Faso, au Cameroun, au Niger ou ailleurs), où il n'y a ni l'un ni l'autre. Un impact sanitaire moindre aura des conséquences beaucoup plus importantes. Un Ro très élevé à Paris, avec l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) débordée, produit de l'insécurité alimentaire. Un Ro cinq fois moindre au Burkina Faso, ou ailleurs, génère une insécurité alimentaire peut être deux fois, peut-être cinq fois plus importante. Tout cela est révélateur de manques structurels au sein des sociétés les plus pauvres en termes de protection sociale et de système de santé.

Si le Covid-19 a révélé quelque chose, c'est tout d'abord qu'on est tous et toutes concernés. Ensuite, c'est qu'il existe des *effets associés* très importants aux mesures de protection appliquées par les autorités. Enfin, c'est que les pays pauvres se caractérisent par des systèmes de protection sanitaire et sociale trop faibles.

J'ai travaillé à l'Établissement Français du Sang, où j'ai vécu dans une logique de principe de précaution particulièrement structurée, donc je comprends la démarche. Mais, dans le cas présent, la question du rapport coût-opportunité, doit, à mon sens, être interrogée sérieusement. Souvent, on applique le principe de précaution à des médicaments ou à des vaccins, mais, dans le contexte actuel, on l'applique *via* des mesures socio-économiques. C'est très différent.

TRACÉS : *D'ailleurs, on commence à voir arriver en Europe les effets délétères dont vous parlez... Par conséquent, il s'agit, pour vous, d'une crise construite, avec diverses temporalités ?*

J.-F. RIFFAUD : Bien sûr.

Nouvelle forme de crise, crise indirecte ou crise dans la crise ?

TRACÉS : *Il y a vingt ans, on a vécu quelque chose de proche autour des relations entre SIDA et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Alex de Waal et Alan Whiteside (2003) parlaient de « New variant famine »⁵. Quelque part, sommes-nous devant un nouveau modèle de crise ?*

J.-F. RIFFAUD : Je ne sais pas si c'est un nouveau modèle. Par exemple, au moment du tremblement de terre en Haïti [en 2010], on a répondu à l'urgence mais aussi à ses effets collatéraux, et aux vulnérabilités préexistantes au tremblement de terre que celui-ci avait révélées. Un autre exemple, c'est la reprise de choléra en Haïti. Cette maladie a été importée par des militaires des Nations unies, ce qui peut être considéré comme un effet collatéral du tremblement de terre et de la réponse qui y a été apportée. Cela rappelle un des piliers de l'éthique médicale, que l'on retrouve dans les principes de l'action humanitaire, la non-malfaisance, *do no harm* dans notre secteur. Ce n'est parfois pas le cas, même indirectement et même si l'on s'efforce de l'éviter. On est actuellement face à des phénomènes de même nature. Je ne sais donc pas si c'est un nouveau modèle de crise, mais, ce qui est sûr, c'est qu'il y a une corrélation plus forte entre les mesures de confinement et de protection sanitaire et sociale d'une part, et l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'autre part, qu'entre l'épidémie de Covid elle-même et cette insécurité alimentaire. Pour la question de l'insécurité alimentaire dans les pays les plus pauvres, ce n'est pas le virus lui-même mais la manière dont l'Homme a répondu à ce virus qui a produit le plus d'effets négatifs. Les contraintes logistiques issues des confinements ont certainement eu un impact important sur la vulnérabilité des personnes. De nombreux acteurs humanitaires ont été bloqués, empêchés de retrouver leur lieu d'intervention mais cela a été surtout compliqué pour le matériel de protection, le réapprovisionnement en médicaments, en matériel de prise en charge nutritionnelle, etc. Les contraintes logistiques ont eu un impact sur les humanitaires, et par voie de conséquence, cela a eu un impact sur les communautés, et puis sur l'approvisionnement en matériel.

Parce que nos équipes ont été confinées aussi. Et lorsque vous vous occupez de l'adduction d'eau et de l'hygiène dans un camp de soixante mille réfugiés syriens en Jordanie, et que vous ne pouvez plus sortir d'Amman,

5 Alex de Waal, Alan Whiteside, « New variant famine : AIDS and food crisis in southern Africa », *The Lancet*, 2003, vol. 362, n° 9391, p. 1234-1237.

vous ne pouvez plus vous occuper correctement du système dont vous avez la charge. On a aussi appris à travailler différemment, notamment pour les activités opérationnelles. Par exemple, au Nigeria ou en Inde, on a fait des journées de préparation pour des distributions alimentaires ou de coupons alimentaires avec distanciation, c'est-à-dire avec des exercices de marquage au sol, etc. Concrètement, on a fait des petits ronds blancs par terre pour que les femmes avec leurs enfants respectent les distances. Cela ralentit les activités habituelles, ce à quoi s'ajoutent les activités spécifiquement liées au Covid que nous avons mises en place (d'accès à l'eau, de formation des équipes soignantes à l'hygiène et aux mesures de prévention Covid, etc.). Désormais on discute même de la pertinence de notre implication dans les activités de vaccination, en plus de nos activités habituelles de lutte contre la faim.

Pour revenir à notre sujet, ce que cette situation dit sur la faim, c'est qu'elle est un dénominateur commun à toutes les vulnérabilités. Quand il n'y a pas la paix, quand il n'y a pas de systèmes de santé et de protection sociale, pas de partage de la richesse, pas d'accès au travail, des inégalités épouvantables entre hommes et femmes, il y a des gens qui mangent mal, qui ne mangent pas et qui ont faim. La faim se nourrit de toutes les injustices, de toutes les inégalités. Voilà une des grandes morales de l'histoire.

TRACÉS : En définitive, la vraie dimension est politique. On retrouve la question de la capacité à répartir, distribuer, rééquilibrer, la question de la volonté politique à faire tout cela, quel que soit le niveau de développement. Et, quand on pense aux effets exponentiels de ces déficits politiques, on pense également au risque qu'ils puissent encourager des formes de repli ou d'individualisme, y compris dans des sociétés où les modes de vie et d'organisation sociale compensent en partie ce que l'État ne fait pas, ce que les entreprises n'ont pas la volonté de faire.

J.-F. RIFFAUD : Je partage tout à fait ce que vous dites. La faim est la traduction de l'ensemble des dysfonctionnements structurels. S'il y a un dysfonctionnement dans l'équilibre global d'une société déjà fragile, et ce quand bien même celle-ci disposerait d'une capacité à compenser ces dysfonctionnements grâce à la solidarité entre proches par exemple, cela se traduit par des gens qui ne mangent pas à leur faim et certains qui en meurent. Quand un enfant en situation de malnutrition aiguë sévère est près de la mort et qu'on le montre dans un contexte d'urgence, on pense tout de suite à un facteur spectaculaire : la guerre, telle épidémie ou telle invasion de criquets... Et le public se dit « Ah, il y a ça, alors l'enfant va mourir donc il faut vite le soigner ». C'est un impératif bien entendu. Mais finalement, c'est parcellaire, parce que ça masque les problèmes structurels. C'est l'arbre qui cache la forêt.

Agir en contexte d'incertitude, gérer les priorités... et les dilemmes

TRACÉS : On sait qu'on a du mal à poser les problèmes sur le plan politique, souvent, on le fait sur le plan technique. C'est plus facile de diffuser une innovation technique sans soulever que c'est un problème politique, problème que l'on ne veut pas aborder parce que c'est le dur des sociétés et que la volonté ne sera pas présente. Nous voudrions souligner ce que vous dites sur les effets ambivalents des mesures de protection, le présupposé selon lequel, si on a une réponse technique, alors forcément on ira vers du mieux, on produira une action qui sera nécessairement positive en termes de lutte contre la faim. Alors qu'on peut agir et puis découvrir qu'il y a des effets ambivalents imprévus. J'imagine que vous avez dû être confronté à des dilemmes stratégiques. Vous, en tant qu'acteur humanitaire, dans cette période marquée par l'incertitude, que devez-vous prioriser ? On doit avoir du mal à hiérarchiser les priorités, non ? Cela a-t-il été votre cas ?

J.-F. RIFFAUD : Vous avez tout à fait raison. Et je voudrais insister sur ce contexte d'incertitude. Quand on sait, on peut ne pas être d'accord, mais c'est plus facile de choisir. Quand on ne sait pas, quand on ne peut émettre que des hypothèses, sans savoir laquelle se réalisera, c'est plus compliqué de choisir. Dans ce contexte d'incertitude, on s'est souvent demandé si on ne déshabillait pas Pierre pour habiller Paul. Est-ce que pour se consacrer à la réponse Covid, il faut arrêter tel programme de santé, tel programme d'aide psychologique auprès des femmes violées dans les camps ou tel autre programme de renforcement agroécologique ? Ou on fait les deux ? Ou on ne s'occupe pas de Covid ? Nous avons choisi de faire les deux.

La consigne que nous avons décidé de nous donner à nous-mêmes, c'est de maintenir nos programmes actuels, de les adapter aux mesures de prévention et d'apporter aussi notre contribution à la réponse Covid. Cela est fondé sur une analyse politique, sur notre mandat et sur un cheminement éthique. Nous ne pouvions pas renier notre engagement vis-à-vis des communautés, engagement qui préexistait au Covid-19. Autant que faire se peut, nous nous sommes donc donnés pour objectif d'adapter nos activités et d'ajouter, là où nous pouvons le faire et là où nous sommes pertinents, des activités Covid.

La deuxième question, liée à la première, a été : comme faire pour ne pas être des vecteurs du virus ? Les équipes devaient être protégées et on devait faire en sorte qu'elles ne soient pas vectrices de transmission. Pour ne pas faire de mal en pensant faire le bien (non-malfaisance). Alors que le virus cir-

culait fortement en Europe, il ne fallait pas que nos expatriés (même s'ils ne représentent que 3 % de nos effectifs), en partant sur le terrain, ou en revenant d'un séjour en Europe, contribuent à la circulation du virus. Comment faire, alors qu'il n'y avait pas de tests ? Dans certains pays, les gouvernements et les sociétés disaient, avec une certaine appréhension : « il ne faudrait pas que les Blancs nous amènent le virus ! ». On était conscients de cette tension, de l'histoire coloniale, des travers des ONG occidentales. Mais notre organisation ne ressemble plus à ça depuis longtemps. C'est pour ce que l'on *fait* et non pas pour ce que l'on *représente* qu'il faut nous juger.

Changements d'échelles et modalités d'action

TRACÉS : Ces fragmentations que crée la pandémie au sein des organisations humanitaires internationales, ces empêchements, ne risquent-ils pas de vous pousser vers un retour à un cadre national, local, alors que vous vous déployiez grâce à des partages, des circulations de savoirs et des collaborations opérationnelles dépassant les frontières nationales ? Et est-ce que, plus largement, d'un point de vue socio-économique, il faut s'attendre à des injonctions pour un retour à la production de ressources agricoles, d'approvisionnement et d'intervention en ce qui vous concerne, à l'échelle locale, nationale ?

J.-F. RIFFAUD : Dans le champ de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, je ne vois pas les choses de cette façon. Cette crise valide le modèle de la localisation. C'est une ambition qui date du Sommet humanitaire mondial qui s'est tenu à Istanbul en 2016 et qui a vu émerger un agenda de localisation de l'aide et de partenariats très important. Concrètement, les grandes ONG dites « du Nord » doivent de plus en plus travailler avec des acteurs locaux, et si possible doivent être à l'image des pays dans lesquels elles interviennent. Chez ACF, on est probablement l'ONG française la plus localisée, donc on a cette chance d'avoir assez peu d'expatriés et, parmi eux, d'avoir beaucoup d'expatriés régionaux. Par exemple, au Burkina, certains expatriés d'ACF sont Maliens, Nigériens, Congolais. Ce qui signifie aussi que plus de 95 % de nos équipes sont constituées de nationaux, à tout type de poste de responsabilité, ce qui est extrêmement important à mes yeux. À cela s'ajoute la recherche de toujours plus de partenariats locaux, avec les associations locales, avec les communautés, et, surtout, avec les personnes qui sont les destinataires de notre action. Une personne qui a faim reste une personne qui sait penser ses pratiques sociales, culturelles, qui sait penser son environnement. La faim n'enlève pas la dignité ni l'humanité. C'est là

le fondement de l'impératif de partenariat, impératif qui doit conduire à des formes de coproduction de programmes ou de dispositifs.

TRACÉS : *Ce que vous dites fait penser à des acteurs et à des organisations comme ATD Quart-monde.*

J.-F. RIFFAUD : C'est un compliment. Ce point de vue s'inscrit dans une certaine tradition d'action sociale en France, avec des horizons divers, progressistes, spirituels, etc. Pour revenir à la crise actuelle, oui, elle valide les impératifs de localisation et de partenariats. Ce qui ne veut pas dire, contrairement à une critique qui est parfois adressée à la localisation, renfermement sur soi.

TRACÉS : *Oui, parce qu'il y a un risque de repli national, on le voit bien...*

J.-F. RIFFAUD : Certes, mais je vais rajouter un troisième élément qui est validé aujourd'hui, me semble-t-il, par cette crise, et qui est important dans notre champ d'action : la mutualisation. Quand tous les avions sont cloués au sol, que les bateaux ne voguent plus et qu'il n'y a pas de lunettes en plastique, pas de masques, pas de blouses de protection contre le virus – rappelez-vous, en mars 2020, c'était terrible – et que vous êtes tout seul, même si vous êtes une ONG importante, vous vous dites à un moment donné qu'il faut s'associer à d'autres acteurs, humanitaires et institutionnels, notamment locaux, pour pouvoir continuer à travailler, pour demeurer opérationnels. À mes yeux, cela vient compenser le risque de renfermement, à condition que ces logiques de mutualisation ne conduisent pas les ONG du Nord à mutualiser entre elles au détriment des ONG du Sud et des acteurs locaux. L'enjeu majeur est d'embarquer les acteurs de la société civile des pays en voie de développement dans ces logiques de mutualisation, et ce, dans tous les secteurs, y compris le champ universitaire. Cette dynamique devra appeler à une forme de renoncement de notre part. Dans cette mutualisation, notre renoncement sera la certitude de faire ensemble et plus tout seul, de faire mieux et plus juste.

TRACÉS : *Cette logique de mutualisation s'est-elle faite à la marge de ce que sont les clusters humanitaires constitués, avec leurs rapports de pouvoir institutionnels établis et leurs logiques de concurrence? Est-ce que c'est quelque chose qui s'est fait « par le bas », de gré à gré, de manière informelle en réaction à cette urgence?*

J.-F. RIFFAUD : Je vais être très concret. Depuis près de quatre ans, à l'initiative d'ACF, on a construit un réseau amical avec d'autres ONG, sans personne morale derrière, sans hiérarchie : le Réseau logistique humani-

taire. Ce sont les directeurs de la logistique d'ACF, d'Humanité et inclusion (ex-Handicap international), de Médecins du monde (MDM), Solidarités international, etc., qui travaillent ensemble. Il se trouve qu'ACF a développé un outil informatique permettant de soutenir notre *supply chain*. On a donc proposé de le partager avec ces autres ONG, sans payer plus pour elles mais sans faire de marge non plus. C'était *juste* ! Cette approche-là, unique en son genre, s'est vue accélérée par la crise du Covid-19.

TRACÉS : *C'est un vrai changement, dans la mesure où vous êtes souvent en concurrence les uns avec les autres...*

J.-F. RIFFAUD : Nous travaillions depuis plusieurs années déjà à un projet de coopérative, à neuf ONG, autour de ce Réseau logistique humanitaire. Quand, au mois de mars, on a vu les avions ne plus décoller, on a fait le tour des besoins des collègues. On est alors collectivement allé voir le centre de crise du Quai d'Orsay, la DG ECHO⁶ et le commissaire européen J. Lenarčič, chargé de la gestion des crises, à Bruxelles, et on leur a proposé nos compétences de logistique afin qu'ils nous soutiennent financièrement pour une reprise du trafic aérien humanitaire. On a ainsi rempli soixante avions. Le premier a décollé le 8 mai de Lyon, avec du matériel et du staff, avec environ soixante-dix personnes, pour Bangui. Puis nous avons été en RDC, au Yémen, au Soudan et dans bien d'autres pays. C'est là qu'a été validé ce principe de mutualisation, du moins à son échelle européenne. Si l'on veut construire un environnement économique nouveau, il y a certainement un axe à explorer de ce côté-là. Cela ne veut pas dire qu'on va être déconnecté du monde marchand, du monde de la performance, qui est aussi le nôtre. Nous croyons simplement que la création de valeur, de richesse, doit être avant tout sociale et pas uniquement financière et que, lorsqu'elle l'est, elle doit s'accompagner d'une recherche de l'intérêt général.

TRACÉS : *On est vraiment au cœur des reconfigurations entre les acteurs humanitaires, de la réorganisation la plus efficace qui soit pour les actions à mener... et cela rejoint finalement notre quatrième question : est-ce une nouvelle ère qui commence ?*

J.-F. RIFFAUD : Je ne sais pas si c'est une nouvelle ère ou un nouveau monde. J'essaie de ne pas dire qu'il y a un avant et un après, parce que j'ai fait beaucoup de communication dans ma vie et j'ai le sentiment que cette dualité est trop simplifiée. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que ça réaffirme et

6 ECHO (European Civil protection and Humanitarian aid Operations) est la Direction générale pour la protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes, de la Commission européenne.

révèle un certain nombre de choses qu'il faudrait changer sur Terre pour que ça aille mieux... Malheureusement, je ne suis pas certain que nous assistions à de tels changements.

TRACÉS : Une dernière question, au sujet des contenus à prioriser en matière de lutte contre la faim. Les filets sociaux de sécurité sont-ils, plus que jamais, une nécessité? Et que fait-on de la question éducative, qui intervient en amont, pour créer des individus autonomes?

J.-F. RIFFAUD : J'aime beaucoup ce que vous dites. En effet, les filets sociaux et les systèmes de santé mettent en évidence l'importance d'une approche structurelle. C'est pourquoi on doit ajouter à nos activités traditionnelles (nutrition, sécurité alimentaire, eau et assainissement, santé et santé mentale) les questions d'égalité de genre, absolument centrales ou encore, par exemple, d'environnement. Au demeurant, il faut être humble : on ne peut malheureusement pas tout faire. Par exemple, même si j'y suis fondamentalement attaché, l'éducation relève, à mon sens, des services sociaux de base, avec les systèmes de santé et la protection sociale et non du mandat d'ACF. Nous n'agissons donc pas directement sur l'éducation. Néanmoins, la faim étant le produit de toutes les inégalités cumulées, les inégalités d'accès à l'éducation ont un impact sur notre mission sociale, ce qu'il nous faut bien entendu penser et ne pas perdre de vue. Concernant les questions environnementales, nous avons conduit des expertises et nous avons pu démontrer le lien entre le changement climatique et l'insécurité alimentaire. Cela nous a poussés à travailler sur des programmes adaptatifs mais aussi transformatifs. Par exemple, au Liberia, nous venons de lancer un programme d'agriculture transformative. Nous regardons, enfin, l'environnement du point de vue de notre propre impact. C'est pourquoi nous avons engagé ACF dans un objectif de 50 % de réduction de l'impact carbone à horizon 2030.

Quand la faim demeure. Politique et aide humanitaire dans une région marginalisée d'Éthiopie

Alice Corbet

La zone du Wag Hemra, au nord de l'Éthiopie, est historiquement marquée par la famine et par les conflits avec le pouvoir central. Dans cette région isolée, plusieurs épisodes de sécheresse récents rendent la vie des paysans agaws très précaire et dépendante des systèmes de sécurité alimentaire gouvernementaux ou des organisations humanitaires internationales. Cet article décrit différents appareils d'aide qui les supportent, mais qui ne proposent pas des solutions durables pour sortir les habitants de la pauvreté, ce qui les pousse à migrer. Le gouvernement fait-il le choix délibéré de ne pas aider la région au-delà d'un perpétuel temps de l'urgence? Les organisations d'aide internationales doivent-elles quitter une zone où elles ne travaillent pas de manière indépendante?

Mots clés : Éthiopie, Wag Hemra, faim, sécurité alimentaire, humanitaire

The Wag Hemra zone in northern Ethiopia has a history of famine and conflict with the central government. In this remote region, several recent droughts have made the lives of Agaw farmers very precarious and dependent on government food security systems or international humanitarian organisations. This article describes various aid apparatuses that support them, but do not offer sustainable solutions to lift the inhabitants out of poverty, causing them to migrate. Is the government making a deliberate choice not to help the region beyond a perpetual state of emergency? Should international aid organisations leave an area where they do not work independently?

Keywords: Ethiopia, Wag Himra, hunger, food security, humanitarian aid

« Remettre la vie parmi nous ». Expériences de la faim et organisation paysanne dans le Bas Nord-Ouest haïtien

Flore Dazet

Dans le département rural du Bas Nord-Ouest haïtien, les habitants parlent sans cesse du problème du *grangou* (la faim) : évoquant l'image d'une zone agricole qui ne produit plus, les paysans disent manquer de tout et ne plus pouvoir vivre. La faim apparaît

comme l'expression générale et indéterminée d'un « rien ne va ». À travers des formes d'organisation collective, les habitants tentent de rendre la situation intelligible et tangible, de manière à pouvoir agir sur elle. C'est ce que nous appelons, en nous inspirant de la pensée de John Dewey, un processus de *reconstruction* de l'expérience. Les ONG présentes dans le département pourraient s'avérer un levier dans ce processus. Cependant, si les perspectives des ONG ne diffèrent pas sensiblement de celles des populations sur la nature problématique de la situation, les manques qui la caractérisent ou les fins à poursuivre, elles divergent en ce qui concerne la signification de l'action et l'agencéité des habitants. Nous cherchons à montrer ici que la conception de l'action promue par les ONG, de type behavioriste ou comportemental, est un « arrière-plan d'intelligibilité » qui contraint implicitement leur manière de percevoir les situations, les amenant à disqualifier les actions des paysans, à nier leur agencéité – à la fois pratique et normative – et finalement à les priver des moyens nécessaires à la *reconstruction* d'une expérience publique.

Mots clés : expérience, public, faim, capacité, action, autonomie/anomie, comportementalisme, organisation collective, infra-politique, ONG

In the rural department of lower North-West Haiti, the inhabitants constantly talk about the problem of *grangou* (hunger): Evoking the image of an agricultural area that no longer produces anything, the farmers say they suffer all kinds of shortages and can no longer make a living. Hunger appears as a general and indeterminate expression of “nothing working”. Through forms of collective organisation, the inhabitants try to make the situation intelligible and tangible, to be able to act on it. This is what we call, inspired by the ideas of John Dewey, a process of *reconstruction* of experience. The NGOs present in the department could prove to be a lever in this process. However, while the perspectives of the NGOs do not differ significantly from those of the peasants on the problematic nature of the situation, the shortcomings that characterise it, or the ends to be pursued, they do diverge with respect to the meaning of action and agency of the inhabitants. Here we seek to show that the behaviourist conception of action promoted by NGOs is a “background of intelligibility” that implicitly constrains their way of perceiving situations, leading them to disqualify farmers' actions, to deny their agency – both practical and normative – and finally to deprive them of the means necessary for the *reconstruction* of a public experience.

Keywords: experience, public, hunger, capacity, action, autonomy/anomie, behaviourism, collective organisation, infrapolitics, NGOs

Qu'est-ce qu'un cas de mortalité par la faim ? La surmortalité par la famine en débats au Bengale colonial (1873-1875)

Éléonore Chanlat-Bernard

De nombreux travaux ont montré l'importance des pratiques d'énumération dans le contrôle social colonial. De la fin octobre 1873 à février 1875 le Bengale fait officiellement face à une situation de famine, dont l'ampleur est objet de controverses en Inde coloniale comme en métropole. Le bilan officiel fait état du chiffre dérisoire de vingt-quatre morts directement dues à la faim et qui auraient pu être évitées. Mais que recouvre ce

chiffre ? Il semble paradoxal d'énumérer des cas individuels de mortalité dans le cadre d'un phénomène généralisé. En contrôlant la surmortalité par un bilan officiel à la représentativité statistique contestable, les autorités cherchent moins à rendre compte de la famine qu'à justifier les mesures prises et à rejeter la responsabilité de leur sort sur les affamés eux-mêmes.

Mots clés : famine, administration coloniale, statistiques, Empire britannique, Inde

The importance of numbering practices for colonial social control is well-documented. From October 1873 to February 1875, there was officially a famine situation in Bengal but its scope was controversial both in colonial India and in Britain. Officials stated that only twenty-four people had died directly from starvation during the famine. But what does this number stand for? It seems paradoxical to register individual cases in the midst of a broad phenomenon. With this statistically questionable official statement, the colonial authorities were more concerned with justifying their policies than acknowledging the reality of famine. Moreover they made the starving responsible for their own starvation.

Keywords: famine, colonial administration, statistics, British Empire, India

« Les feuilles amères avaient un goût sucré » : la faim dans le Kampuchéa démocratique (1975-1979)

Sarah Privat-Lozé

Les Khmers rouges des années 1975 à 1979 ont engagé le Cambodge dans une révolution agraire qui a occasionné une des famines les plus meurtrières du xx^e siècle. Cette violence produite tant par le travail forcé que par la pénurie de nourriture est à comprendre comme une violence d'État. Toutefois la compréhension de la famine ne saurait se réduire à cette seule logique rationnelle qui rabat l'élimination par la faim à sa dimension mécanique. Nous nous proposons d'aborder cette famine à « hauteur d'homme » dans une perspective micro-historique et de l'interroger dans un « jeu » et « je » d'échelles qui permettent de percevoir l'intimité de cette expérience. Une enquête conduite dans la coopérative de Peam Ek, région de Battambang, permet de saisir l'extrême vulnérabilité d'une population engagée dans une quête obsédante de nourriture, et d'approcher cette expérience de la faim telle qu'elle est restituée dans les récits des survivants. Une attention particulière est portée à l'agir des acteurs sociaux et à l'interaction entre cadres Khmers rouges et membres des coopératives. Elle permet de voir que dans l'espace clos des coopératives se dessinent des logiques et mécanismes locaux, des stratégies qui réfléchissent ou infléchissent la politique du comité central engagé dans une « bataille par la faim ».

Mots clés : faim, famine, Khmer rouge, terreur, vulnérabilité

The Khmer Rouge, active between 1975 to 1979, committed Cambodia to an agrarian revolution which caused one of the deadliest famines in the twentieth century. This violence, which was produced by both forced labour and food shortages, must be understood as a form of state violence. However, famine cannot be comprehended solely through rational logic, in which starving the population to death comes down to a

purely mechanical endeavour. We propose to study the 1975-1974 famine on a human scale, from a micro-historical perspective with a view to addressing it at “I” and “eye” level, enabling us to perceive the innermost dimension of this experience. A survey conducted at the Peam Ek cooperative, in the Battambang area, helps us to approach this experience of hunger and grasp the extreme vulnerability of a population engaged in a quest for food so obsessive it can be passed on to others. Particular attention is paid to the action of social workers and the interaction between Khmer Rouge executives and members of cooperatives. It allows us to see that, in the confined space of cooperatives, local logics and mechanisms were emerging, strategies that reflected or influenced the policy of the central committee, which at the time was engaged in “starvation warfare”.

Keywords: hunger, famine, Khmer rouge, terror, vulnerability

Les coupons alimentaires de l'État-providence. Écrire au sujet du programme *Food Stamps* aux États-Unis (1966-1975)

Antoine Nséké Missé

Programme social consistant à remettre de coupons alimentaires à des populations démunies, *Food Stamps*, qui fut lancé aux États-Unis par le gouvernement fédéral dans le cadre des politiques dites de la « guerre contre la pauvreté » des années soixante, suscite dès le début de son existence une importante correspondance. Dans un contexte socio-politique où l'assistance de l'État est traditionnellement regardée avec suspicion, apparaît un dispositif qui est géré à l'échelle nationale par le ministère de l'Agriculture, mais administré à l'échelle des comtés par les services sociaux locaux. D'abord expérimental et limité, le programme est progressivement étendu à l'échelle nationale entre le milieu des années soixante et celui des années soixante-dix, ce qui génère un courrier volumineux. Les lettres reçues au Ministère en provenance de tout le pays, permettent de mesurer les réactions et attentes diverses que suscitent l'irruption de ces bons d'alimentation chez des acteurs très différents, allant d'aspirants bénéficiaires aux élus locaux. Surtout elles aident à prendre la mesure de la constitution, en quelques années à peine, d'une série d'interactions sociales nouvelles autour d'un dispositif d'aide alimentaire.

Mots clés : assistance sociale, aide alimentaire, pauvreté aux États-Unis, interactions sociales, État-providence

The Food Stamps welfare programme consisted in providing food coupons to disadvantaged people. Created in the United States by the federal government within the context of the War on Poverty policies of the 1960s, it sparked a large volume of correspondence. Amid a sociological and political context in which federal assistance was traditionally viewed with suspicion, this new social programme was managed at the national level by the United States Department of Agriculture (USDA) but run at the county level by local welfare services. First experimental and restricted, the Food Stamps programme was gradually extended nationwide between the mid-sixties and mid-seventies, with a substantial amount mail generated in response. The letters received by the USDA from across the country help us to measure the reactions and expectations created by the food coupons among different types of people, from potential recipients to local elected offi-

cial. Above all, these letters show us how in just a few years, a series of brand new social interactions was established in relation to a food assistance programme.

Keywords: social welfare, food assistance, poverty in the United States, social interactions, welfare state

Le glanage alimentaire en milieu urbain, ou la constitution de « protections rapprochées »

Martin Manoury

Le glanage alimentaire est ordinairement considéré comme une pratique de subsistance, associée au manque et à la faim. Cet article revient sur ce présupposé en s'intéressant au glanage des fractions inférieures des classes populaires. À partir de données issues d'une enquête ethnographique toujours en cours, nous montrons que si le glanage constitue bien une manière de se nourrir répondant à une exclusion des circuits d'approvisionnement marchand, il ne peut pourtant s'y résumer. Par une approche interactionnelle, nous étudions d'abord comment cette pratique parvient, dans certains cas, à rendre visible la constitution de protections rapprochées, reposant sur des valeurs morales de réciprocité et de solidarité. Dans un second temps, cet article adopte une approche dispositionnelle, en analysant la genèse des dispositions économiques non marchandes d'un des glaneurs. Nous montrons que celles-ci ne sont pas seulement déterminées par des situations de survie structurées par l'incertitude du lendemain, du manque et de la faim, mais qu'elles se sont constituées lors de phases de socialisation scolaire et professionnelle passées, transformant aussi bien les modalités d'action que le sens donné à la pratique.

Mots clés : glanage alimentaire urbain, pauvretés, culture de la faim, protection rapprochée, réciprocité

Food gleaning is usually considered as a subsistence practice, related to scarcity and hunger. This paper revisits this assumption by focusing on gleaning by the lower fractions of the working classes. Based on data from fieldwork still in progress, this article shows that even though gleaning is a way of consuming food that is excluded from the official market supply channels, it cannot be reduced to that. First, through an interactional approach, we explain how this practice can, in some cases, make visible the constitution of close protection, based on moral values of reciprocity and solidarity. Secondly, this article takes a dispositional approach, by analysing the genesis of the non-market economic arrangements of one of the gleaners. We show that these arrangements are not only determined by situations of survival struggles, lack and hunger, but that they are established during past stages of school and professional socialisation, transforming both the modalities of action and the meaning given to the practice.

Keywords: urban food gleaning, poverty, culture of hunger, close protection, reciprocity

Going hungry for Dyett : grève de la faim pour l'éducation publique à Chicago, don de soi et défense des intérêts de la « communauté »

Clément Petitjean

La grève de la faim est régulièrement présentée comme un ultime recours de groupes dominés et socialement impuissants. Cette hypothèse est confrontée à l'étude d'un cas particulier, celui d'une grève de la faim déclenchée à Chicago en août 2015 pour s'opposer à la fermeture d'un lycée public, qui débouche sur la réouverture de ce dernier. Au-delà de son intérêt empirique, l'étude de cette bataille *par* la faim victorieuse invite à réinscrire l'analyse des transformations de la faim en ressource contestataire dans son contexte de production, marqué par la politisation des formes de violences imposées aux populations racisées, mais aussi à rapporter ce répertoire d'action aux agents sociaux qui le mobilisent, à leurs positions sociales et aux ressources dont ils disposent pour se poser en porte-parole d'intérêts plus larges.

Mots clés : Chicago, grève de la faim, éducation, action collective

Hunger strikes are often presented as a weapon of last resort for oppressed and socially powerless groups. This hypothesis is tested through the case study of a hunger strike that was launched in Chicago in August 2015 against the closure of a public high school and which resulted in its reopening. Beyond its empirical interest, the study of a struggle *through* hunger argues for embedding the analysis of how hunger is turned into a contentious resource within its context of production. Because this context is shaped by the politicisation of the forms of violence imposed onto racialised groups, the paper also argues that hunger as a contentious resource must be viewed in relation to the social agents using it, to their social positions and the resources at their disposal when claiming to stand for broader interests.

Keywords: Chicago, hunger strike, education spokesperson, collective action

De Maze à Guantánamo : réflexions sur la temporalité des grèves de la faim et la mort lente en détention

Michelle C. Velasquez-Potts. Traduction par Lise Garond

Cet article propose une analyse comparative des grèves de la faim en cours depuis 2002 au camp de détention de Guantánamo et de la célèbre grève de la faim des prisonniers républicains irlandais de 1981, à l'issue de laquelle dix détenus trouvèrent la mort à la prison de Maze, en Irlande du Nord. J'examine en particulier le film *Hunger* de Steve McQueen (2008), qui retrace l'histoire de la grève irlandaise et l'engagement de Bobby Sands, en offrant une expérience temporelle très particulière qui permet au spectateur de se confronter aux enjeux politiques et corporels des grèves de la faim. Cet éclairage permet, en retour, d'interroger l'état actuel de la dissidence incarnée à Guantánamo où, depuis 2002, les grèves de la faim sont réprimées par le recours à l'alimentation forcée. L'article se conclut par une analyse de l'utilisation punitive de la sonde alimentaire en tant qu'outil technologique de répression de la vie politique et relationnelle au sein du camp.

Mots clés : grève de la faim, alimentation forcée, protestation incorporée, Baie de Guantánamo, culture visuelle

This essay examines the ongoing hunger strikes at Guantánamo Bay detention camp through a comparative analysis of the infamous 1981 Irish hunger strike, during which ten Irish Republican prisoners would ultimately fast unto death. In particular, I analyse Steve McQueen's 2008 film *Hunger*, which chronicles the protests that led to the eventual Republican death fast at the now demolished Maze prison in Northern Ireland. I argue that the film facilitates a unique temporal experience by which to engage with the political and corporeal stakes of hunger striking, and an opportunity to consider the present state of embodied protest at Guantánamo Bay, where since 2002 prisoners have been force-fed as punishment for hunger striking. I conclude the essay with a discussion about the current state of force-feeding at Guantánamo Bay, where the punitive administration of the feeding tube, I argue, remains a technological means by which to repress political and relational life at the camp.

Keywords: hunger striking, force-feeding, embodied protest, Guantánamo Bay, visual culture

Nourrir les « nouveaux » pauvres. Une enquête de terrain dans des services d'aide alimentaire parisiens au temps du premier confinement (printemps 2020)

Lorraine Guénée, Erwan Le Méner et Odile Macchi

Cet article s'intéresse à l'organisation de l'aide alimentaire parisienne et à ses bénéficiaires durant le premier confinement de la population française au printemps 2020. Il repose sur des observations directes de distributions, bouleversées par la crise sanitaire. Dans cette situation, les intervenants du front et leur encadrement s'inquiètent de l'apparition de « nouveaux publics ». Cependant, cette impression de nouveauté tient d'abord à la circulation et la concentration de files actives dans un ensemble à la fois plus restreint et plus accessible de services d'aide. Certaines personnes recourent bel et bien pour la première fois à ces secours d'urgence. Il s'agit de travailleurs forcés à l'inactivité ou d'étudiants en difficulté. Toutefois, l'étude montre moins le basculement dans la précarité que l'ampleur et la diversité des déséquilibres budgétaires qui affectent la vie de celles et ceux qui doivent se nourrir avec peu.

Mots clés : aide alimentaire, urgence sociale, crise du covid-19, premier confinement

This article deals with the organisation of Parisian food aids, and their beneficiaries, during the first lockdown of the population in 2020. The work is based on the direct observation of food drives and the disruptions caused to them by the global health crisis. In this situation, we found front line workers and their managers concerned about the appearance of “newcomers”. However, this sense of novelty stemmed primarily from the flow and concentration of active queues at a smaller and more accessible set of help services. Some people were indeed using this emergency aid for the first time. These were temporarily inactive workers or struggling students. However, the study shows less the shift into precariousness than the extent and diversity of budgetary imbalances that affect the lives of those who have to feed themselves with few resources.

Keywords: food aid, social emergency, covid-19 sanitary crisis, first lockdown

Covid-19 : « La faim se nourrit de toutes les inégalités, de toutes les vulnérabilités ».

Entretien avec Jean-François Riffaud, Directeur général d'Action contre la Faim, 28 janvier 2021

Dans l'entretien avec Jean-François Riffaud, Directeur général d'Action contre la Faim (ACF), nous avons abordé le regard que porte cette organisation non gouvernementale (ONG) sur la nature et les effets de la crise pandémique de covid-19, ainsi que sur ses propres pratiques humanitaires. Alors même que la circulation et le taux de reproduction du virus (dit aussi R_0) étaient bien moindres qu'en France, les pouvoirs publics de la plupart des pays pauvres ont pris des mesures de protection et de confinement aux lourds effets socio-économiques et psychologiques : pour preuve, entre avril et juin 2020, la fréquentation de certains centres de soin dont s'occupe ACF, destinés en particulier aux enfants, a pu baisser entre 20 et 50 %. L'Organisation des Nations unies (ONU), de son côté, prévoit que les personnes souffrant de malnutrition aiguë seront bientôt deux cent trente millions au niveau mondial (contre cent cinquante millions fin 2020), soit 20 % de plus. Outre l'importance et le caractère délétère des conséquences indirectes des mesures de protection, la prévalence de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire devançant la prévalence clinique liée au virus, J.-F. Riffaud souligne un contexte de très forte incertitude, rendant la prise de décision particulièrement difficile et faisant apparaître des logiques contre-intuitives (les populations les plus affectées par le virus ne sont pas nécessairement les plus vulnérables). Autre enseignement, ou plutôt rappel : l'extrême fragilité des systèmes de santé et de protection sociale des pays pauvres. La faim se donne à voir comme la traduction certaine des dysfonctionnements structurels qui résultent de choix politiques et économiques particuliers et identifiables. La nature éminemment politique du problème rappelle aussi que circonscrire la représentation de la faim à des événements exceptionnels (sécheresse, guerres...), et réduire son traitement à un plan technique, entrave non seulement sa compréhension mais aussi la capacité à porter un regard critique sur les effets ambivalents, inattendus, de certaines actions, telles que celles des ONG. Dans la période actuelle, où l'on cherche à définir des priorités, ACF a décidé de ne pas arrêter ses activités (programmes nutritionnels d'urgence, renforcement agroécologique, etc.) pour tenter de rester fidèle au « mandat auprès des communautés et au cheminement éthique » qui sont les siens. En lien avec cette décision s'est posée celle du risque, pour les personnels - notamment expatriés - d'être vecteurs du virus. En ce qui concerne l'action des ONG humanitaires, la crise semble valider un agenda commun aux triple impératif : la localisation, le partenariat avec la société civile locale et les communautés, et la mutualisation, en dehors des logiques de simple rentabilité.

Mots clés : covid-19, sécurité alimentaire, aide humanitaire, inégalités, vulnérabilités

The interview with Jean-François Riffaud discusses the views of Action Against Hunger (ACF) on the nature and effects of the Covid-19 pandemic crisis, as well as on its own humanitarian practices. Even if the circulation and reproduction rate of the virus (also known as R_0) was much lower than in France, public authorities in most poor countries took protection and lockdown measures with serious socio-economic and psychological effects. Between April and June 2020, for example, this resulted in a 20 to 50 percent drop in attendance at ACF-run care centres, especially those for children. Among other factors (such as conflicts), this has an effect on the increase in cases of mal-

nutrition. Thus, the United Nations predicts that the number of people suffering from acute malnutrition will soon be two-hundred-and-thirty million worldwide (against one-hundred-and-fifty million by the end of 2020). In addition to the side-effects of protection measures, with a prevalence of malnutrition and food insecurity higher than the clinical prevalence linked to the virus, J.-F. Riffaud underlines a context of great uncertainty in which decision-making is particularly difficult. It is all the more difficult because the crisis highlights counterintuitive logics: for example, the populations most affected by the virus are not necessarily the most vulnerable in terms of malnutrition. This interview also reminds us of the extreme fragility of health and social protection systems in poor countries. It shows that hunger is the result of structural dysfunctions linked to specific and identifiable political and economic choices. The political nature of the issue also shows that we should not limit the representation of hunger to exceptional events (drought, wars, etc.). Nor should we reduce its management to a single technical act, at the risk of preventing us not only from understanding it but also from being able to look critically at the ambivalent and unexpected effects of certain actions, including those of non-governmental organisations. In the current period, despite the uncertainties and the risk of staff, especially expatriates, being carriers of the virus, ACF has decided to pursue its activities (emergency nutrition programmes, agro-ecological reinforcement, etc.). For the NGO, it is a question of remaining faithful to its “mandate towards the communities and its ethical path”. Finally, the crisis seems to validate three imperatives of a common agenda for all humanitarian NGOs: localisation of aid, partnership with civil society and local communities, and mutualisation, beyond the logic of simple profitability.

Keywords: covid-19, food security, humanitarian aid, inequalities, vulnerabilities

Les auteurs

Éléonore CHANLAT-BERNARD	doctorante, Centre de recherches historiques, EHESS ; ATER en histoire contemporaine, Sciences Po Toulouse
Alice CORBET	chargée de recherche CNRS, laboratoire Les Afriques dans le monde, Sciences Po Bordeaux
Flore DAZET	doctorante, Centre de recherches historiques, EHESS
Lorraine GUÉNÉE	chargée d'étude, Observatoire du Samusocial de Paris ; doctorante au Centre d'étude des mouvements sociaux, EHESS
Pierre JANIN	directeur de recherche, Institut de recherche pour le Développement, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Natalia LA VALLE	bibliothécaire référente pour la sociologie, BU de SciencesPo Paris (FNSP)
Erwan LE MÉNER	responsable d'enquête, Observatoire du Samusocial de Paris ; doctorant au Centre d'étude des mouvements sociaux, EHESS
Anne LHUISSIER	directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, Centre Maurice Halbwachs
Odile MACCHI	responsable d'enquête, Observatoire du Samusocial de Paris ; membre associée du Centre d'étude des mouvements sociaux, EHESS
Martin MANOURY	doctorant, Centre nantais de sociologie, Université de Nantes
Antoine NSÉKÉ MISSÉ	doctorant, Centre d'études nord-américaines, EHESS
Clément PETITJEAN	maître de conférences en études anglophones, Centre de recherches innovantes en démographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Sarah PRIVAT-LOZÉ	doctorante, Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron, EHESS
Thomas RIBÉMONT	maître de conférences en science politique, directeur de l'Institut d'Études Européennes, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3
Jean-François RIFFAUD	Directeur général, Action contre la faim (ACF-France)
Michelle C. VELASQUEZ-POTTS	Chancellor's Postdoctoral Fellow in History of Consciousness, University of California, Santa Cruz



Droit et Société

Revue soutenue par l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du Centre National de la Recherche Scientifique (France)

ISSN 0769-3362

Administration et abonnement

Lextenso

La Grande Arche, paroi Nord, 1 parvis de la Défense
92044 Paris – La Défense Cedex, France
Tél. : 01.40.93.40.40

Secrétariat de rédaction

Institut des Sciences sociales du Politique, ENS Paris-Saclay
4 avenue des Sciences, F-91190 Gif-sur-Yvette Cedex
e-mail : geraldine.doite@ens-paris-saclay.fr

Site Internet : ds.hypotheses.org

La revue est disponible sur Persée, Cairn.info et HeinOnline

Au sommaire du numéro 109/2021

Éditorial

Dossier : Penser la race en juriste : lectures critiques

coordonné par Silvia FALCONIERI, Laetitia GUERLAIN et Lionel ZEVOUNOU

Silvia FALCONIERI, Laetitia GUERLAIN, Lionel ZEVOUNOU : *Les juristes et la race.*

Analyse critique à partir de quelques textes (1880-1930). Présentation du dossier

Laetitia GUERLAIN : *Refonder le droit sur la race : la philosophie juridique d'Edmond Picard*

Claude BLANCKAERT : *Une culture d'imprégnation. Genèse et apories de la notion de « droit racial » chez Edmond Picard*

Isabelle MERLE, Lionel ZEVOUNOU : *Systématiser la différenciation raciale à travers le régime juridique de l'indigène : la contribution d'Henry Solus*

Silvia FALCONIERI : « Race », santé et « génie français ». *Un commentaire de Paul Esmein du Code de la famille de 1939*

Paul-André ROSENAL : *La race, quelle race ? Significations et performativité de la « protection de la race » dans le Code de la famille de 1939*

Guillaume RICHARD : *Roger Bonnard et la race en droit nazi*

Guillaume MOURALIS : *Entre lecture empathique et stratégie de distinction. Le racisme national-socialiste selon Roger Bonnard*

Documents à l'appui

Droit et Société au Japon









Gakuto TAKAMURA : *La « conscience juridique » aux États-Unis : réceptions comparées en France et au Japon*

Adrienne SALA, Eri KASAGI : *Judiciarisation de la mort et du suicide par surmenage et cause lawyering à la japonaise ?*

Makiko SHIMIZU : *Réalité et transformation des « pratiques de relations commerciales japonaises » : le cas de l'architecture modulaire*

Yuki ASANO : *Le raisonnement juridique pluraliste*

Simon SERVERIN : *La légitimité religieuse du pouvoir dans l'histoire constitutionnelle japonaise*

Titre de la revue	Abonnement France métropolitaine TTC	Abonnement étranger TTC
 Cahiers d'études hispaniques médiévales (CEHM)* 1 N°/an	25 €	28 €
 Histoire de l'éducation* 2 N°s /an	36 €	42 €
 Mots. Les langages du politique* 3 N°s /an	60 €	69 €
 Recherches en didactique des sciences et des technologies (RDST) 2 N°s /an	50 €	56 €
 Recherche et formation* 3 N°s /an	51 €	60 €
 Repères 2 N°s /an	44 €	50 €
 Revue française de pédagogie* 4 N°s /an	72 €	84 €
 Tracés 2 N°s /an et 1 hors-série	45 €	51 €

Tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022

* Pour tout abonnement souscrit à ces revus depuis le portail Cairn (www.cairn.info), les versions électroniques des numéros compris dans votre abonnement sont immédiatement accessibles sur le portail Cairn dès leur mise en ligne. Cette offre d'abonnement est exclusivement réservée aux particuliers.

Vente au numéro

Chez votre libraire

À la librairie ENS Éditions

ENS de Lyon
19 allée de Fontenay
69007 Lyon
Du lundi au vendredi (9 h à 17 h)
5% de remise sur tous nos titres
+33 (0)4 26 73 12 70
diffusion.editions@ens-lyon.fr

Sur le site ENS Éditions

ens-lyon.fr/editions/catalogue.fr

Sur le Comptoir des presses d'universités

lcdpu.fr

Version numérique



Contacts abonnements

revues.abonnement@ens-lyon.fr
+33 (0)4 26 73 11 94

Service de presse

+33 (0)4 26 73 11 98/12 70
diffusion.editions@ens-lyon.fr

Diffusion/Distribution

FMSH-Diffusion
+33 (0)1 53 48 56 30
fmsh-diffusion@msh-paris.fr
fmsh.fr/fr/diffusion-des-savoirs

Commande libraires
cid@msh-paris.fr

Réseaux sociaux



BULLETIN D'ABONNEMENT 2022

Nom ou établissement

.....

Numéro d'abonné (le cas échéant) ABO

Numéro TVA intracommunautaire (le cas échéant)

Adresse

.....

Code postal Localité

Téléphone

e-Mail

Revue	Nombre d'abonnements	PU	Total
TOTAL			

Date Signature ou cachet

Bulletin à remplir et à retourner à

ENS de Lyon • ENS ÉDITIONS
15, parvis René Descartes • Bâtiment Buisson
BP 7000 • F-69342 LYON CEDEX 07

Pour les institutions, tout bulletin d'abonnement doit impérativement être accompagné d'un bon de commande. La mention du numéro de TVA intracommunautaire est obligatoire. Dès réception une facture est transmise à l'abonné(e).

Pour les particuliers, tout bulletin d'abonnement doit être accompagné d'un titre de paiement libellé à l'ordre de l'agent comptable de l'ENS de Lyon. Dès réception, une facture acquittée est adressée à l'abonné(e). En cas de renouvellement, merci de faire figurer sur ce bulletin votre numéro



Tracés est une revue de recherche en sciences humaines et sociales, publiant deux numéros thématiques par an et des hors-série. Ces numéros rendent compte d'un débat ancien qui a pris un tour nouveau en raison de l'actualité éditoriale ou politique, soumettent à une interrogation croisée une notion que les multiples traditions intellectuelles et disciplinaires abordent habituellement en ordre dispersé, ou explorent un champ de réflexion émergent.

Tracés ne se veut ni confinée ni contrainte en termes d'objets, de positions épistémologiques, ou d'axes de recherche, mais revendique au contraire un véritable pluralisme, dont témoigne la variété des thèmes et des approches publiés. Le comité de rédaction de la revue, composé de jeunes chercheurs issus de diverses disciplines poursuit un projet interdisciplinaire fort, qui se traduit notamment dans le choix des articles, notes, traductions et entretiens composant chacun des numéros. Les textes répondent à un appel à contribution et sont sélectionnés de manière anonyme suite aux avis d'un comité de lecture composé de spécialistes extérieurs au comité de rédaction.

En soumettant aux auteurs de larges questions concernant de multiples champs de recherche, nous attendons d'eux qu'ils décloisonnent leurs domaines respectifs de spécialité, et s'affranchissent des frontières institutionnelles qui les séparent. Nous les invitons donc à mobiliser des outils d'analyse et des références qui ne soient pas seulement issus de leur propre discipline. Nous souhaitons aussi qu'ils élaborent une réflexion accessible aux chercheurs d'autres obédiences disciplinaires.

L'éditorial, signé par les coordinateurs du numéro, reste le lieu interdisciplinaire par excellence de la revue puisque s'élaborent en son sein les confrontations, les rapprochements, et les comparaisons entre les contributions qui composent chaque numéro. Il propose au lecteur des lignes problématiques transversales, formule des hypothèses sur de possibles convergences disciplinaires, et s'interroge sur d'éventuelles importations d'outils et de méthodes.

Les articles publiés dans chaque numéro relèvent de la réflexion théorique et/ou de l'enquête empirique, permettant ainsi à *Tracés* de présenter des recherches récentes et inédites dans de multiples disciplines. Régulièrement, nos numéros comprennent également des notes qui peuvent porter sur une parution récente, sur une controverse scientifique, en offrant sur celle-ci un point de vue critique, ou sur des travaux peu connus en France, dans le but d'inviter à leur lecture.

Les traductions relèvent de ce même objectif, essentiel à nos yeux, de diffusion de textes majeurs mais inédits en français. Enfin, les entretiens font généralement intervenir des universitaires, spécialistes du thème traité, mais aussi des praticiens ou des artistes. Cette diversité de formats reflète l'intention qui est la nôtre d'ouvrir la revue à plusieurs publics.

Achévé d'imprimé
en mars 2022
Imprimerie Duplprint
733, Rue Saint- Léonard,
53100 MAYENNE
N° d'impression : 2971986Y
Dépôt légal : mars 2022
Imprimé en France